

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



SOMMAIRE

- Chronique
des événements mondiaux.....** page 3
- Compte rendu du conseil général
de la IV^e Internationale..... page 15
- Notes politiques internationales..... page 25
- La crise monétaire et la crise financière,
formes particulières de la décomposition
de l'impérialisme sénile.....** page 43
(Par Michel Dauberny)
- Le Canada, la couronne britannique
et l'impérialisme américain
(Notes pour une discussion).....** page 79
(Par François Forgeue)
- La drogue, le trafic, le blanchiment.....** page 95
(Par Andreu Camps)
- Nouvelles de l'Entente internationale** page 111
- La crise révolutionnaire en France
à la fin de la Deuxième Guerre mondiale....** page 119
(Par Jean-Marc Schiappa)
- Les Cahiers Lénine-Trotsky.....** page 131

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

des événements mondiaux

SOMMAIRE

**Chronique
des événements mondiaux**..... page 3

**Compte rendu du conseil général
de la IV^e Internationale**..... page 15

Notes politiques internationales..... page 25

**La crise monétaire et la crise financière,
formes particulières de la décomposition
de l'impérialisme sénile**..... page 43
(Par Michel Dauberny)

**Le Canada, la couronne britannique
et l'impérialisme américain
(Notes pour une discussion)**..... page 79
(Par François Forgeue)

La drogue, le trafic, le blanchiment..... page 95
(Par Andreu Camps)

Nouvelles de l'Entente internationale page 111

**La crise révolutionnaire en France
à la fin de la Deuxième Guerre mondiale**.... page 119
(Par Jean-Marc Schiappa)

Les Cahiers Lénine-Trotsky..... page 131

LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Les Cahiers Lénine-Trotsky.....	page 131
La crise révolutionnaire en France à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.....	page 113
(Par Jean-Marie Schapiro)	
Nouvelles de l'Entente internationale.....	page 111
La drogue, le trafic, le planorment.....	page 93
(Par Andréu Camps)	
Le Canada, la couronne britannique et l'impérialisme américain (Notes pour une discussion).....	page 73
(Par François Fortque)	
La crise monétaire et la crise financière formes particulières de la décomposition de l'impérialisme sénile.....	page 43
(Par Michel Dubenny)	
Notes politiques internationales.....	page 25
Compte rendu du conseil général de la IV ^e internationale.....	page 15
Comptes rendus des événements mondiaux.....	page 3

Chronique des événements mondiaux

Cette chronique est rédigée à quelques jours du premier tour des élections présidentielles françaises, et ce numéro de *La Vérité* paraîtra un peu avant le second tour. On sait les pouvoirs exorbitants que la Constitution de la V^e République attribue au président. Dans cette mesure, l'élection présidentielle est, sans aucun doute, un événement politique important et, compte tenu de la place occupée par l'impérialisme français, un événement mondial. Il est cependant possible de le traiter indépendamment du fait de savoir qui sera finalement élu, car ce n'est pas cet élément qui modifiera essentiellement la situation, ni même la signification de cette élection présidentielle.

On peut dire d'ailleurs que notre revue s'est déjà expliquée sur le fond dans la mesure où, dans son précédent numéro, elle s'est livrée à une analyse détaillée des positions politiques de Jacques Delors (1). Il est vrai que Jacques Delors a renoncé à être candidat, expliquant que les conditions n'étaient pas réunies pour réaliser les plans qu'il mettait en avant. Ainsi, s'effaçait temporairement celui qui constituait la meilleure expression possible du "consensus" fondé sur la remise en cause des droits et des acquis de la classe ouvrière.

Au-delà des précautions rhétoriques et des proclamations démagogiques, les orientations de Delors demeurent le "programme commun" des principaux candidats à la présidence, car elles correspondent aux nécessités de la défense de l'impérialisme français. En même temps, le retrait de Delors situait l'élection présidentielle dans une crise qui ne se résorbe-

rait pas par l'élection du président. Il manifestait la contradiction entre la volonté de s'engager dans une liquidation radicale des conquêtes sociales des travailleurs et la capacité d'y parvenir.

Dans l'hebdomadaire britannique *The Economist*, du 8 avril, un article consacré à la situation française remarquait que, quel que soit leur sentiment personnel, les trois principaux candidats défendaient — même si c'était parfois confusément — la même ligne proeuropéenne.

Par "proeuropéen", il faut entendre fidélité au traité de Maastricht. Certes, chacun sait que le grand édifice européen dont Maastricht devait être le socle s'est effondré avant d'être bâti. Pourtant, il demeure l'essentiel : les plans anti-ouvriers qui doivent être appliqués dans tous les pays au nom des "normes" de Maastricht, et dont la nécessité pour chaque bourgeoisie est encore accentuée précisément par l'aggravation des affrontements économiques entre les différents pays d'Europe dans le cadre d'un marché mondial rétréci et en voie de dislocation, menacé par une tempête monétaire dont les vents soufflent déjà.

The Economist note qu'aucun candidat

"n'a expliqué comment il entendait réduire les dépenses publiques ou augmenter les impôts pour que le déficit budgétaire soit ramené au niveau compatible avec l'Union monétaire (un déficit de 3 % maximum, alors qu'à la fin de l'année dernière il se montait à 5,7 % du PNB)".

(1) Voir dans *La Vérité*, n° 13, l'article "Jacques Delors et sa doctrine".

Tous les candidats savent pourtant que ce sont là les objectifs que devra s'assigner le gouvernement mis en place au lendemain des élections. Et tous redoutent l'affrontement de forces sociales antagoniques que déclenchera toute tentative de réaliser ces plans, tous en redoutent les conséquences dans le cadre d'institutions en voie de dislocation. D'autant plus que la classe ouvrière n'a pas attendu pour se dresser contre ces plans.

Dans le discours prononcé à l'issue de la manifestation organisée le 1^{er} avril par le Parti des travailleurs, Daniel Gluckstein déclarait :

"Avant même cette élection présidentielle, la lutte de classe a commencé à se dresser contre leurs plans. Les 20 points d'indice arrachés par les fonctionnaires de Corse s'inscrivent dans la défense du statut de la fonction publique, c'est-à-dire qu'ils ouvrent la voie au démantèlement et à l'abrogation de toutes les mesures prises contre les fonctionnaires depuis quinze ans par les gouvernements successifs. Les grèves de postiers dans le Var, à Orléans, exigent l'abrogation de la loi Quilès, le retour au statut.

La grève dans l'unité des employés de la Sécurité sociale, c'est la défense de la convention collective, la défense des conquêtes ouvrières. Et quand un nouveau-né meurt à La Mure parce que la maternité a été fermée en application des schémas régionaux d'organisation sanitaire (SROS), ce sont à présent 400 élus locaux qui ont démissionné pour exiger la réouverture de la maternité et l'arrêt de la désertification de la région.

A ceux qui nous disent que l'élection présidentielle peut tout, nous disons : cette élection ne peut rien, sinon aggraver les souffrances du peuple travailleur.

Et à ceux qui disent : la lutte de classe n'existe pas, nous répondons : la lutte de classe peut tout. Les millions de travailleurs unis avec leurs organisations peuvent faire reculer tous les possédants et ceux qui les protègent au gouvernement."

Et c'est en relation avec ces développements, qu'il explicitait la politique du Parti des travailleurs, répondant à ceux qui pouvaient s'étonner que le Parti des travailleurs ne présentent pas de candidats :

"Nous sommes candidats. Nous sommes candidats... à aider la classe ouvrière à établir la démocratie. Nous ne sommes pas candidats au pouvoir personnel, aux promesses bidon faites une fois tous les sept ans. Nous ne sommes pas candidats à être une marionnette entre les mains de l'Union européenne, du Fonds monétaire international, pour mener une politique de privatisation et de destruction des acquis ouvriers. Nous ne sommes pas candidats à nous plier aux institutions de la V^e République. (...) Nous sommes candidats à aider la classe ouvrière à établir la démocratie, à balayer la V^e République, à édifier l'Assemblée constituante. Nous sommes candidats à aider à la réalisation de l'unité des travailleurs et des organisations dans la lutte de classe, nous sommes candidats à établir la souveraineté du peuple."

LE REJET

Le fait que la campagne électorale se réduise à une compétition entre champions d'une politique qui est fondamentalement la même, que se soit constituée une sainte trinité profane et électorale, explique le caractère morne et répétitif de cette campagne.

Indépendamment de qui sera le vainqueur, des faits essentiels peuvent être établis.

Tout d'abord, ce qui aura marqué cette campagne présidentielle de 1995, comme le Parti des travailleurs l'a affirmé par sa manifestation, c'est qu'à quelques semaines — et parfois à quelques jours — de l'échéance électorale, les mouvements de la classe ouvrière, revendiquant l'augmentation généralisée des salaires, défendant les statuts et l'emploi, défendant la Sécurité sociale, se sont multipliés dans tous les secteurs. Dans l'histoire de la V^e République, la "polarisation" de l'attention sur l'élection présidentielle avait comme effet de suspendre les conflits sociaux latents à la veille de l'élection. Ce qui s'est passé ces dernières semaines en France illustre bien sûr la montée différenciée, mais tendant à s'unifier, de la volonté de la classe ouvrière de faire

échec à la politique destructrice qui la vise, mais aussi le fait que les travailleurs ressentent profondément qu'il n'y a dans cette élection aucun enjeu qui les concerne, qu'il n'y avait aucun espoir à mettre dans l'élection d'un candidat plutôt qu'un autre.

C'est là le signe d'un rejet profond non seulement d'une politique, mais d'un régime, d'institutions antidémocratiques utilisées pour assurer la réalisation de l'ensemble des plans réactionnaires qui correspondent aux besoins du capitalisme français.

Le second élément, c'est qu'en toile de fond de cette campagne il y a l'aggravation de la crise de l'Etat à tous les niveaux, l'usure des institutions de la V^e République et de tout ce qui leur est lié, dans les conditions où la bourgeoisie française n'a d'autre moyen de temporairement préserver la stabilité de sa domination qu'en se raccrochant à ses institutions croulantes. La vague de scandales, le fait que des ministres se retrouvent emprisonnés, que la corruption la plus éhontée soit révélée avec éclat, tout cela ne relève pas de l'anecdote. Ce sont des symptômes de la décomposition de l'Etat.

La situation est telle, d'ailleurs, que, pour la première fois, le caractère même des institutions est mis en cause non seulement par ceux qui les combattent depuis toujours avec intransigeance, mais y compris dans des cercles politiques où, jusqu'alors, on tenait à les ignorer. C'est ainsi que, dans *Le Monde diplomatique* du mois d'avril, Christian de Brie écrit :

"Le déséquilibre des pouvoirs provoqué par l'hypertrophie présidentielle ne s'exerce pas seulement au détriment d'un Premier ministre chambellan et d'un gouvernement expéditeur des affaires courantes, tour à tour faire-valoir et fusible des frasques élyséennes. Il joue également contre le Parlement. Déjà réduit à la portion congrue par la Constitution, sa légitimité est constamment mise en ballottage défavorable avec celle d'un président qui s'est acharné dès l'origine à l'humilier, lui refusant jusqu'au droit de se réunir sans son autorisation discrétionnaire. Chambre d'enregistrement des projets concoctés par les bureaucraties, dépouillée du pouvoir de faire la loi, les majorités parle-

mentaires, censeurs à mi-temps d'un gouvernement, sinon d'un président qui les cornaque, distribue les investitures et l'argent des élections, elles n'ont pas même les moyens d'information, d'expertise et d'audit autonomes nécessaires à un contrôle effectif de l'exécutif."

Ce régime antidémocratique, institué par de Gaulle au travers d'un véritable coup d'Etat, préservé — contre la volonté du peuple et en reniant son mandat — sous la présidence de François Mitterrand, aboutit à une situation que Serge July, l'éditorialiste de *Libération*, décrit ainsi :

"Succession évidemment terrible pour tous les candidats : comment se distinguer, s'extirper du peloton gestionnaire où se seront enlisées toutes les tentatives gouvernementales depuis quatorze ans ? Michel Rocard eût été candidat que la présidentielle aurait vu s'opposer et se déchirer trois anciens Premiers ministres de François Mitterrand. Lionel Jospin n'eut pas la chance d'être Premier ministre, mais il siégea juste un cran en dessous dans la hiérarchie gouvernementale comme ministre d'Etat. On dit beaucoup de Jacques Chirac et de Edouard Balladur que ce sont les enfants de Pompidou, ce qui est vrai, mais on oublie de dire que ce sont aussi, contraints et forcés, les héritiers de François Mitterrand. Et ils sont tous englués à des titres divers dans l'héritage."

Enfin, le caractère terne de la campagne ne doit pas faire illusion quant à ses suites. L'après-7 mai sera immédiatement marqué par une extrême tension. Le nouveau gouvernement ne peut que chercher à frapper, vite et fort, en utilisant les ressources que lui donne pour cela la Constitution antidémocratique de la V^e République. Il s'attaquera en particulier à ces conquêtes de toute la classe ouvrière que constituent la Sécurité sociale et les retraites. On ne saurait prévoir la forme que prendront les événements, mais on peut déjà saisir qu'en agissant ainsi, en créant les conditions d'un choc frontal, le nouveau gouvernement tendra à se rompre des institutions déjà en voie de dislocation...

Plus que jamais, il lui faudra compter sur des relais au sein du mouvement ouvrier pour faciliter une tentative de subordination, d'intégration des organisa-

tions syndicales, de destruction de leur indépendance.

Il suffit de se reporter pour le comprendre aux déclarations des principaux candidats. Chacun d'entre eux a réaffirmé, dans des termes proches, cette même volonté. C'est Chirac qui propose un "grand pacte national" impliquant chefs d'entreprise, syndicats, Etat et collectivités locales. C'est Jospin qui se prononce de manière identique pour la création d'un "comité national de lutte contre l'exclusion", comprenant les représentants des pouvoirs publics, du mouvement associatif et des organisations syndicales. Et c'est Balladur qui appelle "les partenaires de la vie économique et sociale à lutter ensemble contre l'exclusion".

Ainsi, la défense de l'indépendance des organisations syndicales qui était au centre de la conférence ouvrière internationale tenue les 11 et 12 mars 1995 — et dont ce numéro de *La Vérité* rend largement compte — sera au premier plan des problèmes politiques de l'après-7 mai.

LA MÊME CHAÎNE

Trotsky disait des Etats bourgeois au lendemain de la Première Guerre mondiale qu'ils étaient comme "des assassins attachés à la même chaîne". On peut dire que les candidats au sauvetage de la V^e République sont eux aussi liés à la même chaîne. Les maillons de celle-ci ne sont pas seulement constitués par l'héritage qui leur échoit mais également par la situation mondiale et les impératifs internationaux qui pèsent irrévocablement sur l'impérialisme français déclinant, dans un contexte international de décadence et de sénilité de l'impérialisme en général, qui restreignent sa marge de manœuvre.

Ce numéro de *La Vérité* contient une étude qui revient, sous l'angle des problèmes monétaires, sur les formes précises dans lesquelles s'exprime la décadence de l'impérialisme. La chute spectaculaire du dollar, survenant après l'effondrement du peso mexicain, n'est bien évidemment pas sans effet sur les monnaies européennes.

De la manière la plus directe, il est ainsi rappelé à tous que l'épisode des élections présidentielles ne se situe pas dans le vide mais dans le contexte d'une aggravation de la dégradation de la situation économique mondiale et d'accentuation extrême de la guerre commerciale. Un chroniqueur économique du journal *Le Monde* soulignait que le "dollar faible" était "l'arme principale utilisée aujourd'hui par les Américains dans la guerre économique".

En particulier, dans l'offensive à l'égard de l'Asie, et dans la volonté de maintenir dans des limites décidées par l'impérialisme américain le développement de l'impérialisme japonais. Sans aucun doute, en agissant ainsi, l'impérialisme américain joue avec le feu, car il ajoute au dérèglement d'une situation déjà largement incontrôlable pour assurer et fortifier ses propres positions. Mais il dispose d'armes auxquelles il peut avoir recours — comme la hausse des taux d'intérêt — s'il estime indispensable de freiner la chute du dollar, et c'est pour l'heure sa décision que de ne pas s'en servir. Les secousses monétaires qui se font de plus en plus fortes ont comme premier effet, à l'échelle de l'Europe, de renforcer la position du mark.

Comme le rappelle une analyse de *The Economist*, "si, dans les cinq années passées, le yen a été réévalué de plus de 80 %, le mark, lui, ne l'a été que de 15 %". Par rapport au dollar, s'entend, car vis-à-vis du franc, le mark a presque doublé depuis 1981, puisque la parité est aujourd'hui de 3,55 francs pour 1 mark. Et, pendant que se succèdent les ultimes discours de la campagne électorale, la situation réelle de l'impérialisme français est rappelée avec force par le fait que les développements en cours posent avec de plus en plus d'acuité la question de la dévaluation du franc.

Répétons-le, ce qu'on appelle couramment l'anarchie des marchés financiers ou les "désordres monétaires" ne sont que l'expression de la profondeur de la crise généralisée du système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production.

LA "CRISE MEXICAINE", EXPRESSION D'UNE CRISE MONDIALE

La crise mexicaine a été un événement de caractère mondial, et non pas localisé au Mexique même. Elle résulte directement de la place tenue par la spéculation dans le fonctionnement même de l'économie mondiale. Comme l'écrivait *Le Monde* du 20 février, "aveuglés par les rendements fabuleux qu'ils y ont trouvés, les investisseurs internationaux se sont convaincus de la solidité des réformes engagées à Mexico. Ils découvrent aujourd'hui, mais un peu tard, leur erreur..."

Mais *Le Monde* rappelle que ce qu'on a désigné comme une "aide au Mexique" n'était en réalité que le "sauvetage de Wall Street", afin d'éviter un krach généralisé. L'effondrement du peso, le déchaînement de la crise au Mexique ne sont pas le produit d'un calcul machiavélique de Washington. Mais la puissance relative de l'impérialisme américain dans le cadre d'une décomposition généralisée dont il participe pleinement lui a permis de renforcer ses positions par une véritable recolonisation du Mexique qui maintient en place l'ALENA (traité de libre commerce de l'Amérique du Nord), non bien sûr comme une vaste zone de "développement et de prospérité", mais comme moyen d'oppression et de pillage, d'attaques meurtrières contre les travailleurs de tout le continent, y compris ceux des Etats-Unis.

Et cela malgré le fait que, précisément, la crise mexicaine ait puisé ses racines dans l'existence même de l'ALENA. L'ALENA, c'est la politique d'ouverture des frontières aux produits américains, la suppression de toutes subventions à la production ou à l'exportation, la privatisation. Une politique qui a eu comme conséquence la destruction systématique de ce qu'on appelle le "tissu industriel" du Mexique. Une politique qui devait attirer des capitaux. Ceux-ci, du fait d'un secteur de production de plus en plus réduit, se sont majoritairement portés sur la spéculation, plus rémunératrice, dopée par les pri-

vatisations et le financement de déficits croissants (notamment de la balance commerciale) du fait de la politique d'ouverture. Des capitaux prêts à fuir dès que les rémunérations sont meilleures ailleurs.

Mais l'importance du plan lui-même ainsi que l'application de procédures inhabituelles pour débloquer les fonds ne peuvent pas s'expliquer seulement par la volonté de sauver l'ALENA. Comme le dit *Latin American Weekly Report* (16 février 1995) :

"Quand le dirigeant du FMI, M. Camdessus, disait que l'alternative au plan était le risque d'une vraie catastrophe mondiale, il semblait suggérer qu'il y avait des problèmes plus importants qu'une crise de liquidité dans un seul pays."

C'est l'ensemble du système financier mondial qui était en cause. 600 milliards de dollars américains de capitaux se sont déversés sur les pays dominés depuis quarante-cinq ans. La plus grande partie est constituée d'investissements dits de "portefeuille", c'est-à-dire spéculatifs. Les pays dominés ont été un des terrains privilégiés d'action des fonds d'investissement, et notamment des fonds de pension américains et anglais. Ne pas faire face à la crise mexicaine, c'était laisser se développer une crise financière mondiale majeure.

Les marchés financiers n'ont pas franchement été convaincus par ce plan et la "crise mexicaine" est un des éléments essentiels de la spéculation contre le dollar. Un sentiment que résumait ainsi *The Economist* (4 février 1995) :

"(Le plan) est le produit d'un replâtrage et d'un accommodage, d'un expédient politique, de l'absence d'une autre solution réaliste et de la situation géographique exceptionnelle du Mexique. M. Clinton a misé gros. Accrochez-vous à vos sièges !"

Les hypothèses qui sous-tendent les conditions imposées par le FMI sont vivement contestées. Alors que le FMI se base sur une croissance du Mexique de 1,5 % et une inflation de 19 %, la plupart des experts les plus optimistes avancent les pourcentages, respectivement de 0 % et de 25 %. Le plan ne peut assurer que la liqui-

dité à court terme du pays. Les problèmes de fond demeurent.

Les conditions économiques imposées ne vont qu'accroître la destruction des bases productives du Mexique, et donc renforcer les causes de la crise elle-même. Par exemple, les instruments classiques pour appliquer l'obligation, inscrite dans le programme du FMI, de réduction de la masse monétaire sont, d'une part, la réduction des salaires et donc de la consommation, et, d'autre part, la hausse des taux d'intérêt, dont on sait qu'elle a (et qu'elle va encore) disloqué tout le tissu industriel du pays, faisant disparaître des centaines d'entreprises, jetant des milliers de travailleurs dans le chômage et la misère. La crise mexicaine n'est pas à son terme.

LE PILLAGE AU COMPTE DE LA SPÉCULATION

La dévaluation du peso et l'obligation de réduction du déficit de la balance des paiements courants va contracter les importations du pays. Autant dire que la priorité sera aux importations en provenance des Etats-Unis, confrontés eux-mêmes à un déficit commercial gigantesque, au détriment des autres pays impérialistes. Cependant, selon certains calculs, la réduction demandée par le FMI correspondrait à une réduction du déficit commercial à 5 milliards de dollars américains, alors qu'il était à presque 30 milliards de dollars fin 1994. Autant dire que les produits américains chercheront avidement d'autres marchés au sud de ses frontières, mais aussi dans d'autres zones du monde. La crise mexicaine conduit à un accroissement de la compétition interimpérialiste.

Le Mexique était devenu le paradis des spéculateurs, sur la base d'un gonflement artificiel des importations américaines, creusant le déficit des échanges commerciaux et menaçant de destruction l'économie nationale mexicaine.

Le "sauvetage", dans le cadre d'une situation déjà marquée par la détérioration

rapide du niveau de vie de la population mexicaine, ne peut qu'entraîner un coût social et humain élevé. A ce sujet, *Le Monde diplomatique* d'avril 1995 écrit :

"En coûts financiers, en accroissement de la dette extérieure, en droit de contrôle permanent par le grand voisin du nord sur les comptes de l'Etat mexicain, enfin en prise en gage des exportations de pétrole, des conditions exceptionnellement sévères ont été imposées. Au point qu'il est possible d'évoquer à leur propos un précédent du XIX^e siècle : la mise en coupe réglée de l'Empire ottoman pour gérer sa dette extérieure. La presse américaine elle-même a reconnu que le Mexique a été contraint de payer un lourd prix sous forme de limitation de souveraineté."

Il a été question du Mexique car la "crise mexicaine" dévoile les mécanismes par lesquels l'économie capitaliste mondiale continue de fonctionner et elle en montre aussi le prix pour l'humanité. Car ce qui est vrai du Mexique l'est aussi ailleurs : le pillage pur et simple au compte de la spéculation, le démantèlement des industries nationales, la désindustrialisation, le déchaînement d'une véritable guerre civile contre la force de travail constituent le trait commun et essentiel de ce qu'on appelle par antiphrase, d'un bout de la planète à l'autre, des "politiques sociales".

Le rapport introductif présenté à la conférence ouvrière internationale tenue à Banská Bystrica (Slovaquie), les 11 et 12 mars 1995, notait qu'au moment où se réunissait le prétendu "sommet social" convoqué par l'ONU à Copenhague, il y avait — d'après les chiffres de l'OIT — 830 millions de chômeurs dans le monde. Ce qui représente 30 % de la population active mondiale. On compte 17 millions de chômeurs dans les seuls pays de l'Union européenne et près de 23 millions pour les "sept pays les plus industrialisés" (Etats-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Canada, Italie).

Au moment où s'ouvrait le sommet de Copenhague, le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, admettait qu'un milliard trois cent millions d'êtres humains survivaient dans un état d'extrême pauvreté. Le rapport introductif de la

conférence ouvrière internationale indépendante de Banska Bystrica établissait, en s'appuyant sur les rapports de l'ONU eux-mêmes, que "l'écart entre les revenus des 20 % d'individus les plus riches et des 20 % les plus pauvres de la population mondiale ne cesse de s'accroître. L'écart, qui était de 30,1 % en 1960, se situe à 61,1 % en 1991."

Ce rejet d'une fraction croissante de la population mondiale hors des conditions minimales de civilisation n'est pas un phénomène qui se manifesterait seulement à l'échelle internationale, affectant uniquement les pays les plus arriérés économiquement. Au contraire, il se manifeste et s'amplifie dans chaque pays, et en particulier dans les pays les plus avancés.

LE PAYS LE PLUS INÉGALITAIRE

C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, pays le plus puissant et le plus prospère de tous les Etats impérialistes, une récente analyse montre qu'en 1989 (ce sont les chiffres globaux disponibles les plus récents) 1 % de la population américaine dispose de 40 % des richesses de la nation.

Les 20 % d'Américains les plus fortunés contrôlent 80 % de la richesse nationale, tandis qu'à l'autre bout de l'échelle, les 20 % de citoyens américains aux revenus les plus réduits ne disposent que de 5,7 % de l'ensemble des revenus (taxes déduites) versés dans l'ensemble des Etats-Unis.

"Nous sommes le pays le plus inégalitaire qui soit en termes de revenus et de richesses, et nous le devenons de plus en plus et plus rapidement que les autres pays industrialisés", a déclaré le professeur Edouard M Wolff, qui enseigne à l'université de New York.

Or, l'administration Clinton se vante d'avoir fait reculer le chômage ; mais, en réalité, il ne s'agit que d'une augmentation du nombre des emplois précaires sous-payés et des emplois à temps partiel, ce qui fait que non seulement la fraction de la population qui est chassée de la production, mais celle qui occupe ces

emplois au rabais est plongée dans la pauvreté. Le *New York Times* écrit à ce sujet :

"Les explications fournies incluent le recul des salaires des ouvriers non qualifiés en relation avec l'automatisation, la diminution des impôts versés par les riches dans les années 1980, l'existence de salaires minimaux bas, et le développement rapide dans les années 1980 des marchés financiers qui ont attiré l'essentiel des investissements."

On comprend dans ces conditions qu'un délégué américain à la conférence indépendante de Banska Bystrica ait pu dire :

« Je viens des Etats-Unis, un pays que l'on vous présente ici, en Slovaquie, et aux travailleurs dans le monde entier, comme un pays de prospérité et d'abondance, un pays où le prétendu "marché libre" a fait de tels pas en avant qu'il sert d'exemple à suivre pour tous. C'est le contraire qui est vrai.

Ce pays est plongé dans une crise économique, politique et sociale profonde, et les attaques contre les travailleurs que d'autres ont décrites ici, à cette tribune, sont également brutales aux Etats-Unis. Dérégulation, horaires flexibles, privatisation, démantèlement des acquis ouvriers, attaques croissantes contre le plus vulnérables, et pire encore, voilà ce qui est à l'ordre du jour. »

Ce qui ressortait, d'une manière plus générale, de la discussion menée à Banska Bystrica, c'étaient les conséquences destructrices, meurtrières, des moyens employés par le capitalisme pour survivre, le véritable désastre que représente pour des populations entières la mise en œuvre des plans programmés par le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne — et simultanément la résistance opiniâtre, sans cesse recommencée malgré les obstacles, des travailleurs et des peuples.

UNE OPÉRATION DE TERREUR CONTRE TOUS LES PEUPLES DE RUSSIE

Si, partout, le maintien d'un système qui croule sous le parasitisme et la spéculation qui lui sont pourtant indispensables

conduit à la remise en cause des fondements mêmes de la civilisation, nulle part, sans doute, cette réalité n'est-elle aussi immédiatement visible que dans les pays de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS, où le capitalisme était censé se rétablir harmonieusement en apportant avec lui la prospérité et la démocratie.

Les guerres fratricides, contraires aux intérêts de tous les peuples de l'ancienne fédération yougoslave, risquent de pâlir d'horreur devant ce que prépare la politique de la fraction de la nomenklatura qui s'est raccrochée au pouvoir en Russie. La presse internationale ne cache pas le caractère atroce de la guerre menée contre tout un peuple en Tchétchénie. Mais le vaillant défenseur des droits de l'homme, Clinton, va tenir un "sommets" avec Boris Eltsine et assure que "la Tchétchénie" est une "affaire intérieure russe".

Tout comme, vraisemblablement, l'invasion d'une partie du territoire irakien par l'armée turque est une "affaire intérieure turque", alors que l'entrée des troupes irakiennes au Koweït en 1990 était un défi à la civilisation !

On sait ce que valent les proclamations des dirigeants impérialistes sur les droits et la démocratie. Il demeure qu'on peut s'interroger sur l'intérêt qu'a le représentant de l'impérialisme le plus puissant du monde à traiter Eltsine comme un "grand" : c'est qu'il est nécessaire de fortifier, tant que faire se peut, le pouvoir en place en Russie, quel qu'il soit, pour peu qu'il maintienne le cap sur les privatisations et qu'il fasse régner l'ordre.

L'économie russe connaît un véritable naufrage, la production industrielle a diminué de plus de moitié depuis 1990. Cela signifie une misère intolérable pour des millions d'hommes et de femmes. Dans cette mesure, la guerre en Tchétchénie est une opération de terreur contre tous les peuples de Russie pour que passe la politique de privatisation et de démantèlement. Pour cette besogne, les parfaits produits de l'appareil stalinien que sont Eltsine et ses complices ont toute l'expérience qu'il faut : ils la mettent maintenant ouvertement au service de l'impérialisme, dont ils ne sont que les mercenaires sanglants.

Partout dans le monde, ce qu'un militant syndicaliste égyptien parlant à la conférence de Banska Bystrica appelait le "virus des privatisations" fait des ravages. Mais, partout, la machine destructrice que le capitalisme a mise en marche se heurte à la résistance des travailleurs. Précisément, pour ce qui est de l'Égypte, *Le Monde* du 20 avril titrait au sujet des réformes économiques :

"Le pouvoir ne veut pas forcer l'allure en raison des risques d'explosion sociale."

Cependant, Washington accentue sa pression pour aboutir à la privatisation des entreprises publiques en faisant une condition pour l'octroi d'une nouvelle aide :

"L'accord de partenariat économique que le Caire vient de signer avec Washington et l'accord de coopération qu'il espère conclure avec l'Union européenne lui mettent, bon gré, mal gré, un peu plus le pied à l'étrier. D'autant qu'à brève échéance, l'Égypte devra sans doute se passer de l'aide extérieure, notamment américaine, qui la porte à bout de bras. Des mécanismes ont été mis en route à Washington, dans lesquels le secteur privé devra être décider, ne serait-ce qu'au niveau administratif."

L'ATTAQUE CONTRE L'INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS SYNDICALES

C'est à ce diktat de l'impérialisme qu'un autre militant égyptien, parlant à la conférence Banska Bystrica, répondait lorsqu'il disait :

"Le secteur public que l'on se propose de vendre aujourd'hui a vu son actif et ses valeurs s'accroître énormément. Cette valeur ajoutée n'est en fait que le produit du labeur des ouvriers égyptiens, ce qui signifie clairement qu'ils sont les propriétaires réels qu'on veut priver sans raison de leur propriété."

Et il concluait :

"Que la volonté de tous les ouvriers s'unisse à celle de tous les enfants du peuple pour la défense de leurs intérêts qui sont exposés à une attaque violente,

tous ensemble pour lutter contre la politique de privatisation qui ne les prend pas en considération et qui, par surcroît, détruit toutes les possibilités d'un développement véritable de notre économie nationale."

Pour que cette volonté s'affirme, pour que l'unité se réalise, les travailleurs doivent disposer de leurs organisations indépendantes, et tout d'abord de leurs organisations syndicales.

C'est cette indépendance qui est la cible de toutes les attaques. Transformer les syndicats en organisations non gouvernementales qui soient des courroies de transmission des décisions gouvernementales et des plans mondiaux de l'impérialisme, voilà ce qui est visé par les projets multiples aux noms divers, qu'il s'agisse "d'associations", de "partenariat social", de "syndicalisme d'accompagnement", de "tripartisme". Il s'agit, dans tous les cas, de vider les organisations syndicales de leur contenu d'indépendance de classe, d'en faire des instruments subordonnés à l'Etat. C'était là, au-delà des discours creux, l'objectif du sommet de Copenhague. Nous l'avons vu, c'est la question qui, dans le contexte de l'élection présidentielle, est aussi au premier plan en France.

Au Brésil, les mêmes tentatives d'intégration des organisations syndicales sont en cours et ont été signalées dans son intervention par l'un des délégués brésiliens à la conférence de Banská Bystrica, expliquant notamment qu'on parlait de "participation à la gestion" pour intégrer les organisations indépendantes d'enseignants et que l'on cherchait à développer le tripartisme, en particulier dans l'industrie automobile.

A ce sujet, un article paru dans *Le Monde diplomatique* d'avril 1995 expliquait :

« La mise en place de chambres sectorielles tripartites au Brésil constitue une innovation qui pourrait jouer un rôle important dans la planification des "économies négociées", à condition toutefois que le concept du tripartisme soit élargi, que les chambres soient créées dans tous les secteurs et que l'Etat développeur se dote de moyens pour coordonner leur

action. Le tripartisme est né historiquement sur le marché du travail, d'où le choix des partenaires : les industriels, les syndicats et l'Etat. Le débat actuel sur les nouvelles formes de partenariat entre l'Etat, le marché et la société civile pousse à l'élargissement de la représentation de cette dernière. Le Brésil semble bien placé pour lancer dans ce domaine une expérience pionnière."

IL Y A LOIN DE LA COUPE AUX LÈVRES

Mais le sommet de Copenhague s'est terminé pratiquement sans conclusion. Ce faisant, les chefs d'Etat et de gouvernement rassemblés sous l'égide de l'ONU affirmaient clairement que, pour eux, la misère et le démantèlement social devaient continuer à s'étendre. En même temps, force leur était de reconnaître que, malgré leurs efforts et ceux de toutes les forces politiques associées à la survie du système capitaliste en décomposition, il n'était pas aisé de domestiquer le mouvement de la classe ouvrière ni de liquider les organisations des travailleurs.

Le Business Week, hebdomadaire de Wall Street, qui ne se paye pas de mots puisqu'il écrit pour des investisseurs, consacrait un article au développement des organisations syndicales dans des pays que le journaliste qualifie "d'émergents". Mais l'inquiétude qui y perce ne vaut pas que pour l'Asie, dont il est surtout question dans cet article. Elle a une signification mondiale.

Nous en donnons ici quelques citations :

« Au début de 1994, les usines d'Etat du nord-est industriel de la Chine se sont retrouvées sans un sou en caisse. Les salaires n'étaient plus payés, parfois depuis plus de trois mois. Les ouvriers sont donc descendus dans la rue et ont organisé des grèves sauvages et des manifestations. La même année, en Corée du Sud, les chantiers navals Ulsan, appartenant au groupe Hyundai, ont été paralysés soixante et un jours durant l'été. Le mouvement a failli se transformer en grève générale, avant que le syndicat n'obtienne une hausse natio-

nale des salaires de 11,3 %. Dans les premiers mois de 1994, en Indonésie cette fois, des ouvriers en colère ont organisé des centaines de grèves pour obtenir enfin, en août, une augmentation de 50 % du salaire minimum et son application plus rigoureuse.

En Asie et dans tous les pays en développement, les rapports entre ouvriers, patronat et gouvernement semblent entrer dans une phase de tension jamais connue. (...).

De par son étendue et son dynamisme, la Chine s'annonce comme le principal champ de bataille de ces forces en émergence. Avec la libéralisation de l'économie chinoise, Pékin a en effet de plus en plus de mal à maîtriser les travailleurs mécontents. L'inflation augmente rapidement, et les ouvriers chinois sont confrontés à un chômage massif. Près de la moitié des entreprises d'Etat, qui emploient quelque 110 millions de Chinois, sont théoriquement en faillite. Les dirigeants, qui craignent une explosion sociale, hésitent à adopter la mesure la plus logique, à savoir fermer les entre-

prises en survie artificielle. Mais, à mesure que les liens de la Chine avec l'économie mondiale se resserrent, il devient de plus en plus difficile de retarder ces licenciements.

Le nouveau secteur privé est un autre terrain explosif. Pour attirer les investissements étrangers et alimenter la croissance, le gouvernement n'a tenu pratiquement aucun compte de la sécurité dans les milliers de nouvelles usines des provinces côtières. Courant 1994, un nombre impressionnant d'ouvriers ont trouvé la mort dans une série de catastrophes, dont des incendies et des effondrements de bâtiments. Or 1993 avait déjà été une année record pour les accidents miniers, sans pour autant susciter du gouvernement de réelles mesures. Celui-ci, en revanche, maintient la pression en s'en prenant aux militants et aux sympathisants des mouvements syndicaux. "Un accident pourrait donner naissance à un mouvement de fond chez un grand nombre de travailleurs de la ville, et il ne faudrait que quelques mois pour qu'il s'étende à toute la Chine", estime Han Dong-fang, militant en exil. »



Si la conférence de Copenhague, malgré tout le bruit fait autour d'elle, n'a finalement que ratifié de fait le désastre économique, social et humain qu'entraînait la perpétuation du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, la conférence ouvrière internationale tenue à Banska Bystrica et réunissant des délégués de trente-huit pays a pour sa part pris des décisions. Elle appelle à la tenue à la fin de l'année 1996 d'une conférence ouvrière mondiale qui doit être, comme l'a dit un délégué d'Inde, le sommet des travailleurs, le sommet de tous ceux qui s'opposent à l'exploitation et à l'oppression.

Elle a apporté son soutien à la proposition faite par la conférence internationale de Dacca (Bangladesh) de constituer et de réunir un tribunal international indépendant contre le travail des enfants, désignant ceux qui sont les responsables et les profiteurs de ce fléau. Les sections de la IV^e Internationale, qui sont partie prenante de l'Entente internationale des travailleurs, ont, dans chaque pays où elles agissent, apporté leur plein soutien à la préparation et à la tenue de la conférence de Banska Bystrica.

Le conseil général de la IV^e Internationale, réunissant les délégués élus par la précédente conférence mondiale des sections de l'Internationale, s'est réunie au lendemain de la conférence de Banska Bystrica et a considéré qu'il était de sa responsabilité d'inscrire toute l'activité de l'Internationale et de ses sections dans le cadre de la mise en œuvre des décisions issues de la conférence de Banska Bystrica.

Cette orientation pratique, ces conclusions d'actions qui expriment la place de la IV^e Internationale ont été décidées au terme d'une discussion sur les traits essentiels de la situation mondiale et sur la manière dont les problèmes politiques découlant de cette situation devaient se régler en relation avec la construction des sections de la IV^e Internationale.

Toute une période de la lutte des classes s'est ouverte avec les bouleversements initiés en 1980. Dans les développements étonnants qui ont suivi, s'inscrivent les grands enjeux de ce siècle, et bien d'autres. Tous tendent à la fois vers le maintien du système d'exploitation capitaliste, tandis qu'un autre mouvement s'inscrit dans la décomposition. Mais la résistance des travailleurs du monde débouche sur une révolution, une "révolution" du mouvement ouvrier au large de l'abolition de la propriété privée des moyens de production. C'est ce mouvement qui a trouvé son expression à Banka Bystra au travers du conseil organisé contre les privatisations, contre la destruction de la force de travail, contre la barbarie.

Ce moment de la lutte, revu de la IV^e Internationale, est largement consacré aux travaux et aux conclusions de ce conseil général, en relation avec l'application des décisions prises et prises à Banka Bystra pour défendre l'indépendance des organisations de la classe ouvrière, pour ouvrir à l'ensemble des travailleurs et des organisations dans chaque pays et à l'échelle mondiale, comme la privatisation, comme la destruction d'un système qui mène à la catastrophe.

Le conseil général de la IV^e Internationale a tenu ses travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988. L'initiative a été prise par le conseil national de la IV^e Internationale, qui a tenu ses travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988. Les dirigeants, qui ont tenu ces travaux, ont tenu ces travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988.

Le conseil général de la IV^e Internationale a tenu ses travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988. L'initiative a été prise par le conseil national de la IV^e Internationale, qui a tenu ses travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988. Les dirigeants, qui ont tenu ces travaux, ont tenu ces travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988.

Le conseil général de la IV^e Internationale a tenu ses travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988. L'initiative a été prise par le conseil national de la IV^e Internationale, qui a tenu ses travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988. Les dirigeants, qui ont tenu ces travaux, ont tenu ces travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988.

Le conseil général de la IV^e Internationale a tenu ses travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988. L'initiative a été prise par le conseil national de la IV^e Internationale, qui a tenu ses travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988. Les dirigeants, qui ont tenu ces travaux, ont tenu ces travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988.

Le conseil général de la IV^e Internationale a tenu ses travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988. L'initiative a été prise par le conseil national de la IV^e Internationale, qui a tenu ses travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988. Les dirigeants, qui ont tenu ces travaux, ont tenu ces travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988.

Le conseil général de la IV^e Internationale a tenu ses travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988. L'initiative a été prise par le conseil national de la IV^e Internationale, qui a tenu ses travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988. Les dirigeants, qui ont tenu ces travaux, ont tenu ces travaux à Banka Bystra, en République tchèque, du 20 au 24 août 1988.

Compte rendu du conseil général de la IV^e Internationale

Le conseil général de la IV^e Internationale — instance élue par la dernière conférence mondiale des sections — a tenu sa deuxième session annuelle, les 15, 16 et 17 mars 1995. Dans la discussion générale du conseil général, il ne s'agissait pas de revenir sur la discussion, qui a fait l'objet des deux dernières réunions, sur la crise qu'impose aujourd'hui à l'humanité le système qui s'appuie sur la propriété privée des grands moyens de production, mais de mettre au centre de la discussion la question suivante : *“La classe ouvrière a-t-elle la possibilité de renverser le cours des choses ?”*

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE COURS DES CHOSES

Un intervenant soulignait :

« C'est une question qui se pose dans des conditions précises. Est-ce que l'effondrement de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites remet en cause la légitimité historique de la révolution d'Octobre qui, bouleversant les rapports sociaux fondés sur la propriété privée des grands moyens de production, a instauré de nouveaux rapports de production fondés sur la propriété sociale.

Cette question se pose à des millions et millions d'hommes et de femmes dans tous les pays. C'est une question qui est au centre des préoccupations et de l'analyse de nous tous. Cela dans des conditions qui sont différentes de celles qui existaient à la veille de la révolution d'Octobre, du point de vue de la crise des directions du prolétariat.

Nous vivons une période marquée par une crise effroyable qu'imposent les directions officielles du mouvement ouvrier au mouvement ouvrier. A travers le sommet social de l'ONU et de sa préparation, on a vu des choses qu'on n'avait jamais vues auparavant. Je donne

un certain nombre d'exemples. Je pense que les camarades qui sont présents ici viennent de régions qui connaissent des situations et un développement très différents. Mais ils sont tous partie prenante d'une tradition commune qui a vu le mouvement ouvrier se constituer à l'échelle internationale autour de revendications communes.

Par exemple : la situation au Burkina n'est pas exactement la même qu'en France, mais la revendication de la journée de huit heures a été quelque chose qui a fondé en commun et le mouvement ouvrier au Burkina ou au Sénégal, et le mouvement ouvrier en France. Formellement, jusqu'à maintenant, cette tradition de normes communes, de revendications communes à tout le mouvement ouvrier mondial était quelque chose de respecté.

On a vu par contre dans la préparation du sommet social, une organisation comme la CGT française proposer dans une contribution à ce sommet social de Copenhague, la mise en place d'un système différencié de droits sociaux reconnus suivant le niveau de développement. Et la direction de la CGT a indiqué (je pense que cela va faire “plaisir” aux camarades du Bangladesh et à beaucoup d'autres) qu'un “alignement par le haut, brutal, aboutirait à demander un effort insoutenable aux pays les moins avancés. Il faut donc créer un système dont le

niveau ajustable serait différent suivant la zone économique à laquelle appartient le pays concerné."

On a vu au sommet social des directions ouvrières siéger comme ONG, alors que les ONG n'ont des liens avec le mouvement ouvrier, y compris avec les appareils, que dans l'objectif qui est assigné aux ONG de détruire le mouvement ouvrier.

Tout d'abord, par leur fonction qui est celle de substituer à toute notion de droit (droit des travailleurs à imposer des normes minimum, droit des peuples au services publics de base...), celle du non-droit. Et alors que le seul critère, si l'on peut dire, de représentativité des ONG est celui de la quantité d'argent qu'elles arrivent à obtenir des Etats (en effet, une ONG peut être constituée de deux personnes, mais si elles reçoivent 10 millions de dollars, elle sera considérée comme plus représentative qu'une organisation comptant des milliers de membres).

Accepter de siéger en tant qu'ONG, et même le revendiquer, comme on l'a vu au sommet social, c'est accepter d'être partie prenante de ce qu'ils appellent aujourd'hui la "société civile" dans laquelle patrons et ouvriers sont censés avoir les mêmes intérêts.

Accepter de siéger en tant qu'ONG implique un degré qualitativement nouveau dans le phénomène de corruption au sein du mouvement ouvrier, qui dépasse même les formes traditionnelles de la collaboration et de l'intégration. Par exemple, le cas du tripartisme, tel qu'il a été mis en place à travers l'OIT, tripartisme qui fait des gouvernements des arbitres, alors qu'ils ne le sont pas, mais qui au moins reconnaissait la représentation ouvrière comme telle ; le tripartisme se situait sous la pression du combat ouvrier sur le terrain de l'édification de normes communes.

Egalement, le nouveau degré de corruption qui atteint des secteurs entiers des sommets dirigeants est apparu dans la préparation du sommet social, à travers l'acceptation de constituer des structures communes et permanentes d'un certain nombre de syndicats avec le FMI et la Banque mondiale, dont les résultats ne peuvent qu'accélérer les facteurs de désintégration des Etats, qu'accroître la situation de désagrégation,

c'est-à-dire de tout ce à quoi sont confrontés les travailleurs et leurs organisations (situation que l'on voit en Afrique, mais ailleurs également, où les gouvernements, confrontés à des grèves qui parfois durent des mois, disent : nous ne dirigeons plus rien, nous ne sommes plus responsables de rien, vous pouvez continuer tant que vous voulez...). »

A ces difficultés auxquelles est confrontée la classe ouvrière, s'ajoutent celles liées aux conséquences mêmes du degré de la crise de ce que nous avons appelé l'impérialisme sénile.

Car les privatisations ne peuvent être saisies comme un simple transfert de propriété, mais en général comme une liquidation à court terme de l'industrie et des services publics. Devant tous ces phénomènes, un autre intervenant devait indiquer :

« Tout cela nous amène, bien entendu, avant tout à caractériser ce qui est au centre de cette question, c'est-à-dire l'appréciation que nous devons avoir des développements qui ont suivi le tournant de 1989, c'est-à-dire le tournant qui a commencé avec la fin du Mur de Berlin et avec le processus d'effondrement qui a suivi dans les autres pays de l'est de l'Europe et en ex-URSS. La réponse n'est pas simple.

On connaît la thèse "officielle", non seulement des anciens partis staliniens ou des fractions qui existent de la social-démocratie, mais aussi de cette extrême gauche qui gravitait autour. Pour ne prendre qu'un exemple, celui du Secrétariat unifié qui, trois ans après la chute du Mur de Berlin, analysait ainsi la situation mondiale : "Reaganisme et Thatcherisme triomphent. La lutte a abouti à la défaite. L'idée d'une rupture avec le capitalisme est mise en cause. Nous sommes entrés dans une phase de dépression du mouvement ouvrier. L'époque ouverte par 1917 est terminée. Le projet a échoué."

Dès le début, nous avons eu une appréciation complètement différente de 1989 et nous avons combattu une espèce d'illusion d'optique qu'on a tenté d'utiliser en faisant coïncider 1989-1990 (j'y reviendrai) avec ce qui aurait été le début d'une crise sociale dans ce pays. Pour nous, le mouvement qui a commencé en 1989 a été le mouvement impli-

quant une réponse à un processus dans lequel la mise en cause de la propriété sociale des moyens de production avait déjà été sérieusement engagée par la bureaucratie au pouvoir. Ceaucescu avait été décrété le "meilleur élève du FMI" et, au compte du FMI, il avait imposé la misère la plus noire au peuple roumain. Le processus de bradage s'est accéléré par la suite, mais le processus avait déjà été bien engagé en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie.

Pour nous, le mouvement initié en 1989 a été avant tout un mouvement en réaction à cette situation. Bien entendu, il y avait dans ce mouvement un aspect contradictoire, des illusions dans l'Occident, illusions liées aux formes spécifiques de la domination, de l'oppression, au caractère horriblement oppressif des dictatures bureaucratiques, mais le fond c'est cela.

La continuité du mouvement exprimé en 1989 s'exprime par le fait qu'au centre de l'activité de la classe ouvrière dans ce pays — et je pense que tous les camarades l'auront apprécié —, il y a la question de la défense de la propriété privée dans les conditions les plus difficiles, dans des conditions extrêmement fragiles parfois.

La question de la lutte contre les privatisations, c'est la question de la possibilité de la survie. Comment peut-on vivre avec un salaire de 10 à 13 dollars par mois dans l'ex-URSS ? Comment peut-on payer le chauffage dans ces pays-là ? Si ce n'est pas dans le cadre de ce qui existe, c'est-à-dire ce mouvement qui refuse la liquidation, la privatisation de la propriété sociale.

Je dis, dans des conditions très difficiles, parce que, bien entendu, dans un pays comme l'ex-URSS, des millions et des millions de gens sont payés alors que plus rien n'est produit. Que parfois la formation d'organisations ouvrières est devenue l'occasion d'un véritable business, aboutissant parfois, deux mois après, au passage avec armes et bagages dans le camp de l'impérialisme. Mais ce mouvement-là existe. Très probablement, dans toute une série de pays, l'œuvre de reconstruction d'organisations ouvrières va passer pendant toute une période par un travail difficile, pénible, d'adhésions individuelles. »

LA SIGNIFICATION DE LA REPROCLAMATION DE LA IV^e INTERNATIONALE

En effet, la reproclamation de la IV^e Internationale, il y a deux ans, partait d'une triple appréciation :

« — Le caractère de décomposition du régime fondé sur la propriété privée des grands moyens de production qui ne peut entraîner l'humanité que dans l'abîme ;

— la compréhension que, contradictoirement à cette décomposition, mais s'incrinant en son sein, se développent les processus de recomposition de la classe ouvrière qui cherche à s'organiser sur l'axe de son indépendance de classe ;

— la compréhension de ce que, comme IV^e Internationale, nous insérant dans ces processus de recomposition, singulièrement dans le cadre de l'Entente internationale, nous avons une responsabilité majeure dans les propositions à faire en direction de tous les courants, groupes, militants, organisations qui, ne se situant pas nécessairement sur le terrain du trotskysme, cherchent cependant les voies de l'indépendance de classe et donc d'une issue pour la classe ouvrière. »

C'est au regard de cette appréciation qu'un intervenant devait dégager les enseignements de la conférence de Banska Bystrica :

« Nous avons dit, camarades, qu'à l'est de l'Europe, en dépit des coups effroyables portés par l'impérialisme prenant appui sur la nomenklatura décomposée et mafieuse, en dépit de ces coups, la propriété sociale n'est pas morte.

Or nous avons eu au cœur de cette conférence de Banska Bystrica l'expression sous des formes extrêmement variées de ce que la classe ouvrière dans les pays de l'est de l'Europe, s'arc-boutant à la propriété sociale, même quand il en reste un segment des plus ténus, reconstruit ses organisations ouvrières indépendantes, dans le combat de préservation de la propriété sociale.

Le plus saisissant ou plutôt le plus spectaculaire sur ce plan est l'interven-

tion des camarades de Lituanie. Les camarades nous ont dit : en Lituanie, le gouvernement formé par l'ancien Parti communiste rénové qui est au pouvoir aujourd'hui a tout privatisé : toute l'industrie, tous les services publics. Il n'en restait plus qu'un qui n'était pas privatisé, c'est le service de l'eau. A tel point qu'en plaisantant, les camarades disaient : "Si l'eau est privatisée, on ne voit plus ce qu'il leur restera à privatiser à part l'air..." Mais il se trouve que sur cet ultime segment de la propriété sociale, les syndicats indépendants, qui sont réprimés par le pouvoir, dont les avoirs sont confisqués, ont engagé le fer et imposé un premier recul au gouvernement.

La privatisation de l'eau — soit dit en passant par l'entreprise française la Lyonnaise des eaux — a été stoppée et à partir de ce premier segment préservé, le représentant des syndicats lituaniens est venu à notre conférence. Et il a dit : "Ce que je vois dans cette conférence m'amène à formuler la proposition de la conférence des syndicats de Lituanie, Lettonie, Estonie, Biélorussie, dès le mois de mai, conférence de syndicats indépendants contre la privatisation de l'eau, contre toute privatisation." Et le camarade a ajouté : "Cette conférence en Lituanie, appuyée sur la conférence de Banska Bystrica, sera le point de départ de reconstruction de tout le mouvement ouvrier indépendant dans toute l'ex-URSS."

C'est ce qu'ont dit, sous une autre forme, les camarades russes : "Il y a trois ans, nous avons fait une conférence sur les privatisations à Moscou. Le moment n'est-il pas venu, appuyé sur les syndicats, de faire une deuxième conférence, non pas sur les privatisations, mais sur comment empêcher les privatisations ?"

C'est ce qu'ont dit les camarades de Roumanie qui, au moment où le gouvernement cherche à imposer l'intégration des syndicats à l'Etat, ont inscrit la conférence nationale du Comité pour l'indépendance des organisations syndicales comme le jalon de résistance contre le démantèlement social.

C'est ce qu'ont dit les Hongrois et, bien sûr, sous une forme particulière, c'était l'enjeu même de la tenue de la conférence en Slovaquie, conférence qui a été saluée par toute la presse slovaque dès lundi matin comme un acte d'accusa-

tion sans précédent contre les privatisations remettant en cause les équilibres politiques fragiles et complexes qui existent en Slovaquie même.

Et donc, le premier enseignement, camarades, c'est que la propriété sociale n'a pas dit son dernier mot ; déformées, disloquées, piétinées, les conquêtes d'Octobre 1917 et leur réfraction même à travers les rapports bureaucratiques, tels qu'ils ont existé dans tous les pays de l'Est — et nous l'avons vérifié les uns et les autres dans de nombreuses discussions avec les délégués des pays de l'Est présents, ces rapports n'ont pas disparu. Et le segment qui est préservé par la lutte de classe même, aujourd'hui, est celui à partir duquel, certes de manière encore très modeste, très parcellaire, très confuse, mais c'est le segment à partir duquel a commencé de s'opérer la recomposition de la classe ouvrière sur un axe indépendant dans ces pays. Recomposition qui est indissociable de la responsabilité qui est la nôtre comme IV^e Internationale de fournir les points d'appui à cette lutte de classe. »

Le conseil général a souligné à juste titre l'importance des décisions prises au bureau de l'Entente internationale au lendemain de la conférence :

« La décision que nous avons prise de constituer d'ores et déjà des commissions préparant des rapports, non pas par pays, non pas par continent, mais qui sur chaque question vont chercher à rassembler les éléments de la situation mondiale et les réponses ; les premiers rapporteurs qui se sont proposés, d'Egypte, du Bangladesh, de Slovaquie, de Russie, de France, d'Allemagne, etc., camarades, c'est la force sur laquelle nous devons nous appuyer. C'est la force des responsables, cadres et militants ouvriers, directement reliés au processus de la lutte de classe dans leur pays et qui savent aujourd'hui par expérience, comme l'ont compris largement les camarades slovaques dans la conférence elle-même, que personne ne peut tenir sur le terrain de l'indépendance de classe dans son pays s'il ne l'inscrit pas dans le mouvement international du prolétariat et dans le combat pour l'Internationale ouvrière. Et c'est d'une certaine manière un bilan pratique qui commence à être tiré par une large couche de militants et de responsables de la faillite de la théorie fallacieuse du socialisme dans un seul pays.

Il nous reste, et c'est le dernier point que je voudrais souligner, comme IV^e Internationale, à nous hisser à la hauteur des tâches nouvelles issues de cette conférence. Je dirais que cette conférence d'une certaine manière a mis en lumière toute la force de ce que nous avons fait jusqu'à présent, mais elle a souligné aussi ce qu'il nous faut savoir dépasser et modifier. Elle a mis en lumière les forces, parce que, au bout du compte, ce qui permet d'exprimer l'indépendance de la classe ouvrière, ce n'est rien d'autre que les formes organisées de cette indépendance. Comme marxistes, nous savons qu'au commencement n'est pas le verbe, comme le dit la Bible, mais qu'au commencement, il y a l'action, c'est-à-dire l'organisation.

En l'occurrence, l'expression de l'indépendance de la politique de la IV^e Internationale, cela fut la décision de tenir face au sommet de Copenhague, et le même jour, la conférence de Banska Bystrica. Certes, la IV^e Internationale a des forces limitées, certes ses organisations sont de petites organisations, certes, c'est dans la classe ouvrière un courant minoritaire. Il n'empêche que le rassemblement de Copenhague, ce rassemblement de toutes les forces, de la social-démocratie, du stalinisme, de toutes les variantes de gauchisme et de centrisme décomposés, de toutes les directions bureaucratiques du mouvement ouvrier, avec les institutions internationales, avec le FMI, avec la Banque mondiale, n'avait pas d'autre contenu que la destruction de la classe ouvrière. Et Banska Bystrica, dont nous avons pris l'initiative, est l'affirmation que la classe ouvrière a la capacité d'ouvrir une autre voie, mais qu'elle ne peut le faire que sur le terrain de l'indépendance.

Eh bien, chers camarades, cette conclusion, je crois, nous en avons vérifié la validité dès lors qu'on se tient fermement sur ce terrain. Nous devons en permanence éviter tout à la fois un point de vue objectiviste qui consisterait à attendre du développement de la situation mondiale qu'il règle le problème de la direction de la classe ouvrière, éviter, bien sûr, tout point de vue subjectiviste qui essaierait de tout ramener à une activité d'un groupe coupé du mouvement réel de la classe.

Il nous faut comprendre, et c'est ma conclusion, que les plus grandes possibi-

lités de regroupement, de travail en commun avec des forces diverses dans le cadre de l'Entente nous sont offertes. Elles ne peuvent se développer qu'en relation avec l'activité centralisée de la IV^e Internationale, c'est-à-dire qu'il nous faut combiner deux exigences qui peuvent sembler éloignées l'une de l'autre, en apparence, mais qui sont en réalité totalement complémentaires : d'une part, l'exercice de la démocratie ouvrière, la libre discussion, y compris des différences politiques, la libre discussion fraternelle de différents courants au sein du mouvement ouvrier, mais dans le cadre de l'égalité de tous les courants et de toutes les tendances et de la construction commune de partis indépendants, du respect de la démocratie syndicale et de la construction commune de l'Entente internationale ; et, comme condition de cela, l'absolue centralisation politique de la IV^e Internationale, son indépendance, son droit en somme à exposer son point de vue, à le défendre, sans jamais chercher à l'imposer. Je pense que tous les camarades qui étaient à la conférence de Banska Bystrica auront l'occasion de donner leur propre évaluation de cette conférence dans la discussion. »

JAMAIS LES LOIS DÉFINIES PAR MARX...

Une première réponse devait fixer un cadre d'ensemble à la discussion générale :

« Camarades, il est de coutume, lorsque nous nous réunissons sur le terrain international, de dire que nous nous réunissons à un moment historique. Je crois, camarades, que cette caractérisation doit être précisée et surtout dans le cadre d'une situation mondiale où ce n'est pas un moment, mais une période historique. Victoire ou défaite du prolétariat, socialisme ou barbarie : voilà l'enjeu aujourd'hui dans le monde entier. Et ces problèmes ne sauraient être réglés dans un délai court. Il s'agit pour nous-mêmes d'apprécier cette situation dans toute son ampleur. C'est la civilisation humaine qui est en jeu dans une phase, comme il a été expliqué, où se manifestent les signes les plus évidents de la barbarie et de la décomposition.

Par ailleurs, il nous faut évaluer ce qui aujourd'hui, objectivement et subjective-

ment, doit s'inscrire dans la recomposition. Et là se pose la question que des centaines de millions d'êtres humains se posent : quel avenir ? Et là, se pose la question que nous devons nous poser à nous-mêmes : est-ce que le prolétariat est capable d'accomplir sa mission historique ? Est-ce que l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes est toujours fondée par les relations sociales de production en décomposition, par la propriété privée des moyens de production ? Cette question a été, je crois, au centre de la conférence de Slovaquie, et mon intervention est d'essayer d'évaluer, par rapport au mouvement ouvrier mondial et dans chaque pays, dans cette crise effroyable du mouvement ouvrier mondial, ce qui est l'expression de la décomposition et ce qui est l'expression de la poussée vers la recomposition.

On l'a dit avant moi, vous l'avez dit en Slovaquie : la pierre de touche est la lutte contre les privatisations. C'est par rapport à ce critère que nous devons envisager l'ensemble du mouvement ouvrier mondial, ses composantes, et les positions qu'ils prennent. Cette question est la question même que posait la Première Internationale et, en particulier, Marx, dans la résolution sur les syndicats qui a été adoptée en 1865 quand il formulait avec la plus grande clarté que la lutte pour les revendications immédiates ne saurait qu'être inscrite dans la lutte historique du prolétariat pour l'appropriation collective des moyens de production.

Là est le fondement de l'indépendance de classe ; là est le critère qui nous permet de pouvoir apprécier tel ou tel courant, telle ou telle proclamation, tel ou tel homme politique. Et je crois que ce conseil général doit l'aborder de la manière la plus pratique qui soit, en n'évitant pas les divergences qui peuvent exister entre nous. Il y a des problèmes entre nous et ces problèmes, nous devons en débattre pour trouver des solutions.

La vérification du programme de la IV^e Internationale, l'analyse de la bureaucratie restaurationniste faite par l'Opposition de gauche, par Trotsky, par la IV^e Internationale, par nous, est hélas éclatante. Par la crainte, par la terreur de la révolution mondiale, la bureaucratie restaurationniste s'est engagée ouvertement sur le chemin de la destruction de la propriété sociale.

Je n'ai pas l'intention d'évaluer ce qui a déjà été dit avant moi sur le fait que, dans une situation des plus difficiles, les racines de la défense de la propriété sociale existent. La bureaucratie restaurationniste et ses partis, ses agences, trouvent aujourd'hui l'expression de leur pourriture dans leur soumission aux ONG pour les quelques poignées de dollars que la Banque mondiale voudra bien leur concéder.

J'avoue pour ma part, moi qui suis un vieux militant, avoir été plus qu'étonné de voir les dirigeants du PCF se constituer en ONG, de voir aujourd'hui dans la presse française, alors que tous les journaux sont obligés d'expliquer la faillite du sommet de Copenhague, qu'un seul journal, celui qui se prétend être l'organe central du Parti communiste français, L'Humanité, a salué le sommet de Copenhague comme une victoire.

La pourriture est exprimée également par ce qui se passe aujourd'hui en Chine, où la bureaucratie maoïste est engagée contre la classe ouvrière vers la dislocation de ce que le mouvement ouvrier révolutionnaire, déformé, avait arraché avec la révolution chinoise, à savoir la reconstitution de la nation. La pourriture est exprimée de la manière la plus vulgaire qui soit par Castro qui, côté cour, arrive avec son battle-dress, fait des déclarations tonitruantes et, côté jardin, enfile son costume trois pièces pour déjeuner avec des chefs d'Etat à Copenhague, avec le chef d'Etat français, Mitterrand. Tous, de leur aveu même, sont engagés dans le "marché libre", ils sont engagés dans la destruction des organisations ouvrières qu'ils contrôlent.

Et dans mon pays aujourd'hui, la direction de la CGT, qui prépare son 45^e Congrès, est engagée dans la destruction des structures mêmes du mouvement ouvrier qui assurent la solidarité dans les syndicats et, pour ce faire, propose d'abandonner un des points de ses statuts qui impliquait que la CGT combattait pour la socialisation des moyens de production.

C'est dans cette situation que nous avons à combattre et il nous faut, je crois, réfléchir à ce processus contrasté dans lequel nous voyons la décomposition du mouvement ouvrier officiel et, en même temps, des formes de recomposition qui s'expriment. Et là se

trouve posé justement ce processus unifié mais contrasté, dont il est nécessaire de tirer un premier bilan.

Si on observe ce qui se passe dans le monde, et je n'ai pas l'intention, évidemment, d'expliquer dans le détail ces processus, mais si nous regardons, par exemple, en Asie du Sud-Est, nous voyons se constituer des courants, des organisations issus du mouvement ouvrier officiel dirigé par les PC ou le maoïsme. Ce processus n'est pas encore engagé en France, par exemple, où la crise du stalinisme dégage des militants, mais dont il n'est pas possible de dire aujourd'hui qu'elle a dégagé des courants. A ma connaissance, en Amérique latine, le castrisme ne dégage pas des courants de même type que ceux qui se font jour en Asie du Sud-Est.

Cela signifie-t-il qu'il n'y a aucune possibilité sur d'autres continents de voir se dégager de tels courants ? Je ne le pense pas. Si je regarde, par exemple, pour la France, nous pouvons aujourd'hui, par l'activité que nous menons sur la ligne contre les privatisations, pour l'indépendance de classe du mouvement ouvrier, nous pouvons fixer dans des délais très proches, d'ici au 10 ou 11 avril, l'organisation à la Bourse du travail de Paris de 250 militants et cadres CGT et de 250 militants et cadres CGT-FO. Ces 500 et plus particulièrement les 250 cadres CGT ne seront pas acquis au trotskysme. Ils ne seront pas nécessairement acquis à l'Entente, mais ils veulent défendre leur organisation et, par là même, en ouvrant la perspective de l'Entente, c'est-à-dire, de leur permettre de se constituer en un courant, un courant qui devra effectivement être relié au Parti des travailleurs, ouvrir la voie à dégager un courant en France même, en prenant des enseignements dans ce qui se passe dans le Sud-Est asiatique.

Et là est toute la signification de la reproclamation de la IV^e Internationale sur la ligne de la conférence mondiale ouverte qui, aujourd'hui, peut se définir par ce critère qui est absolu : le refus d'accepter toute forme ouverte ou voilée de privatisation, c'est-à-dire défendre l'indépendance du mouvement ouvrier. Ce n'est pas tout le programme de la IV^e Internationale, mais c'est inscrit dans le programme de la IV^e Internationale et, sous cet angle, la constitution

en France du Parti des travailleurs permet, sur la base de courants qui ont en commun une charte d'indépendance de classe, de centraliser la constitution de courants issus du mouvement ouvrier officiel.

Et je crois que si nous nous hissons au niveau de nos responsabilités, en Espagne, par exemple, sous une forme qui n'est pas exactement la même, la situation est à la portée de la main, à une seule condition, c'est que la section espagnole de la IV^e Internationale assume cette responsabilité, dont il faut dire aujourd'hui — et nous en discuterons — qu'elle ne l'assume pas.

L'Espagne me permet de passer à la place de l'Internationale socialiste. Il serait erroné de sous-estimer la place de l'Internationale socialiste. Il serait erroné de sous-estimer la place de la CISL. Tout ce qui se passe aujourd'hui dans la FSM où, en particulier, les dirigeants corrompus de la CGT combattent avec le plus grand acharnement pour détruire et liquider la FSM, pour entrer dans la CISL aux conditions, d'ailleurs, de la bureaucratie, dont on peut difficilement dire qu'elle est réformiste actuellement, qui est plus qu'une agence de l'impérialisme dans les rangs du mouvement ouvrier, qui est partie constituante de l'impérialisme dans le mouvement ouvrier.

Face à l'effondrement de la bureaucratie du Kremlin et de ses agences, l'Internationale socialiste a repris des couleurs qui ne masquent absolument pas sa profonde pourriture. Ses couleurs sont d'ailleurs reconnues par les fractions majoritaires et même minoritaires issues des PC, que ce soit en Italie, en Espagne, que ce soit en France, que ce soit en Afrique du Sud, où le PC soutient Mandela.

Ce qui lie aujourd'hui ces appareils corrompus, c'est d'être partie prenante et constituante de la guerre civile qui est engagée par le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne, toutes les instances internationales pour la destruction de la force de travail, une guerre civile dans les conditions les plus difficiles qui soient.

Si dans le passé, l'appareil stalinien et celui de la II^e Internationale ont trahi, par exemple, la révolution espagnole, elles étaient au moins dans le camp de la révolution espagnole. Aujourd'hui, ces

appareils sont directement dans le camp de l'impérialisme, directement partie constante, détachement avancé, parce que l'impérialisme ne pourrait pas appliquer ses plans aujourd'hui s'il n'avait pas à sa dévotion ceux qui sont issus de ces castes bureaucratiques qui ont trahi la révolution russe de 1917 et la révolution mondiale.

Mais, dans l'Internationale socialiste, également, sous une forme contrastée, il y a aussi la possibilité que se constituent des courants. Et si j'en juge par ce qui se passe en Allemagne, là aussi nous devons nous hisser à la hauteur de nos responsabilités.

Ces questions sont au centre du conseil général. Nous en discutons ouvertement, librement, sans diplomatie entre nous. Le critère de l'indépendance est le critère central. La compréhension de cette guerre civile engagée pour la destruction de la force de travail dans le monde remet-elle en question les fondements du marxisme ? A cette question, nous pouvons répondre non.

Les relations sociales de production sont toujours fondées sur l'extorsion de la plus-value. La classe ouvrière, quels que soient les coups qu'elle prend dans tous les pays, est une classe ouvrière qui produit. Aujourd'hui, sa production ne peut s'écouler sur le marché mondial saturé ; le système de la propriété privée des grands moyens de production est incapable d'absorber cette production. Là est la base de la destruction du tissu industriel et agricole dans chaque pays, la base de la spéculation. Mais la classe ouvrière reste la classe ouvrière et ce, dans tous les pays.

Certes, les difficultés sont grandes. En Algérie, par exemple, il y a une classe ouvrière qui subit des coups, comme au Bangladesh, en Afrique du Sud, mais tant qu'il y a une classe ouvrière, le prolétariat peut assumer sa mission historique. Et tant qu'il y a une classe ouvrière, il y a une possibilité de retourner la situation pour le prolétariat mondial et dans chaque pays.

Certes, la destruction dans laquelle est engagé le système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production, destruction du tissu agricole et industriel dans chaque pays, pose des problèmes difficiles, nous pose à nous-mêmes des problèmes difficiles. Il serait ridicule de

ne pas l'admettre. Elle remet en cause les nations elles-mêmes, pose le problème de la question nationale sous des formes qui apparemment ne sont plus celles du passé, et pourtant le combat contre cette destruction de la nation vérifie la thèse de la révolution permanente.

Et, au Brésil, on ne peut combattre pour défendre la nation sans combattre contre les privatisations et combattre les sommets de tous les partis, y compris du Parti des travailleurs du Brésil, qui n'est pas le Parti des travailleurs affilié à l'Entente internationale.

Il y a un lien entre la lutte contre les privatisations, pour la défense de la nation, pour la lutte à l'intérieur du Parti des travailleurs, pour la Constituante, pour que le groupe parlementaire dépose une motion qui définisse clairement — et c'est cela la révolution permanente — que la Constitution du Brésil asservit la nation, la détruit et qu'un parti ouvrier digne de ce nom, une centrale ouvrière digne de ce nom doivent lancer et se battre sur l'axe de l'Assemblée constituante souveraine, en inscrivant toutes les revendications vitales pour sauver la classe ouvrière, les opprimés des villes et des campagnes, pour la rupture avec l'impérialisme, pour chasser le gouvernement Cardoso, instrument direct du FMI.

Ces questions, nous allons en discuter. Nous savons ce que signifie la corruption des ONG dans le mouvement ouvrier. Nous savons et nous avons appris, à travers ce qui s'est passé en Afrique, ce que signifie les conférences démocratiques. Nous savons bien maintenant que pour détruire la nation, pour diviser le continent en Afrique utile et Afrique inutile, pour transformer l'Afrique en Somalie et en Rwanda, toute l'Afrique, du Nord au Sud, de l'Algérie à l'Afrique du Sud, il faut à l'impérialisme s'appuyer sur les débris des partis staliniens, des partis nationalistes bourgeois et petits-bourgeois.

Nous avons appris et nous voyons aujourd'hui pour l'application des plans d'ajustement structurel et nous le voyons en Algérie où, là aussi, la discussion doit s'ouvrir entre nous. Bien entendu, il ne s'agit pas d'aborder ces problèmes en doctrinaires. Et le Parti des travailleurs en Algérie l'a montré en participant à la conférence de Rome, où dans les conditions les plus difficiles, sur la ligne du

front unique anti-impérialiste, il a passé un compromis en gardant son indépendance.

Alors camarades, notre place est définie par les problèmes que nous devons discuter et résoudre ici et je suis persuadé qu'on les résoudra positivement. Cette place, camarades, depuis que nous sommes IV^e Internationale, elle nous a toujours été disputée et toujours selon le même critère : en 1950-1952, ceux qui encore osent s'appeler trotskystes et que personne ne considère plus comme tels, les pablistes, il y a eu scission. Elle s'est faite et vous le savez, parce qu'ils voulaient nous entraîner, après avoir défini une position caractérisée par ces mots : "La bureaucratie stalinienne, dans les conditions de la guerre froide, sera contrainte de réaliser le socialisme à sa manière." C'était le passage sur les positions de la bureaucratie restaurationniste, cachée derrière les thèmes du "socialisme dans un seul pays", de la division du monde en deux camps, brisant l'unité mondiale du prolétariat international. C'était le passage à l'ordre bourgeois, c'était la trahison de la IV^e Internationale.

Certes, camarades, en reproclamant la IV^e Internationale, nous avons affirmé la validité de notre programme et nous avons affirmé également notre capacité d'aider le prolétariat mondial à accomplir sa mission historique. Nous n'avons pas réglé tous les problèmes, nous le savons.

Aujourd'hui, au moment où tout le monde remet en cause le marxisme, jamais comme aujourd'hui les lois définies par Marx dans *Le Capital* n'ont été aussi valables. Certes, nous avons appris chez Marx la dialectique matérialiste. Certes, ces lois ne s'exercent pas comme elles se sont exercées dans la phase du capitalisme ascendant, mais, dès 1914, Lénine les actualisait dans *L'Impérialisme*, stade suprême du capitalisme, et Trotsky dans *Le Programme de transition*, et nous-mêmes au cours du dernier conseil général, à travers la caractérisation de *l'impérialisme sénile*.

Notre place est effectivement de comprendre ce que signifie aujourd'hui ces lois du capital qui s'inversent dans leur

résultat. Le système capitaliste de la propriété privée des grands moyens de production a été un système social progressiste qui a constitué le prolétariat, c'est-à-dire son fossoyeur. Aujourd'hui, dans sa phase sénile, il est obligé, il est amené objectivement à détruire la société pour détruire le fossoyeur du système de la propriété privée des grands moyens de production qu'est le prolétariat international.

Les lois du capital sont inversées, et Marx écrivait dans la préface de *Le Capital* : "J'ai pris l'Angleterre comme centre de mon étude, parce que l'Angleterre montre l'image de ce que tous les pays vont accomplir." Et aujourd'hui, nous pouvons dire : le Bangladesh, l'Algérie, le Rwanda montrent l'image de ce que seraient les pays avancés du monde entier, de leur avenir, si nous n'étions pas capables de reconstituer les forces de la IV^e Internationale dans le cadre de la stratégie de la conférence mondiale ouverte.

Alors, camarades, le poids du passé existe avec ses traits positifs et ses traits négatifs. Le poids des difficultés existent. Le poids du passé dans les pays avancés et pas seulement dans les pays avancés, c'est celui-là même qui étirent des centaines et des centaines de millions d'être humains qui, de par le monde, effrayés, pris à la gorge par toutes les conséquences de la survie du système de la propriété privée des grands moyens de production, veulent croire que ce n'est pas définitif.

Ce ne sera pas définitif, si nous sommes capables de nous hisser à la hauteur de nos responsabilités, des tâches que nous devons accomplir pour aider le prolétariat, définir les tâches pratiques dans ce conseil général et commencer immédiatement, tout de suite, la préparation de la conférence mondiale ouvrière de Paris. Tout d'abord pour nous, section française de la IV^e Internationale, assurer le succès de la manifestation de rue du 1^{er} avril 1995, et, d'ores et déjà, poser les bases de ce que nous devons réaliser, et nous devons dresser le drapeau de la conférence ouvrière internationale de Slovaquie pour préparer la conférence mondiale ouverte de Paris. »

répondre à la demande constante de la production de plus en plus grande de produits agricoles et de produits industriels. Cette demande est due à la croissance démographique et à l'augmentation de la consommation individuelle. Elle est également due à la nécessité de satisfaire les besoins de la population en matière de logement, de vêtements, de nourriture, etc. Cette demande est donc une demande globale qui concerne tous les secteurs de l'économie.

Il est donc évident que la production agricole et industrielle doit être augmentée de manière significative. Cela nécessite des investissements importants dans la recherche et le développement, ainsi que dans la formation de la main-d'œuvre. Il est également nécessaire de promouvoir l'innovation et l'efficacité dans les processus de production. Ces mesures sont essentielles pour répondre à la demande croissante et assurer le bien-être de la population.

Il est également important de noter que la production agricole et industrielle doit être durable. Cela signifie qu'elle doit être compatible avec l'environnement et les ressources naturelles. Les pratiques agricoles et industrielles doivent être conçues de manière à minimiser l'impact négatif sur l'environnement et à maximiser l'efficacité des ressources. Cela est essentiel pour assurer la pérennité de la production et le bien-être des générations futures.

En conclusion, la production agricole et industrielle est un secteur clé de l'économie. Elle doit être encouragée et soutenue par des politiques appropriées. Les investissements dans la recherche et le développement, ainsi que dans la formation de la main-d'œuvre, sont essentiels pour augmenter la production et répondre à la demande croissante. Il est également important de promouvoir l'innovation et l'efficacité dans les processus de production, ainsi que de garantir la durabilité de la production.

Il est également important de noter que la production agricole et industrielle doit être durable. Cela signifie qu'elle doit être compatible avec l'environnement et les ressources naturelles. Les pratiques agricoles et industrielles doivent être conçues de manière à minimiser l'impact négatif sur l'environnement et à maximiser l'efficacité des ressources. Cela est essentiel pour assurer la pérennité de la production et le bien-être des générations futures.

Il est également important de noter que la production agricole et industrielle doit être durable. Cela signifie qu'elle doit être compatible avec l'environnement et les ressources naturelles. Les pratiques agricoles et industrielles doivent être conçues de manière à minimiser l'impact négatif sur l'environnement et à maximiser l'efficacité des ressources. Cela est essentiel pour assurer la pérennité de la production et le bien-être des générations futures.

Il est également important de noter que la production agricole et industrielle doit être durable. Cela signifie qu'elle doit être compatible avec l'environnement et les ressources naturelles. Les pratiques agricoles et industrielles doivent être conçues de manière à minimiser l'impact négatif sur l'environnement et à maximiser l'efficacité des ressources. Cela est essentiel pour assurer la pérennité de la production et le bien-être des générations futures.

Il est également important de noter que la production agricole et industrielle doit être durable. Cela signifie qu'elle doit être compatible avec l'environnement et les ressources naturelles. Les pratiques agricoles et industrielles doivent être conçues de manière à minimiser l'impact négatif sur l'environnement et à maximiser l'efficacité des ressources. Cela est essentiel pour assurer la pérennité de la production et le bien-être des générations futures.

Il est également important de noter que la production agricole et industrielle doit être durable. Cela signifie qu'elle doit être compatible avec l'environnement et les ressources naturelles. Les pratiques agricoles et industrielles doivent être conçues de manière à minimiser l'impact négatif sur l'environnement et à maximiser l'efficacité des ressources. Cela est essentiel pour assurer la pérennité de la production et le bien-être des générations futures.

Notes politiques internationales

A l'occasion de la réunion du bureau de l'Entente et également du conseil général de la IV^e Internationale, un certain nombre de contributions et de documents ont été fournis, qui ont fait l'objet d'une discussion politique.

Il nous a semblé intéressant de livrer ces éléments d'élaboration politique, produits de l'activité d'organisation et de regroupement, à nos lecteurs.

Quelques aspects de la situation actuelle en Afrique du Sud

(extraits d'un document d'un militant de l'AZAPO)

LA SIGNIFICATION RÉELLE DE L'ACCORD CONSTITUTIONNEL

L'établissement d'un Etat souverain, fondé sur la majorité noire par le moyen d'une Constitution démocratique, capable d'avancer vers le règlement des déséquilibres sociaux, politiques et économiques, légués par l'apartheid, constituait l'objectif central de la lutte politique en Afrique du Sud.

La seule réponse réaliste et responsable ouvrant cette voie, aurait été la mise en place d'une Assemblée constituante souveraine. Pendant toute la période où se sont déroulées les négociations de Kempton Park, le peuple noir d'Afrique du Sud persévéra dans sa volonté d'établir

une telle assemblée. Toutefois, au travers de manœuvres, une fraude politique de première grandeur eut lieu par la mise en place d'une sorte de "convention nationale", baptisée Assemblée constitutionnelle et utilisée comme un substitut à l'Assemblée constituante. Par le moyen de cette structure, on a mis en place un type déformé de "démocratie constitutionnelle", l'opposant à une démocratie parlementaire.

L'implication véritable de cette décision, c'est que les cours de justice, forgées sur la base d'une tradition raciste, ont la possibilité, de manière quasi permanente, d'opposer leur veto aux bonnes intentions du parti — quel qu'il soit — qui se trouvera au pouvoir. Ce sont ces institutions judiciaires qui veilleront au respect de ce qu'on appelle les "droits de la minorité", tels qu'ils sont inscrits dans la Constitu-

tion. Ce seront elles qui appliqueront le droit de veto de la minorité et, dans ce cadre, le gouvernement d'unité nationale conduit par l'ANC ou tout autre gouvernement qui lui succéderait ne seront que des couteaux sans lame. Cela tient au fait qu'en Afrique du Sud, le pouvoir judiciaire a toujours été un instrument du pouvoir blanc et de ses privilèges. Il n'est donc pas surprenant que l'écrasante majorité des juges siégeant dans ces Hautes Cours soient blancs, ce qui ne reflète pas le caractère du pays. Le nom "Azania" veut dire "terre du peuple noir". Aussi, l'appel à une Assemblée constituante demeure-t-il pertinent.

En Afrique du Sud, tout système démocratique authentique devra exprimer la volonté de la majorité — c'est-à-dire du peuple noir.

LA SIGNIFICATION RÉELLE DU "PLAN DE RECONSTRUCTION ET DE DÉVELOPPEMENT" (THE RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT PROGRAM, RDP)

Aujourd'hui, on véhicule délibérément l'idée qu'une révolution s'est opérée et qu'en conséquence la "reconstruction" se fait sur la base des ruines du vieil ordre. Cette "reconstruction" est censée exprimer un changement de direction économique, impliquant même ceux qui, jusque-là, avaient délibérément été exclus de toute participation significative à l'économie du pays.

Mais en fait, le RDP cherche à renforcer les privilèges d'une petite minorité tandis que le pillage du pays et de ses ressources par les multinationales et la bureaucratie dirigeante se poursuit. Le RDP libère le gouvernement de sa responsabilité en ce qui concerne le développement économique national. La communauté noire devient la victime de sa propre pauvreté. Ce n'est plus le gouvernement qui est responsable, mais le peuple lui-même qui n'a pas mis en œuvre le RDP ou plutôt les programmes indéfinis de celui-ci.

Le RDP annule le droit du peuple noir de s'attaquer sans réserve aux privilèges blancs. Elle n'a pas de réponses aux problèmes du chômage, de la santé, de l'éducation, du logement, de la terre et d'une répartition équitable des richesses. Ce à quoi vise le RDP, c'est à transformer tout le pays en une ONG censée s'occuper de la pauvreté.

Un élément de la politique qu'on ne peut ignorer, c'est qu'en tout état de cause, une action implique des délibérations, c'est-à-dire un moyen d'aboutir à des décisions conscientes destinées à guider l'action et une responsabilité (le fait d'être contrôlé). Ces critères ne s'appliquent pas au RDP.

La classe ouvrière de notre pays doit être mobilisée autour de véritables revendications : le besoin de développer l'emploi, le droit à un logement décent, à la santé et à l'éducation. Les travailleurs doivent lutter sans relâche pour arracher le contrôle des moyens de production et de distribution, éliminer les privilèges et par conséquent être directement impliqués dans la construction de l'économie du pays.

LES ACCORDS AVEC LE FMI ET LEUR PORTÉE

On nous explique qu'avec l'instauration de la démocratie, l'Afrique du Sud est devenue une composante de l'économie globale. Nous faisons maintenant partie d'un tout. Nous sommes la porte de l'Afrique. Mais quelle vérité se cache derrière ces belles formules ? Même avant que ne soient terminées les négociations de Kempton Park, certains accords étaient déjà conclus. La direction de Kempton Park avait déjà signifié son accord pour le paiement de la dette due au FMI et le paiement du service de cette dette, décision qui donnait son cadre aux accords dans leur ensemble.

La place du FMI est connue des peuples du monde entier. De nombreux pays sont aujourd'hui engagés dans une lutte pour la vie contre le FMI et la

Banque mondiale. La capacité de ces institutions à répandre la misère n'est un secret pour personne. Partout, elles ont imposé des privatisations et le chômage massif. Les pays de l'est de l'Europe et de l'ex-Union soviétique en sont le plus récent témoignage. Certains ont déjà commencé à réagir. Contraints de mettre en œuvre une économie fondée sur les exportations, des pays d'Afrique ou de l'Asie, comme l'Inde, doivent exporter du riz — qui est la base de leur alimentation — alors que les peuples de ces pays sont livrés à la malnutrition et à la famine.

Le FMI ne se contente pas de faire appliquer brutalement ses plans d'ajustement structurel, il emprisonne les pays dans un cadre qui mine leur souveraineté nationale. Les pays sont ainsi à la merci des grandes multinationales au service de l'impérialisme. "L'économie de l'apartheid" était autrefois protégée pour servir les intérêts de l'impérialisme. Aujourd'hui, c'est le "Sésame ouvre-toi" pour servir les intérêts du capital international et de l'impérialisme, toujours aux dépens du peuple noir. La chute du rand financier a écarté la dernière entrave au pillage étranger. C'est en fait la première forme d'une "dévaluation" de la monnaie sud-africaine qui se produit, moins d'un an après les élections.

Alors que l'existence du rand financier était un mécanisme de défense du régime de l'apartheid, car il était compétitivement bien placé vis-à-vis d'autres monnaies fortes du monde, aujourd'hui, les pays disposant de monnaies plus fortes se préparent à profiter de l'ouverture de l'Afrique du Sud.

Pour les grandes multinationales, comme l'Anglo American, il n'y a pas de limite à leur volonté de drainer à leur profit les ressources du pays. En fait, c'est à travers l'Afrique du Sud que la richesse de tout le continent sera pillée.

Dans la mesure où les anciens rapports de propriété ont été constitutionnellement préservés par la garantie des droits de propriété, il est évident que le peuple noir se voit dénier le droit de récupérer la terre et toutes les ressources. La privatisation de l'énergie, du transport, de la santé donne

un pouvoir de veto et de contrôle énorme aux institutions privées qui possèdent ces secteurs.

Aussi est-il nécessaire de participer à la lutte internationale contre le FMI, la Banque mondiale et leurs plans d'ajustement structurel. Nous ne pouvons accepter une situation où il y ait un assaut contre l'industrie locale, comme c'est le cas au Bangladesh contre l'industrie du jute. Les syndicats ouvriers et les organisations politiques doivent combiner leurs efforts pour protéger les conquêtes — y compris les plus minimes — obtenues dans la lutte.

On ne peut dire que le peuple de notre pays a le choix. Non, la possibilité de choisir lui a été arrachée lorsque les dirigeants politiques qui parlaient en son nom ont accepté encore moins que ce qu'ils avaient accepté les gouvernants des bantoustans, qui, bien qu'étant des Etats satellites, disposaient au moins d'une façade d'indépendance, avaient leurs propres forces armées, leurs Parlements, leurs présidents et avant tout le droit de dépenser comme ils l'entendaient les fonds et les ressources existants dans ces territoires (...).

Dans le cas de l'accord de Kempton Park, nous n'avons rien : ni pays, ni armée, ni police, ni contrôle sur les ressources naturelles et, de plus, nous sommes chargés de la responsabilité de protéger la minorité blanche, de sauvegarder sa propriété et ses privilèges. C'est pourquoi le combat que nous devons mener aujourd'hui est en fait le combat pour la souveraineté nationale.

QU'EN EST-IL DU MOUVEMENT OUVRIER ?

Le mouvement ouvrier a été la clef de voûte de la lutte en Afrique du Sud. Pendant des années, il a mené le combat non seulement sur les lieux de travail, mais aussi pour démocratiser le pays tout entier. Il a fait face au régime de l'apartheid avec la même détermination qu'il a fait face aux patrons. Il ne se considérait

pas comme le partenaire des entrepreneurs capitalistes et de leurs délégations exécutives, c'est-à-dire du gouvernement.

Pendant des années, le mouvement ouvrier s'est résolument opposé à la mise en place d'institutions communes avec les employeurs et les gouvernements. Il s'est même refusé aux opérations d'achat d'actions des entreprises. Le principe est le même dans le monde entier :

« Si les capitalistes vendent, c'est qu'ils savent que l'affaire est en chute libre. Gérer leur faillite, c'est ce qu'ils appellent la "coresponsabilité". »

Il n'y a pas de capitalisme à visage humain. La nature du capitalisme est d'exploiter, d'exploiter encore et d'exploiter plus. Les gouvernements dans les pays capitalistes — ou pour utiliser un euphémisme, les *"pays qui ont opté pour l'économie mixte"* — ne servent les intérêts que d'une seule classe, la classe capitaliste.

La "coresponsabilité" n'existe pas. Les travailleurs ne peuvent accepter que les exploiters puissent dormir d'un sommeil tranquille, sachant que leur bien mal acquis est protégé par ceux à qui les richesses ont été arrachées. C'est une attitude rationnelle pour les travailleurs que de chercher à tout prix à échapper à l'étau de tout organisme les unissant aux patrons et aux gouvernements.

Le seul gouvernement qui mériterait le soutien des travailleurs est un gouvernement représentant véritablement leurs intérêts et par conséquent décidé à attaquer et à détruire la position privilégiée du capitalisme, et permettant ainsi l'élimination du manque et de la pauvreté pour la majorité du peuple.

Dans les faits, le gouvernement actuel, bien qu'il soit majoritairement composé d'éléments venant de la direction de la classe ouvrière, n'a pas soutenu une seule des grèves déclenchées par les travailleurs. Il s'est au contraire donné beaucoup de mal pour expliquer pourquoi les ouvriers ne devaient pas faire grève. Ces gens utilisent leur expérience du mouvement syndical, non pour chercher à régler les problèmes qui aboutissent à des

grèves, mais plutôt pour banaliser les questions qui sont en jeu, réduisant le problème à la question de savoir si le syndicat qui fait grève a beaucoup de membres ou s'il en a peu. Ils insistent sur un moratoire des grèves afin de *"donner une chance au nouveau gouvernement"* et ainsi ils s'allient à ceux qui pillent les richesses de notre pays.

Dans le *Manifeste du peuple azanien*, un appel était lancé pour la constitution d'organisations ouvrières indépendantes de toute influence bourgeoise. Le contenu de cet appel, c'est qu'il était nécessaire d'organiser les travailleurs en dehors de la soumission au statu quo, dans l'indépendance par rapport aux exigences du patronat et du gouvernement.

Dans le monde entier, le processus est le même. La direction syndicale bureaucratique se laisse acheter. Elle est en fait cooptée et l'on prétend qu'il est possible de coopérer, d'être coresponsables pour la production, le surplus et les profits, tandis que les grands capitalistes préservent le contrôle total des moyens de production et de distribution.

De cette manière, la lutte de la classe ouvrière est poussée dans l'impasse et ses acquis menacés. L'indépendance des organisations ouvrières sur tous les terrains, y compris matériels et financiers, est l'objet d'une attaque de la part de l'impérialisme mondial.

Les forces qui servent l'impérialisme, en commun avec leur maître capitaliste, entreprennent la destruction du Code du travail, organisent le chômage, le démantèlement des systèmes de sécurité sociale et appuie la mise en place d'organismes de coopération entre les gouvernements, le capitalisme et les syndicats (...).

En Afrique du Sud, il n'y a pas de "voie moyenne". Il n'y a pas de socialisme si la classe ouvrière ne contrôle pas les moyens de distribution et d'échange. Les problèmes auxquels fait face la classe ouvrière en Afrique du Sud sont fondamentalement ceux auxquels fait face la classe ouvrière mondiale. Il peut y avoir des différences de degré, mais essentiellement ce sont les mêmes problèmes, car le

système capitaliste est organisé à l'échelle mondiale.

Ce sont les mêmes multinationales qui exploitent les travailleurs en Afrique, en Europe, dans les Amériques et partout. C'est pourquoi il est nécessaire pour les travailleurs d'établir des liens dans le monde entier pour discuter des relations de leurs luttes. Les séparations artificielles qui facilitent l'exploitation peuvent être brisées lorsque les travailleurs comprennent l'unité de leur situation. Dans chaque pays et dans tous les pays, quand les travailleurs se soulèvent et portent des coups aux capitalistes, ils ne le font pas seulement pour eux-mêmes, mais pour leur classe et pour l'humanité comme un tout.

QU'EN EST-IL DES RÉGIONS ?

La lutte en Afrique du Sud a toujours été une lutte pour un Etat unitaire. Comme l'un des moyens de son attaque généralisée contre le peuple noir, le régime de l'apartheid a développé la division au sein de notre peuple sur des bases ethniques et tribales, processus qui a culminé dans la pseudo-indépendance conférée aux bantoustans. Entre ces bantoustans, le régime développa une compétition malsaine et artificielle. Les bantoustans furent aussi utilisés pour contourner l'isolement de l'Afrique du Sud. Les ressources du pays furent gaspillées en fonction des besoins du capital. C'est ainsi que l'on créa "Sun City", les "paradis de jeux" du Transkei, du Venda, du Ciskei, etc. Tandis que les capitalistes développaient la pauvreté, la famine, l'analphabétisme et la répression dans des proportions incroyables, on cherchait à renforcer le sentiment ethnique et la fierté tribale.

C'est dans ce cadre que les négociateurs de Kempton Park poursuivirent dans la même voie et découpèrent le pays de la même manière que le régime de l'apartheid. Chacune des régions s'appuie sur une prépondérance ethnique ou tribale. Cette construction a non seulement exercé une pression sur le gouvernement d'unité nationale, mais a aussi démontré sa capacité à conduire à des conflits interrégio-

naux. Les querelles des régions du Nord-Ouest, l'opposition entre les chefs venda et pedi dans le Transvaal du Nord ne sont que quelques exemples parmi d'autres.

Chaque militant sait que l'on ne doit pas commencer à faire des concessions sur des questions de principe parce que, au bout du compte, il n'y a plus aucune limite à ces concessions. Les concessions sur les questions ethniques, tribales, religieuses ou raciales ne vont qu'aider à approfondir la division et, comme partout, peuvent conduire le pays au chaos. La guerre du Biafra, d'autres guerres en Afrique ou en Europe sont là pour en témoigner.

Si le pays s'était engagé dans la voie d'une Assemblée constituante, ces problèmes auraient pu être envisagés différemment. Le facteur décisif dans la constitution de régions aurait été leur viabilité économique et les exigences d'une bonne administration. Un pays qui compte moins de 50 millions d'habitants n'a certes pas besoin d'être divisé en si grand nombre de régions, sans aucune consultation du peuple. Ce découpage peut à première vue paraître innocent, mais il est conforme aux besoins du grand capital international. Il fournit la base de l'instabilité et de la division dont les exploitateurs peuvent tirer profit. La guerre au Rwanda, dont on a beaucoup parlé, déchira un peuple qui parlait la même langue, partageait la même culture et la même religion (...).

Des divisions de ce type sont fomentées à travers toute l'Afrique, mais nulle part les mines ne ferment, même pour un jour. Le forage du pétrole se poursuit, que ce soit en Angola, en Somalie ou au Rwanda. La classe ouvrière d'Afrique du Sud doit être mise en alerte et organisée contre ces manipulations.

La plupart des régions qui ont été constituées ne font qu'ajouter un fardeau sur le dos du peuple travailleur. Ces régions n'ont ni infrastructures, ni industries et des masses de travailleurs se déplacent de l'une à l'autre à la recherche d'un emploi. Ces régions ont été créées comme une "récompense" pour les principaux dirigeants politiques qui en étaient originaires.

Il doit y avoir une résistance consciente à tout ce qui est utilisé pour diviser les travailleurs et la majorité du peuple, le peuple noir. Nous ne devons pas céder aux tentatives de division sur des bases ethniques, tribales ou religieuses. Il est temps de s'unir et de se rassembler pour un État unitaire, pour que le peuple forme une nation.

Le mot d'ordre de l'AZAPO demeure d'actualité : *"Un peuple, une Azanie, une nation."*

LA QUESTION DES RÉFORMES : JUSQU'OU PEUVENT-ELLES ALLER ?

Le gouvernement d'unité nationale, conduit par l'ANC du président Mandela, déclare que son programme se limite à des réformes. Ses porte-parole parlent donc de "réforme agraire", de "réforme de l'éducation", de "réformes économiques"...

Toutes ces réformes sont fondées sur l'amélioration du vieux système pour qu'il soit plus efficient. Les réformes, par leur nature même, n'impliquent pas une rupture avec le passé. Au contraire, elles sont basées sur le système existant antérieurement. Dans le cas de l'Afrique du Sud, ce système, c'est l'apartheid, qui a assuré une répartition particulièrement inégale des richesses. Ce système a remis des avantages et des privilèges immenses entre les mains de la population blanche, tandis qu'il arrachait tout, y compris leur humanité et leur dignité, aux Noirs.

Tout programme politique qui cherche à améliorer ou à réformer les institutions de ce système odieux ne peut aboutir. Toute mesure dont le but est d'améliorer les conditions de vie du peuple noir et des travailleurs en général implique que l'on déracine les institutions de l'apartheid, que l'on porte des coups mortels aux structures et aux institutions fondant les privilèges de la population blanche.

Pour parler nettement, on se refuse à prendre en main le contrôle des ressources du pays, simplement parce que l'on a peur de s'emparer de ce qui est accaparé par les

Blancs et de l'utiliser pour nos propres besoins. Pourquoi s'engager dans la construction de nouvelles écoles, tandis que les écoles existantes sont à moitié vides ou parfois complètement vides ? Pourquoi autorise-t-on les Blancs à vendre des maisons qu'ils ont obtenues pour presque rien, qui étaient construites par des travailleurs sous-payés, à des prix scandaleux ?

Les réformes par leur nature même ne vont pas jusqu'au bout. Elles constituent une réponse à un moment donné à la pression ; elles sont une manière de gagner du temps, tandis que de nouveaux moyens sont élaborés pour perpétuer le statu quo. Comme on assure que les réformes doivent se développer sur une longue période, on espère que la pression diminuera. Les réformes ne traitent pas de situations d'ensemble, ne fournissent pas de réponse globale à une situation ou à des problèmes complexes, elles séparent les choses, choisissant celles pour lesquelles il paraît le plus facile de trouver un règlement temporaire à un moment donné. Mais la réalité, c'est que la crise généralisée conduit à l'annulation des effets des petits pas faits dans la voie des réformes.

En Afrique du Sud, les effets globaux de l'oppression nationale, de la dégradation sociale et de l'exploitation économique ne peuvent être traités par petits bouts. C'est tout le système qui doit être revu. Comment poser la question du logement, si on ne règle pas celle de la terre ? Que signifie parler de réforme économique lorsqu'on n'a ni accès ni contrôle des moyens de production ? Comment s'intégrer à la société sud-africaine quand les meilleures positions sont entre les mains des Blancs et que ceux qui essaient sont victimes des forces sans merci du marché ? (...).

La réalité de la situation sud-africaine est que tout projet qui prétend traiter sérieusement des problèmes auxquels est confronté le peuple noir devra, sans aucun doute, s'attaquer aux privilèges de la minorité blanche et, ce faisant, se heurter y compris aux Blancs les plus pauvres. Tout recours à un "juste milieu" ne pourra qu'aggraver la situation.

La critique selon laquelle tous ceux qui s'opposent aux réformes s'opposent au président Mandela, à l'ANC et au gouvernement d'unité nationale est une réponse de caractère émotionnel, un chantage exercé à l'encontre de tous ceux qui comprennent la réalité de l'accord constitutionnel de Kempton Park. La seule voie, c'est celle qui permet au peuple noir et à ses organisations, aux travailleurs et à leurs organisations, de continuer à lutter.

La voie des réformes conduira finalement à une plus grande instabilité, à des tensions renforcées et au chaos politique. Des millions de travailleurs peuvent attendre, mais jusqu'à un certain point et pas plus loin. Il n'y aura alors qu'une organisation qui puisse s'adresser à eux au nom de sa lutte incessante de défense du peuple noir et des travailleurs et de leurs organisations. Cette organisation, c'est l'AZAPO.

Appel pour la constitution d'une Alliance des travailleurs, des paysans et du peuple du Bangladesh (extraits)

Dans une situation de profonde crise politique et d'instabilité du pouvoir au Bangladesh, marquée par les mobilisations ouvrières et des révoltes paysannes contre la privatisation des terres, les militants regroupés dans l'Entente internationale ont décidé, à l'occasion des prochaines élections, de lancer l'appel ci-dessous.

La crise politique au Bangladesh s'approfondit jour après jour. Même si la clique au pouvoir cherche à masquer sa faillite, le peuple comprend clairement qu'à la racine de la crise, il y a l'héritage constitutionnel résultant de la manière dont le pouvoir fut transféré après la chute du régime autocratique de Ershad (1) (...).

Les neuf longues années de lutte contre ce régime restent présentes à l'esprit de tous ceux qui se réclament de la démocratie. Tous les chapitres de cette longue lutte ont été écrits avec le sang des ouvriers, des paysans, des étudiants et de la jeunesse. Comme résultat de cette lutte, le peuple n'a eu qu'un Parlement impuissant. L'appareil répressif de l'Etat demeure le même.

Nous sommes conscients de l'héritage glorieux des luttes de notre peuple, non seulement pendant ces années, mais aussi durant la lutte contre la domination britan-

nique, puis pour l'indépendance à l'égard du Pakistan. La naissance de la nation bengalaise et l'émergence du Bangladesh se sont accompagnées d'arrestations, de tortures, d'assassinats. Malgré ces sacrifices, les aspirations du peuple à un système démocratique n'ont pas été réalisées. Le moment est venu de faire face à ces questions.

DANS QUELLE SITUATION EST NOTRE PEUPLE ?

Tout le pays est la proie d'un violent terrorisme d'Etat. Le pays subit un processus de privatisation, mais c'est le terrorisme qui est nationalisé (...).

(1) Chef du gouvernement militaire renversé en 1990 à la suite de puissantes manifestations populaires.

La pauvreté s'accroît en relation avec la situation économique de plus en plus dégradée du pays. Le pays est devenu un sanctuaire pour le capital spéculatif. Sous le prétexte d'attirer le capital étranger, la souveraineté et l'honneur de notre pays sont mis en vente.

Au nom de l'investissement, c'est en fait d'accumulation de capital spéculatif qu'il s'agit. Même les actions d'industries fermées depuis longtemps sont en vente sur les marchés financiers (...).

Au nom de l'économie de marché, des branches industrielles sont liquidées. Dans les derniers mois, 21 des 27 fabriques d'allumettes existant au Bangladesh ont été fermées.

L'"ouverture" aux importations a conduit à la liquidation de 5 000 entreprises. Au nom de la privatisation, les industries du textile et du jute sont officiellement démantelées. Le jute qui constituait l'une des principales ressources du Bangladesh est en voie d'élimination, comme conséquence d'un plan délibéré (...).

Les mesures destructrices de l'impérialisme sont mises en œuvre par le FMI et la Banque mondiale. La propagande gouvernementale prétend que des milliers de nouveaux projets industriels ont été approuvés, mais une récente enquête menée par une institution gouvernementale a montré que plus de 80 % de ces projets n'existaient que sur le papier, tandis que les industries existantes sont soit liquidées, soit offertes pour une somme dérisoire à des parasites (...).

Le développement industriel serait donc la liquidation d'industries entières ! Est-il acceptable que des industries disparaissent du fait de l'échec du gouvernement et de la bureaucratie ? Le niveau de vie de la classe ouvrière s'effondre du fait du chômage sans cesse accru. Le peuple n'a pas combattu pendant la guerre de libération pour que le pays soit aujourd'hui mis en vente.

Le pays est en voie de désindustrialisation (...). Les privatisations en cours sont un élément d'une véritable conspiration

visant à détruire totalement le secteur industriel, car les entreprises abandonnées par l'Etat sont toutes fermées, à l'exception des deux plus rentables.

C'est une usine de ciment, qui a été vendue pour le prix de 4 millions de dollars, alors que sa véritable valeur était de plus de 50 millions de dollars. L'autre exemple est celui d'une fabrique d'huile végétale de Dacca, vendue pour 3 millions de dollars, alors que son profit net pour une seule année était de l'ordre de 4 millions de dollars.

La privatisation, c'est la capitulation devant le capital impérialiste. La privatisation, c'est la destruction des emplois. Par exemple, les entreprises de jute W. Rahaman, d'une valeur de 50 millions de dollars, furent vendues pour moins de 4 millions à un spéculateur qui, après n'avoir payé que 20 % de ce prix d'achat dérisoire, revendit avec un gros bénéfice certains secteurs de l'entreprise, avant de s'enfuir du pays en fermant l'usine.

Des milliers de travailleurs se sont retrouvés de ce fait sans emploi.

NOTRE PAYS N'EST PAS À VENDRE

Le budget de notre pays est préparé à Paris, lorsque se réunit le "Consortium d'aide au Bangladesh". La planification correspondante est élaborée à Washington et la mise en œuvre est entre les mains de Tokyo. Au nom de l'aide étrangère, la souveraineté du pays est abandonnée aux mains du capital étranger (...).

La pression s'exerce maintenant pour que le gouvernement abandonne les secteurs de l'énergie et des communications à des propriétaires privés étrangers. C'est une compagnie américaine qui assure la distribution des fertilisants fabriqués au Bangladesh. Même le système de collecte des impôts doit passer entre les mains de compagnies étrangères. Dans le cadre de la "culture ONG", les services — y compris l'éducation — sont soumis au capital étranger (...).

La souveraineté du pays est à la merci des décisions du capital international. Il semble qu'une fois de plus, lord Clive (2) ait à nouveau jeté l'ancre dans les ports du Bangladesh (...). La capitulation a été parachevée par la signature de l'accord du GATT.

LA SITUATION DE L'AGRICULTURE

La situation de l'agriculture est dramatique. D'une part, toutes les subventions sont supprimées et, d'autre part, les prix des produits agricoles sont à la merci des spéculateurs (...). Les slogans creux sur la distribution de la terre aux paysans qui n'en possèdent pas ne sont que des promesses électorales s'évanouissant avec les élections. Jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement n'a fait aucun pas dans la voie d'une réforme agraire. Par contre, il a privatisé la commercialisation et la distribution des fertilisants, les remettant à une compagnie américaine.

La BADC (Bangladesh Agricultural Development Corporation), un organisme public qui s'occupait de l'irrigation, de la distribution des fertilisants et des produits insecticides, a été pratiquement liquidée : 70 000 travailleurs de ce service ont perdu leur emploi.

La privatisation a considérablement augmenté le prix des engrais. D'année en année, des paysans s'ajoutent à ceux d'entre eux qui n'ont pas de terre. En 1973, 32 % des paysans étaient sans terre, aujourd'hui, ils sont 68 % (...).

POUR UNE CONSTITUANTE SOUVERAINE

Pour avancer vers la démocratie, il est nécessaire de développer et de soutenir tous les mouvements qui sont indépendants de l'influence des partis antidémocratiques. Il y a eu l'émergence de comités d'action des paysans, de comités d'action des avocats et des intellectuels et, plus récemment, le développement d'un

mouvement syndical indépendant des travailleurs du jute et du textile.

Tous ces mouvements contribuent à la lutte pour la démocratie. Le peuple du Bangladesh a besoin d'une expression politique claire de sa lutte. C'est pourquoi nous appelons à la formation de l'Alliance des ouvriers, des paysans et du peuple du Bangladesh.

Il revient au peuple du Bangladesh de décider de son avenir. Il doit s'assurer les moyens de décider par la convocation d'une Assemblée constituante souveraine sur tous les terrains, élue par des élections libres pour appliquer le mandat donné par le peuple à ses représentants ; le peuple doit avoir le droit de révoquer ses représentants si nécessaire. Seule une telle Assemblée constituante peut édifier le type de démocratie que le peuple veut et élaborer une Constitution répondant à sa volonté et à ses besoins.

Cela ne peut être fait dans le cadre des institutions existantes où la lutte pour le pouvoir entre les partis établis a créé un sentiment d'impasse et de frustration, car ces partis partagent la même position sur des questions fondamentales : le guide commun de leur action, ce sont les instructions du FMI et de la Banque mondiale.

La règle de la démocratie, c'est la loi de la majorité. La grande majorité du peuple du Bangladesh, ce sont les paysans — dont une large proportion est privée de terres — des ouvriers, dont les salaires sont misérables, des chômeurs, des jeunes, qui n'ont pas d'avenir dans le cadre du système. Tous ceux-là qui forment la majorité sont opposés aux privatisations, au démantèlement de l'industrie nationale, au pillage impérialiste, à la spéculation et à la corruption. Leur volonté doit prévaloir. C'est là le contenu de la lutte pour l'Assemblée constituante.

La relation entre l'Etat et le peuple change. Le peuple du Bangladesh comprend maintenant que cet Etat monstrueux

(2) Général britannique qui joua un grand rôle dans l'établissement de la domination coloniale en Inde au XVIII^e siècle.

ne lui sert à rien. Il veut le rebâtir en fonction de ses intérêts. Il faut donc définir la structure d'un Etat exprimant la volonté du peuple et mettre fin à l'Etat terroriste. Le peuple est à la racine de tout pouvoir. C'est ce que signifie la souveraineté du peuple, mais cette affirmation devient une farce si l'Etat est géré par un système autocratique qui ne tient pas compte du mandat formulé par le peuple.

La démocratie, c'est la loi de la majorité, mais c'est aussi le respect des droits de chaque individu. Comment les droits individuels et souverains de chacun peuvent-ils être réels quand la souveraineté nationale est menacée, quand s'accumulent les conditions d'un désastre économique et social ?

Le système politique doit exprimer les besoins et la volonté de la majorité, de tous ceux qui souffrent de l'exploitation par une minorité et qui sont la cible des plans du FMI et de la Banque mondiale. Pour défendre l'existence même de la nation, pour défendre les droits de tous, il faut librement élire une Assemblée constituante souveraine (...).

LES OUVRIERS ET LES PAYSANS COMBATTENT

Les paysans combattent pour des changements révolutionnaires dans l'agriculture. Si nous analysons leurs luttes, nous constatons qu'elles ne sont pas seulement engagées pour obtenir leur pain quotidien, mais pour permettre un changement social (...). La lutte des paysans sans terre, ce n'est pas seulement la lutte pour la terre, mais aussi la lutte pour pouvoir produire, pour devenir une composante des forces productives.

Quand les forces productives sont menacées de destruction, quand le minimum de subsistance est mis en cause, le peuple ne peut que combattre contre ceux qui lui ont arraché ce qui lui appartient (...). Les ouvriers ne combattent pas que pour leur salaire. Leurs revendications incluent la réouverture des usines fermées, le refus de la liquidation de l'industrie

nationale. Leur mouvement est lié à l'ensemble du combat pour les droits économiques et sociaux du peuple. Dans leurs grèves et manifestations contre les privatisations, les travailleurs défendent les forces productives contre leur destruction (...).

Les syndicats indépendants organisent la lutte contre la destruction des secteurs industriels tout en refusant de voir les syndicats traités comme de simples instruments de différents partis politiques (...). De nombreux travailleurs ont été emprisonnés. Certains sont condamnés à la prison à perpétuité. Durant les récentes grèves de soixante-douze heures et quatre-vingt-seize heures, de nombreux ouvriers ont sacrifié leur vie.

POUR CHANGER LA SITUATION, ORGANISONS-NOUS POUR LA LUTTE

Pour inverser le cours des choses, unissons-nous sur la base d'une compréhension claire de la situation actuelle au Bangladesh. Il y a eu nombre d'exemples de l'unité et de la solidarité des travailleurs et des paysans dans les luttes de notre peuple, y compris pendant la guerre de libération de 1971. Pendant la dernière décennie, la réalisation de l'unité des ouvriers et des paysans a joué un rôle clé dans le développement du mouvement qui a amené la chute de la dictature. Notre pays ne doit pas être bradé aux spéculateurs internationaux (...).

Pour atteindre les objectifs de la démocratie, il nous faut construire l'Alliance du peuple. Dans chaque village, dans chaque secteur à tous les niveaux, cette alliance doit être présente pour s'élever contre les plans de la Banque mondiale, du FMI et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (...).

DÉCIDONS ENSEMBLE

— Organiser l'action contre le FMI, la Banque mondiale, l'OMC pour briser le

cadre qui interdit tout développement conforme aux besoins du peuple du Bangladesh.

— Par l'élection d'une Assemblée constituante, posons les fondations d'une société et d'une Constitution démocratiques.

— Une réforme agraire est nécessaire pour apporter des changements révolutionnaires dans la productivité à la campagne.

— Il ne peut y avoir de paix civile sans que soient établies les conditions d'exercice des droits fondamentaux : suppression de toutes les lois répressives.

— Interdiction totale du travail des enfants par l'élimination de la pauvreté et par une action concrète contre les causes profondes de l'existence du travail des enfants.

— Agissons contre la prétendue "économie de marché" et la destruction de l'industrie au nom de la propriété privée.

— Opposons-nous à la corruption, à la circulation d'argent sale, à la croissance du parasitisme, tout d'abord pour préserver les jeunes générations de la décomposition et leur permettre de jouer un rôle créateur.

— Assurer le développement en liant l'éradication de la pauvreté à l'industrialisation et à la réforme agraire.

— Suppression de toutes les lois anti-populaires pour que chacun puisse librement développer sa culture et sa manière de vivre.

— Toutes les lois qui s'opposent au développement des droits des femmes doivent être abolies.

— Annulation des dettes.

Notes sur la situation politique en Haïti

Haïti, depuis plus de cinq mois, vit sous l'occupation militaire des Etats-Unis avec la bénédiction juridique de l'ONU et de l'OEA, occupation militaire humanitaire, baptisée "soutien à la démocratie".

Le peuple haïtien, en particulier les travailleurs, les paysans, les chômeurs et la jeunesse, vit dans sa chair ce que les mafieux qui contrôlent l'économie et dirigent la politique à l'échelle mondiale appellent cyniquement "le nouvel ordre mondial".

En quoi consiste, dans la réalité vivante et concrète de Haïti, l'"opération soutien à la démocratie", dans le cadre du tournant du "nouvel ordre mondial", sur fond de politique de privatisation-pillage des richesses nationales et de l'embargo ?

Laissons la parole à M. Smark Michel, Premier ministre du gouvernement :

"Il faut partir d'un constat incontournable : la situation sociale, économique, politique d'Haïti a radicalement changé depuis septembre 1991 (...). Car c'est un pays socialement déstructuré, politiquement désorienté, économiquement dévasté, moralement traumatisé que nous avons retrouvé. Et ce (...) quand on se rappelle qu'Haïti était déjà le pays le plus démuné de l'hémisphère. L'économie a été asphyxiée, ruinée, déséquilibrée et pillée. Les circuits économiques ont été atrophiés, usines et entreprises ont dû fermer, entraînant la montée généralisée de la misère. Un seul indice, mais combien révélateur : le PIB d'Haïti s'est réduit du tiers entre 1991 et aujourd'hui." (Groupe consultatif sur Haïti, Paris, janvier 1995.)

Pour mieux saisir la présentation du Premier ministre, voici un tableau accablant, mais réel de la situation, à partir des chiffres fournis par des organismes inter-

nationaux, tels que la Banque interaméricaine de développement (BID), et ceux du gouvernement :

SECTEURS	AVANT OCTOBRE 1991	D'OCTOBRE 1991 A JANVIER 1995
Dette externe	800 millions de dollars US	2,4 milliards de dollars US
Service de la dette	28 millions	85 millions (*)
Masse salariale	252 000	52 000
Industrie d'assemblage		
(sous-traitance)	32 000	2 000
Fonction publique	54 000	22 000
PIB	3 milliards	2 milliards
Produit par tête d'habitant	300 dollars	130 dollars
Dévaluation de la monnaie		
(pourcentage en dollars US)	45 %	200 %
Budget de fonctionnement	Financé entièrement par l'Etat	55 %
Budget d'investissement	25 % par l'Etat haïtien	5 %

(*) D'octobre 1991 à octobre 1994, le gouvernement américain a accordé une suspension du paiement de la dette au gouvernement des militaires, ce qui signifie un soutien aux putschistes. Néanmoins, le total des arriérés s'élève aujourd'hui à 85 millions, que le gouvernement Aristide-Michel a déjà honorés.

Sans oublier, pour compléter ce tableau sombre de la situation, la hausse des prix des produits de première nécessité de 400 %, la montée vertigineuse de l'inflation. Et la population haïtienne, estimée à 7 millions d'habitants, doit subir une perte de 1,2 million d'habitants, selon le récent rapport publié début février 1995 par la CIA.

EFFETS DESTRUCTEURS ET CATASTROPHIQUES DE L'EMBARGO MEURTRIER

Le gouvernement Aristide-Préval a fait de la question de l'embargo son principal cheval de bataille contre les militaires et a accusé tous ceux qui protestaient contre l'embargo d'être des partisans du putsch. Cependant, un mois avant le retour d'Aristide en Haïti, cette équipe gouvernementale a fini par reconnaître les effets néfastes de l'embargo sur l'ensemble de

l'économie et sur les plus pauvres parmi la population :

"L'embargo a eu des conséquences économiques négatives très étendues. Les indicateurs sociaux ont empiré de manière alarmante pendant les trois dernières années. Les conditions de vie des pauvres furent particulièrement affectées. Plusieurs de ces effets négatifs doivent être immédiatement neutralisés en ce qui concerne les pénuries et les prix élevés des produits essentiels tels que la gazoline, les produits alimentaires et médicaux de base" (Stratégie de reconstruction sociale et économique, document de Paris, août 1994).

PREMIÈRES CONSÉQUENCES DE L'EMBARGO SUR LES OUVRIERS ET LES PAYSANS

C'est un instrument féroce mis en place par l'impérialisme américain pour tenter de briser la résistance des masses

ouvrières, paysannes et populaires face au plan d'ajustement structurel du FMI (cf. articles précédents sur l'embargo et la "Lettre ouverte" écrite à New York, août 1994).

ÉCHIQUIER POLITIQUE

Comme le reconnaît le "document de Paris" (janvier 1995) :

"Tout cela n'a pas été sans conséquence pour les institutions de la société civile : sans défense, vivant la terreur au quotidien, elles émergent aujourd'hui épuisées et affaiblies. Qu'on songe à cet égard au formidable réseau d'organisations populaires, de coopératives, de groupes de base qui avaient vu le jour après 1986. Quand ces organisations n'ont pas été détruites et leurs leaders assassinés, elles ont dû se terrer dans la clandestinité, hiberner pour survivre. Les partis politiques et les organisations du secteur privé n'ont pas été épargnées par la tourmente. L'effondrement de la société civile provoque une profonde désorientation idéologique et politique, un désarroi moral, un cynisme désabusé qui pèse encore aujourd'hui lourd sur la façon dont beaucoup d'Haïtiens appréhendent leur avenir."

A cela, il faut ajouter l'émiettement et la division des cliques politiques, quelle que soit leur couleur politique, qui se disputent les restes de l'appareil d'Etat en déconfiture (...).

LA SANTÉ DES ENTREPRISES ET SERVICES PUBLICS

Durant des trois dernières années où le pays a été mis en quarantaine, les entreprises et services publics n'ont pas été épargnés. Ils ont été les premiers à être frappés par l'embargo, d'où la fermeture des entreprises telles que la Minoterie d'Haïti et le Ciment d'Haïti. D'autres services publics se trouvaient dans l'impossibilité totale de renouveler leurs pièces. Par exemple, la Teleco, avec ses 90 millions de dollars déposés dans les banques amé-

ricains et bloqués par la FED (Banque centrale américaine), suite à l'*executive order* de l'ancien président George Bush, et l'EDH (Electricité d'Haïti).

D'abord, avant le coup d'Etat du 30 septembre 1991 et l'entrée en vigueur des sanctions économiques (l'embargo), voici ce que nous lisions dans un document préparé par le cabinet privé du président de la République en juin 1994, à propos des entreprises d'Etat :

"Les entreprises d'Etat (particulièrement la minoterie d'Haïti, le Ciment d'Haïti et l'Autoroute portuaire nationale, APN) étaient réputées irrécupérables tant la gabegie administrative et financière y était évidente. Trois mois de gestion ont suffi pour renverser la situation, (celle-ci) passant progressivement pour toutes les entreprises de la réduction des déficits au dégageant d'excédents à partir du mois de mai 1991. » (Témoignage sur les performances économiques du gouvernement Aristide-Préval, cabinet particulier du président de la République, juin 1994.)

Depuis le retour d'Aristide et de son équipe, le 15 octobre 1994, avec la présence des marines américains, quel est leur politique sur la privatisation des entreprises et services publics, après l'accord conclu entre le président Clinton et l'équipe d'Aristide (document de Paris, août 1994) ?

Ensuite, dans le document de Paris, faisant référence à la "démocratisation du droit de propriété", ils affirment que

"le contrôle par l'Etat d'entreprises publiques de production de biens et services importants pour l'économie s'est avéré une catastrophe au niveau économique et social. Un tel contrôle, doublé d'une mauvaise gestion, a entraîné des coûts économiques et financiers très élevés pour le reste de l'économie. Le contrôle de ces entreprises par l'Etat, à cause des opportunités de corruption, a également constitué un problème politique majeur (...). La consolidation d'un ordre social réellement démocratique exige que le gouvernement se débarrasse de ces biens."

Et de poursuivre dans la même politique du plan d'ajustement structurel du FMI et

de la Banque mondiale... Le Premier ministre Michel estime que

"ces déficits répétés des entreprises d'Etat, leur impact sur les finances publiques, leur incapacité à fournir les services à la collectivité et les coûts qu'elles imposent à la société nous contraignent à questionner leur maintien dans le portefeuille de l'Etat.

Le désengagement de l'Etat devrait réaliser l'équilibre entre efficacité économique et équité sociale et cet équilibre amène à parler de la démocratisation du droit de propriété des entreprises publiques." (Groupe consultatif sur Haïti, Paris, janvier 1995.)

A cela, il faut ajouter une nouveauté dans la méthode appliquée par le FMI et la Banque mondiale concernant la politique de privatisation.

Lisons les commentaires du journal américain le *Washington Post*, dans son numéro du 6 mars 1995 :

"Pour rendre le plan plus présentable à ses partisans, une portion des revenus de la privatisation, probablement 10 % environ, sera utilisée pour dédommager les victimes du régime militaire qui a saccagé le pays durant trois ans.

Si le nouveau processus de privatisation marche bien en Haïti, plusieurs pays du continent africain vont emboîter le même pas, a affirmé le directeur de la SFI, filiale de la Banque mondiale." (Reproduit dans *Haïti en marche*, du 7 au 14 mars 1994.)

TRIPARTISME

Une commission a été créée le 16 décembre 1994, composée de 16 membres, dont 6 syndicalistes.

Exemple : la participation d'un représentant syndical (FOS, syndicat jaune) à la réunion de Paris, les 30 et 31 janvier 1995, ainsi que d'un représentant des ONG, lors des discussions entre le gouvernement haïtien et les bailleurs de fonds internationaux (Club de Paris).

LE RÔLE ET LA POLITIQUE DES ONG À HAÏTI

Voici comment est définie, dans le document de Paris (janvier 1995), l'activité des ONG :

"Dans le cadre du transfert des responsabilités de gestion aux collectivités territoriales, les ONG ont déjà mis en place des programmes de formation pour les élus locaux, le personnel communal et certains groupes de la société civile dans une quarantaine de communes.

Le gouvernement procédera à un inventaire de ces activités de formation en vue d'assurer leur coordination et leur extension à toutes les communes. De plus, la réouverture du FAES (Fonds d'assistance économique social, une ONG financée par la Banque mondiale, l'Etat haïtien et le secteur privé d'Haïti) permettra le financement d'interventions d'intérêt local."

Trente pour cent des recettes douanières ne sont pas rentrées dans les caisses de l'Etat à cause de l'exonération accordée aux ONG (référence à la déclaration du gouverneur de la Banque centrale, Leslie Delatour, interview accordée au quotidien *Le Novelliste*, fin décembre 1994).

ÉTAT D'ESPRIT DES MASSES VIS-À-VIS D'ARISTIDE ET DE SON GOUVERNEMENT

Manifestations contre plusieurs ministres du gouvernement, dont certains ont déjà été révoqués, pour le moment, les masses ne disent pas qu'Aristide les a trompées, mais elles n'attendent rien de lui et le considèrent comme une marionnette et affirment que ce sont les Etats-Unis qui gouvernent.

Jusqu'à présent, aucune manifestation anti-Aristide de la part de la majorité de la population n'a eu lieu. Pour elle, Aristide mérite mieux que les autres "leaders".

LA RÉSISTANCE D'UN SEGMENT DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Concernant la politique de privatisation, existe un collectif de travailleurs des principales entreprises et services publics (Minoterie, Ciment d'Haïti, EDH, la Teleco, la Banque nationale de crédit) que le gouvernement Aristide-Michel veut privatiser. Ce collectif constitue déjà un point d'appui pour aller vers une rencontre nationale sur la privatisation.

ENJEU DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET MUNICIPALES DE JUIN 1995

L'objectif visé par les Etats-Unis dans ces élections est d'essayer de mettre en place un Parlement croupion, totalement dévoué à leur cause. C'est-à-dire une chambre d'enregistrement capable d'appliquer à la lettre l'essentiel des

points contenus dans le document de Paris (26 août 1994) et celui présenté par le Premier ministre Michel, lors de la réunion à Paris, les 30 et 31 janvier 1995. N'oublions pas en passant que, dans le cas où un parti-front politique remporterait la majorité, il lui reviendrait, à lui et non au président de la République, de former le nouveau gouvernement à partir des élections législatives de juin 1995.

Le rôle véritable du nouveau Parlement, comme l'indique le document "Groupe consultatif sur Haïti" (Paris, janvier 1995), est de voter l'ensemble des lois.

"L'ensemble de la législation haïtienne sera réexaminé pour fournir un cadre juridique adéquat à la réforme. La loi portant sur l'harmonisation des structures de l'administration publique sera révisée. Les lois organiques des ministères, secrétaireries d'Etat et organismes autonomes seront également revues pour les harmoniser avec les nouvelles exigences de la modernité. Toutes ces mesures seront mises en place au cours de la prochaine législature."

Lettre d'Italie

En Italie, au centre de l'offensive menée contre les travailleurs, par le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne, il y a le PDS (l'ex-PC italien "renouvé").

En effet, juste en ce moment, il y a le vote en faveur de la énième loi de finances (et on parle déjà d'une autre attaque, outre la loi sur les pensions), avec un résultat favorable pour le gouvernement Dini, grâce au soutien direct et à l'appui (avec applaudissements au Parlement après le vote) du PDS.

Refondation, également, a joué un rôle important, parce que les votes de la minorité ont été décisifs pour le gouvernement.

Désormais, les journaux eux-mêmes parlent ouvertement d'un gouvernement

"politique", renonçant à la fameuse hypocrisie de "gouvernement de techniciens", presque un gouvernement au-dessus des partis.

Je dirais en somme que le stalinisme est en train de s'acquitter de ses tâches de façon exemplaire, sauvant les gouvernements avec les moyens qui sont exigés, au fur et à mesure : dans ce cas, l'appui d'une de ses fractions (pouvons-nous appeler ainsi le PDS ?) plus "réformiste" n'a pas été suffisant : il a fallu l'appui direct d'une partie de l'aile la plus "dure" (Refondation) et d'hommes comme Garavini, qui ont fondé ce parti. Par ailleurs, Garavini a été un des principaux protagonistes de la ligne d'unité nationale et du premier blocage de l'échelle mobile en 1977, alors qu'il était secrétaire des métallurgistes de la CGIL.

Dans ce contexte, à mon avis, une scission de Refondation se prépare, même si la ligne de Bertinotti est destinée à avoir un certain regain, étant l'unique force de gauche qui s'oppose encore (au moins dans les votes au Parlement) aux divers gouvernements.

La situation se radicalise, et quiconque donne l'impression de savoir affronter le conflit peut, selon moi, recevoir une approbation, même limitée et provisoire.

La ligne du PDS, bien que soutenue à nouveau par le FMI, est destinée probablement à provoquer la défaite aux élections, quand elles auront lieu. En attendant, une première indication sera donnée aux élections régionales d'avril.

Il est certain, de toute façon, que le PDS et ce gouvernement ont réussi là où le gouvernement de droite avait échoué : avant tout avec cette loi de finances qui touche très durement le niveau de vie de millions de familles, puis avec la réforme des pensions que l'on s'apprête à discuter.

Il n'est cependant pas dit, à mon avis, que cette réforme arrive à terme, parce que la mobilisation de l'automne représente un obstacle majeur et pas complètement contrôlable par les appareils.

On assiste à une situation paradoxale, où le PDS accuse Berlusconi d'être contre ses propres hommes (Dini) et ses propres programmes (*"Pourquoi ne votez-vous pas la loi de finances que vous vouliez faire ?"*), a dit un député du PDS ; et eux, alors, pourquoi ne l'ont-ils pas votée quand elle était proposée par la droite ?),

et Berlusconi s'oppose aux mesures que lui-même voulait prendre.

— Ce que nous avons toujours dit (être contre tous les gouvernements parce que tous appliquent la même politique) est aujourd'hui sous les yeux de tous.

C'est dans ce cadre que se situe la politique du fédéralisme, menée par le PDS, en particulier par les dirigeants syndicaux qui continuent à proposer des contrats différenciés, suivant les régions, la révision du système des impôts, des législations particulières pour les régions.

Il me semble que c'est un des plus grands dangers pour la classe ouvrière, mais je n'ai pas encore assez d'éléments pour estimer où peut mener cette voie.

Le problème principal, on le sait, est l'absence totale d'une représentation politique capable d'offrir une perspective au mouvement qui, au cours de l'automne dernier, a exprimé l'unité de la classe ouvrière italienne.

Le succès de la conférence de Slovaquie semble résider également dans la grande représentation politique présente en ce qui concerne de nombreux pays, au point de mettre en évidence un pas en avant très marqué de l'Internationale.

C'est pourquoi, il nous revient de reprendre les sujets de la conférence dans la discussion avec des militants et des travailleurs ici en Italie, tant à travers le bulletin qu'avec l'appel issu de la conférence même.

Comité de l'entente, section de San Francisco :
"Rejoignez le combat
pour construire la section de San Francisco
du comité de l'Entente
pour une Internationale ouvrière"
(San Francisco, 2 avril 1995)

L'appel qu'on lira ici a été adopté au cours de la réunion de compte rendu de la conférence de Banska Bystrica, qui s'est tenue à San Francisco, le 2 avril.

Le comité de l'Entente internationale pour une internationale ouvrière a été mis sur pied à Barcelone, en Espagne, en janvier 1991, dans le but d'unir la classe ouvrière, la jeunesse et les peuples opprimés dans le monde entier pour combattre les privatisations et les exigences du FMI, du GATT, de la Banque mondiale et tous les traités annexes (ALENA, Maastricht, Mercosul, etc.), ainsi que contre tous les gouvernements et organisations qui se soumettent à leur politique.

Ce regroupement pluritendancier de militants syndicaux et politiques venus de 72 pays s'est engagé dans le combat pour construire des partis ouvriers de masse et une internationale ouvrière indépendante du stalinisme et de tous les courants qui défendent le maintien du statu quo. C'est un regroupement ouvert sur la base d'un front uni d'organisations et d'individus qui sont d'accord avec les résolutions et campagnes décidées collectivement par les membres et les partisans du comité de l'Entente lors des conférences ouvertes qui se tiennent tous les deux ans et des rencontres bisannuelles du bureau du comité de l'Entente.

Le Manifeste adopté lors de la Deuxième Conférence ouverte en juin 1993 établit le cadre et les buts du Comité de liaison international :

"L'Entente internationale s'adresse à tous les courants, aux groupes, aux organisations, aux militants qui, de par le monde, entendent défendre les intérêts ouvriers et la démocratie. Nous mesurons que le mouvement ouvrier international traverse une situation complexe. Nous

mesurons les effets destructeurs dans chacun de nos pays de la décomposition du système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production. Nous mesurons aussi les conséquences sur le mouvement ouvrier de l'effondrement des systèmes bureaucratiques à l'est de l'Europe. Parallèlement, nous constatons que dans toutes les régions du monde, non sans difficulté, la classe ouvrière et les peuples cherchent la voie de la résistance aux plans qui les frappent. Nous constatons aussi que partout dans le monde, des groupes, des organisations, des courants, affirment la nécessité de rester fidèle aux exigences et aux mots d'ordre de la démocratie, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations, du combat pour l'avènement d'un ordre social où les richesses produites ne soient pas source de profits pour quelques-uns, mais source de bien-être pour les travailleurs et les peuples eux-mêmes.

Nous affirmons pour notre part — et c'est là la principale leçon que le mouvement ouvrier se doit de tirer de l'histoire des soixante dernières années — que la classe ouvrière et les peuples opprimés ne peuvent trouver la voie de l'émancipation que dans le cadre de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire : la libre discussion, la libre confrontation des points de vue et des courants, le respect de l'ensemble des positions en présence, la recherche de solutions communes. Nous affirmons que cette recherche dans le cadre de la démocratie ouvrière doit contribuer à la réalisation de l'unité des travailleurs et des organisations dans chaque pays et à l'échelle internationale.

Notre démarche s'inscrit dans un précédent historique, celui de l'Association internationale des travailleurs. La Première Internationale fut en effet, dans le cadre de la démocratie ouvrière, regrouper tous les courants authentiques du mouvement ouvrier, en respectant leur diversité, tout en permettant leur action commune. Aujourd'hui, certes, la situation est bien différente de ce qu'elle était au XIX^e siècle. Mais, précisément parce que la tâche de l'heure est de sauver l'humanité du naufrage vers lequel l'entraîne la survie de ce système, elle ne peut se résoudre que dans l'action commune et concertée des travailleurs du monde entier."

Sur la base de cette méthode de discussion et d'action commune, le comité de l'Entente a organisé une journée internationale d'action contre la dette extérieure (6 novembre 1993), une délégation ouvrière internationale au siège du FMI à Washington (7 février 1994), des conférences régionales contre le FMI et les privatisations à Moscou, Hong-Kong, Mexico, Johannesburg, Komlo (Hongrie) et Bangkok, une manifestation européenne contre la politique d'austérité de l'Union européenne (23 octobre 1994) et, plus récemment, la conférence internationale ouvrière indépendante de Banska Bystrica (Slovaquie), coorganisée avec l'Association des travailleurs de Slovaquie, les 11 et 12 mars 1995, qui a été un grand succès.

Toutes ces initiatives et conférences visent à établir de nouveaux liens plus solides entre les travailleurs et les peuples opprimés dans le monde entier, comme une précondition pour bloquer — et finalement défaire — les attaques des multinationales et des gouvernements qui sont tous à leur service.

Pour promouvoir la campagne du Comité de liaison international approuvée par la conférence de Banska Bystrica et la réunion du bureau de l'Entente qui a suivi la conférence en Slovaquie, nous décidons de constituer une section du comité de l'Entente à San Francisco. Notre décision a d'ailleurs un précédent historique : lorsque la Première Internationale a été constituée, des groupes de la Première Internationale ont été constitué dans de nombreux pays dans le monde.

Ce n'est que plus tard qu'ils se sont fédérés en organisations nationales.

De ce point de vue, nous sommes d'accord pour promouvoir les campagnes suivantes :

- soutien au tribunal international contre le travail des enfants, qui se tiendra à Mexico en mars 1996 ;

- soutien aux travailleurs de Staley, à Decatur dans l'Illinois, aux travailleurs du jute et du textile au Bangladesh ;

- soutien aux travailleurs en lutte du journal *Chronicle-Examiner* de San Francisco, et à tous les autres mouvements de lutte ouvrière et populaire ;

- soutien aux différentes campagnes internationales des organisations de l'Entente dans le monde (par exemple, aux organisateurs de Colonia Internacional, à Hermosillo, Sonora, la lettre ouverte au président chinois, Jiang Zemin, etc.).

- soutien à la troisième conférence mondiale ouverte pour une internationale ouvrière (qui doit se tenir à Paris en novembre 1996) et participation active à la préparation des documents pour cette conférence ;

- soutien au combat contre l'ALENA sur le continent ;

- soutien à la lettre pour une intervention politique indépendante des travailleurs — c'est-à-dire au combat pour construire un parti ouvrier organisé démocratiquement sur la base des syndicats et ouvert à tous les groupes et militants populaires.

Pour mettre pratiquement en œuvre ces tâches, nous nous réunirons régulièrement (périodicité à définir) et nous élirons un comité de coordination pour préparer l'ordre du jour de ces réunions. Nous demanderons également que tous les membres paient une cotisation mensuelle minimum (à définir) pour aider à payer les frais des courriers et de l'envoi régulier d'un bulletin mensuel. Le groupe du comité de l'Entente sera ouvert à tous ceux qui soutiennent cette méthode et ces buts.

Rejoignez-nous !

Premiers signataires : Ed Rosario, Pat Teehan, Millie Phillips, Robert Irminger, Steve Zeltzer, Alan Benjamin.

La crise monétaire et la crise financière, formes particulières de la décomposition de l'impérialisme sénile

Par Michel DAUBERNY
(avec la collaboration des membres
de la cellule économique)

L'effondrement du peso mexicain et ses ondes de choc (qui sont loin d'être apaisées) sont venus éclairer un aspect particulier de la crise générale de décomposition de l'impérialisme entré dans sa phase sénile, tel qu'il a été analysé dans les colonnes de cette revue (1). En effet, les crises monétaires et financières ne s'ajoutent pas à la crise des rapports de production. Pas plus qu'elles ne sont le résultat d'erreurs de ces "deux cents gérants" (2) de fonds d'investissement qui manipulent plusieurs milliers de milliards de dollars chaque jour. Non, ces crises ne sont que l'expression monétaire de la crise de décomposition de l'impérialisme sénile. Elles correspondent à des soubresauts dans la course folle du capital-argent à la recherche d'une mise en valeur que l'accumulation de capital productif ne peut plus lui offrir. Mais cette course folle à la spéculation (laquelle n'est rien d'autre qu'un nouveau partage de la plus-value existante) exige de permanentes destructions de forces productives (cf. *La Vérité*, n° 10 et 11).

L'article qu'on va lire n'a pas pour objet d'acquérir le "savoir-faire" des spécialistes "des salles de marché" des grandes banques internationales. Il s'agit tout simplement de dégager des points de repère fondamentaux pour ne pas se perdre dans les "complexités" destinées à nous cacher que, sous la permanence des crises monétaires, il y a la course désordonnée de l'impérialisme vers le chaos. Et ainsi, nous serons en mesure de vérifier, à la lumière des développements actuels, si les bases théoriques du marxisme en ce qui concerne la monnaie, les prix et le crédit sont toujours valides.

(1) Voir Daniel Gluckstein : "Quelques données sur l'impérialisme sénile et la marche à la dislocation du marché mondial" (*La Vérité*, n° 10, nouvelle série, juin 1994) et : "Observations complémentaires sur l'impérialisme sénile (réponses à quelques objections)" (*La Vérité*, n° 11, nouvelle série, septembre 1994).

(2) Le calcul aboutissant au chiffre de "200 gérants", eux-mêmes contrôlés par cinq banques américaines et une banque japonaise, a été établi dans les colonnes du journal *Le Monde* du 24 janvier 1995.

La monnaie et ses représentations

La monnaie est apparue bien avant le capitalisme, en relation avec le développement des économies marchandes. Mais c'est dans le cadre du développement du capitalisme que la monnaie va pleinement s'épanouir et montrer toutes ses fonctions.

LA MONNAIE : UN ÉQUIVALENT GÉNÉRAL

L'argent a son origine dans la marchandise elle-même. C'est là le principal point de repère auquel il faut constamment revenir. Car cela signifie que, à l'origine, la monnaie émerge comme besoin et moyen de la production des marchandises et de leur circulation. D'où il découle que l'étude de la monnaie ne peut être faite indépendamment de l'étude des rapports de production et de leur évolution.

Chaque marchandise se présente sur le marché avec une double valeur : d'une part, une valeur d'usage (un parapluie sert à protéger de la pluie) et, d'autre part, une valeur d'échange qui s'exprime généralement par un prix (un parapluie vaut 100 F) (3). La valeur d'échange est déterminée par la quantité de travail social contenu dans la marchandise.

Les 100 F sont la mesure de la valeur du parapluie, comme 50 F peuvent être la mesure de la valeur d'un kilo de café. On en déduit que le temps de travail social nécessaire pour fabriquer un parapluie est le double de celui nécessaire pour produire un kilo de café et que l'échange, sur le marché, d'un parapluie contre deux kilos de café se réalisera en deux opérations en général séparées : un parapluie contre 100 F et deux kilos de café contre deux fois 50 F.

Pour pouvoir s'échanger, toutes les marchandises ont besoin de se comparer

les unes aux autres : elles le font en comparant leur valeur d'échange (la quantité de travail social). L'échange des marchandises, c'est l'échange de produits du travail social. De l'échange par le troc, les sociétés sont passées ultérieurement à l'échange par référence à une marchandise tierce, socialement acceptée comme représentation et garante de tous les échanges. Cette marchandise particulière, c'est la monnaie. La monnaie est ainsi **l'équivalent général**, "*forme à laquelle toutes les marchandises se réduisent et en laquelle elles se dissolvent*" (Fondements, tome 1, p. 77).

Toutes les fonctions de la monnaie, toutes les fonctions qu'elle doit remplir **pour être une véritable monnaie**, découlent de cette notion d'équivalent général.

Quelles sont ces fonctions ? D'une part, la monnaie est **moyen de circulation** : elle permet tous les échanges. D'autre part, elle est **moyen de paiement** : la monnaie obtenue en contrepartie d'une marchandise (M-A) est définitivement acceptée, parce qu'elle est de la valeur, comme M et toutes les marchandises de valeurs équivalentes.

LA MONNAIE COMME MOYEN DE CIRCULATION

Historiquement, on le sait, c'est l'or qui a occupé la place d'équivalent général. Bien que d'autres métaux (argent, bronze...) aient joué aussi ce rôle, les caractéristiques physiques de l'or, et sa relative rareté, en ont fait le métal élu. Dans ces conditions, la valeur des mar-

(3) Voir à ce sujet Daniel Gluckstein : "Quelques notions de base à connaître" (*La Vérité*, n° 12, nouvelle série, novembre 1994)

chandises s'exprimait dans leur poids en or. La mesure des valeurs s'effectuait alors à l'aide d'unités correspondant à des poids d'or et dénommées francs, écus, piastres ou dollars, chacune avec leurs subdivisions (centime, penny...).

Pourtant, aujourd'hui, les pièces d'or ne circulent plus. Où donc est passée la monnaie ?

D'abord, la monnaie n'a pas besoin d'être présente dans les échanges. Il suffit qu'elle soit représentée par des billets, des pièces ou de simples écritures de comptes de dépôts bancaires. Encore faut-il que ces **représentants de la monnaie** puissent être à tout moment convertibles en monnaie véritable (sinon leur valeur se réduirait à la valeur du support..., c'est-à-dire le plus souvent à trois fois rien).

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les monnaies représentaient réellement leur contrepartie en or. La Première Guerre mondiale voit s'opérer un premier "décrochage" des monnaies par rapport à l'or, décrochage qui sera suivi d'autres (1944, 1971 : voir plus loin). Dès lors, la monnaie est dite "à cours forcé" : les 100 F obtenus en échange du parapluie valent 100 F, car c'est "écrit dessus" et parce que l'Etat en est le seul garant. L'or a été évincé par ses représentants, mais ses représentants doivent tant bien que mal assumer le rôle d'équivalent général et les fonctions de moyen de circulation et de moyen de paiement, pour que les échanges se poursuivent. Toutes les crises monétaires proviennent de l'extrême difficulté qu'ont les différentes monnaies à jouer leur rôle dans l'espace national, et une monnaie, aujourd'hui le dollar, à jouer le rôle de monnaie universelle.

LA MONNAIE COMME MOYEN DE PAIEMENT

Achétant un parapluie, je peux régler le commerçant avec :

— Un billet de 100 F (alors que la valeur du billet est bien inférieure à ce prix). Le marché est conclu et on ne me

réclamera plus rien, la monnaie à cours forcé joue ici le rôle de l'or (valeur matérialisée) et assume la fonction de moyen de paiement.

— Un chèque sur le Crédit Lyonnais. Le marché ne sera définitivement conclu que si mon compte est approvisionné. Autrement dit, le chèque donne un ordre au banquier de procéder par écritures internes aux banques à un débit de mon compte et à un crédit du compte du marchand de parapluies. Ces écritures correspondent à la "monnaie privée" des banques, par opposition à la monnaie de la banque centrale, les billets et, avant 1914, l'or.

— Un chèque sur la banque Barings en faillite. Alors, le doute ne portera plus seulement sur l'état de mon compte, mais sur la capacité de la Barings de fournir au marchand de parapluies 100 F en billets, une fois les écritures passées.

Par conséquent, pour être moyen de paiement, la monnaie et ses représentants doivent être des réserves de valeur. Entre le moment de la vente d'une marchandise contre de l'argent ($M - A$) et l'utilisation de cet argent pour l'achat d'une autre marchandise ($A - M'$), il ne faut pas que la monnaie se déprécie, sinon l'échange $M - M'$ sera impossible, et sera remplacé par un échange $M - M''$, où on a $M'' < M$. C'est ce qui se produit en période d'inflation où avec 100 F issus du premier échange, on ne peut plus acheter M' , car son prix s'est élevé au-delà de 100 F.

LA MONNAIE COMME MOYEN DE PAIEMENT UNIVERSEL

C'est dans sa fonction de moyen de paiement universel que la monnaie prend toutes ses dimensions. Les échanges entre deux pays ayant des monnaies différentes, tels qu'ils apparaissent dans les balances des paiements, aboutissent à un déficit ou un excédent d'un des pays vis-à-vis de l'autre. Le solde sera réglé dans une monnaie acceptée par le pays créancier, sa propre monnaie, celle du débiteur ou encore une monnaie acceptée universelle-

ment. Selon cette définition, l'or (mais l'argent, ou un autre métal, aurait pu jouer le même rôle) est la seule monnaie universelle.

C'est sur le marché mondial que l'or s'est véritablement imposé comme monnaie universelle. Comment s'opèrent les échanges internationaux, alors que les prix des produits sont exprimés dans chaque pays en monnaies différentes ? On pourrait comparer les produits un à un. Mais alors on aboutirait à des taux de change différents pour chaque marchandise. Car, à supposer que des marchandises réellement comparables soient produites dans chaque pays, les conditions de leur production ne seraient pas identiques. Dès lors, dans chaque pays, en fonction des caractéristiques relatives aux rapports sociaux, à la productivité du travail, à leur intégration dans le marché mondial, à des mesures protectionnistes..., les valeurs seraient différentes dans chaque cas, et leur expression monétaire également.

C'est pourquoi on ne peut comparer entre elles les monnaies ayant cours sur chacun des marchés nationaux qu'en les considérant comme étant chacune l'équivalent général, la mesure de toutes les valeurs sur son marché. Avec les monnaies définies par un poids d'or, c'était simple. Le dollar ou le mark jouent aujourd'hui plus ou moins ce rôle, mais ne sont que des monnaies imparfaites, et dans l'état de fragilité atteint par le système mondial d'échange depuis vingt-cinq ans, tout à été fait pour éviter la confrontation des devises à l'or.

LA FABRICATION DE MONNAIE NE CRÉE PAS DE VALEUR

Les échanges de marchandises, sur le marché, se présentent comme "dédoublés" par les échanges marchandises contre monnaie. Mais la monnaie n'est que "la bonne conscience" des échanges, la garantie que les rapports de valeur sont respectés. La monnaie matérialise la valeur de chaque marchandise, la quantité de travail social qu'elle contient. C'est ainsi qu'elle devient le "représentant concret de la

richesse matérielle". Ce rôle, la monnaie, l'or par exemple, ne le joue pas naturellement. C'est le processus de production des richesses matérielles qui le lui confère. La monnaie-or est d'abord une marchandise, qui ensuite devient monnaie par acceptation sociale. C'est la production et la circulation des marchandises qui nécessitent la médiation de la monnaie. Aussi, fabriquer de la monnaie ou des représentations de la monnaie ne conduit pas à accroître les richesses matérielles. Un faussaire peut avec ses faux billets s'approprier une part de la richesse, mais son argent, sorti de rien ou presque, n'est pas le résultat d'une activité productive de marchandises et de valeurs. Dès lors, seule la quantité de monnaie en circulation aura augmenté, pas les marchandises.

AUGMENTER LES PRIX N'EST PAS ACCROÎTRE LA VALEUR

Le prix est l'expression monétaire de la valeur des marchandises. Cette expression tend à s'autonomiser par rapport à la valeur elle-même. Dans le cours de la production et de la circulation, les prix des marchandises ne vont pas toujours coïncider avec leur valeur. Par exemple, les fluctuations sur le marché entre l'offre et la demande peuvent provoquer des variations de prix (de même que la confrontation des capitaux dans les différentes branches de production et ses conséquences sur le partage de la plus-value totale). Il en découle que le prix, expression monétaire de la valeur, oscille autour de la valeur (un peu au-dessous, un peu en dessous).

Augmenter les prix n'augmente pas la valeur des marchandises. Faire passer le prix des parapluies de 100 F à 200 F en modifiant seulement les étiquettes ne crée pas plus de valeur. Il n'y a pas plus de travail social contenu dans le parapluie, et pas plus de marchandises sur le marché. Au mieux, cela peut seulement permettre aux industriels du parapluie de s'accaparer une plus grande part de plus-value, à condition que la vente des parapluies devenus plus chers ne s'effondre pas.

Si un monopole, pour réaliser des surprofits (profits supérieurs au taux moyen), profite de l'absence de concurrence sur son marché pour augmenter ses prix, il s'accapare une plus grande part de la plus-value totale au détriment des autres capitalistes.

Par exemple, les hausses des prix des produits pétroliers, lors des fameux "chocs des années 70" augmentaient les coûts de production des entreprises qui utilisaient ces produits et donc réduisaient leurs profits. La hausse des prix du pétrole ne correspondait pas à une hausse de la valeur, mais à un nouveau partage de la valeur.

En augmentant à leur tour leurs prix, les autres branches tentèrent ensuite de récupérer une fraction perdue de plus-value. Elles pouvaient le faire parce que le contexte était "inflationniste", les Etats entretenant l'accumulation par des politiques d'endettement public et privé, de crédit bon marché et de création monétaire. Mais on verra plus loin les limites d'un tel processus...

LES PRIX ET L'INFLATION

Si les prix augmentent, sans modification des conditions de production, ce n'est pas la valeur des marchandises qui est modifiée, mais l'instrument de mesure, en l'occurrence les francs, les dollars ou tout autre numéraire. Ils ne représentent plus la même quantité de valeur (travail social), c'est-à-dire le même poids d'or, lorsque les monnaies sont définies par leur poids d'or (mais ce n'est le cas officiellement, aujourd'hui, d'aucune monnaie).

La hausse généralisée des prix dans le cas de l'inflation correspond à une dévalorisation (dépréciation) des monnaies : elles ne mesurent plus la même quantité de valeur. C'est la production qui entraîne la création de monnaie, comme expression de la valeur créée, mais l'inverse n'est pas vrai, et si l'Etat déverse de la monnaie dans l'économie *"la hausse des prix ne sera que la réaction du procès de circulation, qui impose l'égalité entre les signes*

de valeur et la quantité d'or qu'ils sont censés représenter" (Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*).

LA MONNAIE DE CRÉDIT

A l'origine du crédit, il y a le système des traites entre producteurs et commerçants, c'est-à-dire un crédit entre capitalistes portant sur le règlement des marchandises. Les traites ont d'abord une fonction de paiement, qui intervient à l'échéance. Le paiement peut aussi intervenir avant si les traites sont escomptées en banque (la banque fait un crédit en avançant le montant de la traite diminué d'un escompte et sera remboursée à l'échéance de la traite). Les traites pouvaient être endossées par plusieurs commerçants successivement et servir de moyen de circulation du capital sous forme d'argent et donc accélérer le processus d'accumulation. Le crédit permet aux capitalistes de s'émanciper temporairement des biens matériels et de leur circulation, pour se consacrer à la circulation des instruments de crédit, qui représentent leur valeur d'échange.

Le crédit bancaire, dans le cas des traites comme des découverts ou des autres types de crédits aux capitalistes, revient à créer une monnaie bancaire "privée", sous forme de traites ou d'écritures, convertible en monnaie nationale, qui représente une avance sur les valeurs non encore réalisées sur le marché. Ainsi, le fabricant de parapluies, sous-traitant d'une "grande marque", est payé par une traite à trois mois, une fois ses parapluies livrés. Les mêmes parapluies sont revendus au grossiste, puis aux détaillants, qui règlent aussi par traites, à deux mois ou moins. Enfin, les parapluies sont vendus aux clients qui paient par carte de crédit.

On peut avoir ainsi une superposition de crédits entre industriels, commerçants et clients, qui sont autant de promesses de paiement et peuvent être financées par les banques si ces promesses sont escomptées. Mais la marchandise existe. Le principal risque est de ne pas pouvoir la vendre !

Avec l'accumulation du capital et l'élargissement des marchés capitalistes, le crédit va se transformer. Du crédit à court terme (système des traites), lié aux opérations commerciales (qui représente cependant encore, aujourd'hui en France, plus de 2 000 milliards de francs par an), on est passé au crédit à long terme pour financer les investissements capitalistes : achats de machines, création d'usines ou de grands équipements (ports, chemins de fer, navires). Les banques qui centralisent l'argent (dépôts des particuliers, rémunérés ou non, et emprunts à court terme) transforment cet argent en capital de prêt. Les banques prêtent pour le compte de leurs actionnaires ou servent de relais, par exemple dans le cas des grands emprunts obligataires internationaux, pour d'autres capitalistes.

LE TAUX D'INTÉRÊT EST LA PART QUE LE CAPITAL DE PRÊT PRÉLÈVE SUR LE PROFIT DE L'ENTREPRISE

Dans les opérations de crédit, l'argent devient capital, c'est-à-dire générateur de plus-value. En effet, le capital prêté sous forme d'argent va entrer dans un cycle où il est, successivement, moyens de production (machines, matières premières) et travail, puis marchandises produites, enfin, si la vente se réalise, de nouveau argent. La somme finale comporte la valeur des moyens de production, celle de la force de travail et aussi la plus-value, sous la forme du profit d'entreprise. Cependant, ce profit sera diminué de l'intérêt versé au prêteur du capital de départ.

Le capital de prêt se résume dans la formule $A - A'$, où l'argent engendre de l'argent en plus grande quantité. Mais la source de cet intérêt, c'est la plus-value réalisée dans la phase productive du procès du capital, celle de l'exploitation de la force de travail. Ce qu'on appelle taux

d'intérêt (offert par les banques, les banques centrales, les organismes de crédit) n'est donc rien d'autre que la part que le capital de prêt prélève sur la plus-value, c'est-à-dire sur le profit de l'entreprise.

MONNAIE DE CRÉDIT, MONNAIE NATIONALE

La monnaie nationale ne constitue aujourd'hui qu'une faible part de la masse monétaire : moins de 15 %, à côté des dépôts à vue dans les banques (85 %). C'est la monnaie scripturale, les "écritures", qui est le plus largement utilisée sous forme de chèques, virements, cartes bancaires. Le système bancaire assure la compensation de ces opérations d'"écritures", informatisées, il centralise les mouvements monétaires, mais les besoins en monnaie nationale (billets) sont de moins en moins importants. Cependant, à tout moment les comptes doivent pouvoir être soldés en monnaie de la banque centrale. Parce qu'un compte bancaire est une créance, sa validation fait intervenir la monnaie.

Si le doute s'installe sur la solidité d'une banque, on peut convertir son compte en monnaie en retirant des billets. Si le doute s'installe sur la valeur des billets, donc de la monnaie nationale, on peut les convertir en une autre monnaie, par exemple le dollar, légalement ou au marché noir, à condition qu'il y ait des acheteurs de francs. On peut aussi convertir ces francs en marchandises en les dépensant. L'origine du doute peut venir de la création massive de monnaie par l'Etat qui engendre une fuite devant la monnaie et des achats de marchandises conduisant à un processus d'hyperinflation.

Avec le développement de la production capitaliste, la forme monétaire dominante est devenue celle de la monnaie de crédit.

Crises financières et monétaires

Le crédit anticipe sur des valeurs non encore produites ni réalisées. C'est d'ailleurs ce "risque" qui justifie aux yeux des banques le taux d'intérêt, d'autant plus élevé que la durée du prêt est longue. Quelle est la nature de ce risque ?

Il y a d'abord le risque de crise du système de crédit par défaillance des emprunteurs : les valeurs anticipées sont alors détruites dans une chaîne de faillites. C'est le cas des "bulles" spéculatives qui se dégonflent, c'est une forme de purge. C'est là la **crise financière** : elle concerne la valeur des titres et des créances. Elle surgit du doute quant à la valeur effective de ces titres et créances et donc de la possibilité de les céder avec profit.

L'autre risque, c'est celui d'un écart durable entre les valeurs réelles sur le marché et les valeurs monétaires. Le crédit engendre toujours cet écart, mais les mouvements de prêts et de remboursements correspondent à des créations et des destructions de créances monétaires (monnaie de crédit des banques) qui tendent à se compenser. C'est là la **crise monétaire** : elle concerne la valeur des monnaies. Elle surgit du doute quant à la valeur effective d'une ou plusieurs monnaies et donc du risque de leur dévaluation.

UN CHOC EN RETOUR

Cependant, en période de crise, l'écart s'accroît. A l'époque progressiste du capitalisme de concurrence, la sanction était rapide : les différents marchés — de marchandises, boursiers et monétaires — qui, chacun à leur manière, avaient "dépassé les limites" étaient frappés par des dévalorisations, des baisses de prix et de cotations et des faillites.

Dans un passage du livre III du *Capital* (tome 2, page 168), Marx constate que, à une certaine phase du cycle, il y a pléthore de capital de prêt et que cette pléthore se développe "de pair avec l'extension du crédit". Cette accumulation de capital de

prêt se déroulait en général au cours de la phase d'expansion de l'accumulation réelle, en l'accompagnant, sans en être nécessairement le résultat. Ainsi, dans cette phase de croissance des emplois et de la production, se constituait une accumulation de capital-argent non converti en capital productif et disponible. Cela pouvait s'expliquer par le temps nécessaire à la centralisation des capitaux, par la période d'attente avant que les capitalistes ne disposent de capitaux de départ suffisants, et ce pouvait être aussi la phase préparatoire à l'investissement dans de nouveaux secteurs, mais "*si cette nouvelle accumulation se heurte pour son emploi à des difficultés, au défaut de sphères d'investissement, s'il se produit donc une saturation des branches de production et s'il y a une trop grande offre de capital de prêt, cette pléthore de capital-argent démontre seulement les limites de la production capitaliste*". L'élargissement du crédit, la spéculation sur les marchés des actions et des bons d'Etat participent en effet de ce développement du capital-argent, qui, cependant, "*se produit toujours sous des formes qui provoquent un choc en retour*".

Comment se manifeste ce "choc en retour" ? Le processus de reproduction du capital (processus d'accumulation réelle) se ralentit, puis s'interrompt, toutes les sphères sont engorgées. La baisse du taux de profit est l'autre expression du même processus. Alors, la crise touche le monde de la Bourse et des banques. Les détenteurs d'actions veulent vendre et les cours s'effondrent d'autant plus. Les créanciers veulent se faire rembourser ou cherchent à vendre leurs créances. Ceux qui ont emprunté pour spéculer ne peuvent rembourser. Et tous se tournent vers les banques pour obtenir de nouveaux prêts et des liquidités.

La crise du système de crédit se transforme alors en crise monétaire. Car les banques à leur tour se tournent vers le marché monétaire (le marché de l'argent) et la banque centrale, pour convertir leurs créances en monnaie et satisfaire ainsi les

demandes de retrait de monnaie centrale de leurs clients.

A l'époque analysée par Marx, les banques et le crédit contribuent au développement du marché mondial en permettant la centralisation et la concentration des capitaux, leur rotation plus rapide. Tout au long du XIX^e siècle, ils contribuent au développement des forces productives. Au lendemain des crises de surproduction, ils aident au redéploiement des capitaux quittant les marchés engorgés vers de nouveaux marchés. A cette époque, les traits parasitaires du capitalisme, la création de marchés de capitaux fictifs et la spéculation, n'existent qu'à l'état d'esquisse. Ils se manifestent particulièrement dans ces phases de crises de surproduction. Au stade du capitalisme impérialiste, ils tendent en revanche à devenir le caractère dominant. Aujourd'hui, ils pénètrent toutes les activités sociales, vampirisent et dominent les rapports de production et transforment les forces productives en forces destructives.

CE QUI CHANGE AVEC LE PASSAGE AU STADE IMPÉRIALISTE

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'impérialisme britannique domine le marché mondial par son commerce des marchandises et le rôle de financier international de la City. L'or est la monnaie universelle, le gage de chaque monnaie nationale sous la forme des lingots entreposés dans les banques centrale. Mais la domination de l'or sur le marché mondial est principalement assurée par l'un de ses représentants : la livre sterling.

L'expansion du capitalisme comme économie marchande s'est traduite par l'échange des marchandises sur le marché mondial en construction. Mais le passage au stade impérialiste est marqué par le fait que ce sont les exportations de capitaux qui se développent à partir du capital accumulé en Grande-Bretagne et dans les autres centres capitalistes. Ce ne sont plus seulement les mouvements de marchandises, mais aussi de plus en plus les mouvements du crédit international ou les

mouvements des investissements internationaux et des bénéfices retirés (4).

Parce que le commerce mondial est financé en grande partie par des effets de commerce sur des banques britanniques et parce qu'une plus grande partie des investissements et des prêts internationaux sont encore financés par les banques de la City, la monnaie la plus répandue et la plus recherchée est la livre. Dans la pratique donc, la livre sterling tend à se substituer à l'or. Mais, jusqu'en 1914, la livre est convertible en or, comme le franc, comme les autres monnaies.

La Première Guerre mondiale impérialiste marque la fin de la phase "progressiste" du capitalisme, et sa transformation en capitalisme de la "réaction sur toute la ligne", comme l'a décrit et analysé Lénine. L'époque d'un marché mondial impulsé par le capitalisme britannique, dont la monnaie est le moyen de paiement international, s'achève en une explosion. Les forces productives étouffant dans le cadre des frontières nationales, c'est par la force que les principaux impérialistes tentent de conquérir des "parts de marché", comme on dit aujourd'hui.

Le financement de l'industrie de guerre, par l'emprunt, par l'impôt, par le crédit et la création monétaire contraint les nations européennes à passer au cours forcé des monnaies. La convertibilité interne des monnaies (en or) est supprimée. Seule demeure la convertibilité externe, c'est-à-dire la définition des monnaies nationales en or.

LE COURS FORCÉ DES MONNAIES

Par la suite, les contradictions d'où la guerre était sortie resurgissant à nouveau, les Etats impérialistes prolongeront les dispositions de l'économie de guerre : l'intervention étatique, le contrôle de la monnaie à cours forcé, la politique monétaire, les modifications des taux

(4) Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*

d'escompte, les dépenses publiques. Les pays européens (et les Etats-Unis après 1932) s'engagent — par le biais des politiques économiques et des lois — dans une forme de "mutualisation" des conditions d'exploitation du travail, où chaque fraction du capital essaie d'être le principal bénéficiaire. Le fascisme et le corporatisme constitueront les formes ultimes atteintes dans cette voie.

Ce qu'on nommera, après la Seconde Guerre mondiale, "politiques économiques", "politiques budgétaires et monétaires", "planification" s'expérimente alors pour soutenir l'exploitation du travail sur les marchés nationaux et défendre les positions des Etats impérialistes sur le marché mondial.

Les monnaies à cours forcé doivent pourtant toujours jouer le rôle d'équivalent général, et, lorsqu'elles se présentent sur le marché mondial, elles doivent apparaître comme des représentations de la monnaie universelle. Mais l'endettement public, l'inflation de crédit et monétaire, pour soutenir les capitalistes nationaux sur le marché intérieur et sur le marché mondial, déprécient les monnaies.

Le crédit anticipe sur des valeurs à venir et crée de la monnaie, d'abord bancaire et ensuite nationale, si la Banque centrale alimente les banques. L'écart entre la création de valeurs réelles et la création de crédit et de signes monétaires

surévalue la définition or de la monnaie et aboutit à dévaluer.

Dévaluer, par exemple de 20 %, signifie deux choses principales : d'une part, les prix des marchandises sont 20 % plus bas à l'exportation ; d'autre part, avec la même heure de travail payée 80 F, les travailleurs ne peuvent plus acheter autant de marchandises importées qu'ils pouvaient le faire avant la dévaluation.

Dévaluer revient donc à dévaloriser la valeur de la force de travail, à abaisser le coût du travail pour favoriser les exportations et freiner les importations. Ce sera la période des premières "dévaluations compétitives", des Etats qui cherchent par une dépréciation des monnaies à augmenter leurs exportations.

Entre les deux guerres, le système monétaire international de l'étalon-or se disloque. L'impérialisme britannique a perdu une partie de ses positions, il a dû importer et emprunter, il devra renoncer à la convertibilité de la livre en or. C'est l'impérialisme américain qui domine désormais le marché mondial par son industrie, son commerce et ses capitaux. Mais il lui faudra la Seconde Guerre mondiale et la destruction des économies européennes et japonaise pour pouvoir imposer le dollar comme le seul représentant de l'or sur le marché mondial, consacrant la domination des Etats-Unis sur le monde entier.

La crise du dollar, crise de domination des Etats-Unis

DE BRETTONS WOOD À LA FIN DES "TRENTE GLORIEUSES"

A Brettons Wood, en juillet 1944, les Etats-Unis imposent le système des parités fixes avec une définition or du dollar (35 dollars l'once). Le dollar devient la monnaie de réserve des banques centrales et la monnaie universelle, représentation

de l'or. Les dévaluations éventuelles dans ce système (désormais, elles sont théoriquement soumises à l'approbation du FMI) consistent à modifier la définition or des monnaies en modifiant leur taux de change avec le dollar.

Ce beau schéma, intronisant le dollar comme moyen de paiement international, traduisait, certes, la puissance des Etats-Unis à la fin de la guerre (puissance militaire, économique et financière, y compris

la richesse en or). Mais il ne pouvait à terme que s'effondrer. La reconstruction des économies nationales représentait en effet la remise en place de ces capitalismes nationaux et de leurs Etats comme autant d'entraves à la domination de l'impérialisme américain sur le marché mondial.

D'autant plus que, dans les conditions de la montée révolutionnaire à la fin de la guerre en Europe et dans les pays coloniaux, la remise sur pied des Etats bourgeois avait dû être payée au prix fort par les impérialistes, aidés par l'appareil stalinien : les conquêtes ouvrières, même inachevées, arrachées à cette époque (5) allaient non seulement constituer des obstacles à la compétition des capitalistes entre eux sur le marché mondial, mais aussi structurer une forme "d'économie de croissance". Forme ô combien contradictoire ! Car l'économie de croissance allait précipiter, dans un contexte de plein emploi, de conventions collectives et de tous les droits arrachés par les travailleurs, la manifestation des contradictions propres à l'économie capitaliste : baisse de rentabilité des capitaux, ralentissement de l'accumulation, engorgement des marchés, concurrence.

Durant les années 1950 et 1960, les dépenses militaires américaines vont assurer, avec le crédit, la base du soutien de l'accumulation. Mais c'est un soutien artificiel fondé de plus en plus sur l'endettement de l'Etat et des entreprises. L'objectif des politiques de croissance dans tous les Etats est de différer l'affrontement avec les travailleurs, en entretenant un processus d'accumulation, donc de production de marchandises et de créations d'emplois, sur cette base d'endettement croissant.

Ces politiques de crédit et de création monétaire par les Etats engendrent l'inflation. Elles permettent, en effet, aux capitalistes de préserver leurs profits par des hausses de prix. Ces hausses de prix ont pour but de maintenir la part du travail non payé (la plus-value) par rapport au travail payé, de maintenir les bénéficiaires. Or les hausses de prix constituent aussi une forme de dévalorisation des salaires. Les prix des produits qui entrent dans la

consommation des travailleurs augmentant, le salaire ne permet plus de les acheter tous. En arrachant des rattrapages de salaires par l'échelle mobile, les salariés ne sont pas la cause de la "spirale prix salaires", prétendument source de l'inflation, ils préservent seulement la valeur de leur force de travail que les capitalistes espèrent, "en douceur", réduire par l'inflation. L'inflation à un autre "avantage" : en dévalorisant les dettes et les intérêts, elle favorise la politique d'endettement. Avec une hausse des prix de 5 à 10 %, le capital à rembourser est de plus en plus faible et si les taux d'intérêt sont, comme ce fut souvent le cas, inférieurs au taux d'inflation, les intérêts annuels sont "mangés" par l'inflation.

Pourtant, la fuite inflationniste ne fait que différer les échéances en accroissant l'ampleur des "corrections" à venir. Manipuler les prix et la monnaie à cours forcé ne permet pas d'accroître la masse de plus-value, mais d'opérer de nouveaux partages de la plus-value et de modifier les instruments de mesure de la valeur, l'équivalent général sur un marché national. Mais dès qu'il s'agit de confronter les monnaies entre elles, la vérité par la référence à une "monnaie objective" devrait éclater.

Encore une fois, c'est sur le marché mondial que la crise d'un système entretenu artificiellement par des politiques parasitaires va se révéler : dans la crise monétaire, la crise du moyen de paiement international, la crise du dollar.

LA FIN DE LA CONVERTIBILITÉ DU DOLLAR EN OR

En août 1971, le président américain, Nixon, décrète la fin de la convertibilité

(5) Lire François Forgeue : "Le cinquantenaire qu'ils veulent enterrer. La vague révolutionnaire de 1943-1945" (*La Vérité*, n° 11, nouvelle série, septembre 1994), ainsi que Dimitri Astériou : "Révolution et contre-révolution en Grèce. Comment en est-on arrivé aux événements de décembre 1944" (*La Vérité*, n° 13, nouvelle série, février 1995) et encore, dans ce numéro de *La Vérité*, l'article de Jean-Marc Schiappa.

du dollar en or, ainsi que sa dévaluation. Il s'agit pour l'impérialisme américain de modifier ce qui, dans le système de Brettons Woods, était devenu un obstacle à la défense bien comprise de ses intérêts. En effet, après des années de parasitisme et de soutien artificiel de l'accumulation, les Etats-Unis avaient aidé à la remise sur pied de leurs concurrents. Lesquels concurrents non seulement leur prenaient des parts de marché, mais, de plus, accumulaient des dollars et les prêtaient sur le marché financier international (le marché des eurodollars), au lieu d'acheter des produits américains. Mais pourquoi auraient-ils acheté des produits américains, alors que, en Europe et au Japon, ces mêmes produits étaient fabriqués ?

Le système de Brettons Wood était devenu un piège pour les Etats-Unis, ce qu'illustrait la faiblesse du stock d'or américain par rapport à la masse des dollars détenus par les non-résidents et les banques centrales étrangères. Les taux de change fixes sous-évaluaient des monnaies comme le yen ou le mark et favorisaient les exportations de ces pays.

La riposte américaine consistait à revoir les taux de change en laissant flotter les monnaies, à imposer un dollar à cours forcé et, dans les années qui suivirent, à s'attaquer aux obstacles entravant les produits et les capitaux américains sur le marché mondial.

Il s'agissait pour les Etats-Unis de rétablir leur capacité à imposer au reste du monde les conditions assurant la préservation des intérêts du capital financier américain. Conditions qui passent par la destruction des "surcapacités" de production et de toutes les formes de protectionnisme autres que nord-américaines.

UNE PLÉTHORE DE CAPITAL-ARGENT

L'analyse de Marx sur les causes de la "pléthore" de capital-argent dans la phase de "surchauffe" du cycle économique garde toute sa valeur méthodologique. Mais il faut à présent la resituer dans le contexte "caricatural" de l'impérialisme.

On a vu précédemment comment la politique parasitaire de soutien artificiel à l'accumulation (armement, endettement, etc.) a abouti dans les années 1960 à cette "pléthore" de capitaux en dollars, domiciliés dans les banques britanniques et les filiales des banques américaines à l'étranger. Ces capitaux qui ne trouvent plus de débouchés dans le commerce international ou les investissements productifs constituent un marché du capital de prêt international, déjà déréglementé.

Le crédit au cours de cette période va être utilisé pour reculer au maximum "les barrières de la production capitaliste", non seulement le crédit aux entreprises, mais aussi le crédit aux particuliers, qui constitue une forme de crédit aux capitalistes, mais à la charge des travailleurs. Le crédit à la consommation permet en effet d'écouler une production elle-même entretenue par le crédit, et ainsi de réaliser la plus-value elle-même.

Cette accumulation de créances, de la dette publique à celle des entreprises et des particuliers, ne signifie pas que le capitalisme peut ainsi surmonter ses contradictions, elle conduit au contraire à les concentrer dans le monde monétaire et financier.

La fin des "trente glorieuses" est inscrite dans l'explosion du système de Brettons Wood en 1971, qui annonce le tournant pris par l'impérialisme américain à la fin des années 1970, tournant analysé dans les articles de *La Vérité* sur "l'impérialisme sénile".

POLITIQUES DESTRUCTRICES ET "MONDIALISATION"

Il est de bon ton aujourd'hui de citer parmi les facteurs des crises économique, monétaire et financière, la "mondialisation" ou la "globalisation". Comme si l'économie capitaliste connaissait depuis une quinzaine d'années une mutation naturelle qui s'imposerait à tous et qui ne pourrait que se conforter grâce aux "avancées technologiques", en matière d'informatique et de télécommunication, telles

les "autoroutes de l'information". Il y a pour le moins dans cette histoire de "mondialisation" une manière de dédouaner l'impérialisme américain et ses instruments, le FMI et la Banque mondiale. Que l'économie soit mondialisée, cela n'aura échappé à personne... En 1916, déjà, Lénine écrivait : "Il y a longtemps que le capitalisme a créé le marché mondial." (*L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*)

En réalité, sous couvert de ladite "mondialisation", il s'agit d'un processus de déréglementation mondial, impulsé par les premières déréglementations aux Etats-Unis et par le tournant de la politique américaine en 1979-1982 et relayé par le FMI. Ce tournant s'est manifesté lorsque la banque centrale américaine a engagé une politique de réduction des crédits en faisant grimper les taux d'intérêt jusqu'à 15 ou 17 %, qui a eu pour conséquence une vague de faillites, de destructions de surcapacités et de licenciements, mais qui attirait ensuite les capitaux de prêts internationaux qui financèrent les déficits américains (voir *Le FMI, une entreprise de pillage des peuples*, Sélio, éditeur). En France ce sera la politique de "désinflation compétitive" et de "franc fort".

La pression du capital financier dominant, pour rémunérer le capital de prêt excédentaire, du fait de l'arrêt de l'accumulation (l'investissement productif) s'est traduite par l'offensive généralisée de destruction du capital jugé non rentable, de destruction des "surcapacités" de production, de restructurations industrielles, de suppression de millions d'emplois productifs et d'abaissement du coût du travail (cf. *La Vérité*, n° 10 et 11).

Il s'agissait d'effacer ce qui avait été concédé depuis la fin de la guerre, sur la base de la mobilisation des travailleurs et aussi de la lutte des peuples des pays coloniaux et semi coloniaux, et qui représentait autant d'entraves à la "liberté" du capital. Destruction des services publics et privatisation des activités rentables, attaques contre les formes de défense collective du prix du travail...

Déréglementer et faire sauter les protectionnismes pour permettre aux capitaux

les plus compétitifs d'étendre leurs parts du marché mondial et d'engendrer un processus destructeur de concurrence où l'arme majeure est toujours la destruction des emplois, la baisse des coûts du travail. Les premiers coups portés, la restructuration des grandes industries (sidérurgie, chantiers navals, mines, textile...), le chômage, le blocage des salaires et la déréglementation mondiale ont, sur la base d'une restauration partielle des profits, élargi le champ de la spéculation.

Le centre de cette offensive de déréglementation mondiale est la volonté de détruire tous les systèmes de défense de la valeur de la force de travail conquis par les travailleurs. Tout cela dans le but de dégager toute la plus-value possible pour les besoins du capital financier et de la spéculation.

LES "MARCHÉS" ONT PEUR DE LA REPRISE

La décision prise par les douze pays de la CEE, en 1985, de passer au Marché unique était une adaptation à l'offensive américaine engagée quelques années avant. Elle rejoignait les plans d'ajustement structurel du FMI : mesures de libération des prix (suppression des produits subventionnés), de dévaluation, de privatisation des services publics et de réduction des barrières douanières.

En voulant lever tous les obstacles à la concurrence sur le marché mondial, les Etats-Unis imposent à tous les Etats de mettre en œuvre des politiques destructrices, de désindustrialisation, de privatisation et d'abaissement des coûts du travail. Cette politique, les Etats-Unis la mène au compte de la défense de leurs intérêts d'impérialisme dominant, bien que dans un cadre de plus en plus disloqué.

Lorsque les "marchés" prennent aujourd'hui peur de l'inflation contenue dans la "reprise" américaine, ils manifestent l'intérêt fondamental du capital de prêt. En réclamant des autorités monétaires qu'elles engagent une politique

“anti-inflationniste”, donc une nouvelle vague de destruction de nouvelles “surcapacités” (car c’est à cela que conduirait une politique monétaire plus rigoureuse, avec des taux d’intérêt à court terme élevés qui freinent le crédit et mettent en difficulté des milliers d’entreprises), les “marchés” ne font qu’appliquer les lois de l’économie capitaliste arrivée à son stade de l’impérialisme sénile.

Car ces lois, en effet, ne conduisent plus à la “crise classique de surproduction” comme au XIX^e siècle, qui était aussi la condition d’une nouvelle vague d’accumulation. Elles conduisent à des destructions permanentes de forces productives. Ces destructions se mesurent par la hausse mondiale du chômage, de la précarité, par l’abaissement du coût moyen du travail, par la dislocation des structures économiques et sociales de régions entières, sur tous les continents, et par la multiplication des conflits “locaux” et de la barbarie. **La crise financière et la crise monétaire sont les formes d’application des lois de l’économie capitaliste à son stade sénile.**

En contrepartie de ces destructions, on a une concentration et une centralisation accrues du capital qui s’investit partiellement dans des secteurs qui contribuent à accélérer encore la concentration du capital (secteurs des télécommunications, de l’électronique et de l’informatique, cf. les autoroutes de l’information) et la circulation des capitaux spéculatifs. Qu’ils soient introduits dans la spéculation ou investis dans les secteurs qui contribuent à accroître la productivité du travail en éliminant le travail, ces profits dégagés des destructions ne résolvent pas les contradictions du système. Au contraire, ils amplifient le besoin de nouvelles destructions.

LES POLITIQUES DESTRUCTRICES ÉLARGISSENT LE CHAMP DE LA SPÉCULATION

La politique menée depuis près de quinze ans contre les travailleurs et les peuples s’est traduite par une baisse des

taux d’inflation dans la plupart des pays “riches” et par une domination croissante de la spéculation. En arrêtant de donner la priorité aux politiques de soutien artificiel de l’accumulation et en s’orientant vers des mesures de restauration des conditions de rentabilité des capitaux, l’impérialisme a élargi le champ de la spéculation.

Mais le gonflement des activités spéculatives exprime l’absence d’un champ pour la reproduction élargie du capital. Le besoin de fournir aux capitaux spéculatifs un champ spécifique et croissant, pour éviter la crise du système de crédit, domine l’ensemble de l’activité économique. Les crises monétaires et financières expriment le besoin de nouvelles offensives destructrices sur le marché mondial.

Les dépenses publiques de soutien aux capitalistes n’ont pas disparu, bien au contraire, comme le confirme la croissance des déficits publics. Seulement les Etats essaient de les faire financer par les travailleurs, en réduisant les dépenses sociales et en détruisant les services publics.

Les déficits des budgets publics aggravés par le chômage et la misère, qui réduisent les sources de recettes fiscales, sont financés par un recours massif à l’emprunt. Les remboursements de ces emprunts et les intérêts à verser sont chaque année de plus en plus lourds (ils dépassent 13 % du budget annuel). La dette publique est une des principales sources de la spéculation, c’est elle qui offre sur les marchés des titres (bons du Trésor) qu’achètent les banques et les “fonds d’investissements” divers. Pour les acheter, ils réclament des taux d’intérêt attractifs (aujourd’hui entre 7,5 % et 8,5 %). Ces taux dirigent tous les autres taux d’intérêt à long terme, en particulier ceux des emprunts obligataires effectués par les entreprises, et ils correspondent à des taux réels de 5 à 6 %, une fois déduits les effets de l’inflation.

On a ici une des formes du prélèvement d’une fraction de la plus-value totale par le capital de prêt. Cependant, c’est une forme contradictoire avec l’investissement productif.

DES DÉPENSES PUBLIQUES...

Tous ces titres alimentent un marché boursier permanent où les spéculateurs interviennent quotidiennement. Marché des obligations, des titres de la dette publique qui s'ajoutent aux marchés des actions, des matières premières et des "produits dérivés". En quelques années, les marchés spéculatifs ont connu des progressions foudroyantes, non seulement par la croissance des cours, mais parce qu'ils attirent une part croissante des capitaux. Les marchés spéculatifs, comme toutes les activités capitalistes, reposent eux aussi sur le crédit, mais ils soutiennent également le crédit.

Un capitaliste qui veut se protéger contre un risque de change dans une opération d'exportation (donc une activité réelle) libellée en dollars va emprunter au cours d'aujourd'hui des dollars pour une durée par exemple de trois mois, si le règlement de ses exportations doit être effectué dans trois mois.

A l'échéance, il remboursera son emprunt avec les dollars qui lui sont versés par son client, et si le dollar a perdu 20 % de sa valeur en trois mois, l'exportateur qui s'est couvert n'aura perdu que les intérêts sur un emprunt. Mais, pendant ces trois mois, il peut à son tour prêter les dollars empruntés, et on voit comment une opération commerciale engendre une série d'opérations spéculatives.

On voit comment la spéculation se greffe sur le besoin des capitalistes de se protéger des risques, inhérents à l'économie de marché. Les "produits dérivés" sont, eux aussi, nés des techniques de protection des risques pour devenir un formidable casino, qui porte en lui le risque de défaillance de l'un des acteurs.

... À LA SPÉCULATION

La spéculation représente une montagne de créances qui entrent dans les actifs des banques et sont la base de nou-

veaux prêts. Cependant, à cet accroissement des valeurs monétaires, incomparablement plus nombreuses que les valeurs réelles, qui est une première source de crise, s'ajoute le fait que ces créances sont variables.

En effet, une créance en dollars variera avec le dollar et un portefeuille aura la valeur des actions au moment de leur évaluation ou de leur cession. Autrement dit, ce monde du capital-argent est totalement instable, et son instabilité exprime les contradictions d'un système en décomposition.

Cette économie spéculative a pour conséquence de modifier dans le marché monétaire international la part des différents "supports". A l'époque du capitalisme ascendant, le commerce des marchandises constituait le principal support du marché international des monnaies. Avec le passage au stade impérialiste, les exportations de capitaux (investissements ou prêts) ont occupé le devant de la scène. Avec l'impérialisme sénile, ce sont les mouvements spéculatifs à court terme qui dominent le marché monétaire.

Une comparaison parmi d'autres est significative. On évalue aujourd'hui le stock d'investissements directs à un peu plus de 2 000 milliards de dollars : il s'agit des investissements des firmes et banques multinationales effectués depuis plusieurs années (c'est un stock) en dehors de leur marché national (créations d'entreprises filiales ou délocalisations). Le marché des seuls "produits dérivés" est, lui, estimé à 15 000 milliards de dollars. Quant au commerce mondial des marchandises, il atteignait seulement 3 750 milliards de dollars en 1993.

La spéculation est à l'origine de la majorité écrasante des mouvements quotidiens sur le marché des changes. La demande et l'offre de monnaie à des fins de spéculation peuvent atteindre en période de crise jusqu'à 1 000 milliards de dollars par jour.

Comment s'étonner si, dans ces conditions, le rôle des banques n'est plus de centraliser l'argent pour l'investissement, mais pour financer la spéculation, en cap-

tant une part croissante de "l'argent sale" et en procédant à des montages spéculatifs de plus en plus fragiles (6) ?

CE QUE RECOUVRE LA "LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX"

La libre circulation des capitaux, devenue pratiquement complète dans le courant des années 1980, apparaît comme le moyen d'imposer l'application des politiques destructrices.

La politique du "franc fort", qui résume la politique monétaire en France depuis 1983, se donne pour objectif de maintenir la parité du franc avec le mark (pour maintenir les rapports de productivité entre les deux pays) et de lutter contre l'inflation en assurant la stabilité des prix.. Elle se traduit par des taux d'intérêt élevés qui, d'une part, limitent le crédit, donc la création monétaire, et contraignent les entreprises à des politiques de "dégraissage" et de restructuration, et, d'autre part, attirent les capitaux qui financent les déficits budgétaires. 30 % des emprunts publics sont ainsi financés par des capitaux internationaux attirés par les taux d'intérêt élevés.

Dans un article consacré à la "hot money" (l'argent brûlant, qui se déplace), la revue *Business Week* présente ainsi la crise actuelle où les "fonds d'investissements américains contrôlant plus de 2000 milliards de dollars d'actifs" occupent une place croissante dans les marchés de capitaux, et ont un comportement très différent de celui des banques publiques et des agences multilatérales de développement.

"Aujourd'hui, la hot-money bénéficie des changements technologiques qui mettent à disposition des gouvernements et des entreprises des capitaux comme jamais, avant, les investissements internationaux en portefeuille ne pouvaient le faire... Sur ce nouveau marché, l'argent se déplace plus vite que jamais, permettant à des milliards de dollars d'entrer ou de sortir d'une économie en quelques secondes." "Il y a donc fuite vers la qualité", écrit Patrick

Artus, directeur des études économiques de la Caisse des dépôts et consignations, dans *Le Monde* (7 mars 1995) : "Les pays qui inspirent l'inquiétude, pour quelque raison que ce soit, sont abandonnés par les investisseurs et voient leurs marchés financiers se détériorer gravement... Depuis quelques années, la contrainte des marchés financiers est donc devenue plus efficace en rendant nécessaires des politiques d'ajustement structurel visant à améliorer de vraies déficiences des économies."

DEUX CENTS GÉRANTS ET SIX BANQUES...

Est-ce pour autant la dictature des marchés qu'évoquait Eric Leser dans un article du *Monde* intitulé "Le pouvoir sans partage des deux cents gérants" ? Selon Leser, ces deux cents gérants sont les deux cents plus importants "fonds d'investissement" qui manipulent plusieurs milliers de milliards de dollars. Deux cents "fonds d'investissement" la plupart anglo-saxons et japonais, "qui placent les capitaux des plus grandes banques, des plus grandes compagnies d'assurances ou des principaux fonds de retraites". Ces gérants opèrent "sous la dictée des analystes des banques de marché que sont Salomon Brothers, le Crédit suisse First Boston, Lehman Brothers, Goldman Sachs, Morgan Stanley et Merrill Lynch. Six banques qui trustent les premières places des classements mondiaux d'émission d'obligations et d'actions." A la différence de Leser, pour qui "cette richesse est totalement affranchie des gouvernements", on nous permettra de souligner l'élément suivant : certes, le marché — et le marché de la spéculation comme tous les marchés dans le cadre du capitalisme — a ses propres exigences et ses propres mécanismes ; mais les Etats, et principalement celui qui représente l'impérialisme le plus puissant, disposent de leur propre capacité d'inter-

(6) Lire dans ce numéro de *La Vérité* l'article d'Andreu Camps : "La drogue, le trafic, le blanchiment..."

vention et de défense de leurs intérêts spécifiques. Ils ne s'en privent pas, comme vient d'ailleurs de l'illustrer la crise mexicaine.

Une étude de la banque J. P. Morgan estime qu'en 1995 les treize principaux pays de l'OCDE devront émettre 1 475 milliards de dollars d'obligations, soit 10 % de plus qu'en 1994, pour financer leurs déficits. Dans aucun de ces pays, la croissance économique n'atteint un tel taux. Les déficits augmentent en particulier sous la pression "d'échéanciers de plus en plus lourds de remboursement de la dette passée" (*Les Echos*, 25 janvier 1995) et ce sont deux pays considérés comme "solides", l'Allemagne et le Japon, qui assumeront la majeure partie de cette augmentation d'émission d'obligations. Le montant pour le Japon sera de 390 milliards de dollars, pour l'Allemagne de 120 milliards de dollars, pour la France de 90 milliards de dollars (451 milliards de francs). Les Etats-Unis, qui demeurent les champions en la matière, émettraient 477 milliards de dollars, soit 60 milliards de moins qu'en 1994. Cette baisse des besoins d'emprunt des Etats-Unis s'expliquerait en partie par la "reprise économique". Car les Etats-Unis ont pu s'offrir une reprise économique, qui a pour principale caractéristique une augmentation des profits, bancaires en particulier, et un appauvrissement moyen des travailleurs.

Or cette reprise s'est déroulée après deux années de baisse des taux d'intérêt à court terme, qui ne pouvait pas être suivie dans les autres pays obligés de financer leurs déficits par l'emprunt. Car en plus de financer coûteusement les déficits budgétaires, les capitaux étrangers (ou multinationaux) en se plaçant en francs, entretiennent une demande de francs sur le marché des changes. Ils soutiennent donc la monnaie nationale.

Mais l'endettement excessif peut inquiéter les "deux cents gérants", au point que même des taux très élevés, au lieu de les rassurer, les inquiètent encore plus, car des taux plus élevés accroissent le service de la dette à venir. Ainsi, malgré une hausse de son taux de base bancaire à 9,75 %, le 22 février, l'Italie ne

pouvait empêcher une nouvelle baisse de sa monnaie. Le doute est sur la lire, car le doute est sur la capacité du gouvernement italien à maîtriser les dépenses publiques, alors que la dette publique représente 123 % du PIB. Autrement dit, les "marchés" doutent de la capacité des gouvernements italiens à imposer aux travailleurs la politique destructrice conseillée par le FMI.

LA POLITIQUE D'ENDETTEMENT DES ETATS-UNIS

Depuis 1971 (fin de la convertibilité du dollar en or et dévaluation du dollar) et 1973 (nouvelle dévaluation du dollar et flottement des monnaies), le dollar s'est lentement déprécié vis-à-vis des monnaies de ses principaux concurrents, le mark et le yen. Une exception à cette baisse du dollar : lors de la période 1983-1985, le dollar est monté jusqu'à 10 F. En pleine récession, les Etats-Unis avaient alors fait grimper les taux d'intérêt à plus de 15 % et, en même temps, pratiqué une relance des dépenses publiques, en particulier des dépenses militaires, qui conduisait à une considérable augmentation du déficit budgétaire. Pour les capitaux de prêt disponibles sur le marché mondial, les Etats-Unis devenaient l'Eldorado, et les bons du Trésor américain finançant le déficit du budget trouvaient sans difficulté des acquéreurs.

De son côté, le déficit commercial des Etats-Unis s'est lui aussi creusé, en particulier avec le Japon, et depuis 1984-1985 ni le déficit budgétaire ni le déficit commercial américain n'ont diminué. Depuis Bretton Wood, le marché mondial est alimenté par les Etats-Unis en dollars, par les prêts du plan Marshal puis les investissements directs extérieurs, puis les crédits aux pays dominés et le recyclage des pétrodollars, cela jusqu'en 1982. A partir de cette date, qui coïncide avec le début de l'offensive contre les pays pauvres et endettés (par l'action des banques impérialistes) menée à l'aide du FMI, ce sont les déficits qui vont alimenter principalement le monde en dollars et fournir la base d'un marché élargi des capitaux fictifs (créances de dettes, titres d'Etats).

La balance commerciale et des paiements courants devient à cette date fortement déficitaire. Pour financer leur déficit budgétaire, les Etats-Unis empruntent sur le marché mondial, en particulier auprès des pays qui ont un excédent commercial avec eux, et donc disposent de dollars, ce qui est le cas plus particulièrement du Japon. En 1988, les Etats-Unis deviennent débiteurs nets, c'est dire que leurs engagements (dettes) vis-à-vis de l'extérieur augmentent plus que leurs avoirs (créances). En 1992, cette dette augmentait de 521 milliards de dollars, et le total des engagements atteignait 2 500 milliards de dollars ; aujourd'hui, la dette extérieure nette des Etats-Unis approche les 1 000 milliards de dollars par an. Si une partie de ces dollars revient sous forme de placements, il n'en demeure pas moins que l'ensemble des créances en dollars détenues hors des Etats-Unis constitue toujours la base du capital de prêt circulant dans le monde, et donc une source de création de dollars supplémentaires. Cette accumulation de crédits en dollars hors des Etats-Unis constitue le prolongement du marché monétaire et financier des Etats-Unis, qui occupent une place privilégiée dans le "système" monétaire international, en émettant la monnaie internationale. Mais ainsi, les contradictions sur le marché mondial deviennent les contradictions du dollar.

L'économie de dettes aux Etats-Unis

(en milliards de dollars)

Dettes	1980	1991
Etat fédéral	909	3.599
Etats et villes	336	915
Consommateurs	1810	4 805
Entreprises	913	2 698
Total	3 968	12 017
En % du PIB	146 %	212 %

Sources : Statistical abstract of the United States : 1994.

La croissance de l'endettement de l'Etat fédéral (qui passe de 909 milliards

de dollars en 1980 à 4 676 milliards de dollars en 1994) et des collectivités dépasse largement la croissance du PIB, et, malgré les promesses régulières de réduire le déficit budgétaire, il représente toujours près de 200 milliards de dollars annuels qui, s'ajoutant aux dettes anciennes, alourdissent le poids du service de la dette sous l'effet des taux d'intérêt élevés (les obligations du Trésor à 30 ans étaient en février à 7,67 %).

Il y a un circuit mondial du dollar qui s'appuie sur la place historique occupée par cette monnaie depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et permet aux Etats-Unis de maintenir leur position dominante dans un monde en dislocation.

Le dollar est utilisé dans 60 % des transactions internationales et constitue 64 % des avoirs de réserve des banques centrale. Bien plus, 90 % des contreparties des opérations de change sont effectuées en dollars.

Ce qui permet aux Etats-Unis de payer leurs importations et d'investir à l'extérieur avec des dollars. Leur contrainte de change est ainsi atténuée, alors que les autres pays doivent se procurer des devises pour les mêmes opérations. Les Etats-Unis peuvent ainsi accroître leurs déficits extérieurs sans menace directe de dévaluation.

"LA DEMANDE TOTALE DE CRÉDIT EXPLOSE"

Le déficit budgétaire est financé par les banques commerciales américaines et les banques centrales des pays du G 7. Ces dernières avaient, au 11 janvier, 411 milliards de dollars de bons à court terme en dépôt à la Réserve fédérale. Si les banques centrales peuvent acheter des titres du trésor des Etats-Unis, c'est parce qu'elles détiennent des réserves en dollars qui proviennent des opérations commerciales excédentaires réalisées par les entreprises de ces pays avec les Etats-Unis. C'est non seulement un soutien au gouvernement américain, mais surtout un soutien au système monétaire et financier international,

donc un geste de défense des intérêts de tous les pays concernés, dont les Etats-Unis sont les principaux bénéficiaires.

En augmentant leurs encours en bons du Trésor de 18 % au cours des trois derniers mois (et de 16 % sur les derniers six mois), les banques centrales ont permis aux banques commerciales américaines de substituer des crédits aux entreprises et aux consommateurs, aux crédits à l'Etat. En effet, malgré la hausse des taux d'intérêt décidée depuis février 1994 par la Réserve fédérale, pour "lutter préventivement contre l'inflation", les demandes de crédit n'ont pas diminué.

"Mieux : depuis le début de 1994, l'encours des prêts industriels et commerciaux distribués par les banques a vivement augmenté. La demande totale de crédit (crédits à la consommation, leasing, prêts hypothécaires et prêts industriels et commerciaux) explose" (La Tribune Desfossés, 30 janvier 1995). Stables entre 2 050 et 2 100 milliards de dollars de 1990 à 1993, les crédits des banques commerciales américaines atteignent 2 350 milliards de dollars fin 1994. Encore une fois, on peut voir comment les Etats-Unis financent leur reprise avec l'aide du reste du monde. Mais cette explosion du crédit va encore amplifier les importations américaines et le déficit commercial. De nouveaux flux de dollars vont se déverser dans le système financier international et accroître les "doutes" quant à la valeur des "billets verts".

Déficits commerciaux, déficits des balances des paiements et déficits budgétaires s'auto-entretiennent. Le flux croissant de dollars déversés dans l'économie mondiale alimente le champ de la spéculation, mais explique aussi l'érosion lente du dollar vis à vis des autres monnaies "fortes". Que représentent, en effet, ces dollars toujours plus nombreux, que représentent ces créances en dollars ? L'érosion du dollar, par exemple, vis-à-vis du yen, est impressionnante, puisque, de 350 yens pour 1 dollar en 1971, on est passé à moins de 90 yens aujourd'hui. Vis-à-vis du mark, la dépréciation du dollar est tout aussi impressionnante : 3,48 marks pour 1 dollar en 1971 et 1,38 aujourd'hui. Le financement des énormes déficits budgé-

taires et des déficits commerciaux passe par cette dépréciation qui signifie que les acheteurs de dollars sont de moins en moins disposés à payer cher pour des créances en monnaie "douteuse", à moins que le taux d'intérêt proposé ne soit très attractif. *"Ce que veut le marché est simple : moins de dettes ou des taux d'intérêt plus élevés" (Business Week, 20 mars 1995).*

Mais si les taux d'intérêt élevés attirent les capitaux, ils imposent la rigueur. En fait, pour les capitalistes, il faut bien faire avec le dollar, même si sa faiblesse est utilisée, faute de mieux, comme une arme par Washington.

LE DOLLAR ET LE YEN DANS LA TOURMENTE

On a vu comment les excédents du Japon finançaient les déficits des Etats-Unis. La lente dépréciation du dollar vis-à-vis du yen contraignait le Japon à replacer les dollars que lui rapportait son excédent commercial avec les Etats-Unis, sur le marché américain. Depuis de nombreuses années, le circuit semble bien fonctionner. Pourtant, la baisse de la Bourse de Tokyo et la chute actuelle du dollar pourraient modifier cette belle mécanique et aggraver encore le chaos monétaire et financier. Décrivant un "cercle vicieux" à l'œuvre, le journaliste du *Monde* écrit :

"Le système bancaire japonais croule sous les créances douteuses héritées de l'éclatement de la bulle spéculative immobilière et boursière. Et pour absorber un total de créances douteuses estimé à plus de 70 milliards de dollars, les banques ont des besoins considérables de fonds propres."

On signale même certains cas de quasi-faillite. Or les banques japonaises, par l'importance de leur bilan, occupent les premières places dans le classement des banques mondiales, et donc représentent une part importante des valeurs boursières. Au point que l'indice Nikkei est composé à 30 % de valeurs bancaires. Et, à son tour, la fragilité des banques fragili-

se aussi la Bourse. La conséquence de cette évolution c'est que les banques, les assurances et d'autres "institutionnels" ont tendance depuis peu à vendre leurs titres en dollars et à se détourner du marché américain. Les besoins sur le marché intérieur sont à l'origine de cette évolution, mais la baisse brutale du dollar depuis quelques mois, surtout vis-à-vis du yen, risque de précipiter le mouvement.

"Le Japon conserve ses capitaux, comme le prouve l'augmentation considérable des réserves de change de la Banque du Japon à 122 milliards de dollars."

Et, selon l'économiste en chef du Nomura, la principale maison de titres japonaise, *"d'un côté, Wall Street est au plus haut et le dollar au plus bas, et, de l'autre, le yen toujours plus fort, la Bourse de Tokyo toujours plus faible. Aux Etats-Unis, il faut réduire et financer les déficits et, au Japon, il faut recycler l'excédent pour relancer la machine économique qui tourne au ralenti. Si rien n'est fait, nous allons directement vers un krach"* (Le Monde, 7 mars 1995).

Une récente étude de la société Merrill Lynch a montré que la dépréciation du dollar depuis plusieurs années a réduit de 47 000 milliards de yens (519 milliards de dollars) la valeur des investissements japonais aux Etats-Unis. Les investisseurs japonais ont dû faire déjà ce calcul !

Pouvoir des marchés et politique monétaire des Etats

Le fait que l'impérialisme dominant concentre l'ensemble des contradictions du marché mondial (c'est-à-dire l'ensemble des contradictions des rapports de production capitalistes dans leurs phase de sénilité) se manifeste dans la crise financière et monétaire qui menace d'éclater à tous moments.

LE DOLLAR CONCENTRE TOUTES LES CONTRADICTIONS DU SYSTÈME FINANCIER MONDIAL

Les effets du krach de 1987, qui, de Wall Street, s'était généralisé à toutes les places boursières, n'avaient été contenus que par l'ouverture immédiate des crédits de la Banque centrale des Etats-Unis aux banques et organismes financiers, destinée à stopper le mouvement de panique. Le krach est déclenché par la vague des ventes de certains titres qui s'amplifie au fur et à mesure de la baisse des cours à la Bourse. En quelques heures, les pertes se chiffrent en milliards de dollars et, comme à la base du système spéculatif il y a le crédit, tout un échafaudage de créances risque de s'effondrer. La fermeture des cotations n'aurait rien apporté si la FED n'avait pas ouvert les "vannes du crédit" pour éviter l'état de cessation de paiement de banques et d'organismes financiers. En fait, la Banque centrale américaine mettait à disposition du système bancaire et financier les liquidités, la monnaie, le "cash" pour colmater les brèches. Dans la crise financière, tous les créanciers veulent vendre leurs créances "douteuses" pour les convertir en monnaie, et tous les débiteurs veulent de nouveau emprunter pour rembourser. Au bout, il y a la crise de liquidités ou de trésorerie, et les faillites si l'Etat, ultime garant du système monétaire national, n'intervient pas.

LES CONTRADICTIONS DU MARCHÉ MONDIAL

La crise mexicaine est devenue la crise du dollar, et de toutes les autres monnaies.

Pourquoi ? Les politiques de gestion de la dette, les plans du FMI, le plan Brady et autres ont ouvert à la spéculation un vaste champ, sous la forme du marché des titres de la dette, ou des privatisations et des titres d'Etats attirant les capitaux grâce à des taux encore plus élevés que dans les pays riches. On retrouve encore ici le couple : taux d'intérêt élevés-politiques destructrices.

L'endettement croissant de l'Etat mexicain, le déficit de la balance courante ont conduit à la dévaluation du peso en décembre 1994. D'où une dépréciation des titres en pesos. Les gérants des "deux cents" fonds concernés ont retiré leurs avoirs à court terme, et ainsi précipité le risque d'insolvabilité du Mexique. On pouvait lire, dans *Le Monde* du 5 janvier 1995, que, "selon le Wall Street Journal, la maison de courtage américaine Lehman Brothers a bloqué les capitaux investis dans trois fonds spécialisés sur le Mexique et a ainsi empêché les investisseurs de retirer leurs capitaux et de provoquer une catastrophe".

Il faut dire que l'effondrement de la Bourse de Mexico combiné à la dévaluation de 40 % du peso ont provoqué des pertes de plusieurs millions de dollars pour les grands investisseurs mondiaux. En particulier, le plan d'austérité au Mexique va réduire les capacités d'importation de ce pays donc les exportations des entreprises américaines, ce qui ne devrait pas améliorer le déficit commercial des Etats-Unis.

Or si les "deux cents" fonds sont en permanence à l'affût des signes de fragilité des pays où ils placent leurs capitaux, qui peuvent annoncer des variations de taux d'intérêt ou de change, ils sont en particulier attentifs aux déficits budgétaires et des balances des paiements. L'énormité croissante des déficits américains constitue un élément permanent d'inquiétude des spéculateurs, qui vendent des dollars parce que les déficits augmentent, et se reportent sur le mark. Le dollar se déprécie par rapport aux autres devises "fortes", et les prix américains sur le marché mondial n'en sont que plus compétitifs !

De sorte que, de manière apparemment paradoxale, le mark fort inquiète la Dresdner Bank. Celle-ci vient de déclarer que le renforcement du mark pourrait faire courir des risques à la reprise économique, la demande intérieure ne pouvant compenser l'affaiblissement des exportations (la hausse du mark conduit au renchérissement des exportations vers les pays à monnaie affaiblie). Selon elle, "la poursuite d'une croissance stable au second semestre est en jeu, si les monnaies actuellement sous-évaluées ne parviennent pas à se reprendre bientôt".

La lire et le franc sont elles aussi dans le collimateur des spéculateurs. En particulier, la crise politique en France les inquiète, et singulièrement la capacité des dirigeants de ce pays à leur garantir des placements solides, en faisant refluer la lutte des classes, leur capacité à porter un coup décisif aux institutions ouvrières (conventions collectives, Code du travail, Sécurité sociale) qui garantissent la valeur de la force de travail.

Pour les capitalistes allemands, la force du mark a pour conséquence d'augmenter les coûts relatifs, et plus particulièrement les coûts du travail en Allemagne. Selon les responsables de la firme Daimler, "cela nous renforcera dans notre conviction qu'on ne peut échapper à la globalisation de nos marchés et que l'emploi en Allemagne ne peut qu'en souffrir". Délocalisations à l'est et destruction d'emplois industriels en Allemagne sont ainsi programmées.

Le mark (pas plus que le yen) ne peut se substituer au dollar, l'Allemagne n'ayant pas la surface économique pour absorber les milliards de dollars qui circulent de par le monde et les convertir en sa monnaie. C'est à la suite des deux guerres mondiales que les Etats-Unis ont affirmé leur suprématie, et la suprématie du dollar.

"SAUVER WALL STREET !"

Mais revenons aux Etats-Unis, pour constater que le dollar et donc le système

monétaire et financier américain est au sommet d'une pyramide (inversée) de crédits internationaux, et que, pour ce pays, le danger vient de la possibilité permanente de voir une défaillance dans le système mondialisé du crédit se propager jusqu'à Washington. Dans son éditorial du 19 février intitulé "Sauver Wall Street !", *Le Monde* souligne que le plan "de sauvetage" du Mexique est "en réalité un plan de sauvetage de Wall street" dont l'objet est "d'éviter un krach généralisé", et que "les contribuables du monde industriel vont être appelés à payer pour les erreurs de jugement des spéculateurs". Erreurs ? Non, fonctionnement "normal", c'est-à-dire convulsif et disloqué, de l'impérialisme sénile, qui porte en lui la dislocation du marché mondial.

La crise immobilière au Japon et en France en 1992 s'est déroulée suivant un schéma pratiquement identique. Après quelques années de spéculation immobilière financée par les banques, qui prêtent aux promoteurs pour construire et aux clients pour acheter, l'état de surproduction est manifestement atteint lorsqu'il apparaît que des milliers d'immeubles sont invendus alors que les prix du mètre carré de bureau ou de logement atteignent des cotes vertigineuses. A ce moment, le processus d'achat et de vente pour racheter et revendre et empocher d'énormes plus-values s'arrête, et tout le monde veut vendre. Les prix s'orientent à la baisse, les éventuels acheteurs ne se précipitent pas et attendent que les prix soient encore plus bas. Les promoteurs, les spéculateurs ne peuvent plus vendre et accumulent des créances impayées dans les banques qui risquent à leur tour d'être en difficulté. On a évalué à 500 milliards de francs les "créances douteuses" détenues par les banques françaises et liées aux opérations immobilières, dont 180 milliards pour le seul Crédit lyonnais. Pour éponger ces milliards de pertes, le Crédit lyonnais a créé une filiale à l'aide de fonds fournis par l'Etat (donc de l'argent public) et d'autres actionnaires du Crédit lyonnais, dont l'actif est constitué des "créances douteuses" sorties du bilan de la banque (avec, à la clef, donc, le paiement par les contribuables du trou bancaire, et la liquidation de 2 000 emplois au Crédit lyonnais : sous tous les angles, c'est la classe

ouvrière qui paie pour la décomposition du capitalisme failli !). Une technique semblable a été employée au Japon pour éviter les faillites bancaires. La crise financière, qui a permis le dégonflement partiel de la "bulle spéculative", a été dans ces cas-là limitée par l'intervention de l'Etat. Aux Etats-Unis, les faillites des caisses d'épargne ont là encore été absorbées par les renflouements publics pour au moins 500 milliards de dollars.

L'ONDE DE CHOC DE LA CRISE MEXICAINE

Selon un représentant de la Chase Manhattan Bank, ce qui a changé depuis la première crise de "la dette" du Mexique, c'est "qu'en 1982, le problème posé concernait plusieurs dizaines de banques au maximum, dont quelques chefs de file. Aujourd'hui, ce n'est plus l'argent des banques, mais des milliers de mutual funds qui sont parties prenante". Les intervenants directs se multiplient, et cela rend "la situation d'autant moins contrôlable". En effet, lors de la première crise de l'endettement en 1982, les crédi-teurs étaient majoritairement des banques ou organismes publics ou multinationaux. Aujourd'hui, après des années d'ajustements structurels, de plan Brady et de privatisations, la dette est en majorité dans les mains de prêteurs à court terme, de prêteurs privés. Ces prêteurs ont gagné beaucoup d'argent en spéculant sur les titres d'Etat au Mexique ou en Argentine, mais, dès que la situation se dégrade, les capitaux s'envolent.

DE L'ALASKA À LA TERRE DE FEU

Ce qui s'est déroulé au Mexique ressemble à ce qui aurait pu et peut se produire dans de nombreux autres pays, en particulier d'Amérique latine. D'où l'inquiétude des spéculateurs sur la solvabilité d'autres pays et la sécurité de leurs placements. Car le mécanisme de la crise au Mexique est issu des politiques mises en œuvre depuis 1982, au Mexique et

dans de nombreux autres pays "endettés", pour les soumettre aux besoins du capital financier et de la spéculation. Les conséquences pour les peuples ont été décrites : appauvrissement, privatisations, chômage, restructurations.

L'Argentine est déjà entrée dans une situation de crise proche de celle du Mexique. Dans un article du *Monde* du 1^{er} mars, on apprenait que, face à la fuite depuis le 20 décembre, des capitaux, placés à court terme (de 1 à 3 milliards de dollars), le gouvernement avait décidé de réduire le salaire des fonctionnaires et de couper dans les frais de fonctionnement des administrations. Et pourtant, l'Argentine était elle aussi, il y a très peu de temps, présentée comme un modèle de réussite économique aux yeux du FMI, symbolisée par une baisse considérable de l'inflation qui, en 1994, n'a été que de 3,9 %. Mais, en contrepartie, le chômage frappe 12 % de la population, et "des provinces en état de banqueroute ne paient plus leurs fonctionnaires". Pour donner confiance aux spéculateurs, le gouvernement a décidé en 1991 la "dollarisation" du peso argentin, ce qui signifie que la parité entre le peso et le dollar est de un, et que la Banque centrale n'émet de pesos qu'en fonction des dollars supplémentaires qu'elle détient en contrepartie.

"La politique monétaire a donc de facto été abolie, et l'émission monétaire ne dépend que de la bonne ou mauvaise santé de la balance des paiements du pays" (Libération, 13 janvier 1995).

C'est une draconienne politique du "peso fort", difficile à soutenir autrement que par un excédent du commerce extérieur et un afflux de capitaux. Or, avec une monnaie artificiellement renforcée, les importations augmentent plus que les exportations et, pour la troisième année consécutive, la balance commerciale a été déficitaire (5,8 milliards de dollars). La surévaluation du peso a stimulé les achats de biens de consommation importés par les couches aisées, et donc les exportations des autres pays, en particulier des États-Unis. Il reste donc à combler ce déficit par un apport de capitaux étrangers. Cependant, le doute quant à la capacité du gouvernement de maintenir la

rigueur indispensable à la poursuite de cette politique s'est accru depuis la crise mexicaine. Et cela d'autant plus, comme le souligne *The Economist*, que les services publics les plus alléchants ont déjà été privatisés. Les capitaux spéculatifs, qui ont profité ces dernières années des taux d'intérêt élevés, semblent ne plus être attirés par les récentes hausses et préférer la fuite. Il reste qu'avec des taux d'intérêt de 30 % sur le marché interbancaire, ce sont les banques et entreprises argentines qui sont touchées.

Au Chili, au Venezuela et au Brésil, les mêmes mécanismes de crise sont à l'œuvre, à la source desquels on trouve les politiques impulsées par le FMI et les États-Unis, comme le plan Brady, les privatisations, et l'endettement public financé par les capitaux spéculatifs à court terme.

Autre pays membre de l'ALENA, le Canada se trouve lui aussi ébranlé par la crise mexicaine. Le dollar canadien est à 70-71 cents US, proche de son plus bas cours depuis 1986 (69,2 cents US) et suit le dollar américain dans sa baisse. Les doutes des spéculateurs sont une menace sur une économie lourdement endettée. Le déficit budgétaire représente actuellement 5,1 % du PIB, au point que le *Wall Street Journal* se demande si le Canada est en "faillite" compte tenu de "son incapacité à gérer son endettement" et le considère comme "un membre honoraire du tiers monde". De son côté, le quotidien de Toronto, *The Globe and Mail*, écrivait :

"A moins qu'ils ne prennent des mesures sévères pour réduire les dépenses de l'Etat et équilibrer leur budget, ces pays se dirigent vers le tiers monde. Le Canada ou le Mexique, quelle différence ?"

Depuis, un budget de rigueur a été adopté, dont les travailleurs canadiens feront les frais.

LA SECONDE MORT DU SME

Les capitaux spéculatifs, ceux aux mains des "deux cents géants", se sont

reportés sur le mark et le franc suisse, mais ont déserté les monnaies fragiles, la lire, la livre et le franc. Le 5 mars, le comité monétaire de l'Union européenne décidait la dévaluation de la peseta espagnole et de l'escudo portugais, dans l'impossibilité de résister aux pressions à la baisse malgré les marges de flottement de +/- 15 % adoptées en juillet 1993, lors de l'éclatement du SME, en place des +/- 2,5 % antérieurs. La fuite devant le dollar et les monnaies "fragiles" porte le mark à des sommets, que les autres monnaies du SME ne peuvent plus atteindre pour la plupart, sinon au prix d'une "défense" des parités de plus en plus insoutenables, par défaut de munitions. La défense de sa monnaie par un pays consistant à utiliser les réserves en devises pour acheter sa propre monnaie sur le marché des changes. Au lieu de se rapprocher, les monnaies européennes tendent plutôt à s'écarter, et la perspective de la mythique "monnaie unique" apparaît encore moins sérieuse pour nombre de commentateurs bourgeois.

La phase actuelle de la crise monétaire et financière commencée ouvertement avec la dévaluation du peso mexicain en décembre 1994 et telle qu'elle se prolonge jusqu'à aujourd'hui porte en elle la possibilité d'une cascade immaîtrisable d'effondrements et de faillites qui convergent vers Washington et Wall Street. Le plan d'aide au Mexique, qui n'est qu'un plan d'aide aux fonds d'investissements américains, montre encore qu'il s'agit de sauver Wall Street. Mais, de nouveau, la

crise du dollar traduit la crise de domination de l'impérialisme américain, et les critiques d'une fraction de la bourgeoisie américaine contre le plan d'aide et contre l'incapacité du FMI à prévenir la crise mexicaine en sont une illustration. Dans un tel contexte, il faut s'attendre à voir les Etats-Unis rechercher les moyens d'amplifier qualitativement leurs pressions sur le reste du monde, et plus particulièrement l'Europe et le Japon, pour se maintenir la tête hors de l'eau.

Il ne fait pas de doute que la décision de laisser filer le dollar face au mark et au yen répond à ce besoin : abaisser encore le prix des exportations pour conquérir des parts de marché, apprécier les monnaies fortes (mark, yen) pour freiner les importations de ces pays aux Etats-Unis, dévaloriser les avoirs en dollars des banques centrales étrangères. Selon l'un des grands fonds d'investissements, Salomon Brothers, *"la solution à la stabilisation du yen réside dans les initiatives crédibles de dérégulation de l'économie japonaise"* (*Le Monde*, 12 avril 1995). Même dans le cœur de la tourmente de la dislocation des marchés monétaires et financiers, l'impérialisme américain parvient à renforcer sa position dominante en faisant de sa faiblesse relative une arme contre les impérialismes concurrents. Le prix à payer est, à chaque étape, non seulement une offensive brutale contre les travailleurs et les peuples, mais aussi de placer plus haut "la barre" de la prochaine crise d'effondrement.

Jusqu'à quand ?

Jusqu'à quand ? C'est là la question. La dislocation financière et monétaire n'est que l'expression concentrée de la faillite du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange. En même temps qu'elle menace l'humanité de plonger vers la barbarie, elle met à l'ordre du jour les plus grandes luttes de classe. L'impérialisme mondial, toutes ses institutions, tous ses gouvernements, et tous ceux qui s'attachent à le soutenir (au premier rang desquels l'Internationale "socialiste" et les rejetons "rénovés" ou non de l'appareil international du stalinisme) ne peuvent différer l'échéance de leur propre faillite qu'en prélevant des parts supplémentaires de plus-value, c'est-à-dire en aggravant les conditions d'exploitation du prolétariat. Cela ne se peut qu'en détruisant systématiquement et méthodiquement —

avec la complicité des directions — toutes les institutions édifiées par la classe ouvrière et qui la constituent comme classe : protection sociale, régime de retraite, assurance chômage, conventions collectives, statuts, Code du travail, etc. Mais, comme disait Marx, "l'histoire de l'humanité n'est que l'histoire de la lutte de classe". Cette offensive sans précédent du capital financier nourrit et aiguise la recherche par la classe ouvrière, dans chaque pays et dans tous les pays, des voies et des moyens de la résistance, qui passent par la défense bec et ongles de ses institutions ouvrières indépendantes et de ses conquêtes. Parce qu'elle est indépendante de toutes les forces attachées à la préservation du vieux monde pourrissant, parce qu'elle combat pour l'appropriation collective des moyens de production, la IV^e Internationale, reproclamée en 1993, constitue un point d'appui pour toutes ces forces indépendantes qui, de par le monde, cherchent à se rassembler. La conférence de Banska Bystrica a, de ce point de vue, constitué une étape importante. Plus que jamais, l'alternative reste : socialisme ou barbarie. Et, s'il ne fait aucun doute que la décomposition en cours de l'impérialisme sénile conduit à la barbarie, il ne doit pas faire de doute non plus que la classe ouvrière a la capacité, en réalisant son unité de classe, de faire obstacle à ce processus, et à ouvrir la voie au socialisme.

Le 10 avril 1995

DOCUMENTS DE L'O.C.I.

Déclaration du bureau politique de l'Organisation communiste internationaliste

(Pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

20 août 1971

I. — CRISE DE DÉCOMPOSITION DU RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES MOYENS DE PRODUCTION

Il n'a fallu qu'un discours, le discours prononcé par le représentant de Wall Street qui siège à la Maison-Blanche, pour jeter à bas le monceau de mensonges édifié pour prouver que le capitalisme, en s'autoréformant, aurait retrouvé une prétendue capacité de surmonter ses contradictions internes aggravées au stade de « l'impérialisme stade suprême du capitalisme » (Lénine), stade du capitalisme pourrissant, agonisant. En un discours prononcé le 15 août, Nixon est contraint d'infliger le démenti le plus cinglant aux théoriciens du néo-capitalisme, du capitalisme monopoliste d'État, à tous ceux qui, pour embellir consciemment ou inconsciemment — peu importe — le système de la propriété privée des moyens de production, vantaient à qui mieux mieux l'efficacité des « mesures anticycliques » prises par les magnats du capital financier,

qui aurait ainsi assuré un « déassement progressif » du capitalisme, lui permettant, au cours d'une « période de prospérité » de longue durée, de développer les forces productives.

Aujourd'hui, toutes ces « théories » gisent en miettes sur le sol, fracassées par les mesures prises par l'impérialisme U.S. Aujourd'hui, tant les mesures prises par l'impérialisme U.S. que celles que cherchent à prendre les impérialismes secondaires, et en particulier, pour ce qui nous concerne, l'impérialisme français, expriment la tendance inhérente du capitalisme agonisant à disloquer le marché mondial. Ces mesures expriment également la volonté de faire payer par les travailleurs dans chaque pays la survie du régime de la propriété privée des moyens de production,

pour tenter de surmonter le chaos économique, financier, politique et social qu'entraîne la dislocation du marché mondial.

Telle est, sans fard, la réalité.

— **L'O.C.I. affirme, avec Lénine et Trotsky :**

Au stade de l'impérialisme, résultat final de tout le développement du capitalisme dont on ne saurait le dissocier, les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée des moyens de production et des Etats nationaux.

Crises monétaires, inflation, déflation, dévaluation, réévaluation, contrôle des changes, embargo sur l'or, politique des revenus, contrats de progrès, toutes ces mesures et conséquences, et bien d'autres encore, traduisent toutes l'impasse du système capitaliste dont la survie implique l'aggravation des conditions de vie et de travail, la déqualification, le chômage, la déchéance

de la jeunesse, la baisse du pouvoir d'achat, la hausse des prix, la mise en coupe réglée de l'enseignement et la ruine de la culture.

— **L'O.C.I. affirme :**

Pour sauver la civilisation humaine et les masses laborieuses de la décadence, il n'y a pas de tâches plus urgentes que le combat uni pour abolir la propriété privée des moyens de production par la révolution prolétarienne, pour instaurer le pouvoir de la classe ouvrière se substituant aux Etats bourgeois.

— **L'O.C.I. affirme :**

Il n'y a pas de tâches plus urgentes que de s'organiser pour construire le Parti Révolutionnaire et reconstruire l'Internationale, la IV^e Internationale, instrument indispensable pour réaliser les aspirations des masses laborieuses et assurer leur défense contre le capital et l'Etat.

II. — LA MILITARISATION DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE CONDITIONNE LA SURVIE DE L'IMPÉRIALISME

Les événements vérifient la justesse de l'analyse marxiste telle que Trotsky l'a formulée dans le **Programme** de la IV^e Internationale adopté en 1938 : les capitalistes, les agents conscients du capital, les bourgeois petits-bourgeois, les faiseurs de systèmes et autres mystificateurs installés au sein et en dehors du mouvement ouvrier ont cherché depuis plus de trente années à justifier la prétendue copacité du régime capitaliste à s'autoréformer, à remettre en cause les capacités révolutionnaires du prolétariat, en accusant la classe ouvrière d'« embourgeoisement ». Les mesures prises par Nixon en terminent avec tous les chants de sirène par lesquels, de toutes parts, on a cherché à émousser la conscience de classe du prolétariat.

Mais une question monte aux lèvres. Comment en est-on arrivé là ? Dans ces vingt-cinq dernières années, il est bien vrai que l'on a assisté à de gigantesques progrès

techniques que les idéologues bourgeois et petits-bourgeois ont qualifiés de troisième révolution industrielle.

Armée de l'instrument que représente le programme marxiste du Parti Révolutionnaire, l'O.C.I. répond :

— En 1945, la seconde guerre impérialiste prend fin par les plus gigantesques destructions et le plus grand holocauste jamais connu au cours de toute l'histoire de l'humanité.

— En 1945, dans tous les pays, radicalisées par les souffrances endurées au cours de la seconde guerre, les masses laborieuses sont prêtes à engager le combat révolutionnaire pour en finir avec le régime capitaliste. Mais, à Yalta et à Postdam, Churchill, Staline, Roosevelt, Truman — les grands de ce monde — se mettent d'accord contre la révolution socialiste et pour reconstruire, avec les Etats bourgeois dislo-

qués, le système du profit. Les dirigeants des grandes organisations ouvrières collaborent avec leur bourgeoisie : en France, ministres P.C.F. et socialistes siègent au gouvernement présidé par de Gaulle.

Pour calmer les travailleurs et leur barrer le chemin de la révolution, les capitalistes de tous les pays sont contraints de lâcher quelques-unes des revendications.

L'essentiel pour la bourgeoisie est de sauver le régime de la propriété privée des moyens de production et de reconstruire les États bourgeois : elle lâche d'une main en comptant fermement reprendre la double de l'autre.

Ainsi les conditions politiques de la reconstruction des économies capitalistes sont réunies jusqu'en 1949 ; c'est en particulier pour les U.S.A. le « boom » sans précédent.

La reconstruction des économies dévastées par la guerre devient le moteur du « progrès » des économies dans tous les pays.

L'O.C.I. pose une nouvelle question : peut-on qualifier de progrès ce qui n'est que la reconstruction de ce qui a été détruit. Et les millions de morts ! Et les millions de mutilés ! Et le gigantesque et mortel gaspillage du travail humain qu'a entraîné le carnage dans lequel les peuples ont été jetés pour savoir qui, de leurs maîtres capitalistes, dominerait le monde.

ON PASSE ET ON RECOMMENCE.

Oui, dès 1949, l'économie américaine est menacée par une crise économique et financière qui serait le signal d'un effondrement international d'une incomparable et plus grande ampleur que la crise de 1929, avec toutes les menaces révolutionnaires qu'impliquerait une telle crise.

C'est alors que, « en haut », chez les maîtres capitalistes, on décide de recommencer.

En 1950, la guerre de Corée va conduire au redémarrage de l'économie américaine, et, partant, de l'économie mondiale.

Et depuis, année après année, ce sont des injections grandissantes de crédits militaires dans l'économie américaine qui ont permis

le « progrès économique sans précédent ». Jusqu'en 1941, la production d'armements aux U.S.A. ne représente que 1 % de la production américaine ; celle-ci en représente aujourd'hui officiellement 10 %, en fait 20 % de façon permanente. Les budgets de défense s'enflent et atteignent la somme formidable de 100 milliards de dollars avoués, en fait 200 milliards. Il en est de même, compte tenu de leur puissance respective, dans les autres pays capitalistes.

Une nouvelle fois, l'O.C.I. pose les questions à tous ceux qui rebattent les oreilles ces travailleurs sur la capacité du néo-capitalisme ou du capitalisme monopoliste d'État à assurer un nouveau développement des forces productives dans le cadre de la propriété privée des moyens de production.

Peut-on qualifier de « progrès économique sans précédent » ce gigantesque gaspillage du travail humain, où les forces productives mises en action par les exploités se transforment en forces destructives, ainsi que Marx, Lénine et Trotsky l'avaient établi ? Peut-on parler d'un bond en avant des forces productives quand les faits démontrent combien Marx et Engels avaient raison de prédire que, à un certain stade de son développement, les frais de survie du régime capitaliste coûteraient plus cher que ce que ce régime rapporte à l'humanité ?

Avec l'impérialisme, la réaction sur toute la ligne, ainsi que Lénine l'a défini, la force de travail des travailleurs est gaspillée ; avec la militarisation de l'économie, la civilisation humaine est menacée d'être engloutie dans la barbarie de la troisième guerre mondiale, barbarie dont la guerre du Vietnam et l'extermination des « Bengalis » représentent les premiers symptômes.

L'O.C.I. affirme, et les faits le démontrent, que le Programme de transition de la IV^e Internationale avait prononcé un pronostic correct en constatant :

« Les prémisses économiques de la révolution prolétarienne sont arrivées depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives ont cessé de croître. Les nou-

velles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste apportent aux masses des privations et des souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit à son tour la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre. »

Le gouvernement des Etats-Unis, par la voix de son président Nixon, par les mesures qu'il a décidées : embargo sur l'or, non-convertibilité du dollar, taxe de 10 % sur

les importations, cherche à faire payer sa banqueroute par les autres pays capitalistes. En instaurant le blocage des salaires, il cherche également à faire payer sa banqueroute aux ouvriers américains. Mais Nixon n'en a pas moins déclaré, le 18 août 1971, à Dallas : « Les dépenses militaires ne seront pas lésées par les mesures récemment prises, au contraire, il faut même revaloriser la capacité de défense du pays. »

De banqueroute en banqueroute, si le prolétariat mondial n'en finit pas avec le régime capitaliste dans chaque pays, les capitalistes du monde entier entraîneront l'humanité dans la banqueroute finale de la barbarie.

III. — L'IMPASSE DE L'ÉCONOMIE D'ARMEMENT EST LA CAUSE DE LA CRISE MONÉTAIRE

Le système capitaliste ne produit pas de marchandises pour la satisfaction des besoins des hommes. Il produit des marchandises qui doivent être vendues sur le marché aux fins de réaliser, sous forme d'argent, le profit dont la source est la plus-value extorquée par le capital sur le travail salarié, et qui, sous forme de capital investi (accumulé), assure le fonctionnement du système de production capitaliste.

De tout temps, les producteurs n'ont pu racheter le produit de leur travail. Le mode de production capitaliste, à intervalles périodiques, avait trop de marchandises, trop de travailleurs, trop de capitaux.

Ne pouvant plus réaliser de plus-value, le système capitaliste aboutissait à la crise économique qui procédait alors à une brusque et massive destruction des forces productives, réduisant des millions de travailleurs au chômage, jusqu'à ce que le mode de production capitaliste, suffisamment assaini, d'une part, par le résultat de ces destructions, d'autre part, par la conquête de nouveaux marchés, puisse reprendre sa marche en avant.

Avec l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, la planète entière est soumise au

marché capitaliste ; le partage du monde est achevé.

L'expansion de chaque impérialisme n'est plus possible à la longue qu'aux dépens des autres ou à travers des guerres impérialistes.

La militarisation de l'économie, l'économie d'armement deviennent — pour un temps plus ou moins long et comme préface à l'économie de guerre et à la guerre — les moyens privilégiés de réaliser la plus-value. En d'autres termes, le militarisme devient un moyen — le principal — d'accumuler du capital. Les budgets militaires croissants et l'économie d'armement deviennent les facteurs indispensables au fonctionnement de l'ensemble de l'économie capitaliste. Au sein même de l'économie capitaliste dans son ensemble, l'Etat bourgeois, fusionnant avec les monopoles, forge un marché parasitaire où s'engouffre une part de plus en plus considérable des forces productives, transformées ainsi en forces destructives, qui servent de volant d'entraînement à la marche de toute la production capitaliste.

La crise économique classique est ainsi contenue jusqu'à un certain point par la destruction massive des forces productrices utilisées aux fins d'armement.

La consommation de marchandises par et pour l'armée, absorbant le matériel de guerre, ouvre un marché nouveau, auquel tout est subordonné : les machines, le travail de millions de producteurs, la recherche scientifique et technique et les applications industrielles de la recherche.

L'économie d'armement garantit dès lors le fonctionnement de l'ensemble du système et de toutes les branches de la production capitaliste. Elle est la condition de la poursuite de l'accumulation du capital. Mais elle ne suffit pas à assainir l'économie capitaliste. Les bornes du marché structuré sur la propriété privée des moyens de production à l'époque de l'impérialisme limitent, tôt ou tard, si la guerre n'en devient pas la conclusion logique, le secteur de l'économie d'armement comme tous les autres secteurs de l'économie capitaliste.

Ces limites, Nixon vient de les affirmer dans les mesures qu'il vient de prendre.

Le déficit de la balance des paiements américaine traduit le fait que le capitalisme U.S. a « trop produit de marchandises de toutes sortes, y compris militaires ».

Il en est des U.S.A. comme de tous les autres impérialismes. Tous les pays ont tout à la fois « trop exporté », « trop importé ». Dans tous les pays, les prix sont en hausse, ainsi que le crédit.

DANS TOUS LES PAYS, IL Y A INFLATION.

Les crises monétaires et financières qui se succèdent depuis des années viennent d'éclater en crise majeure.

CES CRISES ONT UNE SEULE CAUSE : LE MARCHÉ MONDIAL NE PEUT ABSORBER

LES MARCHANDISES PRODUITES. malgré l'économie d'armement, il y a surabondance mondiale de capitaux sous forme de marchandises et de moyens de production :

LA CRISE DE SURPRODUCTION MENACE.

La menace est encore considérablement aggravée par le fait que le secteur de l'économie d'armement est alimenté par les Etats bourgeois qui le financent par l'inflation de crédit et de monnaie, par des manipulations financières de toutes sortes — les fameuses mesures anticycliques — qui aboutissent à créer une masse croissante de capitaux fictifs dont une fraction de plus en plus faible arrive à s'investir dans la production.

C'est là, et uniquement là, que réside la cause de la crise du système monétaire international. Tous les Etats bourgeois ont, par leurs dépenses parasitaires de toutes sortes et singulièrement celles de l'armement, ouvert des débouchés artificiels à la production qui ont permis à l'économie dans son ensemble de fonctionner. Tous les gouvernements capitalistes, et en premier lieu le gouvernement américain, ont financé le secteur d'armement par des traites de cavalerie, les emprunts, l'inflation et les mille et un moyens de la technique financière.

Les déséquilibres des balances commerciales et de paiement, et principalement le déséquilibre des balances américaines, qui sont au centre de cette formation d'énormes capitaux fictifs, traduisent l'impasse d'une économie fondée sur la propriété privée des moyens de production.

N'est-il pas urgent d'en finir avec la domination de classe de la bourgeoisie et avec son mode de production ?

IV. — NIXON A DÉCIDÉ DE NE PLUS HONORER SES CHEQUES SANS PROVISION ET SES TRAITES DE CAVALERIE

Au sortir de la seconde guerre mondiale, l'impérialisme U.S. distance — et de loin — tous les autres impérialismes — aussi bien l'Angleterre et la France « vainqueurs » que l'Allemagne et le Japon « vaincus ».

A la conférence monétaire de Bretton Woods en 1944, le dollar est consacré étalon, équivalent à l'étalon-or comme moyen de paiement international. Le capital financier yankee domine sans conteste le marché

mondial qu'il contribue à rétablir jusqu'en 1949.

A partir de 1949, l'impérialisme U.S. se heurte aux barrières du marché mondial structuré sur la propriété privée des moyens de production. Il s'en sort, comme on l'a vu, par des injections grandissantes de crédits militaires qui, par la constitution du marché parasitaire et artificiel de l'économie d'armement, préserve la stabilité du marché capitaliste où les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée et des Etats nationaux.

Pour un temps... jusqu'au moment où la masse des capitaux fictifs, incapable de se reconvertir dans la production capitaliste « normale », flotte à la recherche d'un profit dans la spéculation.

Dès lors, et sous une forme latente, voilée ou plus ouverte, la crise financière internationale menace, expression de la crise classique de surproduction.

La place, le rôle joué dans l'économie, la politique et la diplomatie mondiales par l'impérialisme américain, sur lequel repose tout l'édifice du système mondial de l'impérialisme, exigent que le dollar reste le moyen de paiement international.

Mais de plus en plus, et depuis le début des années 60, les conditions économiques et financières ne permettent que de moins en moins au dollar de jouer librement son rôle de monnaie de paiement international. Confronté d'une part à la concurrence de rivaux qui ont reconstruit leur capacité concurrentielle mais dont la stabilité sociale est ébranlée par la lutte des classes, et d'autre part avec son propre prolétariat américain, l'impérialisme U.S. doit soutenir la conjoncture économique internationale par une nouvelle accentuation des dépenses d'armement.

Ces dépenses d'armement conduisent à de nouvelles hausses de prix et créent par l'inflation une masse toujours grandissante de capitaux flottants qui ruinent toujours plus l'économie, les finances, les rapports sociaux.

En 1968, le système commence à craquer. Le dollar ne pouvant plus jouer librement son rôle de monnaie de paiement interna-

tional, l'impérialisme U.S. s'engage dans une politique visant à imposer son cours forcé, c'est-à-dire dans la voie d'une subordination étroite des autres bourgeoisies (allemande, japonaise, française, anglaise, etc.) aux seuls intérêts de la bourgeoisie américaine.

Deux marchés sont institués : celui du cours libre du dollar et celui des banques contrôlées qui peuvent se faire rembourser leurs dollars au cours officiel de 35 dollars l'once d'or.

Ce fragile édifice n'a pas duré. En suspendant la convertibilité du dollar, c'est-à-dire en décidant l'embargo sur les achats d'or, en instituant une taxe supplémentaire de 10 % sur les importations, l'impérialisme U.S. et son président Nixon font savoir que les autres pays doivent accepter les conditions nécessaires à la stabilité de l'ordre économique et social américain.

Tous les porte-parole officiels des impérialistes concurrents n'ont pas tort de dénoncer « les cartes truquées » que Nixon a abattues (le Times de Londres) ni de protester contre la politique du gros bâton. Les mesures prises par l'impérialisme U.S. signifient « la ruine des exportations allemandes », déclarent les magnats de l'industrie allemande.

Avec eux les magnats du capital financier européen, les gouvernements du capital financier en France, en Suisse et ailleurs tentent, atterrés, de résister. Les dispositions qu'ils prennent ne sauraient constituer le barrage qu'ils voudraient dresser.

L'IMPERIALISME U.S. ENTEND DICTER SA LOI.

Mais le capital financier yankee, en dépit de toute sa puissance, ne peut imposer totalement sa loi. Non que Nixon n'en ait pas le désir ; mais, de même que les lois aveugles du capital continuent à se manifester dans la période des vingt-cinq dernières années de prétendue prospérité économique, elles continueront à jouer.

Le capital reste le capital. Les autres Etats bourgeois continueront, pour défendre leur part dans le marché mondial rétréci, à résister à la mainmise de l'impérialisme U.S. Ils seront contraints d'accepter une

part toujours moins importante, mais les mesures prises par Nixon ne sauraient abolir ni l'anarchie ni la concurrence entre les capitalistes et les monopoles dans un pays, et entre tous les pays.

Les mesures prises par Nixon signifient que, dans un laps de temps plus ou moins long, une nouvelle répartition des positions économiques et financières à l'échelle internationale, de nouvelles parités entre les

monnaies seront établies en tenant compte du rapport de forces réel entre les bourgeoisies impérialistes qui se disputent les marchés.

Et après... tout recommence. Jusqu'à quand ? Jusqu'au moment où le prolétariat dans chaque pays abolira la propriété privée des moyens de production en renversant la domination de classe de chaque bourgeoisie incarnée dans les Etats bourgeois.

V. — LE GOUVERNEMENT NIXON ET TOUS LES AUTRES GOUVERNEMENTS CAPITALISTES VONT CHERCHER A FAIRE PAYER LA NOTE AUX MASSES LABORIEUSES

Les marchandises, pour être échangées à leur valeur, exigent un étalon de mesure. L'étalon-or et la monnaie-papier, convertibles à tout moment en or, peuvent seuls garantir un fonctionnement « normal » (avec les crises de surproduction périodiques) du mode de production capitaliste.

Mais, pour que l'étalon-or puisse fonctionner, encore faut-il que les marchandises produites puissent s'écouler sur le marché. L'impérialisme sonne le glas de l'étalon-or, car il est au stade où un marché mondial « borné » par les barrières de la propriété privée des moyens de production et des Etats nationaux ne peut plus absorber la masse croissante des marchandises produites. Le retour à l'étalon-or est un rêve creux.

De 1945 jusqu'au discours de Nixon, nous avons vu dans quelles conditions le marché mondial a fonctionné. Pendant ce temps, les forces productives qui étouffent dans le carcan des frontières nationales dépassées ont tendu à se constituer un marché plus adéquat.

L'Europe des Six a répondu à cette nécessité... qui ne pouvait aboutir parce que la tentative d'unification européenne se situait dans le cadre du système capitaliste. Le Marché commun a tenu vaillamment que vaillamment au travers des crises successives tant que

l'impérialisme U.S. acceptait, ou pouvait maintenir, la conjoncture mondiale.

Le discours de Nixon a jeté le bel édifice communautaire à terre. Chacun des pays participant au Marché commun s'efforce de défendre contre tous les autres ses positions face à l'impérialisme U.S. Chacun s'apprête à marchander auprès de Washington.

Vaines spéculations que celles qui hantent le cerveau des dirigeants capitalistes mystifiés et mystificateurs, qui leur fait croire que, puisque le commerce extérieur avec les Etats-Unis est relativement faible, les menaces seraient moins grandes pour l'économie française. Il y a d'abord le fait que les secteurs les plus concentrés, les secteurs de pointe, ceux qui entraînent toute l'économie capitaliste qui exporte une partie importante de leur production aux U.S.A., sont les plus touchés. Sans compter la masse des devises exportées par le tourisme américain, les restrictions décidées par Nixon ne peuvent qu'accroître les rivalités des impérialismes européens entre eux, réduits à la portion congrue sur le marché européen, donc renforcer la pression sur l'économie française, bien moins développée par rapport à l'économie allemande.

Enfin, il suffit de comparer avec la crise de 1929 : alors que la part de l'économie

française sur le marché mondial était moins importante qu'aujourd'hui, la crise n'en a pas moins touché, et sévèrement, la France ; l'économie française est partie intégrante du marché mondial dans le cadre de la division internationale du travail créée par le capitalisme et dont elle ne saurait s'arracher.

Au même titre que les autres économies capitalistes, elle subira les conséquences de la « nouvelle politique économique » des U.S.A. C'est déjà avec une très grande terreur que les dirigeants français supputent l'effondrement à terme du Marché commun agricole.

Les hommes politiques de la bourgeoisie française savent que la seule issue qui leur reste consiste à faire payer les travailleurs,

à leur interdire de revendiquer de meilleures conditions de vie et de travail, à les contraindre à accepter des conditions de vie et de travail aggravées.

Sur ce point, il y a accord parfait entre tous les dirigeants de l'impérialisme mondial. Aussi bien Nixon, qui bloque les salaires, que Pompidou-Giscard d'Estaing, qui demandent aux travailleurs et aux syndicats de ne pas revendiquer ; aussi bien les gouvernements sociaux-démocrates allemands que le conservateur Heath, tous, et avec eux les magnats du capital financier, s'apprentent dans tous les pays, aux U.S.A. comme en France, au Japon et en Allemagne, à faire supporter aux masses laborieuses le prix à payer pour tenter de maintenir la stabilité du mode de production capitaliste croupissant.

VI. — POUR UNE POLITIQUE DE RÉSISTANCE OUVRIÈRE UNIE AUX MESURES DU CAPITAL POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER

C'est un fait. Tous les travailleurs en sont convaincus, ce n'est pas le pouvoir actuel de Pompidou-Chaban qui lésinera pour attenter aux conditions de vie des travailleurs afin de protéger le profit des monopoles. Déjà, avant même le déclenchement de la crise ouverte par le discours de Nixon le 15 août, la hausse de tarifs des transports, du gaz et de l'électricité, conjointement avec l'élévation sans précédent du coût de la vie, caractérise la politique gouvernementale. Il en sera ainsi demain, plus encore qu'hier, nul n'en peut douter.

Mais il faut parler clair. Les monopoles, le capital financier sont le résultat final de tout le développement du capitalisme, l'aboutissement nécessaire du système économique basé sur la propriété privée des moyens de production. On ne saurait dissocier les monopoles du capitalisme, de la propriété privée des moyens de production, on ne saurait combattre le système de la propriété privée des moyens de production

dont il est issu, sans combattre le capitalisme et l'État bourgeois.

Prétendre le contraire, c'est faciliter toute la meurtrière politique des monopoles capitalistes. C'est ainsi que la lutte pour ouvrir la voie au socialisme, qui seul pourra en finir avec les maux inhérents au régime capitaliste, signifie que ceux qui prétendent parler au nom des masses laborieuses doivent en arriver à des propositions concrètes et, aux mesures prises par le gouvernement pour sauver le régime du profit basé sur la propriété privée, opposer la mobilisation de la classe ouvrière et prendre les mesures dictées par la sauvegarde des intérêts des travailleurs.

- Contre la vie chère : indemnité mensuelle et égale pour tous de 200 F.
- Contre la hausse des prix, échelle mobile intégrale basée sur les indices des prix établis par les syndicats. A bas les indices gouvernementaux truqués !

● Contre le blocage des salaires sous quelque forme que ce soit. A bas les contrats de progrès et les contrats-programmes par lesquels le gouvernement propose aux syndicats d'accepter la politique des revenus qui empêcherait la lutte pour les revendications légitimes.

● Les magnats du capital financier spéculent sur le franc. A bas la spéculation bancaire ! Les banques connaissent les noms des spéculateurs, les syndicats d'employés de banques doivent ouvrir tous les comptes des capitalistes et rendre publics les noms des spéculateurs.

● Pour en finir avec les spéculations foncières, nationalisation sans indemnité ni rachat des sols à bâtir.

Non, il ne suffit pas de parler de réformes. Il faut indiquer clairement ce pour quoi on appelle les travailleurs à combattre. Le capitalisme a fait son temps. Il ne peut apporter aux masses laborieuses que chômage et aggravation des conditions de vie. Le capitalisme des monopoles doit disparaître, et avec lui le régime de la propriété privée des moyens de production dont il est issu, et qui est relié et lié par les mille liens de l'exploitation.

● Nationalisation sans indemnité ni rachat et sous contrôle ouvrier des trusts de la sidérurgie, des banques, du gros commerce, des grands magasins, des monopoles dans l'industrie de l'alimentation.

● Refonte des nationalisations de la S.N.C.F., du gaz et de l'électricité, etc. : en choisissant des conseils d'administration les représentants de l'Etat bourgeois et du capital financier. Contrôle par les travailleurs de la S.N.C.F., par les travailleurs du gaz et de l'électricité et tous les services publics gérés par des délégués élus des travailleurs, les représentants des syndicats et les représentants élus des usagers.

● Nationalisation sous contrôle ouvrier, sans indemnisation ni rachat des entreprises de transport.

Le capitalisme, qui a fait son temps, ne peut apporter à la jeunesse que la déchéance. Il faut en finir avec la participation dans les structures de la réforme Faure-

Guichard à l'université qui exclut par milliers les étudiants de la possibilité d'obtenir un diplôme indispensable à l'emploi qualifié.

Il faut en finir avec les phrases creuses sur les prétendus aspects positifs de la réforme de l'enseignement. Il n'y a rien de positif pour les lycéens, pour les élèves de C.E.T., dans les mesures prises par Guichard. Il faut clairement indiquer que l'enseignement doit être géré à tous les niveaux des lycées, des C.E.T. et à l'université par des représentants des parents d'élèves, des syndicats enseignants et les délégués élus des élèves et des étudiants.

Il faut, pour défendre la laïcité, non seulement supprimer les crédits à l'enseignement libre et confessionnel, mais supprimer l'enseignement libre et confessionnel et combattre pour une seule école. Séparation réelle de l'Eglise et de l'Etat !

Il est clair que ces revendications, et d'autres que les travailleurs céderaient eux-mêmes, qui effectivement ouvriraient la voie au socialisme libérateur, ni le pouvoir actuel ni aucun gouvernement où siègeraient des représentants du capital ne pourrait l'accepter !

Il faut lutter pour le gouvernement ouvrier, le gouvernement des organisations ouvrières qui se prononceraient pour ce programme de gouvernement.

Il est temps, plus que temps, d'unir les masses et les organisations pour imposer par la lutte le programme anticapitaliste du gouvernement ouvrier, le seul qui, parce qu'il refuserait de pactiser avec les tenants de la propriété privée des moyens de production, répondrait aux exigences du bien-être et de la liberté, en finirait avec les lois et les décrets par lesquels le gouvernement, avec son ministre Marcellin, cherche, par l'Etat policier, à imposer la hausse des prix, la détérioration des conditions de vie.

Il est clair que le gouvernement ouvrier rétablirait et élargirait toutes les libertés démocratiques et ainsi assurerait le plein et libre exercice des masses en lutte contre la bourgeoisie et son Etat.

VII. — POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER, POUR LE PARTI OUVRIER

● Il est clair que ces revendications sont celles qui répondent aux aspirations véritables de la classe ouvrière et des masses de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes.

● Il est clair que pas un travailleur, pas un militant ouvrier, pas une organisation se réclamant de la classe ouvrière ne saurait se déclarer opposé aux revendications.

Dès lors, chacun d'entre nous, tous ensemble, travailleurs et militants, nous nous demandons pourquoi les organisations ouvrières responsables ne se mettent pas d'accord sur ces revendications du programme ouvrier permettant de donner satisfaction aux aspirations de tous.

N'est-il pas temps d'en finir, et tout de suite, avec les atteroiements, les hésitations, les divisions qui ne profitent qu'à l'ennemi de classe ?

La dure expérience de la vie enseigne aux exploités que si l'unité ne se réalise pas, c'est que les patrons et l'Etat des patrons introduisent dans les rangs ouvriers la division.

La dure expérience de la vie enseigne que la division s'instaure lorsque, au lieu de lutter et de défendre jusqu'au bout, jusqu'à la victoire, les revendications et les aspirations des travailleurs, on brade la grève générale de mai-juin 1968 pour les accords (de Grenelle) avec la bourgeoisie et son Etat.

Les résultats sont là !

Trois ans après la grève générale de mai-juin 1968 :

- l'échelle mobile n'a pas été arrachée ;
- les ordonnances contre la Sécurité sociale sont toujours en vigueur ;
- les 1 000 F minimum ne sont pas arrachés ;
- la hausse du coût de la vie a liquidé depuis longtemps les quelques avantages acquis ;
- le gouvernement des monopoles poursuit l'accomplissement de ses plans anti-ouvriers ;
- Marcellin provoque la jeunesse, protège une police qui matraque les journalistes et

multiplie les obstacles à l'exercice des libertés démocratiques.

Faut-il poursuivre ?

La preuve est faite que la liquidation de la grève générale n'a profité qu'au patronat.

Alors ? Alors ?

N'est-il pas temps pour les militants ouvriers et les jeunes de tirer les leçons de la grève générale qui pouvait tout et qui a été bradée pour des élections où le grand capital, utilisant le refus d'aller jusqu'au bout, a regroupé politiquement ses forces contre la classe ouvrière et ses organisations.

L'O.C.I., l'A.J.S., l'Alliance Ouvrière disent : disent :

Il est temps, plus que temps de s'organiser pour combattre dans l'unité pour le gouvernement ouvrier.

Il est temps, plus que temps de s'organiser, parce que c'est l'absence d'un véritable Parti ouvrier qui n'a pas permis la victoire de la grève générale.

L'O.C.I., l'A.J.S., l'Alliance Ouvrière appellent les militants à s'unir sur le programme ouvrier pour le gouvernement ouvrier.

Nul, à quelque tendance ouvrière qu'il appartienne, n'est exclu du deuxième congrès de l'A.J.S., qui se réunira les 30 et 31 octobre et 1^{er} novembre 1971.

Nul, à quelque tendance ouvrière qu'il appartienne, n'est exclu du Rassemblement qui organisera la force militante pour imposer le gouvernement de Front unique ouvrier.

Seuls ceux qui se refusent à engager le combat contre les défenseurs de la propriété privée des moyens de production, ceux qui par là même, en dépit de leur verbalisme, se refusent d'ouvrir une issue véritable contre le gouvernement Pompidou-Chaban.

Ceux-là n'ont pas leur place ni au 2^e congrès de l'A.J.S. ni au Rassemblement pour le gouvernement ouvrier ; ceux-là n'ont pas leur place dans le Parti ouvrier, le Parti de ceux qui veulent en finir avec la bourgeoisie et son Etat.

VIII. — POUR L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Les travailleurs américains et leurs organisations syndicales disent non à la politique antiouvrière de Nixon.

Les travailleurs français et leurs organisations disent non à la politique antiouvrière que Pompidou-Chaban-Giscard veulent imposer pour résister aux mesures prises par Nixon.

Les travailleurs allemands, suisses, anglais, les travailleurs japonais refusent les conséquences de la politique antiouvrière de leur propre bourgeoisie.

Les travailleurs des pays semi-coloniaux sont appelés à payer le dur prix de la politique de sauvegarde du profit des impérialistes.

En U.R.S.S., en Chine, en Hongrie et en Yougoslavie, dans les pays où le capital a été exproprié, les décisions prises par Nixon, en renforçant le blocus et en élevant de nouvelles barrières au commerce mondial, représentent autant de coups portés à l'économie.

Dans tous les pays, les travailleurs ont un même intérêt à combattre le capitalisme et l'impérialisme.

Dans tous les pays, contre l'ennemi impérialiste, pour la défense des conquêtes et des positions arrachées par le prolétariat international, les travailleurs ont un même intérêt à s'unir.

Mais l'unité exige que soient clairement définis les objectifs du combat prolétarien.

Quand les dirigeants de l'Union soviétique soutiennent le plan Rogers, qui permet à Hussein le boucher de liquider la résistance palestinienne, ils apportent leur appui à Nixon.

Lorsque les dirigeants de l'Union soviétique ont appelé le P.C. soudanais à apporter son appui à Nemeiry-l'assassin au nom d'une politique de soutien au capitalisme national, ils ont entraîné les communistes de ce pays vers le massacre.

Lorsque Mao Tsé-toung s'apprête, pour recevoir Nixon, à contraindre le peuple viet-

namien à accepter les conditions imposées par l'impérialisme U.S., il aide le capital financier yankee.

Quand les chars russes sont envoyés contre le peuple socialiste tchécoslovaque, quand en Tchécoslovaquie, en U.R.S.S., les meilleurs combattants pour le socialisme sont arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison, chassés de leur emploi, la bureaucratie du Kremlin démontre qu'elle se refuse à unir le prolétariat du monde entier contre l'impérialisme.

On ne peut lutter pour le socialisme dans un pays et accepter les violations du socialisme en U.R.S.S., en Chine, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et ailleurs.

On ne peut lutter pour le socialisme sans condamner clairement une politique qui pactise avec l'impérialisme au nom d'une prétendue politique de coexistence pacifique. On ne peut lutter pour le socialisme qu'en luttant pour l'unité mondiale de la lutte de classe du prolétariat contre l'impérialisme, pour la révolution socialiste.

On ne peut lutter pour le socialisme, sans lutter en Europe contre toutes les bourgeoisies et la bureaucratie pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, étape vers la République universelle du Travail.

A Essen, au cœur de la Rhur, pour la première fois depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir, 32 organisations de jeunesse de différents pays, avec l'A.J.S., l'O.C.I. et le C.I. pour la reconstruction de la IV^e Internationale, ont adressé un appel à l'unité de classe du prolétariat mondial contre l'impérialisme.

A Essen, près de 5 000 jeunes ont brandi le drapeau de l'I.R.J., le drapeau de Marx, Lénine, R. Luxembourg et Trotsky.

Au moment où l'une des plus violentes crises secoue l'impérialisme et traduit la faillite du régime de la propriété privée, le devoir de tous les jeunes, de tous les militants qui veulent combattre pour les intérêts de leur classe, pour le socialisme, est de rallier l'organisation des combattants pour la IV^e Internationale, l'O.C.I.

Le Canada, la couronne britannique et l'impérialisme américain

(Notes pour une discussion)

Par François FORGUE

Les notes reproduites ci-dessous ont été rédigées pour contribuer à la discussion sur l'orientation politique et les mots d'ordre correspondant aux exigences de la mobilisation du prolétariat de l'ensemble du Canada. Au Canada, les militants regroupés dans l'Entente internationale des travailleurs publient un bulletin intitulé *Démocratie et socialisme* (*).

D'emblée, le Canada apparaît comme un concentré de paradoxes. Le Canada participe au G 7, le club de l'élite des grandes puissances. Mais la souveraine d'un autre Etat, lui aussi membre du G 7, Elisabeth II, reine de Grande-Bretagne et d'Irlande, est le chef d'Etat du Canada. Sur une superficie plus grande que celle des Etats-Unis, le Canada ne compte que 28 millions d'habitants et son économie ne pèse guère que 10 % de celle de son puissant voisin. C'est pourtant avec lui et non avec l'ancienne métropole britannique que se fait l'essentiel du commerce extérieur du Canada : les importations en provenance des Etats-Unis et les exportations vers eux représentent dix fois le volume du commerce avec l'ensemble de l'Union européenne.

Le Canada est intégré à l'ALENA (traité de libre-échange de l'Atlantique-Nord) qui englobe les Etats-Unis et le Mexique.

Dans le cas du Canada, l'ALENA avait été précédé d'un traité bilatéral de libre-échange avec les Etats-Unis. Pour les travailleurs du Québec comme de tout le Canada, il signifie une offensive généralisée contre l'emploi, contre la protection

sociale et l'ensemble des droits et acquis de la classe ouvrière de tout le Canada.

La résistance aux conséquences du traité de libre-échange a d'ailleurs été l'axe des combats de la classe ouvrière canadienne dans son ensemble, au cours de ces dernières années, et la déroute du Parti conservateur lors des élections de 1993 exprime le rejet populaire d'une politique destructrice.

COMMENT S'EST CONSTITUÉ L'ÉTAT CANADIEN

Evoquant la situation présente du Canada, un auteur français (1) parle d'un "pays en panne". Il se réfère en particulier à l'impasse des relations entre les dif-

(*) *Démocratie et socialisme*, 4895, Hôtel de Ville, 15, Montréal, Québec, H2T 2 B5.

(1) Jacques Portes, *Le Canada et le Québec au XX^e siècle*, Armand Colin.

férents gouvernements provinciaux (échec des accords dits du lac Meech, destinés à réaménager les relations au sein de la "confédération" et à accorder dans son sein au Québec le statut d'une "société distincte"), à l'effondrement du Parti conservateur lors des élections de 1993 et à la récente victoire au Québec du parti "séparatiste", le Parti québécois (PQ), lors d'élections provinciales.

Pour comprendre cette situation du Canada — et la place spécifique qu'y tient la question québécoise —, il est nécessaire de revenir sur les origines et sur le caractère de l'Etat canadien.

L'Etat bourgeois canadien actuel procède directement de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 qui institue le Canada comme "dominion", en fédérant les deux colonies distinctes du Haut et du Bas-Canada. C'est donc une création impériale au sujet de laquelle la puissance tutélaire n'entend aucunement consulter les populations concernées. C'est le Parlement de Westminster qui ratifiera l'Acte. Le futur Premier ministre du nouveau Canada, John A. Mac Donald, écrivait d'ailleurs à ce sujet sans ambages :

"Etant donné qu'il serait évidemment absurde de soumettre à la population les détails complexes d'une telle mesure, il ne s'agit pas d'obtenir sa sanction avant de demander au gouvernement impérial de présenter un projet de loi au Parlement britannique. Une fois la loi adoptée sans possibilité de recours, la population apprendra vite à l'accepter (2)."

Constituées sous la dépendance de la couronne britannique, c'est abusivement que l'on peut qualifier de "confédérales" les institutions de l'Etat qui se met alors en place. Le Canada, tel qu'il se forme en 1867, ne résulte pas de la libre union d'Etats souverains, mais d'un décret imposé "sans recours" par la puissance coloniale. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui institue le souverain britannique en tant que "chef de l'Etat" ne consacre à titre de loi fondamentale aucun droit démocratique des peuples, ni des minorités. A l'inverse de la Constitution américaine, les droits des Etats contractants ne sont pas à la base de l'union

(c'est "l'union qui aura tous les droits de souveraineté, à l'exception de ceux qui sont accordés aux gouvernements locaux").

Cet "Acte" fondateur demeure sous la juridiction du Parlement britannique. Cela sera le cas jusqu'en 1982, où la Constitution (c'est-à-dire l'Acte) sera "rapatriée". En d'autres termes, le Parlement britannique renonce alors à son droit de veto sur des amendements constitutionnels (nous verrons plus loin dans quelles limites), sans que le lien de dépendance avec la couronne soit aboli.

Pour en revenir à la création du Canada moderne, il faut souligner que cette initiative du capitalisme britannique (alors que s'ouvre l'ère impérialiste) répond à une volonté contre-révolutionnaire face à l'extension et au renforcement de la République des Etats-Unis. Il n'y a pas que l'aspect que l'on pourrait qualifier de "directement" économique : à savoir la volonté du grand capital britannique de s'assurer une zone de développement économique de l'est à l'ouest du continent américain, en s'ouvrant les voies du commerce avec la Chine et le Japon (la constitution de la confédération est précédée de la construction des grandes lignes de chemin de fer qui relient l'Atlantique au Pacifique et assurent les communications entre les différentes parties du Canada) et la nécessité pour lui d'opposer un pouvoir centralisé à la menace d'annexion de fait de terres peu peuplées et fragmentées, situées au nord des Etats-Unis.

Il y a aussi la volonté politique de faire barrage aux conséquences révolutionnaires de la guerre civile aux Etats-Unis, de la victoire de la République, de l'écrasement du "Sud" esclavagiste que le gouvernement britannique avait soutenu. Coup de force antidémocratique contre les peuples du Canada, l'Acte d'union est aussi une mesure réactionnaire à l'échelle du continent.

2) Cité par Ryerson dans *Capitalisme et Confédération*.

D'ailleurs, c'est dès l'origine du Canada que son histoire est inséparable de celle des territoires coloniaux britanniques qui, comme résultat de la révolution américaine, vont devenir les Etats-Unis. D'abord colonisées par la monarchie française, les provinces qui constituent le Canada deviendront possessions britanniques à la suite d'une conquête militaire, ratifiée par le traité de Paris (1763). Elles s'ajoutent donc aux treize colonies d'Amérique.

C'est donc face à la révolution dans les colonies américaines que la Grande-Bretagne consolide son emprise sur le Canada. Elle s'appuie sur les couches sociales les plus conservatrices : l'Acte de Québec (1774) maintient les privilèges des "seigneurs" et du clergé français.

En 1791, une nouvelle loi du Parlement de Londres divise le Canada en deux, le Bas-Canada (Québec, majoritairement peuplé de francophones) et le Haut-Canada (Ontario, dont la population était majoritairement originaire du Royaume-Uni). L'exemple de la force acquise par les colonies unies qui ont formé la République américaine inspire une profonde crainte aux colonisateurs. L'homme politique anglais, lord Durham, dans son rapport sur l'étude des colonies en 1839, précise : "C'est pourquoi on cultiva la nationalité canadienne française comme moyen de la séparer à perpétuité et complètement de ses voisins." Soulignons que lord Durham écrivait au lendemain de l'écrasement du mouvement démocratique dans les deux parties du Canada.

En 1837-1838 se développe, en effet, au Québec et en Ontario un mouvement démocratique qui pose la question de l'indépendance à l'égard de l'Angleterre et met en avant l'ensemble des revendications démocratiques (y compris la séparation de l'Eglise et de l'Etat et l'égalité des droits pour la population autochtone) (3).

C'est sur la base de l'écrasement du mouvement révolutionnaire démocratique dans les deux parties du Canada par l'armée britannique qu'en 1840 le Parlement britannique édicte un premier Acte d'union (il n'y a plus qu'une seule assemblée pour le Haut et le Bas-Canada)

dans le cadre duquel se prépareront les conditions de la formation du Canada "unifié" de 1867 : institutionnalisation d'une discrimination à l'égard de la population francophone, l'anglais étant la seule langue officielle, consolidation du contrôle du clergé sur l'éducation (privilège qui sera consacré en 1867, aboutissant à un système scolaire qui se maintient encore largement).

QU'EST-CE QUE L'ÉTAT CANADIEN ?

Il est maintenant possible de porter une appréciation d'ensemble sur le caractère

(3) Comme expression des positions démocratiques et nationales du mouvement du Bas-Canada, citons des extraits de la proclamation rédigée par l'un des dirigeants de ce mouvement en 1838 :

"Qu'à compter de ce jour, le peuple du Bas-Canada est absous de toute allégeance à la Grande-Bretagne (...).

Que le Bas-Canada doit prendre la forme d'un gouvernement républicain et se déclare maintenant de fait républicque.

Que sous le gouvernement libre du Bas-Canada, tous les citoyens auront les mêmes droits, les sauvages cesseront d'être sujets à une discrimination civile quelconque et jouiront des mêmes droits que les autres citoyens de l'Etat du Bas-Canada.

Que toute union entre l'Eglise et l'Etat est déclarée abolie et toute personne a le droit d'exercer librement la religion et la croyance que lui dicte sa conscience.

Que la tenure féodale ou seigneuriale est, de ce fait, abolie (...).

Qu'il y aura liberté pleine et entière de la presse dans toutes matières et affaires publiques.

Que le procès par jury est garanti au peuple de l'Etat...

Que comme une nécessité et un devoir du gouvernement envers le peuple, l'éducation publique et générale sera mise en opération et encouragée de manière spéciale.

(...) Le peuple choisira ses délégués suivant la division actuelle du pays (...) qui constitueront une convention ou un corps législatif afin de baser et d'établir une Constitution (...). Que toutes les terres dites de la couronne ainsi que celles appelées réserves du clergé et celles qui sont nominalelement en possession d'une certaine compagnie de spéculateurs en Angleterre (...) deviennent la propriété de l'Etat du Canada, sauf telles portions de terre qui peuvent être en possession de cultivateurs (...).

Qu'on se servira des langues française et anglaise dans toute matière publique."

des institutions constituant l'Etat canadien.

Ce sont des institutions antidémocratiques à un double titre :

— D'une part, elles ne sont pas issues de l'expression de la volonté de la souveraineté populaire, mais, au contraire, elles procèdent de leur déni. Elles résultent de l'acte arbitraire de la puissance coloniale et consacrent le maintien de la dépendance politique à son égard (allégeance à la couronne).

— D'autre part, même dans leur forme modifiée après 1982, elles excluent un certain nombre de droits démocratiques essentiels (séparation de l'Eglise et de l'Etat, oppression particulière de la population francophone et de la population autochtone, maintien de la monarchie).

Ce caractère antidémocratique ne heurte pas que les intérêts et les droits d'une seule composante de la population du Canada, mais est contraire aux intérêts et aux droits de tous. Cela ne signifie pas que l'une des caractéristiques de ces institutions ne soit pas d'entretenir une oppression particulière du Québec. Mais cela signifie que les questions démocratiques non résolues ne se limitent pas à la seule question québécoise, et que l'ensemble des questions procédant du lien de sujétion à la monarchie britannique concernent tous les citoyens du Canada. C'est aux différents peuples du Canada que revient le droit de souverainement déterminer la forme et le contenu de la démocratie et par conséquent de décider des relations qu'ils entendent établir entre eux. C'est dans ce cadre que se situe le droit du peuple québécois à l'autodétermination, ce qui inclut son droit à la séparation, à la constitution de son propre Etat.

Ni la bourgeoisie canadienne dans son ensemble, qui a bâti l'Etat garant de la propriété privée des moyens de production et de l'exploitation capitaliste autour du lien de soumission à la couronne et qui est aujourd'hui profondément insérée dans le système de domination continentale des Etats-Unis, ni la bourgeoisie québécoise, qui ambitionne d'être "à son propre compte" l'appendice de la bourgeoisie impéria-

liste américaine, ne peuvent résoudre les problèmes démocratiques existant au Canada. Seule la classe ouvrière de l'ensemble du Canada, qui n'a aucun intérêt dans le maintien d'une oppression particulière, qui a, par contre, besoin dans sa lutte contre l'exploitation de la plus large démocratie, peut défendre les libertés démocratiques, les droits des citoyens de toutes les provinces, les droits des peuples opprimés.

Ce qui unit les travailleurs de tout le Canada, anglophones et francophones, c'est la lutte contre l'exploitation, contre la classe exploiteuse, la bourgeoisie, contre l'Etat garant de cette exploitation. Dans cette lutte, la forme spécifique de cet Etat, sa soumission à la couronne britannique, ses institutions antidémocratiques et sa fonction particulière d'opresseur des nationalités, donnent un levier pour l'action de toute la classe ouvrière, francophone comme anglophone, soumise à une exploitation commune, exploitation garantie dans des formes déterminées par le lien institutionnel avec la couronne.

LA QUESTION DU QUÉBEC

• L'oppression nationale du Québec et des francophones (Canadiens français)

Partir du caractère antidémocratique des institutions de l'Etat canadien pour toute la population et donc pour toutes les provinces, ce n'est pas dire que toutes les provinces sont dans une situation identique vis-à-vis de ces institutions.

Le Québec est un territoire géographique délimité et stable qui, à l'origine, était peuplé par des colons français et où, depuis plus d'un siècle, la population francophone est largement majoritaire (80 %). Si le traité de paix de 1763 prévoyait que la population d'origine française conserverait sa langue, ses lois et sa religion et si effectivement la monarchie britannique, contre la révolution américaine — et contre la Révolution française — préserva les privilèges des "seigneurs" et la prééminence du clergé catholique en

échange de leur "loyalisme" à l'égard de la couronne, il demeure que les "Canadiens français" n'étaient que des sujets de second ordre dans une colonie britannique.

La marche à la Constitution du Canada consigna dans les dispositions institutionnelles préparatoires à l'Acte de 1867 — notamment dans l'Acte d'union de 1840 — la prédominance de la population d'origine britannique. Cela répondait aux vœux de lord Durham qui "*n'avait aucun doute quant au fait que le caractère national qui doit être donné au Bas-Canada (Québec), c'est celui de l'Empire, c'est-à-dire de la grande race qui dans peu de temps dominera tout le continent nord-américain*" (4). La langue anglaise sera imposée comme la seule langue officielle de la nouvelle législation.

L'oppression particulière au Québec est une oppression nationale, au sens où sont victimes de discrimination dans l'usage de leur langue, dans l'accès à des responsabilités, dans tout ce qui définit la condition des travailleurs (droit à l'éducation, occupation d'emplois qualifiés, chômage...) ceux qui relèvent d'une nationalité particulière.

Lorsqu'en 1840, lord Durham recommandait l'union des colonies du Canada, il notait déjà que "*la grande masse de la population ouvrière (au Québec) est française, mais elle est employée par des patrons anglais*". Cette situation ne remonte pas à un passé historique lointain ni ne se limite aux premières années de l'industrialisation du Québec. Dans les années 1930, lorsque Montréal atteint le million d'habitants et abrite l'élite financière anglophone, la ville, qui est peuplée en majorité de Canadiens français, voit ceux-ci confinés dans les emplois les moins qualifiés et occupant la presque totalité des emplois de domestique. Situation dont l'héritage n'a pas été liquidé.

Ainsi, en 1988 au Québec, où résident 25 % de la population du Canada, se trouvaient 35 % des familles et des personnes à faible revenu. Montréal est la ville où se trouvent rassemblés le plus de pauvres dans le pays (21,5 % contre 13,1 % à

Toronto). Au Québec même, la moyenne des salaires des anglophones québécois était encore en 1991 supérieure à celle des francophones (un écart de près de 30 %).

La situation d'oppression du Québec a nourri des aspirations nationales se dirigeant contre l'Etat fédéral. Le mouvement qui a conduit à poser la question de la rupture avec l'Etat fédéral, de l'exercice effectif du droit à l'autodétermination à ses origines lointaines dans la révolte des paysans "canadiens-français", sympathisant avec la révolution américaine, dans les soulèvements de 1837-1838, et ses origines plus proches dans le refus massif de la conscription en 1917, qui prit parfois un tour insurrectionnel. Un mouvement qui tend à lier le sentiment d'oppression nationale à l'oppression sociale et à l'exploitation, qui s'est appuyé sur les couches les plus opprimées et les plus exploitées — et dont les alliés naturels sont donc tous ceux opposés à la construction monarchique (lien avec la couronne) qui est à la base de l'Etat fédéral, Etat assurant les conditions de l'exploitation capitaliste à l'échelle de tout le Canada.

Le mouvement du peuple québécois contre l'oppression dont il est l'objet a un contenu de rejet de l'Etat fédéral. Il s'est exprimé sous des formes diverses, parfois dans des manifestations posant la question de l'indépendance, et également par des votes massifs pour les partis se réclamant de la souveraineté du Québec — c'est-à-dire essentiellement pour le Parti québécois, parti soutenu par une fraction de la bourgeoisie du Québec.

Sans aucunement identifier les situations existant en Espagne en 1931 et au Canada aujourd'hui, la remarque de Trotsky à propos de la bourgeoisie catalane est utile pour comprendre la fonction des courants politiques bourgeois qui, du fait de la politique de soumission à la bourgeoisie et donc à l'Etat et à la couronne des dirigeants des organisations

(4) Alfred Cobban, *The National State and National Self-determination*, éditions Fontana.

ouvrières, ont pu prendre le contrôle de l'aspiration à la rupture avec l'Etat fédéral (5).

La bourgeoisie au Québec, confinée dans le rôle de "sous-traitante" d'une bourgeoisie déjà subordonnée, a, sous l'étiquette du "nationalisme", développé depuis longtemps une orientation conservatrice (centrée sur les "valeurs" de la "Belle Province") ne se réclamant que d'un rôle accru dans les organes de pouvoir pancanadiens et d'une plus large "autonomie" du Québec dans les structures existantes. Malgré la rhétorique "séparatiste", les visées du Parti québécois aujourd'hui ne sont pas différentes quant au fond. Leur forme se comprend en rapport avec les modifications de la situation internationale et de la situation au Canada, en particulier de la relation avec l'impérialisme américain (soulignons que le PQ a été l'un des soutiens le plus enthousiastes du traité de libre commerce).

Trotsky ajoutait qu'il fallait établir une "*rigoureuse distinction entre ces deux genres de séparatisme*", celui des travailleurs et celui dont jouent les politiciens bourgeois (6).

En d'autres termes, la reconnaissance du droit du peuple québécois à disposer de lui-même, "*jusqu'à et y compris l'indépendance*", est une revendication démocratique qui concerne tout le prolétariat du Canada, tout le mouvement ouvrier, comme composante de l'affirmation de sa propre indépendance politique. C'est inconditionnellement que les révolutionnaires défendent ce droit. Son exercice est directement lié à la destruction des liens de subordination à la couronne. C'est pourquoi, en aucun cas, une organisation se réclamant de la lutte émancipatrice de la classe ouvrière ne peut apporter son appui à la politique dite de "souveraineté-association" qui vise à protéger ces institutions à l'échelle de tout le Canada en assurant une "place distincte" au Québec.

Ce qui est décisif, c'est le mouvement de tout le prolétariat du Canada, dont l'unité implique la mise en cause des institutions antidémocratiques de l'Etat fédéral et donc la reconnaissance du droit du peuple québécois à disposer de lui-même.

Les formes par lesquelles ce droit peut se matérialiser dépendent des conditions créées par l'action d'ensemble de la classe ouvrière contre l'Etat fédéral. Aussi, si la conjoncture pose directement la question de l'indépendance, elle ne peut être posée que dans les termes d'une Assemblée constituante souveraine, d'une république, de l'appel simultané à ce que tous les peuples du Canada définissent souverainement les relations qu'ils veulent établir entre eux, d'une fédération ou d'une confédération de républiques libres ayant rompu tout lien avec la couronne et garantissant la protection des richesses produites par les peuples contre le pillage impérialiste et spéculatif.

• Le Parti québécois et le "séparatisme"

Le vocabulaire a une signification : si, traditionnellement, le droit à la "séparation" et le droit "à l'indépendance" sont synonymes, ce n'est pas un hasard si les "nationalistes québécois" se sont baptisés "séparatistes".

Pour eux, représentants d'une bourgeoisie de second ordre, il s'agit avant tout de "*séparer*" les travailleurs du Québec de ceux des autres parties du

(5) Léon Trotsky, "La révolution espagnole et les tâches des communistes", 1931 : "*Le séparatisme de la bourgeoisie catalane n'est qu'un moyen pour elle de jouer avec le gouvernement madrilène contre le peuple catalan et espagnol, le séparatisme des ouvriers et des paysans n'est que l'enveloppe d'une révolte intime d'ordre social.*"

(6) Léon Trotsky, "De la révolution" : "*Cependant, et précisément pour disjoindre de leur bourgeoisie les ouvriers et les paysans qui sont opprimés dans leur sentiment national, l'avant-garde prolétarienne doit prendre, sur cette question du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, la position la plus hardie, la plus sincère. Les ouvriers défendront intégralement et sans réserve le droit des Catalans et des Basques à vivre en Etats indépendants, dans le cas où la majorité des nationaux se prononcerait pour une complète séparation. Ce qui ne veut nullement dire que l'élite ouvrière doive pousser les Catalans et les Basques dans la voie du séparatisme. Bien au contraire : l'unité économique du pays, comportant une large autonomie des nationalités, offrirait aux ouvriers et aux paysans de grands avantages du point de vue de l'économie et de la culture générales.*"

Canada. Il s'agit de "retrancher" le Québec d'un ensemble qui resterait intact... et avec lequel le Québec nouerait de nouvelles relations, fondamentalement dans le même cadre, celui fourni par l'Etat fédéral et ses institutions dépendantes de la couronne britannique. En fait, l'ambition de ces "nationalistes" se limite à considérer que le Québec devrait se trouver dans une construction juridiquement dépendante de Londres et soumise à l'hégémonie américaine, à égalité avec l'ensemble baptisé "Canada anglais", terme vague, qui amalgame des réalités très différentes.

Il faut en effet revenir à la caractérisation des institutions procédant de l'Acte de 1867 comme antidémocratiques dans leur origine et dans leur structure. L'oppression du Québec — si importante qu'elle soit — n'est qu'une fonction de ces institutions antidémocratiques. Elles ont organisé et entretiennent une inégalité considérable des provinces, ce qui veut dire que certaines sont plus misérables que le Québec et que les populations de ces provinces comme celles de tout le Canada n'ont jamais pu se prononcer sur les institutions qu'elles subissent. Ajoutons, ce qui n'est pas une mince affaire, que la question "canadienne française" ne se limite pas au Québec. Environ deux millions de francophones sont dispersés dans tout le Canada. Ils représentent, par exemple, environ 40 % de la population au Nouveau-Brunswick, l'une des provinces les plus pauvres. A moins d'envisager des "regroupements de population" massifs et des opérations de "purification ethnique", quelle solution envisager, dès lors que la protection légale, quelles que soient les limites de celle-ci (bilinguisme), disparaîtrait avec la "séparation" du Québec ?

Enfin — et cela concerne tout le Canada, puisque c'est en Ontario que la population indienne est la plus nombreuse —, les revendications de ce peuple opprimé, la nécessité du point de vue de la démocratie et des intérêts de la classe ouvrière de tout le Canada de s'en saisir comme élément de l'unité même du prolétariat à l'échelle canadienne, renvoient à la caractérisation de l'Etat édifié par l'Empire britannique.

Un mythe soigneusement entretenu depuis la fondation du Canada est qu'il s'est constitué comme résultat d'un pacte entre les "*deux peuples fondateurs*". Hormis le fait qu'il y a là une singulière arrogance coloniale à l'égard des peuples qui étaient présents au Canada avant que n'y débarquent les Européens, fussent-ils venus de France ou d'Angleterre, cette affirmation est une contre-vérité historique. C'est au contraire sur l'écrasement des aspirations démocratiques des "anglophones" comme des "francophones" que s'est constitué l'Etat canadien.

Ce mythe a été repris sous une forme "améliorée" par l'historien stalinien Ryerson. Pour lui, il se serait agi d'un "pacte inégal" entre un peuple "dominant" et un peuple "dominé". Ainsi les "Canadiens anglais", imprimant leur prédominance à l'Etat issu de ce pacte inégal, seraient un "peuple oppresseur" vis-à-vis des Canadiens français. Tout se joue dans le champ clos du Canada. La place de l'impérialisme britannique, le lien avec la couronne, sont éliminés de l'analyse.

Tout au contraire, la question nationale au Québec procède directement des formes de l'Etat édifié dans tout le Canada par l'Empire britannique, garant de l'exploitation commune des travailleurs "anglophones" et "francophones", des travailleurs émigrés, des minorités autochtones.

Elle ne peut être saisie que comme un élément de la remise en cause de cet l'Etat, à partir des aspirations sociales et démocratiques des peuples travailleurs de l'ensemble du Canada.

LE CANADA, L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE ET L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Un élément suffit en lui-même à résumer ce que sont aujourd'hui les relations entre les Etats-Unis et le Canada : 20 % des exportations totales du plus puissant impérialisme du monde vont au Canada, qui est son premier partenaire commercial, bien que le poids de son économie et

sa population ne soient que le dixième de celui des Etats-Unis. C'est là un aboutissement.

Le Canada n'est pas un pays économiquement arriéré. Mais le développement capitaliste n'y a pas abouti à la constitution d'une bourgeoisie impérialiste autonome ayant pour son propre compte accès au marché mondial. Le capitalisme canadien a d'abord été tributaire de la domination impériale britannique, puis, et de plus en plus, de la place occupée dans toutes les sphères de son économie par le capital américain. Ce sont ces faits qui déterminent la relation du capitalisme canadien au marché mondial. Le développement politique du Canada — et donc ce qu'on appelle la "question institutionnelle" — procède de ces rapports et est donc inséparable des relations avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. C'est donc l'évolution des rapports entre l'impérialisme américain et l'impérialisme britannique (l'un des facteurs importants à l'échelle mondiale du développement historique à l'époque de l'impérialisme) qui est déterminant dans la situation du Canada.

L'économie canadienne a d'abord été une économie complémentaire de celle de la Grande-Bretagne. Au début du XX^e siècle, 85 % des capitaux étrangers investis au Canada viennent d'Angleterre (les 15 % restants sont dans leur quasi-totalité d'origine américaine).

La Première Guerre mondiale stimulera le développement industriel du Canada, en relation avec un afflux de capitaux américains. Dans la période qui sépare les deux guerres, le Canada sera de plus en plus inséré dans l'orbite américaine.

Cette situation résulte de développements mondiaux et non strictement "canadiens". Le caractère spécifique de l'évolution du Canada dans cette période, c'est qu'elle est avant tout la résultante des rapports entre les impérialismes américain et britannique.

"L'antagonisme mondial le plus important est celui qui existera entre les intérêts des Etats-Unis et ceux de l'Angleterre",

écrivait Trotsky au moment où, disait-il, "s'ouvre l'ère du dollar".

Et il ajoutait :

"Le bourgeois anglais se console en pensant qu'il dirigera l'Américain inexperimenté. Certes, il y aura une période de transition, mais l'important ce n'est pas l'expérience diplomatique, c'est la force réelle, le capital industriel. Dans sa rivalité avec les Etats-Unis, l'Angleterre ne peut que reculer. Par ces reculs successifs, le capital anglais s'achète sa participation aux affaires du capital américain et ainsi on a l'impression d'un bloc capitaliste anglo-saxon. La façade est sauvée, et cela non sans profit, car l'Angleterre touche des bénéfices importants, mais elle doit se replier devant l'Amérique, lui céder la place" (Europe et Amérique).

On sait que le développement mondial de la lutte des classes et des contradictions entre les impérialismes principaux a, en quelque sorte, "refoulé" cet affrontement. Mais les conséquences de la Deuxième Guerre mondiale seront précisément de contraindre — dans des proportions autres que celles des années 1920 ou 1930 — "l'Angleterre à céder la place". La "façade" dont parle Trotsky s'est réduite à la "relation spéciale", à l'alignement — non sans contradictions — de l'impérialisme britannique sur l'impérialisme américain.

Le Canada a été — et est — une expression particulièrement nette de ces rapports.

LA PRÉDOMINANCE DES ÉTATS-UNIS

Au Canada, en 1930, pour la première fois, l'agriculture est supplantée par l'industrie, cela est dû, en particulier, à l'implantation de nouvelles industries (automobile, chaînes de montage, d'entreprises américaines comme General Motors).

A ce moment, près de 68 % des investissements sont américains et se concentrent dans les secteurs les plus productifs. Les provinces de l'Ontario et du Québec

restent toujours le "moteur" économique de la confédération.

A elles deux, elles concentrent — de manière inégale — 80 % de la production industrielle du pays (Ontario : 51,9 ; Québec : 29,2). La crise de 1929-1930 frappera de plein fouet une économie marquée par sa dépendance vis-à-vis du commerce international et l'importance des investissements étrangers — d'abord américains.

C'est au même moment que le Canada obtient les attributs d'une "indépendance formelle" (personnalité internationale), mais reste soumis à la couronne (statut de Westminster).

Ce réaménagement des rapports au sein de l'empire est un recul de l'impérialisme britannique, traduisant l'affaiblissement de sa position mondiale. Mais il tente pourtant de se préserver une position prédominante sur le marché du Commonwealth.

La conférence d'Ottawa, tenue la même année, instaure la "préférence impériale".

Les produits des pays du Commonwealth ont un libre accès en Angleterre, en retour les droits de douane pour les produits britanniques sont réduits. Ainsi, en ce qui concerne le Canada, l'impérialisme britannique peut — pour un temps — freiner l'évolution qui tend à lier et à subordonner de plus en plus l'économie canadienne à celle des Etats-Unis.

Les rapports de force établis au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale font sauter les derniers barrages.

Economiquement parlant, le Canada devient un dominion américain. De 1945 à 1960, les investissements étrangers — américains dans leur presque totalité — augmentent de 250 %. Les deux tiers sont contrôlés par de grandes compagnies. Des concessions considérables sont accordées à ces grandes compagnies (le gouvernement québécois signe un bail de vingt ans avec Iron Ore, 61 % du secteur minier, 75 % du gaz et du pétrole sont contrôlés par des firmes américaines.

Pourcentage relatif, investissements américains et britanniques au Canada

	USA	G-B
1939	60	36
1945	70	25
1952	27	18

Pour ce qui est du commerce, en 1957, 71% des importations canadiennes sont de provenance américaine et 59 % de leurs exportations sont destinées aux Etats-Unis ; pour l'Angleterre, pour les mêmes postes, les proportions sont de 9 % et 15 %. Les modifications vont se poursuivre dans le même sens jusqu'à aujourd'hui. La proportion des investissements américains a atteint 80 %.

L'un des postes les plus importants de l'industrie canadienne, c'est l'automobile. Mais cette industrie est en fait une filiale de l'industrie américaine. Dans cette mesure, une large partie des échanges entre les Etats-Unis et le Canada est constituée par un "commerce inter-firmes". L'économie canadienne est non seulement largement dominée et contrôlée par celle des Etats-Unis, mais s'insère dans la division du travail américaine.

Ajoutons, pour marquer la spécificité des relations de l'économie canadienne avec le marché mondial, qu'alors que le Canada est l'un des grands producteurs de minerais, le premier exportateur mondial de bois de construction et de pâte à papier, le premier exportateur mondial de produit de la pêche et un grand exportateur de blé, la première banque canadienne n'est que la cinquante-quatrième dans la hiérarchie mondiale et que parmi les deux cents principales multinationales du monde, il n'en existe qu'une d'origine canadienne.

INSTABILITÉ POLITIQUE ET CRISE "CONSTITUTIONNELLE"

La période de vingt ans environ qui s'ouvre en 1960 (après la fin de l'immé-

diat après-guerre) peut d'abord apparaître comme une ère de prospérité. Sous contrôle et impulsion américaine, le Canada connaît en effet un nouveau "bond" dans la "croissance industrielle" qui accompagne une poussée démographique due à de nouvelles vagues d'émigration. (De 1945 à aujourd'hui, 5,5 millions d'émigrants se sont installés au Canada.) Le Canada va non seulement, compte tenu de la structure de son économie, subir avec brutalité les chocs qui, à partir des mesures Nixon de 1971 (non-convertibilité du dollar), marquent la décadence accrue de l'impérialisme mondial, il va connaître aussi une instabilité politique croissante dont la question "constitutionnelle" et la montée de revendications propres au Québec seront une dimension permanente. C'est aussi dans ces années que s'affirmeront comme un véritable facteur politique les revendications des peuples autochtones.

Simultanément, ces années verront s'affirmer le pouvoir fédéral qui, en 1959, contrôle 60 % des dépenses publiques. Ce renforcement du pouvoir central s'exprimera, en particulier dans les années 1970 et au début des années 1980, par une série de mesures fédérales anti-ouvrières se combinant avec les lois votées par les législatures provinciales. On assistera ainsi à une émulation dans la mise en place d'une législation anti-ouvrière entre le gouvernement "indépendantiste" de Levesque au Québec et le pouvoir fédéral "unitaire".

Mais on oublie trop souvent que les luttes des travailleurs de l'ensemble du Canada ont imposé à l'Etat fédéral des concessions qui sont des conquêtes de tous les travailleurs du Canada, notamment en ce qui concerne l'assurance chômage, l'assurance maladie, les retraites. C'est aujourd'hui l'ensemble de ces acquis communs à tous les travailleurs du Canada qui doivent être détruits de fond en comble dans le cadre de l'ALENA.

Si l'on faisait une rétrospective des luttes ouvrières de 1960 à 1990, on s'apercevrait à quel point ce caractère commun y est présent — et est aujourd'hui reposé avec force par les conséquences de l'ALENA. Non seulement les grèves qui

se produisent au niveau des provinces n'ont pas un caractère "provincial", puisqu'elles mettent en avant, sous une forme particulière, des revendications générales qui se heurtent à la résistance de grandes firmes installées sur tout le territoire canadien. Mais l'existence de services publics fédéraux, notamment dans le domaine des communications (chemins de fer, postes canadiennes), dont on comprend l'importance dans un pays de cette taille, conduisent à de grandes grèves nationales. Et la résistance aux lois anti-ouvrières culmine le 14 octobre 1976 dans la première grève générale "coast to coast" du Canada et du continent nord-américain, rassemblant 1,2 million de travailleurs contre les mesures du gouvernement Trudeau-Bourassa de contrôle des salaires, le contraignant à renoncer à ce contrôle.

Ces luttes soulignent l'importance de l'acquis que représente pour toute la classe ouvrière du Canada, pour toutes ses composantes, l'existence d'une centrale syndicale canadienne, le Congrès du travail du Canada (CTC), dont la branche québécoise est la Fédération des travailleurs du Québec (FPQ), qui reste encore aujourd'hui majoritaire dans les secteurs industriels.

Les liens entre les Etats-Unis et le Canada ne sont pas seulement ceux procédant de l'hégémonie économique de l'impérialisme américain : ce sont aussi les rapports étroits entre les peuples. C'est le rapport qui, au XIX^e siècle, existe entre les mouvements démocratiques au Canada et l'achèvement de la révolution bourgeoise aux Etats-Unis par l'écrasement de l'esclavagisme. Ce sont aussi les rapports entre les travailleurs du Canada et ceux des Etats-Unis.

Au Canada — et cela est aussi vrai pour le Québec que pour le reste du Canada —, le mouvement ouvrier, la constitution d'organisations syndicales, s'est toujours fait en relation étroite avec le mouvement ouvrier américain. Cela est vrai dès l'origine, dès la constitution des "chevaliers du travail" aux Etats-Unis, qui se développent également au Canada.

Mais aussi le cas au XX^e siècle : le développement de grands syndicats indus-

triels au Canada est lié à l'émergence de la CIO et il existe dans toute une série de branches des fédérations communes aux travailleurs américains et canadiens (les syndicats "internationaux").

C'est d'ailleurs contre l'organisation unifiée de la classe ouvrière, et sa relation organique avec le prolétariat américain, que, sous l'impulsion directe du clergé catholique, se sont constituées au Québec les organisations syndicales "provinciales", dont le but avoué était de "séparer" les travailleurs du Québec des autres travailleurs du Canada.

Les rapports entre le mouvement ouvrier au Canada et celui des Etats-Unis ne sont d'ailleurs pas des rapports unilatéraux où ce serait toujours la lutte des travailleurs américains qui donnerait une impulsion à celle des travailleurs canadiens. Aujourd'hui, aux Etats-Unis, la référence au système de protection sociale qu'ont conquis les travailleurs canadiens est un élément de la résistance aux plans anti-ouvriers et antisociaux du capitalisme américain.

**LA "CRISE CONSTITUTIONNELLE",
LE GOUVERNEMENT LEVESQUE
ET LE RÉFÉRENDUM SUR
"LA SOUVERAINETÉ-ASSOCIATION",
LE RAPATRIEMENT DE L'ACTE**

Lorsque Trudeau devient Premier ministre du Canada en 1968, c'est la place de l'Etat fédéral qu'il veut renforcer. Il ouvre la perspective de vastes réformes constituant le Canada comme un pays unitaire et bilingue. Un droit de veto est de fait accordé au Québec et à l'Ontario sur les questions qui les engagent (charte de Victoria, 1971). Sur cette base, Trudeau pose la question du "*rapatriement de la Constitution*". Ce que couvre cette formule, c'est le fait d'obtenir que les modifications constitutionnelles ne relèvent plus du Parlement britannique mais du Parlement canadien. Cette première tentative échoue face au refus des représentants du Québec.

En novembre 1976, le Parti québécois remporte les élections provinciales et constitue le gouvernement du Québec. Dans ce vote, il y a sans conteste l'expression d'une volonté de rupture avec les institutions antidémocratiques de l'Etat fédéral, de rejet de l'oppression et de la discrimination dont a été victime le peuple québécois. Une volonté qui met à l'ordre du jour de manière directe au Québec la question de la rupture avec la couronne, de l'Assemblée constituante du Québec et qui pose à l'échelle de l'ensemble du Canada la question des institutions, de leur caractère antidémocratique, du droit de tous les pays de la confédération à décider, à déterminer les relations qu'ils veulent établir entre eux.

Cet Etat fédéral que le vote au Québec rejette, c'est celui contre lequel, quelques semaines auparavant, par une grève générale sans précédent, les travailleurs de l'Ontario, de la Colombie britannique, du Québec, du Sakastotewan, de tout le Canada, "anglophones" comme "francophones" se sont ensemble dressés.

Mais le Parti québécois est un parti bourgeois qui joue du sentiment "indépendantiste" pour améliorer la position relative de la bourgeoisie francophone dans le cadre des institutions héritées de l'Empire et s'assurer une autonomie plus grande dans les relations avec l'impérialisme américain. Son ennemi, ce n'est pas l'Etat fédéral, mais la grève générale qui se dresse contre lui. Quand il envisage l'avenir des relations du Québec dans le cadre "canadien", c'est le marché commun européen qu'il présente comme modèle. Aujourd'hui, c'est au traité de Maastricht qu'il se réfère.

C'est frauduleusement que ce parti ose se réclamer de la tradition des révolutionnaires (anglophones et francophones) du XIX^e siècle. Papineau comme Mackenzie (7) ouvraient la perspective de l'union libre des peuples dans la pleine reconnaissance de leur droit à disposer d'eux-mêmes pour abattre l'Etat impérial. Le PQ

(7) Dirigeants des insurrections contre la domination britannique dans les deux parties du Canada.

entend les séparer pour "réaménager" l'ordre établi en relation avec la domination américaine et le lien dynastique maintenu avec Londres.

Ce n'est qu'un parti exprimant les intérêts de la classe ouvrière qui peut clairement formuler ces revendications. A l'échelle canadienne, en relation avec la lutte des travailleurs, s'était constitué un parti appuyé sur les syndicats, le NDP (New Democratic Party, au Québec Nouveau parti démocratique — NDP). Mais ce parti, dès sa constitution, et en relation avec ses origines, était un parti contrôlé par un appareil bureaucratique social-démocrate, attaché à l'Etat bourgeois sous la forme concrète où celui-ci existe, c'est-à-dire l'Etat fédéral.

La direction du NDP, parti ouvrier-bourgeois, a joué un rôle central dans la division de la classe ouvrière canadienne en se refusant à prendre en compte le droit du peuple québécois à disposer de lui-même. Il s'est aux yeux des travailleurs québécois largement identifié à la défense de l'Etat canadien tel qu'il existe.

Cette œuvre de division a reçu un renfort indispensable de la part des directions syndicales au Québec. Celles-ci, se refusant à ouvrir la perspective d'un parti ouvrier basé sur les syndicats, ont apporté leur appui au PQ. Cela a été le cas de la CSN (Confédération des syndicats nationaux) qui a eu son origine dans la mise en place d'un "syndicalisme chrétien" destiné à empêcher les travailleurs du Québec de rejoindre les rangs des syndicats affiliés à la centrale pancanadienne, la CTC. Mais cela a aussi été le cas de la branche québécoise de la CTC, la FTQ (Fédération des travailleurs du Québec), dont les dirigeants (qui appelaient à voter pour le NDP au niveau fédéral) ont apporté leur soutien au PQ.

Le mouvement syndical dans l'ensemble du Canada est un mouvement puissant. Le taux de syndicalisation est en moyenne, à l'échelle fédérale, de 36 %. C'est en prenant appui sur ce mouvement et sur la volonté de millions de travailleurs d'affirmer leur indépendance de classe, d'avoir leur propre représentation politique, que s'est constitué le NDP, qu'il a recueilli jusqu'à 20 % des suf-

frages à l'échelle fédérale, remportant la majorité et contrôlant l'exécutif dans plusieurs provinces. La politique de soumission à la bourgeoisie de sa direction, dont l'une des expressions est le refus de soutenir le droit du peuple québécois à l'autodétermination, explique qu'au Québec le NDP n'ait pu organiser les secteurs importants de la classe ouvrière. Cela ne signifie pas que l'aspiration à une expression politique indépendante n'ait pas existé et n'existe pas au Québec. Bien au contraire, tant dans la FTQ que dans la CSN, l'aspiration à constituer un parti ouvrier basé sur le mouvement syndical s'est à maintes reprises exprimée dans la constitution de groupes ou d'organismes reprenant cette perspective et a parfois contraint les dirigeants syndicaux au Québec à faire des déclarations allant dans ce sens.

Le refus des travailleurs d'accepter la domestication et l'intégration de leurs organisations syndicales entraîne la recherche d'une issue politique. Cette contradiction ne cesse de se réaffirmer au sein des organisations ouvrières au Québec.

Il en est de même à l'échelle de l'ensemble du Canada, plus directement en rapport avec le bilan de la politique du NDP, là où il a gouverné et où il a repris à son compte les plans correspondant aux besoins de la bourgeoisie.

La contradiction entre les aspirations des masses et la politique du NDP, la manière dont celle-ci se réfracte parmi les militants du NDP, comme dans le mouvement syndical, s'exprime aussi en relation avec la question nationale et le caractère antidémocratique des institutions de l'Etat fédéral. C'est ainsi que la CTC a reconnu, même si c'est de manière floue et équivoque, le droit du peuple québécois à décider de son avenir, en expliquant qu'il n'était pas opposé à une solution du type "souveraineté-association".

Dans le NDP lui-même, à l'échelon d'assemblées provinciales ou de villes, ce n'est pas seulement la question du Québec qui a été posée, mais, y compris, celle d'une Constituante à l'échelle du Canada. Il s'agit là de points d'appui pour la lutte unie de tous les travailleurs du Canada.

Rappelons que le parti de Levesque (dont le premier déplacement à l'étranger comme chef de gouvernement a été de se rendre à New York pour assurer l'impérialisme américain de ses bonnes intentions) est demeuré à la tête du gouvernement provincial jusqu'en 1985. Il a eu le temps de réaliser deux opérations. D'une part, il est parvenu à conduire à l'impasse le mouvement qui se rassemblait contre l'Etat fédéral : il a organisé un référendum sur une question piège (la "souveraineté-association") et l'a perdu (59,6 % de non et 40,4 % de oui).

D'autre part, Levesque a engagé durant les dernières années de son gouvernement une violente offensive contre les travailleurs. *"Jamais on n'aura vu, dans le cadre des négociations du secteur public et parapublic, un gouvernement nier à tel point le droit à la négociation et d'autres droits syndicaux acquis dans les années 1960"*, niant *"le droit de grève et menaçant l'existence même des organisations syndicales"* (*Histoire du mouvement ouvrier au Québec*, éditions de la CSN). Avant que son gouvernement ne s'effondre, René Levesque aura ainsi préparé le terrain, en s'attaquant aux organisations ouvrières, à la mise en œuvre de l'offensive généralisée menée au nom du "libre-échange" et visant avant tout les droits sociaux des travailleurs et leur emploi. En 1985, les libéraux reviennent au pouvoir au Québec.

Pendant ce temps — après l'échec du référendum "souveraineté-association", le pouvoir fédéral, sous l'impulsion de Trudeau, prend l'initiative sur le "terrain constitutionnel". Après un an de consultation avec les exécutifs provinciaux, le Premier ministre se décide en avril 1981 à saisir le Parlement britannique. On parle de "coup de force". Il est évident qu'il s'agit par cette initiative de renforcer la légitimité de l'Etat canadien au moment où l'impérialisme américain a besoin d'un exécutif unitaire stable sans abroger le lien de sujétion à l'égard de la couronne britannique. Toutes les institutions antérieures de la confédération restent en place, les modifications demeurent le monopole de législatures installées dans ce cadre. Aucun pouvoir constitutif n'est confié au peuple ni au niveau provincial ni au niveau fédéral.

Face au coup de force "constitutionnel", la question de la Constitution, donc de l'Assemblée constituante, de la démocratie, est à nouveau posée. Mais la réponse des "nationalistes québécois" (*"curieuse paradoxe"*, comme le note J. Portes dans le livre déjà cité) est de tenter d'obtenir du gouvernement britannique qu'il refuse le "rapatriement", au nom du droit de veto du Québec ! Et aucun courant "nationaliste" ou "socialiste" ne pose la question en termes d'exercice de la démocratie et du droit des peuples, se contentant de condamner le "coup de force" de Trudeau.

La nouvelle Constitution maintient dans ses dispositions essentielles l'Acte de 1867, notamment en ce qui concerne les prérogatives de la couronne britannique et de ses représentants (gouverneur) et exclut toute démarche *"donnant la parole au peuple"*, c'est-à-dire conduisant à l'élection d'assemblées souveraines et constituantes, au niveau provincial comme au niveau fédéral (8).

(8) Rappelons que la loi sur le Canada, réalisant le rapatriement, a été adoptée par le Parlement britannique et sanctionnée par la reine elle-même, à la suite d'une requête du Parlement canadien, ainsi rédigée : *"A Sa Très Excellente Majesté la reine, Très Gracieuse Souveraine. Nous, membres de la Chambre des communes du Canada, réunis en Parlement, fidèles sujets de Votre Majesté, demandons respectueusement à Votre Très Gracieuse Majesté de bien vouloir faire déposer devant le Parlement du Royaume-Uni un projet de loi ainsi conçu..."*

L'article 41 de cette nouvelle loi constitutionnelle stipule que toute modification constitutionnelle portant notamment *"sur la charge de reine, celle de gouverneur général et celle de lieutenant-gouverneur"* ne pourra être obtenue que par le consentement des onze parlements du Canada (règle de l'unanimité).

C'est la loi constitutionnelle de 1867 qui précise toujours les pouvoirs qui sont attribués à la reine et à ses représentants personnels (le gouverneur général et le lieutenant-gouverneur). D'autres articles (12, 64 et 65, notamment) ont pour effet de reconduire, pour le gouverneur général et les lieutenants-gouverneurs, les pouvoirs qui étaient reconnus et attribués aux gouverneurs des diverses provinces avant l'entrée de celles-ci dans la fédération canadienne. Ce qui implique notamment, en plus du pouvoir de nommer les ministres et de celui de sanctionner les lois, ceux de convoquer le Parlement en session, de dissoudre la chambre élective et de déclencher des élections générales.

Par ailleurs, le "rapatriement" de l'Acte n'a rien réglé quant aux relations entre les différentes provinces. La situation a, au contraire, de ce point de vue, empiré et, comme l'a noté un commentateur faisant le bilan de l'année 1994, les difficultés "constitutionnelles" ont été "exacerbées" par les conséquences du traité de libre-échange bilatéral avec les Etats-Unis, puis par la mise en place de l'ALENA.

Ce qui va, en effet, dominer la scène canadienne à partir de 1988 (processus de ratification du traité de libre-échange), c'est ce que J. Portes, dans *Le Canada et le Québec au XX^e siècle*, appelle la "fuite en avant du libre-échange".

Le pouvoir fédéral, tenu par le Parti conservateur, sous la direction de Brian Mulroney, mène de pair une tentative de "régulariser" les rapports entre les provinces et la marche en avant vers le traité bilatéral.

Il est à remarquer que dans ce cadre, il favorise la position particulière du Québec (c'est lui qui nomme Bouchard, politicien conservateur devenu le leader du bloc québécois, comme ambassadeur à Paris), dans la mesure où toute la représentation politique québécoise (le PQ, comme les libéraux) appuie sans réserve l'"ouverture" au libre-échange. Sans que cela mette en cause les légitimes aspirations des populations du Québec, il convient de constater qu'à l'avant-garde d'un processus conduisant non à la solution progressive des questions démocratiques en suspens, y compris les questions nationales, mais à un démembrement du Canada, en relation avec la décomposition impérialiste, se trouvent les prétendus "nationalistes" du Québec.

La crise se révéla de manière ouverte lors des élections fédérales de 1993 qui virent le Parti conservateur — l'un des deux piliers de tout l'édifice politique de la confédération depuis des décennies — complètement balayé, puisqu'il n'obtint que 16 % des voix, tandis que le Parti libéral — qui, du coup, exerce aujourd'hui le pouvoir — en obtenait 42 %.

Le parti lié à la II^e Internationale, le NDP, n'a pas bénéficié de cet état de

chose, puisqu'il a au contraire fait son score le plus bas depuis dix ans (10 % des voix), en relation avec son bilan gouvernemental, en particulier dans l'Ontario, où il a mené — en reniant ses promesses électorales — la même politique de réduction des dépenses sociales, de blocage des salaires des fonctionnaires que l'Etat fédéral et les gouvernements des autres provinces.

Les élections provinciales au Québec (octobre 1994) ont vu revenir au gouvernement le Parti québécois qui se propose d'organiser un nouveau référendum sur la "souveraineté-association" dans les termes définis dans l'introduction de cet article.

LES CONSÉQUENCES DU TRAITÉ BILATÉRAL DE LIBRE-ÉCHANGE ET DE L'ALENA

S'adressant aux hommes d'affaires américains, la représentante à Mexico du ministère du Commerce des Etats-Unis expliquait, en 1993, que

"L'ALENA constituait un accord commercial global qui visait à éliminer complètement les obstacles tarifaires ainsi que les licences d'importation et qui établissait que les investissements ne seraient pas tributaires des politiques restrictives des différents gouvernements, les investisseurs américains recevant un traitement équitable au Mexique et au Canada".

Elle ajoutait :

"L'élimination de ces obstacles au commerce et à l'investissement entre le Canada, le Mexique et les Etats-Unis crée une alliance économique de caractère stratégique."

L'effondrement du peso et la crise catastrophique de l'économie mexicaine montrent à quoi aboutit cette stratégie, et si le Canada n'est certes pas le Mexique, c'est aussi le Canada — comme d'ailleurs les Etats-Unis — qui vont être touchés par ce que l'on peut appeler "la crise de l'ALENA".

L'ALENA a été précédée par la conclusion en 1989 d'un traité de libre-échange bilatéral entre les Etats-Unis et le Canada. Ces traités éliminent une série de restrictions qui entravaient encore la pénétration du capital américain, notamment concernant le système bancaire (les banques étrangères ne pouvaient s'établir au Canada que sous forme de succursales, mais depuis le traité de libre-échange, les banques américaines bénéficient d'un régime de faveur).

Par ailleurs, il demeurait encore au Canada certains droits de douane élevés, ainsi que des conditions quant aux investissements étrangers et un accès prioritaire du gouvernement canadien aux ressources naturelles.

Le traité bilatéral et l'ALENA sont avant tout des machines de guerre contre les droits acquis des travailleurs, pour la déréglementation dans les différents pays concernés (y compris les Etats-Unis, et c'est pourquoi la direction de l'AFL-CIO n'a pu approuver ces accords).

Au Canada, le premier effet du traité de libre-échange, c'est que, de juin 1989 à mars 1991, le Canada a perdu 435 000 emplois industriels, soit 21,7 % du total de ceux-ci. Cette destruction d'emplois s'est accompagnée du rachat par des firmes américaines de nombreuses entreprises canadiennes (460 en 1988-1989). De leur côté, des firmes canadiennes ont "délocalisé" vers les Etats-Unis, où les frais de protection sociale sont moindres, et surtout vers les régions les moins syndicalisées, mais aussi au Mexique.

Ce mouvement s'accompagne de la fermeture d'entreprises au Canada. Près de 50 % des travailleurs licenciés en 1990 l'ont été du fait de la fermeture de leur entreprise.

La question de la protection sociale est la cible principale, dans la mesure où les travailleurs canadiens avaient conquis un système de protection bien supérieur à celui des travailleurs américains et dont les principaux postes (retraites, santé, assurance chômage) étaient financés par le budget fédéral et par le budget des provinces. La destruction de ce système com-

mence par un désengagement de l'Etat fédéral qui s'accompagne d'une tentative d'imposer une "libéralisation" du service public, c'est-à-dire d'aboutir au démantèlement du service public fédéral par des privatisations. C'est ainsi que, d'ores et déjà, des hôpitaux, au Canada, sont gérés par des firmes privées américaines.

QUELQUES REMARQUES POUR CONCLURE

Le carcan politique qui maintient le Canada unifié par l'arbitraire d'institutions antidémocratiques, c'est l'Etat institutionnellement lié à la couronne britannique. C'est en s'appuyant sur cet Etat que Washington exerce sa domination. Dans cette mesure, comme Clinton l'a récemment rappelé au cours d'un voyage au Canada, Washington est favorable au maintien de l'Etat unitaire (c'est-à-dire de l'Etat fédéral tel qu'il existe), même si, bien naturellement, il joue, au compte de ses propres intérêts, des contradictions provinciales et de la politique du Parti québécois.

En d'autres termes, les formes de subordination du capitalisme canadien vis-à-vis de l'impérialisme américain signifient que Washington domine le Canada. Mais il le domine dans les conditions de décadence et de décomposition de l'impérialisme à l'échelle mondiale. Les conséquences de la privatisation et de la spéculation comme principaux ressorts de l'activité économique induisent une dislocation du Canada.

L'avenir des peuples du Canada dépend de la réalisation de l'unité du prolétariat de tout le Canada, dont l'axe est la lutte contre les conséquences de l'ALENA et du traité bilatéral de libre commerce. C'est la défense de l'emploi, la défense du système de protection sociale, la lutte contre le démantèlement des services publics et contre les privatisations.

La condamnation des traités de libre-échange — même si elle est restée formelle — de la part des directions syndicales et du NDP à l'échelle fédérale — car au Québec, la FTQ et la CSN, en rapport avec leurs liens vis-à-vis du PQ, se prononcèrent pour l'ALENA, assortie d'une "clause sociale" — constitue un point d'appui essentiel pour affirmer l'unité des travailleurs de l'ensemble du Canada, dans la tradition de la grève générale pan-canadienne de 1976, sur la ligne du front unique et de l'égalité des droits de tous les travailleurs du Canada.

A l'inverse, le caractère réactionnaire du Parti québécois est manifesté par le fait que celui-ci a apporté un appui sans réserve à l'ALENA.

La "souveraineté" dont il s'accommoderait implique le maintien de la monnaie canadienne et le respect des traités internationaux existants qui engagent la confédération canadienne (ce qui inclut le maintien de l'allégeance à la couronne britannique).

Ainsi, comme le notait l'hebdomadaire britannique *The Economist*, le Québec "pourrait s'insérer sans nouvelles négociations, dans l'ALENA". La direction du Parti québécois révèle ainsi sans fard que l'objectif des secteurs de la bourgeoisie qu'elle représente est de devenir un "intermédiaire" du capital américain.

La caractéristique centrale du combat contre les privatisations, la liquidation du service public, la destruction de la protection sociale, etc., ne diminue pas, mais renforce l'importance politique des questions posées par l'avenir même du Canada, par l'ensemble des questions démocratiques, qui incluent les questions nationales.

L'exacerbation des questions dites constitutionnelles, en relation avec les conséquences destructrices des traités de libre-échange, la crise de toutes les représentations politiques, posent, de manière plus urgente, la nécessité d'une solution démocratique à l'échelle de l'ensemble du Canada. C'est le problème de la rupture effective avec la soumission à la couronne — et donc à l'Etat britannique —, c'est l'exigence que tous les peuples et nationalités du Canada puissent — pour la première fois dans leur histoire — décider de la forme et du contenu de la démocratie qu'ils entendent établir sur tous les terrains et dans les relations entre eux.

Les revendications démocratiques rejoignent les revendications sociales, le combat contre les privatisations, pour la défense des acquis ouvriers qui débouchent sur la nécessité de la mise en cause de la propriété privée des moyens de production, aujourd'hui moyens de pillage et de destruction des richesses de toutes les parties du pays.

François Forgeue

La drogue, le trafic, le blanchiment...

Par Andreu CAMPS

Vendredi 24 février, la presse espagnole a publié la nouvelle selon laquelle le tribunal de justice de l'Union européenne avait décidé que la loi sur le contrôle des changes en Espagne était contradictoire avec la directive de l'Union européenne qui libéralise les mouvements de capitaux.

Cette loi autorisait à sortir d'Espagne jusqu'à 5 millions de pesetas (environ 200 000 francs français) sans autorisation préalable. La directive européenne qui "libéralise" le montant des sommes qu'il sera possible de sortir sans contrôle représente une arme redoutable pour faciliter le blanchiment de l'argent de la drogue et de la fraude. Cette décision du tribunal de justice européen est prise au moment où les anciens hauts responsables de la lutte antiterroriste en Espagne, inculpés pour avoir constitué les GAL (Groupes antiterroristes de libération, qui ont organisé depuis 1983 des attentats contre des dizaines de militants nationalistes basques), sont accusés d'avoir fait évader 200 millions de pesetas vers la Suisse pour payer leurs hommes de main. La sentence du tribunal européen fait litigieuse des conséquences pénales de la loi qu'ils ont transgressée. Cet épisode montre d'une manière exemplaire le lien qui existe entre la "libéralisation" du système financier et la multiplication de toutes sortes de délits de blanchiments et fraudes.

Ce lien entre le fonctionnement du système financier international, le trafic et le blanchiment de l'argent de la drogue est au cœur du problème de la drogue, qu'on essaye d'émousser par le biais du prétendu débat entre ceux qui sont pour la légalisation des drogues (à différents niveaux ou entièrement) et ceux qui sont pour son interdiction. Il y a un point commun entre les différents porte-parole de cette croisade moderne : il s'agit de cacher la responsabilité majeure que le système financier international, donc les différents gouvernements, ont dans le développement de ce trafic qui a pris des proportions monstrueuses. Ce trafic est à l'origine de tragédies sans nombre pour des secteurs entiers des populations qui subissent ce fléau, tandis que les différents gouvernements l'utilisent politiquement et en tirent un profit financier.

I. — L'ÉTENDUE DU TRAFIC DE LA DROGUE

Le trafic de la drogue, sous ses diverses formes, représente annuellement des centaines de milliards de dollars.

Selon une étude de l'ONU, la drogue a rapporté 300 milliards de dollars en 1991. Selon Interpol, cette somme pourrait atteindre 500 milliards de dollars.

En juillet 1989, le sommet des sept pays les plus riches du monde, le G 7, noyau dirigeant du FMI, sous la houlette des Etats-Unis, décide la création du GAFI (Groupe d'action financière internationale). Cet organisme a été chargé de lutter contre le blanchiment de l'argent sale.

Les orientations du GAFI étaient destinées à doter tous les pays de législations spécifiques pour tenter de contrôler le blanchiment de l'argent provenant du trafic. Plus d'une centaine de pays ont modifié leur législation à cette date... et pourtant le trafic de la drogue ne cesse de croître.

"Depuis janvier 1993, une directive européenne fait obligation à tous les pays membres de la Communauté de contraindre leurs banques à dénoncer les transactions suspectes et à considérer comme un crime le blanchiment de l'argent de la drogue." (La Planète des drogues, Alain Labrousse).

Cela n'a pas empêché l'Union européenne d'être, après les Etats-Unis, au deuxième rang pour la consommation des drogues et le blanchiment de l'argent sale.

II. — LES ÉTATS NARCOTRAFIQUANTS

L'étendue du trafic bat en brèche l'idée que ce commerce peut être organisé à partir de bandes, si puissantes soient-elles. Les plus grands organisateurs du trafic, ce sont les États avec de puissants soutiens, particulièrement celui de l'Etat américain.

Il faut notamment souligner le cas de certains pays qui occupent une place charnière dans ce dispositif, et en premier lieu celui du Pérou.

a) Le Pérou : l'armée fer de lance du trafic

Au nom du combat contre la guérilla, l'armée péruvienne a occupé une place centrale dans le pays. Après le coup d'Etat de Fujimori en avril 1992, ce rôle est majeur et déterminant. Cela, c'est classique, n'empêche pas le gouvernement de faire adopter des lois contre le blanchiment de l'argent de la drogue. Ainsi le journal *La Republica*, du 25 mai 1993, affirmait : "La loi n'a jamais été appliquée et personne n'a jamais été incarcéré pour le blanchiment de l'argent de la drogue." Et pourtant, au vu et su de tout le monde, des millions, des milliards par an sont injectés dans l'économie péruvienne, en provenance de la drogue. Dans les rues de Lima s'échangent tous les jours quelques millions de dollars au moins. C'est le dernier maillon d'une chaîne qui commence dans la région du Haut-Huallanga, la grande région de production de la drogue.

Selon la *Dépêche internationale des drogues*, n° 18, l'armée avait "regroupé" quinze organisations de trafiquants, afin que les taxes que celles-ci versaient aux guérillas soient désormais perçues par les militaires. Cette fraction de l'armée impliquée dans le trafic fut le soutien à Fujimori, lors du putsch militaire d'avril 1993. Ainsi, un ancien agent de la CIA, Vladimir Montesinos, conseiller de Fujimori, avait fait placer à la veille de ce putsch militaire, à des postes de police et de l'armée, des officiers liés au narcotraffic.

b) Le bon élève du FMI : le Mexique

Le Mexique, depuis la crise de la dette en août 1982, a été présenté comme un pays exemplaire dans l'application des plans du FMI.

De l'entrée en vigueur du NAFTA (l'Accord de libre commerce entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique) à la nouvelle crise financière de la fin 1994,

qui a entraîné la dévaluation de plus de 40 % du peso, le Mexique a vu éclater publiquement toutes les crises possibles pour un régime vieux de soixante-cinq ans. C'est un pays clé pour les Etats-Unis, qui considèrent sa stabilité comme un problème interne de l'impérialisme américain, et qui ont fait du régime du parti-Etat, le PRI, un allié de premier ordre. Cela a permis aussi que le PRI, ou à une partie du PRI, de passer un accord tacite avec les trafiquants de drogue qui approvisionnement en majorité le plus grand marché du monde, celui des Etats-Unis.

Nous sommes là devant un véritable cas d'école sur la place de l'économie de la drogue.

Il y a tout d'abord la situation géographique privilégiée du Mexique par rapport aux Etats-Unis.

Deuxièmement, il y a l'effondrement des institutions politiques du Mexique, particulièrement après la fraude électorale de juillet 1988, lors de l'élection de Salinas. Son gouvernement accéléra toutes les mesures de privatisation et de soumission aux Etats-Unis, en facilitant l'émergence de puissants cartels de la drogue (on en décompte aujourd'hui jusqu'à 197). Le plus important de ces cartels est le cartel du Golfe, ou cartel de Matamoros.

Récemment, l'ex-président Salinas (le nouveau président Zedillo est entré en fonction le 1^{er} décembre 1994) *"a admis que le trafic de la cocaïne et des autres drogues illégales représentait un chiffre d'affaires d'un montant annuel proche de 100 milliards de dollars. La DEA (Drug Enforcement Administration) et des sources d'information locales telles que le journal d'opposition La Jornada estiment que ce trafic rapporte entre 25 et 30 milliards de dollars par an"* (Assassinats, trafics et corruption, Christopher Whaler).

C'est-à-dire une somme qui représente le double des recettes de l'industrie pétrolière mexicaine, et équivaut au coût total du service de la dette extérieure du pays en 1994. A ce sujet, il faut dire que la dette extérieure du Mexique lors de la

crise de 1982 était de 80 milliards de dollars, et qu'aujourd'hui, après tous les plans de réajustement, de rééchelonnement, et après avoir déboursé en intérêts plus de 100 milliards de dollars, le Mexique doit "seulement" 160 milliards.

Mais il faut encore expliquer comment le trafic de la drogue a occupé cette place. Après la crise de 1982, le Mexique s'est trouvé dans l'impossibilité d'emprunter, et le gouvernement de l'époque a alors permis le blanchiment sur des comptes ouverts auprès des banques nationalisées.

Avec l'ALENA, le trafic et toutes les opérations de blanchiment n'ont fait que se développer. En fait, la cocaïne et autres drogues sont le principal produit compétitif face à l'invasion de marchandises en provenance des Etats-Unis. En plus, le boom de la drogue a été dans le sens de la politique de Salinas, particulièrement les privatisations. Cela expliquerait l'assassinat de Luis Donaldo Colosio, candidat du PRI aux élections de 1994, et présenté comme le candidat des Américains, car il avait promis de mettre un terme à ce trafic (en réalité, de mettre un terme au non-contrôle par les Américains de ce trafic).

Ce n'est pas un hasard non plus si le programme présenté par le nouveau président Zedillo donne une place particulière au combat contre le narcotraffic. Entre-temps, les privatisations ont fourni un canal parfaitement adapté au blanchiment des milliards de la drogue directement par les banques américaines qui investissent au Mexique.

Ainsi, l'article déjà cité de Christopher Whaler affirme notamment :

"L'une des méthodes employées par les trafiquants pendant les six années de présidence de Salinas a consisté à acheter les entreprises publiques privatisées, principalement des banques commerciales et de grandes entreprises telles que Telmex, notamment grâce à des titres de dette publique achetées sur le marché secondaire" (les "titres pourris" du plan Brady).

c) Le cas charnière du Pakistan

"Selon les économistes, les sommes provenant du narcotraffic qui rentrent au

Pakistan représenteraient de 2 à 4 milliards de dollars annuellement. Des estimations raisonnables, surtout lorsque l'on sait que l'agence de Miami de la BCCI gérait des fonds pour le compte des services secrets pakistanais" (La Drogue : rapport 1992-1993, OGD).

Le soutien au régime pakistanais a changé, comme produit de la guerre commerciale à laquelle se livre l'impérialisme américain hégémonique contre les impérialismes subordonnés. Ainsi, la dictature militaire du général Zia a eu le soutien des Etats-Unis, particulièrement lors de la guerre en Afghanistan, et le régime pakistanais a occupé une place centrale dans l'aide aux opposants à l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin. Ensuite, les choses ont changé. En 1990, l'aide américaine a été suspendue, et la question de la drogue a été un élément du chantage exercé sur le Pakistan.

Mais le gouvernement français a pris la relève (alors que la France est la première victime de l'héroïne pakistanaise). Au mois de septembre 1992, Pierre Joxe, ministre de la Défense à l'époque, a signé pour 3,7 milliards de francs un accord qui porte sur la livraison par la France de trois sous-marins Agusta 90 à la marine pakistanaise ; et, début février 1993, un accord de coopération nucléaire dans le domaine civil a été signé entre la France et le Pakistan. Entre-temps, la très libre presse française, qui parle tous les jours des cartels colombiens, oublie ou se fait très discrète sur le principal fournisseur de l'héroïne consommée en Europe :

"On estime généralement que 70 à 80 % des 25 tonnes d'héroïne consommées par un million de toxicomanes en Europe (...) proviennent aujourd'hui du croissant d'or : Iran, Afghanistan, Pakistan, Inde..." (La Drogue, l'Argent et les Armes, Alain Labrousse).

III. — D'AUTRES RÉGIMES FIDÈLES ALLIÉS DES ÉTATS-UNIS

Le cas de Noriega, au Panama, est devenu célèbre, particulièrement du fait du sort tragique du Panama, qui a subi de

nouveau, en décembre 1989, une invasion américaine qui a coûté des milliers de morts.

L'objectif officiel, c'était la capture d'un narcotrafiquant, le dictateur Noriega — pourtant ancien agent ou allié de la CIA. Et, après l'invasion, le trafic n'a pas diminué ; on calcule même que les banques panaméennes ont doublé ou triplé la quantité d'argent blanchi. Il y a une légère différence, c'est que cela se fait sous le contrôle des autorités militaires américaines d'occupation.

Les régimes alliés des Etats-Unis sont autant de régimes qui trafiquent sans vergogne. Ainsi, le régime thaïlandais, fidèle allié des Etats-Unis, dans le Sud-Est asiatique, avant, pendant et après la guerre du Vietnam, a bénéficié de la non-voyance des Etats-Unis sur ce trafic auquel participent souvent les plus hautes autorités du pays.

Le soutien au régime libanais sous tutelle de la Syrie, qui occupe une place majeure dans la stratégie des Américains après la guerre du Golfe, permet de fermer les yeux sur l'utilisation des fonds émanant du trafic de drogue de la plaine de la Bekaa, qui sont investis dans l'immobilier pour la reconstruction de Beyrouth.

D'autres puissances impérialistes ont la même politique. Bien que plus de la moitié du haschich consommé en France et en Espagne provienne du Maroc, où le trafic jouit de protections de la part de ceux-là mêmes qui sont censés le combattre, il y a un soutien sans faille à la monarchie marocaine face au danger de déstabilisation provoqué par l'Algérie. Le fait qu'elle soit impliquée directement dans le trafic est relégué, comme d'autres considérations, tout à fait à l'arrière-plan.

Il faut dire que la présence ou l'intervention militaire impérialiste facilite ou encourage depuis longtemps la production et le trafic de la drogue : c'était vrai pour l'armée française en Indochine, qui encouragea la culture du pavot dans les zones montagneuses du Laos, et qui écoulait les produits finis par le biais des milieux mafiosi français (particulièrement le milieu corse, semble-t-il). Cette poli-

tique a été continuée et amplifiée par les Américains, et contre la Chine, et dans la guerre du Vietnam, et aujourd'hui à travers le soutien au régime birman.

Mais après l'effondrement de l'URSS, l'administration américaine utilise à fond sa campagne officielle de lutte antidrogue, organise des pressions par rapport aux négociations les plus globales, qu'elles soient d'ordre militaire ou économique.

IV. — LES PLANS D'AJUSTEMENT STRUCTUREL ET LA PRODUCTION DE DROGUE

En Inde, les causes du développement des productions sont la crise de l'agriculture traditionnelle et les effets des programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale. Ceux-ci stipulent, par exemple, que le gouvernement cesse de subventionner les engrais achetés par les petits agriculteurs.

"Dans l'Etat du Kérala, au sud du pays, c'est la hausse du coût de production des épices telles que la cardamome, le poivre ou le gingembre et la chute des prix du coprah qui provoquent un boom de cultures de cannabis" (La Drogue : rapport 1992-1993, OGD).

Au Pérou, sous l'effet du "Fujichoc", en août 1990, le programme d'ajustement structurel péruvien a entraîné, entre autres, le fait que le salaire d'un ouvrier agricole de la Sierra péruvienne descende à 7,50 dollars par mois. Le maïs, le riz, le tabac et d'autres cultures de cette sorte furent durement affectés par la libéralisation incluse dans le programme du FMI. La selva péruvienne fut pratiquement isolée en raison de l'augmentation des prix du carburant et des intrants agricoles.

Le programme du FMI poussa la paysannerie à se replier sur la culture de la coca. D'un autre côté, cela provoqua l'affaiblissement du système bancaire national : licenciements d'employés des banques et désintégration des banques d'Etat. Les crédits à l'agriculture et à l'industrie sont supprimés, tout s'oriente vers la spéculation. La Bourse de Lima

devient en 1994 la plus rentable du monde ! Belle réussite !

Pour boucler la boucle, en 1991, le Pérou a signé un accord antidrogue avec Washington. L'aide antidrogue ne sera octroyée qu'une fois adopté l'ajustement structurel. Ainsi, on a justifié l'envoi de troupes spéciales, le contrôle militaire du sommet de l'Etat péruvien, qui devient un valet de l'ambassade des Etats-Unis. A condition que Fujimori contrôle la situation. Après l'échec de son référendum du 31 octobre 1993, les Etats-Unis ont envisagé la possibilité de soutenir le candidat Perez de Cuellar (ex-secrétaire général de l'ONU).

En Côte-d'Ivoire le développement de la culture du cannabis coïncide avec la mise en place, entre 1984 et 1988, des premiers plans d'ajustement structurel. En effet, l'effondrement des cours mondiaux du cacao a obligé les paysans à rechercher des cultures alternatives. C'est à partir de là que le cannabis a été exploité en masse. Avec la complicité de la police et des hauts fonctionnaires de l'Etat, sont organisés et le marché local et le "commerce" vers les autres pays.

L'introduction de la culture du pavot et des autres plantes est en relation directe avec l'effondrement de la situation économique des paysanneries d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. Ainsi, la chute des cours sur le marché mondial des matières premières agricoles, comme le café et le cacao, le poids écrasant de la dette sont autant de facteurs qui ont incité directement à ces productions.

V. — LES PRIVATISATIONS ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION DE LA DROGUE

Après 1989, le plan Brady dicté aux pays sous-développés pour "permettre" le paiement des intérêts de la dette a mis en œuvre une nouvelle modalité pour la restructuration de la dette extérieure internationale : sa privatisation.

De 1989 à 1993, la dette publique n'augmente que de 3 %, la dette privée

augmente de 62 %. Pourquoi ? Parce que la reconversion de la dette publique en dette privée est faite à travers une gigantesque structure internationale financière spéculative, en particulier sur les marchés des "titres pourris"... Ainsi, en Amérique latine, à partir de 1989, l'investissement étranger et spéculatif se développe, et, des 61 milliards de dollars qui sont entrés dans les pays latino-américains en 1993, seuls 18 milliards ont été investis dans le secteur de la production. On peut dire que 71 % du total des investissements étrangers en Amérique latine sont improductifs.

Le plan Brady a facilité l'entrée dans le circuit financier "normal" des milliards de dollars sales drainés par les banques américaines ou les paradis fiscaux des Caraïbes, et réinvestis en Amérique latine à la recherche de hauts taux d'intérêt.

VI. — L'IMPORTANCE DU TRAFIC DE LA DROGUE DANS L'ÉCONOMIE DE CERTAINS PAYS ET LE DÉVELOPPEMENT DES CONFLITS ARMÉS

La vente de la drogue équivaut à 110 % des importations de l'Amérique latine et à 30 % de sa dette, à 230 % des exportations de l'Afrique, à 80 % de celles de la Grande-Bretagne et à 70 % de celles de la France.

Pour 1989, à titre de comparaison, les dépenses d'armement ont représenté 950 milliards de dollars. A cela, il faudrait ajouter que le trafic de la drogue et celui des armes se développent parallèlement, particulièrement du fait de la multiplication des conflits armés et de la forme qu'ils prennent actuellement. Une étude détaillée permettrait de montrer que dans tous ou presque tous les quatre-vingts conflits armés existants, le trafic de la drogue occupe une place essentielle.

Même si cela n'est pas une nouveauté, il faudrait simplement rappeler que la guérilla "contra" opposée au régime sandiniste au début des années 1980 a été financée

par la CIA en liaison directe avec le trafic de la drogue des cartels colombiens et des gens comme Noriega au Panama (cela n'a pas empêché que les Américains règlent son compte à leur ancien allié à la fin de l'année 1989).

VII. — L'EFFONDREMENT DES BUREAUCRATIES STALINIENNES ET LE TRAFIC DE LA DROGUE

La Birmanie est l'un des grands producteurs du Triangle d'or, sinon le principal. Dans les années 1960, les groupes armés du Kuomintang (KMT) détenaient le quasi-monopole du trafic de drogue en Thaïlande ; dans les années 1980, pour maintenir son pouvoir sur le marché, le KMT avait traité avec les staliniens birmanes du PCB, qui contrôlaient le nord-est de l'Etat de Shan.

Après l'éclatement du PCB en mars 1989, une nouvelle organisation, l'UWSP, prend la relève.

Le régime actuel, la dictature militaire du SLORC (allié des Etats-Unis), contrôle le trafic d'héroïne (la Birmanie, aujourd'hui, est le premier exportateur mondial) avec les ex-staliniens, sur la base du contrôle du territoire du Nord-Est. L'accord implique qu'il n'y ait aucun soutien aux rébellions des minorités.

De l'autre côté, la bureaucratie de Pékin fournit des armements au SLORC, tout en disant qu'il combat la toxicomanie et le trafic en Chine.

Après 1991, l'éclatement du PCUS et l'accélération du démantèlement des structures étatiques, les mesures de privatisation et d'introduction de l'économie de marché ont provoqué une explosion de la production et du trafic de drogue, liés à plusieurs reprises aux conflits ethniques et au financement des guerres.

"Il n'est donc pas surprenant, par exemple, que le conflit yougoslave ait dévié une partie des routes de l'héroïne vers la Hongrie. Sur le plan intérieur, les effets pervers des privatisations et les besoins urgents de devises ont créé un

contexte favorable à la production de drogues synthétiques et au blanchiment de l'argent sale" (La Drogue, rapport 1992/1993, OGD).

La dislocation du système bancaire centralisé offre d'incomparables facilités au blanchiment et, plus généralement, la désorganisation des structures sociales profite au crime organisé.

Aujourd'hui, la Roumanie est une plaque tournante de ce trafic. La corruption a paralysé les forces de répression qui ont hérité des réseaux mis en place sous le régime Ceausescu.

Les anciennes nomenklaturas ne sont pas les seules à tremper dans cette affaire. Ainsi, en Bolivie, l'ancien chef de l'Etat et actuel vice-président de l'Internationale socialiste, Jaime Paz Zamora, a admis au cours d'une conférence de presse que *"des erreurs avaient été commises dans la lutte contre le narco-rafic"*. Les liens entre Paz Zamora et les principaux trafiquants de cocaïne du pays étaient plus que connus. Il est devenu célèbre également parce que, au nom de son utilisation traditionnelle par les paysans (qui mâchent la feuille de coca), il a prôné le libre commerce de la cocaïne.

Mais Paz Zamora n'est pas un cas isolé, l'énorme développement du trafic de la drogue, après les mesures de déréglementation du gouvernement Gonzalez en Espagne, nous amène à considérer cela comme une politique générale menée par ces partis.

En effet, l'Internationale socialiste et ses partis sont à la tête de la revendication de "légalisation" de la drogue, et aussi de la proposition de résoudre le problème de la drogue avec les drogues de substitution — telle la méthadone —, proposition faite par Kouchner (ex-ministre socialiste de la Santé en France).

Cela est lié au "traitement" humanitaire de la drogue, avec l'ouverture des centres de la part des associations, ONG et autres, pour "aider" les drogués. Filet social, pour permettre le maintien du trafic et ses gains.

VIII. — LES CONSÉQUENCES POUR LA CULTURE ET LE TRAFIC DE L'EFFONDREMENT DE L'URSS

Après la dislocation de l'URSS, les moyens centraux pour contrôler le trafic ont été disloqués. Chaque république résout ses problèmes elle-même. L'Asie centrale ex-soviétique est devenue le deuxième producteur mondial d'opium en 1992 (2 500 tonnes). Et il y a une situation intérieure de guerre civile larvée riche en perspectives pour l'exploitation du commerce des narcotiques.

Avec une puissante industrie chimique, la CEI est la championne de la production de drogues synthétiques. Pour la seule année 1992, la brigade des stupéfiants a saisi à Moscou cinq nouvelles drogues.

Les mafias issues de la nomenklatura ont pris en main le commerce des narcotiques dans les grandes villes. Mais cela est lié aux trafics de métaux rares ou non ferreux et avec des malversations bancaires en tout genre. Le lien entre le braquage de la propriété d'Etat et le trafic de la drogue est bien établi, ainsi que l'interpénétration entre les mafias et les appareils politiques des différents partis nouvellement créés.

Les privatisations-bradages, l'investissement de l'argent sale sont des phénomènes parallèles.

Le système financier international a besoin de l'argent sale.

Le développement de l'informatique et les systèmes intégrés ont facilité le mouvement des capitaux, le blanchiment et le recyclage de l'argent sale.

Le FMI propose, dans le cadre des plans d'ajustement structurel, la déréglementation du système bancaire national. Cela ne concerne pas exclusivement les quatre-vingts pays qui appliquent les plans d'ajustement structurel.

Les mesures de libéralisation bancaire proposées par l'Union européenne vont dans le même sens. L'entrée des devises

est le principal objectif, toutes les barrières doivent tomber pour ne pas l'empêcher. Ces devises, converties de l'argent sale, sont employées à l'acquisition d'actifs immobiliers ou à l'achat d'entreprises d'Etat bradées dans les programmes de privatisation, mais nullement ou rarement dans des investissements productifs.

IX. — LE CAS DE LA HONGRIE ET D'AUTRES PARADIS FISCAUX

“Enfin, le régime précédent, pour faciliter sa politique d'ouverture en direction du marché international, avait créé une banque officiellement appelée offshore, la Central European International Bank, dont sont actionnaires de grandes banques étrangères pouvant librement effectuer des opérations en devises avec l'extérieur. Les observateurs craignent que cela ne donne un nouvel élan aux pratiques douteuses détectées jusqu'ici.

En ce qui concerne les banques, un décret qui a force de loi depuis le 1^{er} janvier 1992 stipule que la part de l'Etat doit y être réduite à 25 % au maximum en 1997. Un appel a été lancé à de grandes banques internationales — Barclays, de Zoete Weed, Crédit commercial de France, Crédit suisse, Merrill Lynch, Morgan Stanley, Salomon Brothers, etc. — pour qu'elles investissent dans la privatisation des quatre plus importantes banques hongroises. Cela pourrait ainsi permettre à certaines d'entre elles, déjà impliquées dans des affaires de blanchiment, d'avoir des succursales à risque en Hongrie, leur permettant de contourner les contrôles dans leur propre pays” (La Drogue, rapport 1992/1993, OGD).

En Suisse, où, au cours des années, ont été blanchis des milliards de francs produit du trafic, la nouvelle loi contre le trafic sert à condamner les toxicomanes. Toutes les pressions vont dans le sens de renforcer la répression contre les usagers, la création d'une “véritable” police fédérale... mais respectant le système financier.

Le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale du 27 janvier 1993 relève la place des paradis fiscaux

placés sous l'autorité française (Monaco, Antibes), qui blanchissent autour de 14 milliards de francs annuels : et, sur la place de Paris, on dit qu'ils sont à l'origine de l'effondrement de l'immobilier.

X. — LES PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES DU TRAFIC ET DU BLANCHIMENT

Tout d'abord, il ne faut pas seulement considérer le profit annuel du trafic, mais aussi son accumulation dans le temps.

Dès 1980-1994, les 80 % de ces 200 à 500 milliards annuels sont placés au taux moyen d'intérêt annuel de 9 %, ce qui donne un profit accumulé de plus de 3 000 milliards de dollars. Cette somme est suffisante pour intervenir dans tous les secteurs de l'économie mondiale.

Depuis quelque années, les activités de blanchiment se sont multipliées dans de nouveaux pays, particulièrement les pays de l'Est européen. Tous les représentants des ex-pays de l'Est sont obligés de reconnaître que leur politique de privatisation, notamment dans le secteur immobilier, facilite les opérations de blanchiment.

Une bonne partie de l'argent investi à l'est de l'Allemagne était aussi d'origine criminelle.

Le blanchiment de l'argent dans le réseau bancaire international bénéficie du coup de pouce que représentent les efforts des créanciers, du Club de Paris et Londres, du FMI, pour encaisser le service de la dette extérieure. Le FMI ne s'interroge pas sur les origines de l'argent qui rembourse les dettes ou leurs intérêts.

L'Espagne s'est transformée en “marché européen” des drogues, du fait de l'accès relativement aisé de ses banques, de ses maisons de change, de son secteur immobilier, de la complaisance des institutions, des gouvernements locaux, de la complicité des polices (par exemple, en octobre 1992, l'unité de lutte antidrogue de la garde civile — équivalent de la gendarmerie en France — a été démantelée).

L'Autriche, après l'ouverture des frontières des pays de l'Est, est aujourd'hui entrée dans l'Union européenne, et va sans doute prendre une place très importante dans le blanchiment de l'argent de la drogue. En 1994, ce pays de moins de 8 millions d'habitants a 40 millions de comptes bancaires. Pendant les trois premiers mois de 1994 (selon *La Dépêche internationale des drogues*, mai 1994), les banques ont signalé des opérations suspectes pour plus de 20 milliards de francs, dont seulement 1 % a pu être incriminés.

Là où les comptes sont les plus clairs, c'est par rapport au trafic de la cocaïne, avec le rapport entre ce qui reste dans le pays producteurs et les grands consommateurs.

XI. — LES PRODUCTEURS DE DROGUE ET LE BLANCHIMENT

Les grands pays producteurs, comme la Colombie, le Pérou, la Bolivie, le Pakistan ou la Birmanie, récupèrent dans leur économie moins de 10 % du produit de ces ressources. Ainsi, sur les 36 milliards de dollars de revenus annuels de la cocaïne, 1,5 à 2 milliards restent au Pérou, dont environ 750 millions à un milliard de dollars sont changés en monnaie nationale par le biais du système financier local (dans la rue).

Cela représente quelque 1,5 milliard en Bolivie, et autant en Colombie. Cela donne un taux maximum de quelques milliards aux pays producteurs de cocaïne, réinvestis dans les systèmes financiers locaux. Les 80 % restants vont aux grandes banques internationales.

Selon les experts du GAFI, 80 % des revenus du trafic sont "blanchis" annuellement par le biais du système bancaire et financier international.

Les 20 % restants sont rapatriés dans les pays producteurs, ou représentent les dépenses des trafiquants divers.

« Tout d'abord, il faut savoir que le rapport du coût de production et d'extraction de la drogue à son coût d'écoule-

ment sur le marché est de 1 pour 1 000. Aucune marchandise dans le monde ne permet une telle rentabilité. Mais c'est une marchandise dont l'effet direct est la destruction de la force de travail, des forces productives. Cela exprime d'autant plus le caractère parasitaire de l'économie impérialiste d'aujourd'hui. Si nous prenons le chiffre d'Interpol de 500 milliards de dollars, dont 350 à 400 sont "produits" par les pays d'Amérique latine, on peut se demander où est allé cet argent. Selon des chiffres plus ou moins approximatifs, seuls 10 à 15 milliards de dollars sont rapatriés en Colombie, au Pérou, en Equateur ou en Bolivie. C'est donc une partie relativement modeste de cet énorme pactole, provenant pour les deux tiers environ du marché américain et pour un tiers du marché européen, qui est rapatrié par les grands barons de la drogue, avec l'accord des gouvernements et sous la surveillance du FMI.

Tous les accords signés entre les gouvernements de ces pays et le FMI, donc sous la surveillance des fonctionnaires de cette institution, tiennent compte de ces rentrées d'argent. En Colombie, par exemple, le produit du trafic de la drogue représente 3 milliards de dollars par an. Le trafic se fait sous différentes formes. La Banque nationale de Colombie, par exemple, a un guichet "à gauche" où l'on peut se présenter directement avec des dollars pour les échanger contre la monnaie colombienne. Au Pérou, cela se fait directement dans la rue : près du centre, 7 000 vendeurs aident à changer les dollars, et plus particulièrement à blanchir l'agent de la drogue.

C'est la manière dont la Banque nationale récupère cet argent. On a calculé que la rue, au Pérou, change entre 1 milliard et 1 milliard et demi de dollars par an.

Le FMI en tient compte dans les accords qu'il signe. Au Pérou, l'accord avec le gouvernement d'Alan Garcia, en 1988, était accompagné d'un décret-loi empêchant tout contrôle sur le blanchiment de l'argent sale. Ce commerce s'est donc développé avec l'accord tacite du Fonds monétaire international.

Mais où va cet argent, c'est-à-dire la différence entre ces 15 milliards de dollars et les 400-500 milliards de dollars représentant le produit du commerce international de la drogue ? A travers un système de "paradis fiscaux", comme les

îles Caïman, il est recyclé dans des circuits financiers contrôlés par les banques américaines. De ce point de vue, les grands barons de la drogue, en Colombie notamment, sont les plus gros acheteurs de bons du Trésor américain" (extrait du débat du conseil général de la IV^e Internationale de janvier 1993).

XII. — A QUI PROFITE LA NOUVELLE ÉPICE ?

"Le gros des bénéfiques du trafic de cocaïne provient de la vente au détail sur les marchés des Etats-Unis — pour les quatre cinquièmes — et d'Europe de l'Ouest. L'essentiel est recyclé sur place ou trouve son chemin à travers les circuits financiers internationaux. Car les pays développés, les finances mondiales ont soif de "cocadollars", (...) plusieurs centaines de millions de ces dollars sont rapatriés chaque année par les exportateurs de cocaïne de pays andins..."

700 à 800 millions de dollars de revenus par an, davantage que le cuivre ou le pétrole : la pâte-base de coca est le premier produit d'exportation du Pérou. Et la feuille de coca représente en valeur près de 70 % de la production agricole nationale...

"Comme le souligne l'ancien président péruvien Alan Garcia, l'essor de l'économie de la cocaïne ne relève pas de la génération spontanée. Il est étroitement lié à l'endettement écrasant des pays concernés et, à l'échelle générale, d'une stratégie de développement fondée sur la colonisation de la production de matières premières."

En 1988, le président Garcia, confronté à l'insuccès de sa politique, y renonça pour s'aligner sur les exigences du FMI. Il décida simultanément de recourir on ne peut plus ouvertement aux "cocadollars" (décret présidentiel du 29 juillet) pour "faire réintégrer au pays les monnaies étrangères — sans spécifier leur origine".

En Colombie, le narcotrafic génère près de 8 % du produit intérieur brut et 6 % de l'emploi. Le matelas de devises qu'il procure au pays a permis de maintenir la dette extérieure à un niveau raison-

nable par rapport à celui des autres pays d'Amérique latine.

XIII. — LES ÉTATS-UNIS, PREMIER RECELEUR DES "COCADOLLARS"...

Sans doute les Etats-Unis se posent-ils depuis 1988 en champions de la lutte contre le blanchiment des bénéfiques de la drogue. Ils font la morale au monde entier, et non plus seulement aux paradis financiers des Caraïbes.

Ils ne se contentent plus de morigéner la Suisse, ils dénoncent le Luxembourg, mettent la Communauté européenne en garde contre les faiblesses coupables. Eux-mêmes se veulent désormais irrécupérables en la matière.

Mais, durant les dix années précédentes, l'Amérique n'avait pas vraiment fait de manières pour absorber l'argent de la drogue, aussi "sale" soit-il.

« En 1987, les réticences, pour ne pas dire l'hostilité, des autorités financières américaines à la mise en place d'une législation coercitive contre les transferts internationaux de dollars "sales" passait donc encore pour un double aveu d'ignorance et d'impuissance... Pour justifier leur circonspection, elles expliqueront désormais à quel point toute initiative intempestive en ce domaine pourrait être dommageable au système bancaire, aux finances des Etats-Unis » (A qui profite la cocaïne, page 336).

« En 1988, l'ONU se donnait des frissons en assurant que le chiffre d'affaires mondial annuel de la drogue était de 300 milliards de dollars, soit 10 % du commerce international. Interpol renchérisait peu après à 500 milliards.

Le fonctionnement du système financier international nécessite un volume de liquidités jamais vu. Il a besoin d'une surliquidité réelle, c'est-à-dire, pour simplifier, de plus d'argent qu'il n'en serait nécessaire a priori pour assurer les transactions "normales". Il faut désormais un multiplicateur plus important entre base monétaire et base monétaire mondiale.

Je crois que, dans la dynamique de ce système, l'argent de la drogue remplit une fonction » (A quoi sert la cocaïne ?, page 365).

La campagne contre l'argent de la drogue "pourrait bien sûr servir d'angle d'attaque pour une tentative plus ambitieuse : reprendre un tant soit peu le contrôle des finances mondiales..."

Dans un monde où les mouvements financiers quotidiens sur les marchés des drogues dépassent les 1 000 milliards de dollars — soit cinquante fois plus que ne le justifient les échanges internationaux. A mon avis, ils sont à la merci de brusques migrations de capitaux..."

XIV. — LES INITIATIVES CONTRE LE BLANCHIMENT

Les recommandations du GAFI pour traquer l'argent de la drogue, présentées le 19 avril 1990, ont été adoptées par le G 7 et bien d'autres pays.

Parmi ces mesures, sont proposés l'élimination des comptes bancaires anonymes ou enregistrés sous des noms fictifs, ainsi que l'assouplissement du secret bancaire.

Deux exemples significatifs ont montré que la détermination du gouvernement américain à mener à bien les recommandations est discutable (pourtant, le gouvernement américain apparaît publiquement comme le champion de la lutte contre le trafic de la drogue).

Ainsi, la BCCI (siège au Luxembourg) a été accusée par le commissaire des douanes des Etats-Unis de blanchir 14 milliards de dollars ; après deux ans de poursuite, la sentence s'est limitée à une amende de 15,3 millions de dollars. Mais il ne faut pas oublier que la BCCI est liée au gouvernement pakistanais, principal allié des Etats-Unis dans la région (*voir chapitre sur le Pakistan*).

Le résultat des courses, c'est que la politique des Etats-Unis n'est pas conçue pour empêcher le trafic et la consommation des drogues, mais pour empêcher que le produit de ce trafic quitte les Etats-Unis.

« Difficiles à mettre en œuvre ou peu efficaces, les mesures de répression et de prévention du blanchiment entrent en surcroît en contradiction avec les politiques économiques des pays industrialisés comme des pays du tiers-monde... (...) Depuis le 1^{er} janvier 1993, la constitution du marché financier unique au sein de la Communauté européenne ne peut que faciliter les opérations de blanchiment du crime organisé... » (La Droque, rapport 1992-1993).

XV. — LA PLACE DE LA SUISSE DANS LE BLANCHIMENT DE L'ARGENT

Un vaste dispositif économique, légal et constitutionnel, permet à la Suisse de jouer un rôle moteur dans le blanchiment de l'argent de la drogue. Mais cette place de la Suisse, produit de son rôle financier particulièrement au niveau international, qui avait été renforcé après la Deuxième Guerre mondiale et les accords de Yalta et de Potsdam, est aujourd'hui plus que disputée.

Depuis l'affaire Kopp, en 1988, du nom de l'industriel trafiquant Hans Kopp, époux du ministre suisse de la Justice, Elisabeth Kopp, les rumeurs d'une guerre commerciale financière n'ont cessé de croître. L'affirmation que l'affaire a été soulevée par la CIA ne doit pas être loin de la vérité, l'acharnement du député "social-démocrate" suisse Ziegler à dénoncer le rôle financier de la Suisse dans le blanchiment de l'argent de la drogue, tout en oubliant pratiquement le rôle des grandes banques américaines, faisant réfléchir.

Une autre raison explique l'utilisation persistante de la place financière suisse par les organisations criminelles — en dehors du secret bancaire suisse traditionnel et absolu : il s'agit du lien entre les organisations criminelles et les services secrets de certaines puissances.

Pour parler d'un seul cas connu, il s'avère que la société de Hans Kopp, selon les autorités américaines, a été utilisée par la CIA pour aider la résistance afghane. La CIA connaissait tout de cette

société. Une fois la guerre d'Afghanistan finie, et pour d'autres raisons également, la place de la Suisse doit être remise en cause. Révéler l'affaire est la chose la plus facile du monde.

Cela n'empêche pas que la Suisse soit aussi l'exemple du fait que les dispositifs officiels contre le blanchiment ne sont qu'une couverture objective au trafic. Le contrôle sur l'UBS (Union des banques suisses) publié par la mission du groupe d'action financière de l'OCDE en mars 1993 en est la preuve. Ils n'ont même pas vu que le célèbre trafiquant de drogue colombien Julio Nasser Davout avait abrité dans l'UBS pas moins de 150 millions de dollars provenant du trafic de cocaïne.

Cela conduit à s'interroger *La Dépêche internationale*, n° 33, de juillet 1994 :

« Ce manque de "perspicacité" suscite aujourd'hui des interrogations de certains hauts fonctionnaires américains chargés de la lutte antidrogue. »

C'est notoirement le cas par rapport à la guerre commerciale ouverte pour contrôler le flux d'argent produit par le trafic. La place de la Suisse est disputée, et dans cette dispute tous les coups sont permis.

XVI. — L'ONU ET LE TRAFIC DE LA DROGUE

Nous avons vu qu'en 1989, a été constitué le GAFI sous l'égide du G 7 et du FMI. L'ONU a aussi constitué une institution, le PNUCID, qui a comme fonction la proposition et l'organisation de cultures de substitution.

Les effets pervers des cultures de substitution sont prouvés par maints exemples.

Ainsi, les plans de "développement alternatif" parrainés avec le gouvernement péruvien : les 23 millions de dollars pour l'année 1992 sont paralysés, et destinés à d'autres activités (mis à part les 50 % de cette somme destinés aux frais de personnel administratif et autres ONG...).

Il y a un autre aspect de l'intervention de l'ONU qu'il faut souligner. Depuis 1991, il y a le cas des troupes de l'ONU engagées dans le trafic de drogues ; on connaît l'exemple de Sarajevo, où des officiers, sous la couverture de l'ONU, organisaient le trafic, la prostitution et autres.

L'intervention de l'ONU au Cambodge est encore plus remarquable à ce sujet. Tout d'abord, la présence de milliers de soldats et de milliards de dollars ont facilité toutes sortes de trafics.

Le bilan, après 1992, dans la confusion provoquée par les difficultés de la mise en œuvre du plan de désarmement des différentes factions, a un lien avec le trafic de la drogue.

Cette question, qui a bénéficié au nouveau régime, a permis aussi aux anciens Khmers rouges de Pol Pot d'utiliser à fond la carte anticorruption pour maintenir leur influence.

"La phase finale de l'exportation de l'héroïne au départ des côtes cambodgiennes est organisée par des entreprises basées en Thaïlande, qui, en dehors de la drogue, opèrent dans les bois et les pierres précieuses.

Des sources occidentales estiment que le Cambodge, où opèrent une vingtaine de banques par lesquelles passent les 2,8 milliards de dollars du plan de paix des Nations unies et des centaines de millions de dollars de source privée, est devenu également un centre important de blanchiment de l'argent sale" (La Drogue : rapport 1992-1993, OGD).

XVII. — UN CAS D'ÉCOLE : LA PRIVATISATION DES BANQUES POUSSE AU BLANCHIMENT : LE PORTUGAL

Lors de la révolution d'avril 1974, face au danger de fuite des capitaux, les travailleurs occupent les banques et imposent le contrôle sur toutes les transactions. Ultérieurement, le gouvernement nationalisera les principales banques dont les

principaux propriétaires étaient liés à la dictature salazariste.

Après l'entrée du Portugal dans le Marché commun, les pressions sur le système nationalisé s'accélérent. Le gouvernement Cavaco Silva décrète la privatisation et la vente d'importantes banques au capital étranger.

Le Portugal est devenu dernièrement une importante voie alternative de transit pour la cocaïne latino-américaine et les drogues provenant du Maroc et du Pakistan.

Selon *La Dépêche internationale des drogues* (juillet 1994), "de nombreux indices donnent enfin à penser que, mettant en particulier à profit ses banques offshore et ses liens en Asie du Sud-Est, le Portugal est en passe de se transformer en importante place de blanchiment"... Une des conséquences de l'entrée du Portugal dans le Marché commun, c'était la disparition d'un million de petites exploitations rurales.

Le gouvernement s'est empressé d'accélérer la prise de mesures répressives contre les consommateurs, et il a fait adopter une loi antiblanchiment en janvier 1993, en application des directives communautaires à ce sujet.

Mais, comme le dit *La Dépêche* déjà citée, la "reprivatisation" de la quasi-totalité du secteur bancaire, nationalisé à la suite de la "révolution des œillets", et l'arrivée de nombreuses sociétés étrangères ont certainement été l'occasion du recyclage de capitaux d'origine douteuse.

Le schéma classique se répète, les mesures de libéralisation économique et financière prônées par le FMI, l'Union européenne ou d'autres instances internationales facilitent ou poussent au blanchiment, comme toute la circulation des capitaux spéculatifs. Les gouvernements justifient le renforcement des instruments répressifs de l'Etat au nom de la lutte contre l'insécurité, produit de l'augmentation de la consommation, et des mesures légales contre le blanchiment sont adoptées qui n'ont pour ainsi dire aucune traduction pratique.

XVIII. — LÉGALISATION OU RÉPRESSION : LE FAUX DÉBAT POUR CACHER L'ESSENTIEL

Après de certains milieux intellectuels, auxquels se rallient des hommes politiques réputés de gauche, il est très à la mode d'exiger la légalisation de la drogue, de certaines drogues, et l'ouverture de centres avec des produits de substitution tels que la méthadone.

Cette position serait renforcée par l'argument suivant : "La libéralisation ferait descendre la criminalité, et même la consommation, comme c'est le cas pour l'alcool et le tabac." Ces arguments fallacieux correspondent aux arguments selon lesquels combattre le chômage serait impossible, car il ne serait pas le produit d'un système agonisant, mais un mal inévitable. S'il y a le chômage, il faudrait partager le travail, s'il y a la drogue, il faudrait canaliser sa consommation, s'il y a les déficits de la Sécu, il faudra faire payer aux travailleurs et "maîtriser les dépenses". La réalité, c'est que ces idées sont le pendant de celles qui présentent la lutte contre le trafic et le blanchiment comme une opération de répression qui exige de renforcer les lois et mesures contre les "consommateurs".

Parallèlement, on explique que c'est le produit de la complicité de certains pays sous-développés, aux élites corrompues, contrairement aux pays industrialisés. Evidemment, l'éclatement de phénomènes massifs de corruption dans les pays impérialistes infirmait cette idée. Mais, historiquement, elle était basée sur le fait que la domination coloniale exigeait la corruption des Etats colonisés.

Tous les Etats européens ont des lois contre la corruption de leurs propres fonctionnaires, mais aucun (sauf dernièrement les Etats-Unis) ne sanctionnent les citoyens qui "achètent" des fonctionnaires étrangers. L'intégralité morale des métropoles permettait la corruption dans les colonies. La décomposition du système fait aujourd'hui que la corruption est généralisée. Ce n'est ni le cartel de

Medellin, ni les services secrets pakistanais, ni la monarchie marocaine qu'on peut accuser d'être seuls à l'origine ou la cause de la production et du trafic, même s'ils en tirent profit. Mais ce profit résulte de la place que lui donne le système financier international, donc les rapports de domination impérialiste.

Comme cela a été dit dans "Quelques données sur l'impérialisme sénile" (*La Vérité*, n° 11) :

"Le capital financier trouve dans l'économie de la drogue une source de profit qui provient en fait d'une répartition de la plus-value sociale et non pas d'une mise en valeur productive. Mais, à travers l'exemple de la drogue, se dégagent plus généralement les caractéristiques dominantes de l'économie mondiale, c'est-à-dire de l'économie mafieuse. On est en droit de parler de l'économie mafieuse comme d'une dominante de l'économie mondiale, dans la mesure où cela caractérise l'ensemble des procédés par lesquels une fraction croissante du capital financier et des appareils d'Etat s'organisent pour s'accaparer, c'est-à-dire prélever, une part grandissante de la plus-value, en dehors des circuits économiques légaux, donc en dehors de toute forme de contrôle."

L'économie de la drogue se nourrit et est facilitée par les déréglementations généralisées qui s'opèrent à l'échelle mondiale.

On ne peut pas séparer la "pression" existante aujourd'hui, avec des arguments de toutes sortes — répressifs, médicaux — pour la légalisation de la drogue, des besoins de l'impérialisme d'une sorte de contrôle des capitaux provenant du trafic de la drogue.

Une véritable "guerre commerciale" pour contrôler ce trafic est en cours. L'impérialisme considère que la "légalisation" peut lui donner des moyens accrus de contrôler le trafic et surtout le blanchiment de l'argent, et pour cela il faut mettre sous sa coupe tous les "producteurs" et "trafiquants" qui échappent à leur contrôle. Il ne suffit pas que les chefs du cartel de Medellin ou Cali soient de grands acheteurs de bons du Trésor américain, car le montant des gains qu'ils inves-

tissent en Colombie, au Pérou, dans leurs frais personnels, etc., est encore trop important pour l'impérialisme.

Les mesures contre le blanchiment de la drogue proposées par l'ONU et le GAFI ne sont pas seulement des monuments de cynisme, mais ont surtout pour effet de concentrer encore plus le produit du trafic dans les grandes banques.

Des voix s'élèvent pour supprimer ou modérer le secret bancaire. Mais le secret bancaire est la base de fonctionnement du système financier international.

La lutte contre le blanchiment de la drogue est inséparable des mesures de défense des travailleurs et des peuples, du combat pour l'expropriation des profits spéculatifs et pour la nationalisation des banques. Rappelons que l'arme la plus efficace contre la fuite des capitaux, lors de la révolution d'avril 1974 au Portugal, avait été l'action des travailleurs des banques, qui avaient imposé le contrôle, avec des commissions de travailleurs, de l'activité des banques, ce qui a abouti à leur nationalisation.

L'impérialisme, son système financier, ne peut se passer de quelque 3 000 milliards de dollars qui sont dégagés par le trafic de la drogue. Dans le même temps, cette masse financière peut devenir incontrôlée. Le mouvement de fuite des capitaux à la fin décembre au Mexique, qui a accéléré la chute du peso, le prouve. N'oublions pas qu'une bonne partie de ces capitaux ont fait l'aller et le retour, se sont blanchis dans les banques américaines et réinvestis comme argent propre au Mexique, sous le couvert des mesures du gouvernement Salinas, dans le cadre de l'ALENA.

Enfin, le faux débat du point de vue des intérêts des travailleurs et des populations sur légalisation ou répression est une arme redoutable entre les mains des Etats. La drogue est introduite, d'une manière planifiée, avec le concours et la complicité des hautes instances des Etats, Etats qui organisent la répression qui tombe particulièrement sur les consommateurs et les petits trafiquants (généralement les mêmes personnes), qui, socialement, sont

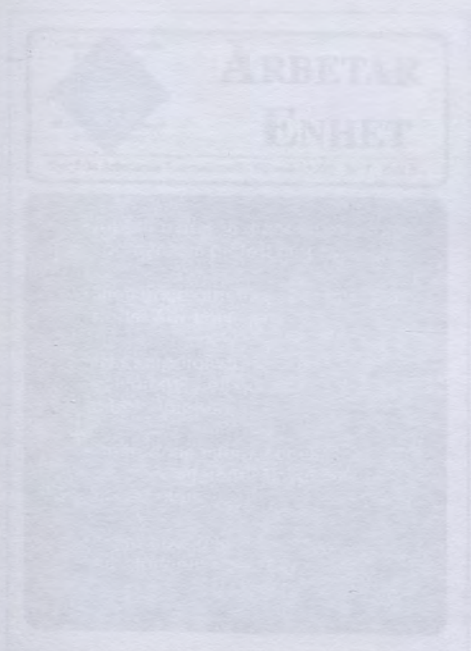
le produit du chômage et de la misère sociale provoquée par les politiques de privatisation.

On ne peut s'attaquer au trafic de la drogue et au blanchiment de l'argent de la drogue sans s'attaquer au fonctionnement de l'économie spéculative, en particulier le système financier. Toutes les mesures de libéralisation de celui-ci prévues par le FMI facilitent le blanchiment de l'argent de la drogue et toutes sortes de trafics.

Le combat pour la nationalisation de la banque, de l'expropriation des capitaux produits du blanchiment et de la spéculation sont des mots d'ordre centraux pour les travailleurs et les jeunes pour combattre ce fléau, produit de la décomposition capitaliste.

Andreu Camps,
mars 1995,

SUÈDE



Editorial d'Arbetsvetenskap, bulletin mensuel de l'Ensemble, n° 7, janvier 1995 :

« Le succès du Parti de Kiruna dans les élections communales constitue l'expression la plus avancée du mécontentement profond dans la classe ouvrière avec la social-démocratie. Il ne s'agit pas — ni à

Kiruna, ni dans les autres communes — de déloger les sociaux-démocrates. Les élections provinciales, les élections nationales à la prochaine échéance, nous pouvons défendre les intérêts sociaux, contre les tentatives d'austérité, les privatisations et les transferts de richesses, et des services de pouvoir. Ce n'est pas l'une nouvelle ligne politique que nous défendons, mais le plus d'austérité que le social-démocratie démocrate accepte de vivre avec l'aide du parti de gauche. Les deux "partis ouverts" ont déjà réussi à réduire les pensions de retraite, d'augmenter les cotisations de Sécurité sociale, et même empêcher le paiement de l'énergie de remboursement.

"Tout le monde doit contribuer", disent. Mais n'y a-t-il pas quelque chose de mauvais avec un système dans lequel les besoins de crédits internationaux et les organes des grandes puissances, comme l'OCDE, imposent la politique à suivre en Suède par leurs "notes" sur l'économie suédoise ? Des mauvaises notes signifient des taux d'intérêt élevés, ce qui à son tour signifie que des sommes encore plus importantes seront transférées du secteur public vers "les acteurs du marché", portés de capital, qui prêtent de l'argent à l'État suédois. Ce n'est pas par dévouement d'austérité que le pouvoir d'achat et la Sécurité sociale seront établis. Déjà aujourd'hui, il y a un effacement de savoir, de technologie et de travailleurs pour permettre au développement du bien-être. L'État devra à son économie internationale

Le combat pour la nationalisation de la drogue de l'exportation des capitaux, produits de blanchiment de la spéculation sont des mots d'ordre connus pour les travailleurs et les leaders pour combiner ce thème principal de la décolonisation capitaliste.

André Gagnon
1972

Le capital financier trouve dans l'économie de la drogue une source de profit qui provient en fait de la répartition de la plus-value sociale et non pas d'une mise en valeur productive. Mais, à travers l'exemple de la drogue, se dégagent plus généralement les caractéristiques dominantes de l'économie mondiale, c'est-à-dire de l'économie impérialiste, comme d'une dominante de l'économie mondiale, dans la mesure où elle caractérise l'ensemble des procédés par lesquels une fraction croissante du capital financier et ses agents à son égard, cherchent à s'approprier, à s'attribuer, en fait, le produit de la plus-value, au-delà des circuits économiques légitimes, dans le cadre de toute forme de contrôle.

L'économie de la drogue se trouve et est contrôlée par les déséquilibres généralisés qui s'opèrent à l'échelle mondiale.

On ne peut pas séparer la "pression" existante aujourd'hui, avec des arguments de toutes sortes — répressifs, légalistes — pour la légalisation de la drogue, du besoin de l'impérialisme d'un moyen de contrôle des capitaux provenant du trafic de la drogue.

Une véritable "guerre commerciale" pour contrôler ce trafic est en cours. L'impérialisme considère que la "légalisation" peut lui donner des moyens accrus de contrôler le trafic et surtout le blanchiment de l'argent, et pour cela il fait mettre sous sa coupe tous les "producteurs" et "trafiquants" qui échappent à leur contrôle. Il ne s'agit pas que les chefs de trafic de Méditerranée au Chili soient contrôlés, mais de tous de tous les continents, car le montant des profits, les

le produit du chômage et de la misère sociale provoquée par les politiques de privatisation.

On ne peut s'attacher au trafic de la drogue et au blanchiment de l'argent de la même manière sans s'attacher au fonctionnement de l'économie spéculative, en particulier le système financier. Toutes les mesures de blanchiment de l'argent — par la FMI facilitent le blanchiment de l'argent de la drogue et toutes sortes de trafics.

Mais, concernant les trafics de blanchiment de l'argent, les mesures de l'impérialisme international.

La lutte contre le blanchiment de la drogue est inséparable des mesures de défense des travailleurs et des peuples, de combat pour l'expropriation des profits, spécialisés et pour la nationalisation des banques. Rappelons que l'arme la plus efficace contre la fuite des capitaux, lors de la révolution d'avril 1974 au Portugal, avait été l'action des travailleurs des banques, qui avaient imposé le contrôle avec des commissions de travailleurs, de l'activité des banques, ce qui a abouti à leur nationalisation.

L'impérialisme, son système financier, ne peut se passer des quelques 3 000 milliards de dollars qui sont dégagés par le trafic de la drogue. Dans le même temps, cette masse financière peut devenir incontrôlée. Le mouvement de fuite des capitaux à la fin des années au Mexique, qui a accéléré la chute du peso, le prouve. N'oublions pas qu'une bonne partie de ces capitaux ont fait l'aller et le retour, se sont blanchis dans les banques américaines et réinvestis comme argent propre au Mexique, sous le couvert des mesures du gouvernement Salinas, dans le cadre de l'ALERIA.

Enfin, le faux débat du point de vue des intérêts des travailleurs et des populations au blanchiment de l'argent est une arme redoutable entre les mains des États. La drogue est introduite d'une manière permanente, avec le concours et la complicité des hautes instances des États. Mais cela exigeait la répression qui tombe principalement sur les consommateurs et les petits trafiquants (généralement les mêmes personnes), qui, strictement, sont

Nouvelles de l'Entente internationale

SUÈDE



ARBETARENHET
Nytt från Arbetarnas Internationella Nätverk (AIN) Nr 7 Pris 8,-

- Arbetare från 16 europeiska länder i gemensam protest mot EU
- Strejkande arbetare i Decatur, USA, stöder AIN-konferens
- FN:s korporativa "sociala konferens" - ett hot mot arbetarrörelsen
- Oberoende internationell arbetarkonferens i Slovakien 11 - 12 mars
- Valframgång för Slovakiska Arbetarföreningen/EAA

Editorial d'Arbetarenhet, bulletin suédois de l'Entente, n° 7, janvier 1995 :

« Le succès du Parti de Kiruna dans les élections communales constitue l'expression la plus avancée du mécontentement profond dans la classe ouvrière avec la social-démocratie. Il ne s'agit pas — ni à

Kiruna, ni dans les autres communes où se dégagent des formations locales — des courants politiques mûrs. Il s'agit de groupements à la recherche d'une voie pour pouvoir défendre les intérêts des salariés, contre les mesures d'austérité, les privatisations et les privilèges des hommes et des femmes au pouvoir. Qu'il y ait besoin d'une nouvelle force politique vient d'être confirmé par le plan d'austérité que le gouvernement social-démocrate compte mettre en œuvre avec l'aide du parti de gauche. Ces deux "partis ouvriers" ont déjà décidé de réduire les pensions de retraite, d'augmenter les cotisations de Sécurité sociale, en même temps que se préparent des réductions du remboursement.

"*Tout le monde doit contribuer*", dit-on. Mais n'y a-t-il pas quelque chose de malsain avec un système dans lequel les instituts de crédits internationaux et les organes des grandes puissances, comme l'OCDE, imposent la politique à suivre en Suède par leurs "notes" sur l'économie suédoise ? Des mauvaises notes signifient des taux d'intérêt élevés, ce qui à son tour signifie que des sommes encore plus importantes seront transférées du secteur public vers "les acteurs du marché", gonflés de capital, qui prêtent de l'argent à l'Etat suédois. Ce n'est pas par davantage d'austérité que le pouvoir d'achat et la Sécurité sociale seront rétablis. Déjà aujourd'hui, il y a suffisamment de savoir, de technologie et de travailleurs pour permettre un développement du bien-être. L'obstacle, c'est l'économie internationa-

le de spéculation. Elle dirige de plus en plus nos vies, et elle va continuer de le faire aussi longtemps que des groupes de capital privés seront autorisés à jouer au casino avec l'économie internationale.

Des sidérurgistes à Borlänge, des métallos à Luleä, des infirmières et d'autres groupes se sont engagés dans la lutte. Il s'agit maintenant de dépasser les protestations isolées. Il faut coordonner la lutte au niveau national dans la construction d'un nouveau Parti des travailleurs, dans lequel des groupes d'origines diverses peuvent agir ensemble. Il est aussi nécessaire qu'un tel parti soit basé sur les expériences des autres pays et devienne une partie intégrante du mouvement pour une Alliance européenne des travailleurs, contre le directivisme et la politique d'austérité de l'Union européenne. C'est dans ce domaine qu'Arbetarenhet a un rôle à jouer. »

Stockholm, le 20 janvier 1995

Extrait de l'éditorial *Journal*, bimensuel de l'Union des cercles pour une politique ouvrière, n° 98, 23 mars 1995 :

« C'est cette "mobilité" approuvée à Copenhague qui se traduit par un constat que même le chef du département de la recherche sociale de la Commission européenne est amené à faire :

"Dans les 5 000 plus grandes entreprises américaines, le noyau dur des salariés à plein temps pendant plusieurs années ne représente que 10 à 20 % du total. Les 80 % restants forment le magma des "ressources humaines", recrutées pour quelques heures seulement ou bien sans contrat, ou temporaires et sans protection sociale, car les patrons ne doivent pas payer de cotisation sociale sur ce type d'emplois" (L'Hebdo, 2 mars).

C'est au nom de cette politique que la conseillère fédérale Ruth Dreifuss, dans le cadre du "suivi" du sommet, organise une rencontre d'évaluation, en juin, avec les ONG suisses. Un des buts du sommet était celui de l'"ONGéisation" des organisations syndicales.

Dès lors, comment comprendre le soutien que Béatrice Despland, secrétaire centrale de l'USS, apporte au "programme d'action" adopté à Copenhague, en déclarant que son suivi "doit être assuré, au niveau international, par une collaboration entre organisations existantes" (donc le FMI, la Banque mondiale, le GATT-OMC, etc. ?) Et en ajoutant :

"L'USS affirme sa volonté de collaborer activement à un programme d'action nationale."

L'ONU, les autres organisations internationales, les gouvernements, les ONG étaient à Copenhague pour tenter de briser les organisations ouvrières. Nous étions à Banská Bystrica, avec les délégués de trente-huit pays, pour l'action indépendante et unie contre les privatisations et le démantèlement social. »

M. Gindrat

SUISSE

Journal N° 5

POUR L'ACTION INDEPENDANTE ET UNIE:

- La conférence ouvrière internationale réunie en Slovaquie décide des mesures de combat
- L'UCPO appelle à constituer, pour les élections nationales, des listes d'unités contre le démantèlement social

Rassemblements-nous contre la politique mise en avant à Copenhague

Le 19 janvier dernier, la Commission européenne a annoncé à Bruxelles, dans le cadre du "suivi" du sommet, une rencontre d'évaluation, en juin, avec les ONG suisses. Un des buts du sommet était celui de l'"ONGéisation" des organisations syndicales.

Dès lors, comment comprendre le soutien que Béatrice Despland, secrétaire centrale de l'USS, apporte au "programme d'action" adopté à Copenhague, en déclarant que son suivi "doit être assuré, au niveau international, par une collaboration entre organisations existantes" (donc le FMI, la Banque mondiale, le GATT-OMC, etc. ?) Et en ajoutant :

"L'USS affirme sa volonté de collaborer activement à un programme d'action nationale."

L'ONU, les autres organisations internationales, les gouvernements, les ONG étaient à Copenhague pour tenter de briser les organisations ouvrières. Nous étions à Banská Bystrica, avec les délégués de trente-huit pays, pour l'action indépendante et unie contre les privatisations et le démantèlement social. »

M. Gindrat

BELGIQUE

**LA TRIBUNE
DES TRAVAILLEURS**



**Dehaene provoque
des élections
anticipées pour
engager en règle
contre la Sécurité
sociale**

**Pour défendre la sécurité
sociale :**

**Interdire la
diminution des
cotisations
patronales**

Le déficit de la
Sécurité sociale,
c'est le gouverne-
ment lui-même
qui l'organise !
(voir en page 3)

Dans ce numéro :

- Sécurité sociale
- Spéculation
- Conférence de Dacca
- Elections 1995

L.E.T.D.
(voir en page 3)

N 32 50 FB

Extrait de l'éditorial de *La Tribune des travailleurs*, publication mensuelle éditée par le comité de l'AET en Belgique, n° 32, 6 mars 1995 :

« Après la sortie du gouvernement du ministre fédéral PS, Guy Coëme, comme première conséquence de l'affaire Agusta, après la démission du ministre CVP, Delcroix, accusé de corruption, Dehaene est frappé pour la troisième fois par les affaires de pots-de-vin. Et c'est ce gouvernement, miné par les affaires de corruption, qui s'est cru autorisé à nous imposer le plan global...

Depuis l'avènement du plan global, de multiples grèves d'entreprises se sont succédé contre les fermetures, les licenciements, les délocalisations, les restructurations. Dans les syndicats, et en particulier dans la FGTB, des centrales ou d'importants secteurs se sont opposés à l'accord interprofessionnel et ont barré la voie à ceux qui voulaient faire accepter le "partage du travail" avec perte de salaire. D'autres, aujourd'hui, s'interrogent sur le

but exact des diminutions de cotisations patronales qui sont imposées (ou avalisées) au nom de la défense de l'emploi, alors que, par exemple, dans l'accord conclu dans la chimie, le résultat net conduira à moins d'emplois.

L'objectif de Dehaene et des partis qui le soutiennent pour le prochain gouvernement n'est rien d'autre que d'imposer un plan aggravant considérablement toute la politique de dislocation de la Sécurité sociale. C'est la politique créant la misère et l'exclusion de tout droit.

Dehaene sait à quelle opposition il va se heurter, il sait quelle explosion sociale il risque de provoquer. Il va donc tout faire pour tenter de subordonner les syndicats à sa politique afin de priver les travailleurs de moyens de défense.

Défendre le salaire indirect (en interdisant la diminution des cotisations patronales à la Sécurité sociale), défendre l'indépendance des organisations syndicales vis-à-vis du gouvernement, c'est rassembler les conditions de l'unité des travailleurs et de leurs organisations. L'action unie sur cette base peut empêcher Dehaene de réaliser son objectif : la dislocation de la Sécurité sociale. »

ROUMANIE

Handwritten: *de pose*

Revista sindicală și de apărare muncitorească

TRIBUNA SOCIALĂ

BULETIN INFORMATIV AL
ASOCIAȚIEI FERMIER-SINDICATISTĂ MUNCITOREASCĂ
organizată membru a Alianței Europene a Muncitorilor
NR. 31 - MARIE - APRILIE 1995

Acet număr al TRIBUNEI SOCIALE este conceput Confederației Române
pentru apărarea independenței organizațiilor muncitorești
BUREAU REDACȚIONAL: 14-16 MARTIE 1995

COPERTINĂ

Editorial
Societăți și strategii sociale
L'activité de L'INM
La résolution de
la réunion de Coale Române pour la
défense de l'indépendance
des Organisations Syndicales

Tribuna sociala, n° 11, mars-avril 1995

La résolution de la réunion du comité roumain pour la défense de l'indépendance des organisations syndicales, 25 février 1995, Motru (extrait) :

« Agissant dans un cadre juridique difficile, soutenu par deux lois totalement antidémocratiques, la loi des syndicats et la loi de la solution des conflits de travail, les organisations syndicales de notre pays ont du mal à survivre, à résister aux pressions auxquelles elles sont soumises par le gouvernement, qui agit dans le même temps comme représentant du pouvoir d'Etat et comme patron.

Les grèves et les démonstrations syndicales de ces derniers temps, organisées surtout au niveau local, prouvent pourtant que les salariés n'ont pas perdu totalement leur espoir dans la capacité des syndicats de résoudre une partie des problèmes auxquels ils sont confrontés.

Evidemment, pendant l'amplification des tensions sociales, on a assisté aussi au renforcement des actions de réponse de la part du pouvoir. Les grèves sont de nouveau déclarées illégales par des tribunaux qui, en théorie, sont indépendants du pouvoir exécutif. Les dirigeants syndicaux sont licenciés en dépit de la protection qui leur offerte par la loi. Les administrations menacent avec la fermeture des entreprises et avec la mise en chômage de tous les salariés.

Pour certaines raisons obscures, on retarde la signature du contrat collectif de travail au niveau national. Dans le même temps, on amplifie les manœuvres de "recrutement" des dirigeants syndicaux, et les cas des anciens leaders de la CNSLR-FRATIA (Miron Mitrea, coopté à la direction du PDSR, parti au gouvernement, et Victor Ciorbea, remorqué par la Convention démocratique) sont édifiants.

Puis, le gouvernement a annoncé au Parlement le projet de loi concernant le Conseil économique et social, organisme qui institue comme obligatoire le principe du tripartisme gouvernement-patronat-syndicat.

Pratiquement, en vertu de ce principe qui sera désormais légal, le rôle des syndicats ne sera plus celui de défendre exclusivement les droits des salariés qu'ils représentent, mais celui de courroie de transmission...

Au moment où le syndicat voudra agir conformément à son essence, il devra tenir compte des "intérêts supérieurs" qui seront définis par le pouvoir et le patronat.

La même chose ne se passe pas seulement chez nous, mais aussi en dehors de la Roumanie. Par des pactes sociaux, des tables rondes et d'autres méthodes, on cherche partout à enrégimenter des syndicats à la charrette de la politique patronale et gouvernementale qui, généralement, marche contre les intérêts des salariés.

Au niveau international, sous l'égide de l'ONU, l'obligation d'imposer le tripartisme comme arme d'étouffement des syndicats va se concrétiser au prochain sommet social de Copenhague.

Pour essayer de trouver les leviers qui puissent aider au respect du principe de l'indépendance totale des syndicats, on a constitué le Comité roumain pour la défense de l'indépendance des organisations syndicales, organisme formé par des syndicalistes de différents niveaux et par des militants pour les droits des travailleurs.

La première action de ce comité sera de mandater une délégation roumaine pour participer à la conférence mondiale pour la défense de l'indépendance des organisations ouvrières qui aura lieu les 11 et 12 mars à Banska Bystrica.

Considérant que les problèmes concernant la défense des organisations ouvrières en général, et surtout des organisations syndicales, se posent d'une manière commune au niveau du monde entier, nous sommes convaincus que l'expérience des autres délégués qui seront présents à cette conférence nous sera très utile.

Et cela, surtout parce que, aujourd'hui, en Roumanie, on met en pratique des mesures qui ont déjà été appliquées dans

d'autres pays et dont les résultats sont visibles : destruction des conventions collectives, déréglementation des systèmes de protection sociale, augmentation du chômage et généralisation du travail précaire. »

GRÈCE



Politique ouvrière :

Au sommaire : la crise politique et les buts du capital, le budget 1995 en Grèce, les nouvelles attaques de l'Union européenne contre les travailleurs, les attaques contre le droit à la santé, le sommet social de l'ONU, l'appel pour une conférence internationale, les grèves et manifestations en Italie.

TOGO

Nyawo, tribune libre pour la démocratie, bimensuel indépendant du peuple travailleur, n° 35, nouvelle série, 17 février 1995 :

“Code du travail : il y a urgence à se mobiliser pour barrer la route à la réforme !”



« Nous avons annoncé, dans les colonnes de ce journal, qu'à l'instigation du FMI et de la Banque mondiale, un projet de réforme du Code du travail était programmé dans le *Document-cadre de politique économique pour la période 1993-1997*, et devait être soumis à la présente session de l'Assemblée croupion RPT.

Ce document, élaboré par une commission sous la dictée des "experts" du FMI et de la Banque mondiale, en donne la primauté de l'analyse à ses lecteurs (...).

L'exposé des motifs portant abrogation de l'article 161 du Code du travail révèle les véritables objectifs visés par cette réforme lorsqu'il proclame :

“Les investisseurs et les employeurs trouvent la pratique de monopole en vigueur au Togo trop contraignante, voire défavorable à l'épanouissement des unités de production et à la concurrence. (...) Le nouveau projet de loi qui répond aux préoccupations des employeurs et qui s'inscrit dans l'une des recommandations des bailleurs de fonds répond au principe de recours volontaire des employeurs et des demandeurs d'emploi au service de l'emploi, et ce sans contrainte.”

Comme partout ailleurs dans le monde, il s'agit de permettre aux sociétés capita-

listes, principalement évangères, d'organiser une surexploitation de la force de travail des travailleurs togolais pour maximiser leurs profits. »

PÉROU

EL TRABAJO
 TRIBUNA LIBRE DE LAS LUCHAS DE CLASES - N° 129

EXITOSO X CONGRESO AZUCARERO
 (Pag. 4-5)

¿CÉSSEZ CON LA OMI Y EL FMI, HEMOS PORRESACÁ...

EDITORIAL

LA GUERRA FUJIMORI-FMI-DURAN: ALGUNAS LECCIONES

EL PASADITO POR EL DINO DE PASADITO
 Los pasaditos por el dino de pasadito son los pasaditos por el dino de pasadito...

LOS GOBIERNOS ENERVEN LA NACIÓN, QUÉHAY QUE HACER?

EL DINO EN UN PASADITO PASADITO
 El dino en un pasadito pasadito es el dino en un pasadito pasadito...

et les privatisations est contresigné par des syndicalistes des deux pays.

Les gouvernements d'Alberto Fujimori et de Sixto Duran, gouvernements respectifs du Pérou et de l'Equateur, avec le soutien des hiérarchies militaires de ces deux pays, ont déchaîné une série d'agressions armées entre eux dans le but d'entraîner dans la guerre les travailleurs, la jeunesse et les peuples frères de nos pays.

Ces gouvernements, avec le soutien des partis politiques, des parlementaires et des journaux favorables aux plans de privatisation, de paiement de la dette externe et de licenciements massifs ordonnés par le FMI, nous appellent à réaliser "l'unité nationale", la "défense de la patrie"... Ce ne sont qu'hypocrisie et cynisme !

Les soussignés, militants syndicalistes et anti-impérialistes, en appellent à leurs peuples, à l'opinion démocratique et au mouvement ouvrier international :

1. — Aucun des deux gouvernements ne défend la souveraineté nationale. Tous deux s'en sont remis aux plans antinationaux de privatisation, de paiement de la dette externe et d'ajustement structurel dictés par le FMI. Tous deux dénationalisent l'économie de nos pays.

2. — Ils sont tout deux confrontés à la résistance croissante des travailleurs et des peuples à cette politique qui, aussi bien en Equateur qu'au Pérou, n'engendre que licenciements, chômage, famine et misère pour la majorité de la nation. La guerre est une manœuvre sanglante contre la lutte des travailleurs et des opprimés qui refusent cette politique et désavouent les gouvernements Fujimori et Duran.

3. — Les sommets militaires des deux pays ont perdu toute crédibilité, car ils violent constamment les droits de l'homme, et en raison également de leurs liens avec les mafias du narcotrafic international. Ils essaient de se "blanchir" en nous utilisant comme chair à canon dans une guerre qui n'est pas notre guerre.

4. — Reprenant ce que nous affirmions lors de la rencontre internationale des travailleurs du Pérou et d'Equateur contre la guerre et les privatisations qui a eu lieu au mois de décembre 1991 dans la ville de

El Trabajo, tribuna libre de la lucha de clases, n° 129 :

Pérou-Equateur :

"Cette guerre n'est pas notre guerre !

C'est la guerre du FMI contre les peuples !"

Déclaration unitaire de travailleurs du Pérou et d'Equateur

Depuis le 26 janvier, les armées du Pérou et de l'Equateur s'affrontent pour le contrôle d'une zone frontalière dans la cordillère du Condor. Sous la houlette de l'impérialisme américain, un "cessez-le-feu" a été conclu... et les combats se poursuivent. Cette guerre vient à point nommé pour les gouvernants des deux pays, confrontés à la résistance de leurs peuples face aux plans de privatisation dictés par le FMI.

A l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs, un appel contre la guerre

Chiclayo, au nord du Pérou, nous déclarons :

— nous sommes unis pour défaire les privatisations, le paiement de la dette externe et les licenciements massifs ;

— nous sommes unis pour défendre nos droits économiques et la souveraineté nationale bafouée par l'impérialisme et les gouvernements de nos pays ;

— nous sommes unis dans la lutte pour abolir les frontières qui séparent artificiellement nos peuples, qui sont des peuples frères ;

— nous sommes unis pour imposer la paix entre nos deux pays ;

— nous sommes unis avec nos frères de l'ex-Yougoslavie et le peuple de Tchéchénie victimes de la guerre.

• A bas la guerre

de Fujimori-FMI-Sixto Duran !

• Unité pour faire échec à ce plan criminel de l'impérialisme !

**Equateur-Pérou,
fin janvier 1995**

Parmi les premiers signataires :

• PEROU : Jacobo Roa, secrétaire général du syndicat unitaire d'Electrolima ; Adolfo Peña, dirigeant de la Fédération des travailleurs municipaux ; Adolfo Granadido, secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs de Enapu-Pérou ; Omar Campos Garcés, ancien vice-doyen national du collège des journalistes et secrétaire général du CITE ; Ismael Vasquez, secrétaire général de la Fédération des employés de banque ; Porfirio Delgado, dirigeant du syndicat des mineurs de Huampar ; Raul Wiener, dirigeant de Courant socialiste ; Daniel Vasquez, président du Front pour la défense de Lambayeque ; Guillermo Barrueta, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de Luz y Fuerza (électricité) ; René Meza, secrétaire régional de Lima de la Fédération des étudiants du Pérou ; Manuel Arellano, secrétaire général du syndicat des travailleurs municipaux (FETRAMUP).

• EQUATEUR : Manuel Gallardo, dirigeant syndical de l'AEOI, association des ouvriers et employés de la compagnie d'électricité INECEL ; Yaro Castro, ancien dirigeant de l'AEOI ; Renan del Pozo, président de l'association des ingénieurs de l'INECEL ; Mario Freire, Raul Paredes, Nicolas Espinel, Gloria Noroña, Leonor Villacorte, travailleurs à l'INECEL ; Pedro Tobar, secrétaire général du syndicat DOSNI-PINCHA ; Segundo Barreiro, secrétaire général du syndicat SOCTEI ; Guillermo Santana, de l'Entente internationale des travailleurs en Equateur.

SLOVAQUIE



Hlas Robotnikov (La Voix des ouvriers) :

Journal de la ZRS, numéro spécial, à 60 000 exemplaires, de compte rendu de la conférence ouvrière internationale de Banska Bystrica.

La crise révolutionnaire en France à la fin de la Deuxième Guerre mondiale

Par Jean-Marc SCHIAPPA

La Vérité, dans son numéro 11, a donné un certain nombre d'éléments sur la situation révolutionnaire ouverte avec la chute du nazisme et de ses alliés mussoliniens en Italie et vichystes en France. Il pouvait, à bon droit, être affirmé que, lors de la liquidation de la guerre mondiale, c'est sur le monde entier qu'a déferlé une vague révolutionnaire, la plus ample et la plus importante qui ait existé jusqu'alors.

Les conquêtes sociales les plus importantes jamais arrachées par le prolétariat le furent alors. Ce qui peut paraître comme un paradoxe, à savoir que

"c'est dans les conditions de la décadence impérialiste, exprimées précisément dans la barbarie de la guerre mondiale, que les plus grandes réformes sociales sont imposées par le prolétariat — en contradiction flagrante avec les nécessités du profit —, s'explique par la profondeur et la force de la vague révolutionnaire" (1).

Un des pays les plus touchés par la vague révolutionnaire fut la France, même si, de près ou de loin, un récitatif polyphonique affirme : "Il ne s'agit pas d'une révolution ; l'objectif était de défendre la patrie ; aucune autre politique n'était possible ; les ouvriers n'en voulaient pas ; les révolutionnaires étaient impuissants" (2). Il s'agit donc, dans ce court article, de répondre à ces quelques questions : s'agissait-il d'une crise révolutionnaire ? Fut-elle vaincue ou triomphante ? Quels en

furent les formes, les conséquences, éventuellement les acquis ? Comment l'Etat bourgeois a-t-il été reconstruit ? Les staliens ont-ils cherché à prendre le pouvoir ou à aider la bourgeoisie à garder le sien ? Les trotskystes pouvaient-ils modifier le cours des choses ?

UNE RÉVOLUTION ?

La première question implique obligatoirement une stricte définition de ce qu'est une révolution. Lénine en a posé les termes exacts dans sa brochure *La Faillite de la II^e Internationale*, et nous pouvons confronter toute révolution à cette définition donnée par le marxisme ; nous verrons ainsi que la théorie est bien "le guide pour l'action" dont parlait Engels et non une quelconque compilation de recettes à appliquer en tous lieux.

« Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, dans un sens général, les indices de la situation révolutionnaire ?

1. — *Impossibilité pour les classes dominantes de conserver leur domination sous une forme non modifiée... Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas d'ordinaire que la "base ne veuille plus"*

vivre comme auparavant, mais il importe encore plus que le "sommet ne le puisse plus".

2. — Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.

3. — Accentuation marquée, pour des raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui, en période de "paix", se laissent piller tranquillement, mais qui, en période orageuse, sont appelées, tant par l'ensemble de la crise que par le "sommet" lui-même, vers une action historique indépendante.

Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non seulement de tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est, en règle générale, impossible. La somme de ces changements objectifs s'appelle justement une situation révolutionnaire... La révolution ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous les changements objectifs ci-dessus énumérés, vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir : la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse assez vigoureuses pour briser (ou entamer) l'ancien gouvernement qui ne "tombera" jamais, même à l'époque des crises, si on ne le fait "choir" (3).»

Si une révolution est cela, alors la crise de la Libération de 1944-1945 est bel et bien une révolution, et il ne sert à rien (au contraire, ce serait un grave facteur de confusion) de s'en tenir à la seule lecture des textes des dignitaires de l'époque, ministres gaullistes, chrétiens, socialistes ou staliniens.

DANS LA RÉGION PARISIENNE

Ce mouvement révolutionnaire commence en région parisienne par l'occupation d'usines de banlieue, très largement à l'initiative de militants de la IV^e Internationale :

« Entre le départ des troupes allemandes et l'arrivée des Alliés, entre le 17 et le 24 août 1944, plus de dix usines, dont quelques-unes sont parmi les plus

importantes de la métallurgie parisienne, sont occupées par les ouvriers à l'initiative des militants du PCI. Le mouvement prend naissance chez Jumo et BMW d'Argenteuil. La direction allemande s'est enfuie en laissant les ouvriers sans salaire. Ceux-ci constituent un comité provisoire puis convoquent une assemblée de l'usine qui élit démocratiquement le comité d'usine, lequel organise la cantine, fait restituer les outils pillés, veille à l'entretien de l'usine et procède à la paye.

Le mouvement s'étend à des dizaines d'entreprises de la région parisienne qui, toutes, élisent ou ratifient leur comité. Les usines sont d'abord occupées par de petites équipes d'ouvriers qui organisent l'occupation et la garde de l'entreprise. A la cantine, le jour de paye, par affiches, par cyclistes, puis par presse, tous les ouvriers sont convoqués pour des assemblées où le comité est élu. Partout, les ouvriers donnent l'exemple de l'ordre et de l'organisation dans l'usine : les locaux sont entretenus, aucun pillage n'a lieu, les gardes sont assurées de jour et de nuit. Jamais les cantines n'ont aussi bien fonctionné.

Chaque occupation revêt des aspects particuliers. Chez Blériot (Suresnes), le comité publie sa charte. Le "comité social" (création de Vichy) est répudié. Une commission d'épuration est désignée qui mettra à la porte les ennemis de la classe ouvrière.

A la CMSC, les ouvriers renvoient la cantinière qui les escroquait depuis des années, désignent un comité de gestion de la cantine et donnent satisfaction aux employés de la cantine. Enfin, une milice ouvrière bien armée assure la garde de l'usine.

Chez Jumo (Argenteuil), la paye est organisée sans patron avec le concours de la comptabilité. Le chef du personnel est traduit devant le tribunal du peuple, qui le condamne à une surveillance de tous les instants par un milicien ouvrier.

Chez BMW, les ouvriers, en accord avec les techniciens, étudient un plan de remise en marche de l'usine.

Le 22 août 1944, une semaine après la formation des premiers comités d'usines, les ouvriers de Renault élisent un comité provisoire et s'adressent à tous les ouvriers par tract :

"Comité provisoire Renault

Le 22 août 1944

CAMARADES,

Un COMITÉ OUVRIER est formé.

Ce COMITÉ a les buts suivants :

1. — Regrouper les travailleurs des différentes usines afin de défendre leurs intérêts qui consistent dans l'immédiat à obtenir :

a) UNE AVANCE D'UN MOIS DE SALAIRE ;

b) RÉOUVERTURE DES CANTINES.

2. — Dans l'avenir, dès l'évacuation complète, réouverture immédiate des usines sous contrôle des COMITÉS OUVRIERS.

3. — Réadaptation des salaires au coût de la vie : ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES ; PAIEMENT INTÉGRAL DES HEURES CHÔMÉES AU NOUVEAU BARÈME DES SALAIRES (minimum : 40 heures par semaine).

4. — CONTRÔLE DU RAVITAILLEMENT ET DES CANTINES PAR LE COMITÉ OUVRIER.

5. — CONTRÔLE EFFECTIF DE L'EMBAUCHE ET DU DÉBAUCHAGE PAR LES DÉLÉGUÉS. RÉINTÉGRATION IMMÉDIATE DE TOUS LES RÉFRACTAIRES.

Pour la réalisation de ce programme, nous invitons tous les travailleurs à se regrouper au sein de leurs comités d'usines, ou à les former s'ils n'existent pas encore.

UNE RÉUNION INTER-USINES AURA LIEU CHAQUE JOUR A 15 HEURES, A L'HÔPITAL AMBROISE-PARÉ, 82, rue de Saint-Cloud, à Boulogne-Billancourt."

Les comités provisoires des usines Renault, SNCAC, LMT, Caudron, Salmson

A Argenteuil, des réunions de délégués de quatorze usines se tiennent et envisagent le travail en commun. A Suresnes, dans le XIII^e, les usines prennent contact. Dans la banlieue nord-ouest, le

comité inter-usines regroupe une quarantaine d'entreprises. Des gardes d'entreprises se constituent qui se transforment en milices ouvrières d'entreprises. Elles se sont armées pendant la bataille de Paris ; souvent, les FTP rejoignant leur usine leur ont apporté leur aide et leurs connaissances. Les cadres sont élus et une sévère discipline est instaurée.

Au métro, à la SNCAM, chez Amiot, les ouvriers ont constitué leur milice. Celle-ci prend alors sa place naturelle et son véritable sens : la défense des premières conquêtes ouvrières par les ouvriers eux-mêmes, non seulement contre les bandes réactionnaires de la milice ou des SS, mais contre la bourgeoisie tout entière.

En même temps, le PCI appelle les ouvriers à former des comités d'épuration, les ménagères à se constituer en comités, la population à se grouper en comités de quartier, bref, "à l'union de tous les travailleurs, l'union avec les ménagères, pour prendre en main leur propre sort" (La Vérité, 17 septembre 1944).

Ce sont les camarades du PCI qui se trouvent à la tête du mouvement pour la désignation des comités et, dans la plupart des cas, ce sont eux qui les animent. C'est sous leur impulsion que le premier comité inter-usines prend corps et qu'est posée, tout à fait justement, la nécessité d'un comité central des entreprises.

Ainsi, la preuve a été fournie que le pronostic formulé par Lénine au cours de la première guerre impérialiste restait exact pour la deuxième guerre impérialiste. La guerre pouvait être transformée en guerre civile, elle pouvait donner naissance et vie à la révolution prolétarienne victorieuse (4).»

Cette longue citation de l'importante brochure *Quelques enseignements de notre histoire* permet de mesurer l'ampleur de la vague révolutionnaire de l'été 1944 en région parisienne et le rôle des trotskystes.

EN PROVINCE

Très naturellement, cette situation de double pouvoir se généralise, ou, plus exactement, s'étend spontanément sous

différentes formes, quelquefois soviétiques, quelquefois plus ou moins contrôlées par les staliniens ou d'autres forces politiques liées à la bourgeoisie. On peut en citer quelques-unes parmi beaucoup d'autres (à titre d'exemples, car la liste est impressionnante, puisque c'est sur l'ensemble du territoire, à des degrés divers, qu'ont existé des comités par lesquels la classe ouvrière, entraînant la majorité de la population, entendait réorganiser la société sur des bases nouvelles).

Le cas des usines Berliet à Lyon est connu (5), puisque l'usine est mise sous séquestre, et c'est, dans les faits, un comité de gestion du personnel qui dirige l'usine. Devant la réaction d'un militant cherchant à étendre les pouvoirs du comité, le commissaire de la République, Yves Farge, notoirement lié au PCF, s'exclame : *"Mais c'est un véritable soviet que vous voulez !"* Le même Farge met aux arrêts de forteresse un colonel de FFI (Forces françaises de l'intérieur : nom donné aux combattants armés) pour avoir *"illégalement exercé les fonctions de préfet de Lyon"* (6). La loi, toujours la loi ! Un peu comme si les insurgés du 14 juillet avaient été emprisonnés pour avoir pris *"illégalement"* la Bastille...

À Marseille, de très nombreuses usines sont réquisitionnées dès la Libération (7) ; les sept mines du bassin d'Alès sont réquisitionnées également le 25 septembre par le nouveau pouvoir local (8). Dans Toulouse libérée (et où les anciens combattants de la guerre d'Espagne, notamment les Espagnols réfugiés, jouèrent un rôle important), les affrontements au sein de la Résistance sont permanents, on parle même d'une *"république rouge"* ; de Gaulle affirme que les chefs des 40 000 FFI de la région, militants du PCF, *"constituaient comme un soviet"* (9) ; le maire de la ville, socialiste, municipalise les tramways, le gaz, l'eau, l'électricité et le théâtre du Capitole (10). On mesure comment les fractures politiques passaient au sein des partis traditionnels de la classe ouvrière, quelque conscience qu'en aient eue les participants, d'ailleurs, qu'ils soient poussés par la montée révolutionnaire ou qu'ils aient spontanément fusionné avec elle.

À Limoges et dans sa région, un maquis de milliers de combattants s'est constitué, exerçant son propre pouvoir sur une large portion du territoire. Un des responsables, le militant du PCF Georges Guinguoin, sera d'ailleurs désavoué avant d'être écarté rapidement, puis exclu en 1953 (11). Cette situation de double pouvoir se retrouve dans de très nombreuses villes ou départements de province : dans l'Allier, le commissaire de la République se plaint que le comité de libération ait constitué une *"petite république locale"* et, dans le même département, à Montluçon, les ouvriers et techniciens arrêtent les directeurs d'entreprises et remettent en état les usines (12) ; c'est la même chose sur le fond, même si les formes varient, à Sète, à l'usine Jumo d'Argenteuil (13) et dans bien d'autres endroits. Spontanément, la classe ouvrière se libérant du joug vichyste exproprie la classe bourgeoise et met en place la démocratie des *"comités"*, expression d'un nouveau pouvoir.

Il y a pourtant opposition radicale entre cette tendance spontanée et la politique des dirigeants : comme le note G. Madjarian,

"aucun effort central ne fut tenté pour créer des liaisons entre les comités existants ; aucune enquête confédérale n'eut lieu à leur propos" (14).

TENDANCES CONTRADICTOIRES

Ici ou là, cependant, parmi les plus lucides ou les moins intéressés des acteurs opposés à ces comités, de précieuses indications se font jour (15). De Gaulle aurait dit à Leclerc, en lui donnant l'ordre de *"libérer"* Paris : *"Foncez ! Qu'il n'y ait pas de nouvelle Commune."* ; d'autres témoignages vont dans le même sens sur la crainte de la bourgeoisie quant à une révolution prolétarienne, crainte entièrement légitime, on l'a vu. Le général gaulliste Koenig déclare, le soir du 25 août, au même général Leclerc :

"Nous avons évité de justesse une nouvelle Commune de Paris" (16).

A l'inverse, les staliniens ne cherchaient nullement une situation de prise de pouvoir (leur chef, Rol-Tanguy, réfutait la référence à la Commune de Paris) mais souhaitaient utiliser l'effondrement de l'armée nazie pour accentuer le rapport de forces en leur faveur (17). Ainsi, le manuel d'histoire du Parti communiste français peut affirmer :

"L'insurrection de Paris exprime la contribution du peuple français dans sa propre libération" (18).

Contribuer à quelque chose qui vous est propre ! On ne peut mieux indiquer comment la mobilisation populaire reste canalisée en ce qui concerne Paris : la direction nationale du PCF peut contrôler étroitement une mobilisation populaire qui, si elle est réelle, n'en est pas moins subordonnée à une lutte d'influence entre staliniens et gaullistes dans une situation de décomposition littérale de l'ordre bourgeois.

C'est cette situation de double pouvoir que le PCF s'acharna à casser systématiquement. En affirmant : *"Une seule armée, une seule police, un seul Etat"*, peu de temps après son retour d'URSS, au comité central de janvier 1945, Thorez demandait aux militants du PCF de se fondre dans l'Etat bourgeois, même si (et surtout si !) ils ne partageaient pas toujours cette appréciation : *"Les comités de libération ? De véritables soviets, disions-nous entre camarades"*, écrit Edgar Morin (19), avec quelques confusions, certes, mais sans ambiguïté sur le sens politique que constituaient, en fait, ces comités (20). D'ailleurs, le préfet de la Haute-Vienne de l'époque, qui était un important dirigeant du PCF (comme beaucoup d'autres dirigeants trop liés aux masses, il sera écarté), notait : *"Le Parti communiste avait perdu le contrôle des comités de libération"* (21) ; le commissaire de la République de Rouen parle des *"anarchistes du PC"* qui n'acceptent pas les directives du sommet (22). Le 1^{er} septembre, le président du comité de libération de Gaillac écrivait dans le journal du comité : *"Il ne peut y avoir de justice sociale que par l'abolition du régime capitaliste et par l'instauration du régime socialiste"* (23), et ce comité, parmi

d'autres comités, prenait un certain nombre de mesures comme la réquisition des denrées, le contrôle des prix, l'organisation et le maintien de l'ordre, et destituait la mairie.

C'est explicitement contre cette politique que Thorez affirme, au comité central de janvier 1945, qu'il n'est pas au pouvoir des comités de libération de destituer les municipalités.

Des congrès départementaux et régionaux de ces comités furent convoqués, mais le congrès national fut convoqué suffisamment tard pour avoir été vidé de sa substance et être transformé en rouage de l'appareil d'Etat, avant que les comités de libération ne soient totalement liquidés au long de l'année 1945.

La même remarque, d'une vérité et d'une profondeur extrêmes, qui a été faite par le camarade Clément sur l'Italie (24), peut être faite sur la France : quinze mois précieux — cela peut sembler rapide, mais, en politique, le temps est une donnée essentielle — ont permis à la bourgeoisie de se reconstruire grâce à l'appui total des dirigeants des partis ouvriers, et notamment des staliniens ; en France, le délai était légèrement plus long, puisque cette transition va d'août 1944 à janvier 1946 : à ce moment précis, de Gaulle, président du Conseil, démissionne de son poste et prépare un affrontement avec le mouvement ouvrier, alors que les staliniens sont restés au gouvernement avec les socialistes et le MRP (Mouvement républicain populaire, de tendance démocrate-chrétienne, surnommé la Machine à Ramasser les Pétainistes) ; notons que de Gaulle crée à cette époque les bases d'un nouveau rassemblement bourgeois et qu'il quitte le pouvoir quelques semaines après que le CNPF eut tenu sa première assemblée en décembre 1945 : les circuits habituels de l'ordre bourgeois sont reconstitués.

Que staliniens et gaullistes ne soient pas arrivés à faire refluer définitivement la classe ouvrière n'est nullement de leur fait, puisqu'ils œuvrèrent ensemble pour la reconstruction de l'Etat.

LA RECONSTRUCTION DE L'ÉTAT

J. Lacouture note avec raison que, durant six mois, "l'appareil d'Etat est en lambeaux" (25) ; six mois, depuis l'été 1944, avec le réseau de comités ouvriers, comités de libération, etc., qui couvrent le territoire jusqu'au discours de Thorez, en janvier 1945, appelant à construire "un seul Etat, une seule armée, une seule police". De Gaulle écrit dans ses Mémoires :

"Le retour de Maurice Thorez à la tête du Parti communiste peut comporter actuellement plus d'avantages que d'inconvénients... Il va rendre en plusieurs occasions service à l'intérêt public" (26).

L'Etat se reconstruit pour une partie essentielle avec d'anciens fonctionnaires vichystes. F. Mitterrand, fonctionnaire vichyste en 1942, ministre en 1945, en est un exemple frappant : l'Etat doit perdurer (27). L'armée, quintessence de l'Etat, est fort peu touchée par l'épuration et, pour l'essentiel, ce sont des officiers généraux ayant obéi à Vichy jusqu'en 1942-1943 qui la commandent, comme le futur maréchal de Lattre de Tassigny.

Il faut affirmer l'Etat bourgeois dans sa pérennité : le 25 août,

"de Gaulle débarque à la gare Montparnasse et fait aussitôt reproche à Leclerc d'avoir laissé le colonel de FFI apposer sa signature à la convention encore fraîche : le chef de guerre et le politique ne font qu'un. A 17 heures, il occupe le ministère de la Guerre : l'Etat, d'un acte longtemps prémédité, s'installe dans ses meubles sans solution de continuité depuis ce 10 juin 1940 où de Gaulle avait quitté les lieux" (28),

puisque de Gaulle était secrétaire d'Etat à la guerre en juin 1940.

Le dialogue entre l'ancien sous-préfet de Bayeux et le nouveau est à juste titre passé à la postérité. Première ville libérée en juin 1944, Bayeux voit la passation des pouvoirs entre vichystes et gaullistes :

"— Cher monsieur, vous allez me rendre un service !

Et comme M. Rochat (le sous-préfet pétainiste, NDA) le regarde assez étonné :

— Oui, continue Triboulet (le nouveau sous-préfet gaulliste, NDA), je n'ai pas d'uniforme de sous-préfet. Nous sommes de la même taille, pourriez-vous me donner le vôtre ?

— Assurément, dit Rochat, mais un conseil, n'oubliez pas de faire changer les boutons, les miens portaient la francisque."

Charles Tillon, qui rapporte cet épisode, peut se gausser en commentant : "Ainsi, la révolution sera totale, à une question de boutons près" (29), mais il faut surtout se souvenir que Tillon, dirigeant du PCF, fut ministre de De Gaulle comme Thorez, et participa directement à cette révolution "totale à une question de boutons près" et qu'il était donc inconvenant, pour lui, de se gausser.

Il faut, en même temps, reconstruire les représentations classiques de la bourgeoisie : le patronat avait été totalement discrédité et laminé par son soutien absolu à Vichy ; le CNPF se construit sur l'injonction directe de De Gaulle et de son ministre Parodi, dès octobre 1944, et tient son assemblée constitutive le 21 décembre 1945 (30). Il en est de même pour les partis : ainsi, dans le comité de libération du Pas-de-Calais, le Parti radical qui n'avait plus d'existence fut représenté (31).

L'"ÉPURATION"

L'"épuration" (terme équivoque qui désigne, à la fois, la volonté populaire de détruire l'Etat vichyste et la politique du gouvernement de coalition d'épurer, donc de garder, l'appareil d'Etat) fut limitée ; si, dans un certain nombre de régions, elle prit parfois la forme d'éradication spontanée des éléments liés aux nazis, sa forme judiciaire fut nettement plus contrôlée : Willard, premier secrétaire général à la Justice et important responsable du PCF, fit preuve d'une "attitude modératrice" qui est soulignée par l'historien J.-P. Rioux (32).

Alors que le patronat était massivement compromis avec le nazisme et Vichy, qu'un certain nombre de nationalisations (comme Renault) ont été prononcées en

raison de l'attitude pro-hitlérienne des capitalistes, l'épuration économique fut restreinte :

"Le 16 mars 1945, il est interdit à toute organisation issue de la Résistance de s'immiscer dans l'épuration économique. Dès lors, elle fut très faible",

écrit J.-P. Rioux (33), qui précise :

« L'épuration, loin d'être l'application brutale d'une "justice populaire de classe", fut plus clémente pour les cadres de la société que pour les "lampistes" » (34).

A l'inverse, des mascarades sanglantes furent organisées pour détourner la colère populaire des vrais responsables : tel artiste, tel écrivain fut voué aux gémonies alors que tel important patron ou tel fonctionnaire était vite blanchi ; dans ces pratiques, la cérémonie des femmes tondues pour avoir "couché avec le boche" est la plus notoire.

Le trotskyste (à l'époque) Bleibtreu peut écrire, à juste titre, que dans les endroits où l'influence de la IV^e Internationale était sensible, notamment dans le "rayon Puteaux-Suresnes", ces attitudes putrides dont les staliniens furent les grands metteurs en scène n'existèrent pas (35).

ÉCHEC OU VICTOIRE DE LA POUSSÉE RÉVOLUTIONNAIRE ?

Il est une évidence : le prolétariat n'a pas pris le pouvoir en France après la Deuxième Guerre mondiale. Cela suffit-il à nier le caractère révolutionnaire de la période ? Bien sûr que non. Cette poussée révolutionnaire a été contenue, mais la bourgeoisie menacée de tout perdre a cédé partiellement, pour reprendre une expression de Trotsky. Elle céda même sur des aspects essentiels.

Ainsi, les ordonnances créant la Sécurité sociale comme mutuelle ouvrière pour la maladie, la vieillesse et la famille sont incontestablement un acquis majeur du mouvement ouvrier, même si elles sont

en sensible recul sur le projet de la CGT clandestine, rédigé par le réformiste Buisson (qui prévoyait, entre autres, le remboursement intégral des soins et la gestion par une caisse unique) (36).

Il ne s'agit pas que de cela ; mentionnons également la vague de nationalisations des transports aériens, de nombreuses banques et sociétés d'assurances, de l'EDF-GDF, de Renault, des Charbonnages, etc. (37).

Mentionner cette liste c'est dresser aussi, en contrepoint, la liste des "privatisables" des années présentes, la liste des entreprises que le capital veut réintroduire dans le strict circuit économique de son fonctionnement ; c'est aussi apprécier comment le capital regarde, de son point de vue, les acquis ouvriers de 1944-1945. Il faut aussi tenir compte du statut du fonctionnaire arraché par une série de grèves en octobre 1946, même si la rédaction en fut restrictive, puisque M. Thorez, ministre d'Etat de De Gaulle, en exclut les fonctionnaires départementaux et communaux (38). Et comment ne pas citer le droit de vote pour les femmes, acquis démocratique s'il en est ?

L'énorme poussée révolutionnaire se traduit par une vie politique intense et l'afflux de millions de travailleurs dans les organisations ouvrières, particulièrement dans les syndicats, ce qui a constitué autant de points d'appui organisés pour la classe ouvrière et ce qu'aucun militant sérieux ne peut regarder avec indifférence.

S'agit-il de "réformes" à opposer à la révolution ? Le militant anarchiste Kropotkine, qui n'était certes pas un réformiste, mesurait parfaitement la portée d'authentiques acquis :

"Une réforme reste toujours un compromis avec le passé ; mais un progrès accompli par la voie révolutionnaire est toujours une promesse de nouveaux progrès" (39).

Actuellement, en 1995, la préservation des acquis de 1944-1945 est encore un enjeu essentiel de la lutte des classes en France.

LA POLITIQUE DU PCF

Nous avons vu, sur certains aspects, comment la politique du PCF a été essentielle pour reconstruire l'Etat. Déjà, en fixant une ligne ultranationaliste ("A chacun son boche") et en se présentant uniquement comme l'aile marchante de la Résistance pendant la guerre, le PCF a délimité strictement le cadre politique dans lequel il comptait agir. Entrant au gouvernement en exil dès 1943, il mit toute son énergie à protéger l'ordre bourgeois, pourtant fortement ébranlé, au nom de l'union des patriotes, quitte à inventer ces "patriotes".

A la fin de 1944, à Moscou, Staline reçoit de Gaulle, ce qui permet à ce dernier de tirer bénéfice du prestige immense de l'Armée rouge, vainqueur des nazis. Staline lui confie :

"Faites revenir Thorez. Si j'étais à votre place, je ne le mettrais pas en prison, du moins pas tout de suite" (40).

Remarque stupéfiante de cynisme, mais, surtout, qui possède un sens politique clair : la bureaucratie met au-dessus de ses fractions nationales le maintien de l'ordre bourgeois international, quitte à sacrifier telle ou telle de ces fractions. Thorez, réfugié à l'époque en URSS, retourne alors à Paris et réorganise son appareil. En janvier 1945, devant le comité central, il proclame :

"Tous les groupes armés irréguliers ne doivent pas être maintenus plus longtemps" (41).

Le premier réflexe d'Auguste Lecœur, responsable national du PCF (et exclu par la suite après avoir été le bras droit de Thorez), revenant dans le Nord-Pas-de-Calais à la Libération, est de reprocher aux dirigeants locaux du PCF de ne pas avoir "*installé un bon siège du parti*" (42).

Cette volonté de faire rentrer dans le rang, dans l'ordre bourgeois, la poussée révolutionnaire, n'est pas partagée par des militants, voire des cadres du PCF. L'opposition plus ou moins larvée entre

volonté des masses, y compris au sein du PCF, et politique de l'appareil est formulée ainsi par Lecœur : il s'agissait d'une "*bataille au sein du parti entre l'esprit de parti et l'esprit FTP* (Francs-tireurs et partisans, nom donné aux combattants armés proches du PCF, NDA). *Il ne s'agissait pas d'une lutte contre les FTP, mais contre un état d'esprit et des pratiques qu'on ne pouvait tolérer en période de légalité*" (43). La légalité, encore et toujours ! En juillet 1945, Thorez, ministre d'Etat, à Waziers, en pays minier, s'adresse aux mineurs : "*Produire, faire du charbon, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée de votre devoir de classe*", et il ajoute : "*Il est impossible d'approuver la moindre grève*" (44). C'est le début de la "*bataille de la production*", dans laquelle l'Etat et les staliniens (et ceux-ci plus que celui-là) vont s'engager contre la classe ouvrière au nom de la reconstruction économique.

Dans un nombre important d'endroits, les militants du PCF se heurtent à leur direction qui affirme : "*La grève est l'arme des trusts*", dissout les milices patriotiques, demande aux militants de rendre les armes ; R. Pannequin, ex-membre du comité central, note :

"Le premier acte d'indiscipline global envers la direction du Parti, ça a été le fait que la plupart des militants communistes, qui avaient effectivement combattu, n'ont pas rendu les armes qu'ils avaient" (45).

De nombreux témoignages de contemporains, tous concordants et de toutes régions, vont en ce sens ; on passera sur les anecdotes pour relever que R. Vaillant (et on est en droit de penser ce qu'on veut de R. Vaillant), dans son roman *Beau Masque*, donne une forme littéraire à ces ouvriers communistes qui ont gardé les armes (46), au cas où...

Disons un mot rapide de la situation dans les colonies, et plus particulièrement en Algérie : à Sétif et à Guelma, les populations algériennes qui manifestaient le 8 mai 1945, le jour de l'armistice donc, sont violemment réprimées pendant plusieurs semaines par les colons, et l'appareil d'Etat aidé par l'appareil stalinien sur place, la marine et l'aviation commandée

par le ministre du PCF, Tillon ; la revue stalinienne *Les Cahiers du communisme* parlera (à plusieurs reprises) du "complot fasciste du 8 mai" (47).

Comment les dirigeants du PCF ont-ils fait passer cette ligne de soutien total à l'ordre bourgeois ? La réponse est à plusieurs niveaux : incontestablement, il faut mentionner l'usurpation du prestige de la révolution d'Octobre, du prestige de l'Armée rouge qui avait triomphé des nazis à Stalingrad ; il faut ajouter le prestige du "parti de la Résistance" (faussement présenté comme "le parti des 75 000 fusillés"), comme le double jeu avec les gaullistes (d'accord sur la préservation de l'Etat bourgeois, mais en désaccord sur les formes) qui ont joué un rôle très important. Mais cela serait sous-estimer deux facteurs essentiels que donne la brochure, déjà citée, *Quelques enseignements de notre histoire* (48) : les masses s'éveillant à la lutte politique vont d'abord aux partis qu'elles connaissent ; et, ensuite, les militants découragés ou déçus ne changent pas de parti comme de chemise. Souvent, ils sont simplement moins actifs ou ne participent plus aux activités publiques du PCF ou du Parti socialiste, parfois même ils s'abstiennent lors des élections, car la classe ouvrière progresse par la pratique, par l'expérience et toute expérience humaine possède son propre rythme dont la durée et l'ampleur ne sont pas toujours mesurables de manière fixe, et surtout pas de "l'extérieur".

Dans les facteurs d'action de la bureaucratie stalinienne contre le mouvement de la classe, il y eut également l'efficacité de la centralisation contre toute tentative de "débordement" spontanée et sans outil ad hoc de centralisation : un parti centralisé est toujours plus efficace.

S'appuyant en premier lieu sur une couche de dirigeants à toute épreuve qui répercutaient les consignes sur des responsables qui, à leur tour, encadraient militants et sympathisants, l'appareil stalinien faisait fonctionner une série de cercles concentriques. Par exemple, la liquidation successive des comités ouvriers au profit des comités d'entreprise aux attributions fort étroites et, surtout, intégrés totalement par la loi au fonction-

nement capitaliste des entreprises, eut lieu de manière relativement simple :

"Le PCF ne les attaque pas de front, mais il les liquide progressivement" (49).

Enfin, il est en permanence rappelé aux militants du PCF que "la situation n'est pas mûre", donc qu'elle sera mûre bientôt ; que le territoire n'est pas entièrement libéré, que la guerre n'est pas encore finie, qu'il faut reconstruire l'économie par la production à outrance, pour ensuite, éventuellement, aller de l'avant ; que tout cela est provisoire, etc. ; enfin, en mai 1947, quand le Parti communiste quitte le gouvernement et rentre dans l'opposition, suite à une vague de grèves, notamment aux usines Renault (sur initiative de militants trotskystes), il le fait pour ne pas perdre le contrôle du mouvement gréviste qui est en train de lui échapper. Peu importe : pour les militants, comme l'explique Roger Pannequin, "c'est la joie ! C'est la joie, on est content... On va pouvoir respirer", puisque le PCF redevient un parti d'opposition (50).

LES RÉVOLUTIONNAIRES

Les trotskystes sortaient renforcés de la guerre, certes considérablement éprouvés par la triple répression nazie, impérialiste et stalinienne ; le parti était inexpérimenté et traversé de tendances qui le rendaient fort hétérogène, mais il avait pu remporter des succès non négligeables et possédait une influence réelle, par exemple dans les usines de la métallurgie de la banlieue parisienne (on l'a vu avec le mouvement d'occupations d'usines de l'été 1944 et dans la grève de Renault de 1947) ; il éditait un hebdomadaire, *La Vérité* — dont l'actuelle revue est la continuité —, qui pouvait s'enorgueillir d'avoir été le premier journal clandestin en 1940, au moment où les staliniens négociaient avec les nazis la parution de *L'Humanité*.

Dans le cadre limité d'un tel article, nous ne reviendrons pas sur le bilan de la politique des trotskystes, nous citerons simplement et largement la brochure *Quelques enseignements de notre histoire*

(51) qui aide très largement à comprendre les difficultés de la période et permet d'avancer, y compris pour nos tâches présentes :

“Une montée révolutionnaire authentique embrase des millions et des millions d'hommes qui, auparavant, acceptaient passivement le morne horizon de l'exploitation. Des masses jusqu'alors passives, sans expérience de la lutte des classes, s'éveillent à la conscience ; elles se dirigent nécessairement vers les organisations que, dans son mouvement historique, la classe ouvrière a édifiées. Elles chargent ces organisations de leurs expériences, de la volonté qui les anime de changer la vie. Il faudra à ces masses de millions et de millions de travailleurs apprendre de leur propre expérience pour comprendre que les appareils qui dominent les organisations traditionnelles et qui, par l'intermédiaire de ces organisations, contrôlent obligatoirement les organismes autonomes de pouvoir (conseils, soviets), sont inféodés à la bourgeoisie. Il faudra plus encore pour vaincre. Il faudra que, dans le mouvement même de l'expérience, un parti révolutionnaire se construise, qui, nourri de l'expérience, traduise en mots d'ordre, en revendications, en termes d'organisation les aspirations révolutionnaires de la masse.

C'est là la loi de toutes les révolutions, une loi qu'il ne suffit pas de lire dans les livres, mais qu'il faut assimiler dans la chair et le sang de la lutte pour la construction du parti révolutionnaire, par l'intervention consciente dans la lutte des classes.

Les militants du PCI, inexpérimentés, n'auront pas assimilé en 1944 cette loi de l'histoire.”

ISOLEMENT DES RÉVOLUTIONNAIRES ?

Les trotskystes étaient-ils isolés ? Peut-on écrire, comme une brochure de la Ligue communiste révolutionnaire : *“Entre le militant trotskyste et l'ouvrier français, il n'y a plus de langage commun en 1945”* (52) ? Donnons un exemple parmi beaucoup d'autres : en juillet 1945, un trotskyste de l'usine La Lorraine,

Lapoumeyroullie, est arrêté. 400 ouvriers signent un texte exigeant sa libération ; les staliniens détruisent cette pétition. Qu'à cela ne tienne, une nouvelle pétition est contresignée par 500 ouvriers, dont des militants du PCF ; Lapoumeyroullie est libéré (53). Exemple individuel ? Mais nous pourrions les multiplier, et — pourquoi hésiter à le dire — les trotskystes de l'époque, combattants de la révolution socialiste, méritent le plus grand respect, quelle que fut leur trajectoire ultérieure (et c'est aussi ce que nous devons signifier dans cet article)... Passons à un exemple collectif : lors de la grève des ouvriers rotativistes, en janvier 1946, le seul journal autorisé par le comité de grève est *La Vérité*, alors que *L'Humanité* qui avait calomnié les grévistes ne paraît pas (54).

Mais si les trotskystes de 1944-1945 sont dénigrés par la LCR, la politique du PCF est grandie :

“Les jeunes générations ouvrières affluent massivement vers les partis staliniens et social-démocrates” (55).

Ah ! ces ouvriers ! S'ils n'existaient pas, tout serait tellement plus simple... La LCR explique ici que la lutte pour l'émancipation ouvrière serait plus facile s'il n'y avait pas d'ouvriers ; on pourrait expliquer aussi que la pédagogie serait plus simple si les enfants naissaient adultes, comme le conseille Woody Allen. La différence est que Woody Allen est un humoriste.

Pas de chance pour ces auteurs qui méconnaissent (on ne peut imaginer qu'ils osent la falsifier) l'histoire du trotskysme, le stalinien Lecœur, important dirigeant de l'appareil de cette période, écrit qu'en 1945 *“beaucoup de militants disparurent des cellules”* (56).

Il ne s'agit pas de confondre un moment et un autre, l'été 1944 et le désarroi qui saisit les militants du PCF tout au long de l'année 1945 ; ce serait mesurer la Commune de Paris à la lueur des “dérivés” résultats électoraux des militants ouvriers à la fin du Second Empire.

On pourrait ainsi dire que le militant de la Première Internationale ne possédait pas de langage commun avec l'ouvrier

parisien de 1870 ; et, pourtant, ensemble, ils firent la Commune de Paris en 1871.

Il faut, enfin, mesurer les possibilités de développement du parti à l'aune de ce qu'en écrivaient et de comment agissaient nombre de ses détracteurs (cela soit dit en passant, si l'acharnement des ennemis du mouvement ouvrier les a amenés hier à frapper les trotskystes, la même remarque peut être énoncée pour aujourd'hui et être un facteur de renforcement de la IV^e Internationale, non dans les livres, mais dans le langage quotidien de la lutte des classes).

La seule liste des articles consacrés à la lutte antitrotskyte est éloquente, mais il ne s'agit pas — certes pas — d'une seule lutte sur le papier. Arrestations, calomnies, agressions, voire tentatives d'assassinats furent le lot commun. Les responsables du PCF, usurpant les prestiges cités plus haut, arrêtaient les trotskystes qui diffusaient sur les marchés et les remettaient à la police (57) !

C'est l'époque à laquelle on trouve le qualificatif "hitléro-trotskyte" à toutes les sauces : il fallait empêcher la jonction entre cette opposition ouvrière qui se cherchait et la IV^e Internationale (58). Que différents facteurs, parmi lesquels l'inexpérience et l'hétérogénéité de l'organisation trotskyte, qui avait pris le nom de Parti communiste internationaliste en 1944, aient empêché cette jonction ne change rien à l'affaire. A l'inverse, la violence des calomnies antitrotskytes, qu'elles soient véhiculées par les staliens, les éléments liés à l'économie de marché, voire d'anciens trotskystes, qu'elle soit de 1945 ou de 1995, révèle toujours un objectif : là où il y a une calomnie antitrotskyte, il y a toujours un militant ou une organisation ouvrière que l'on veut empêcher d'agir avec ou aux côtés de la IV^e Internationale, que l'on veut simplement empêcher d'agir ; il y a toujours contre ces militants ou cette organisation (et parfois en son sein) un partisan, plus ou moins armé, de l'ordre bourgeois ; il y a toujours, petite ou grande, une menace contre l'ordre bourgeois : si le chien aboie, c'est que la maison est menacée.

LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE DE 1944-1945 EST TOUJOURS PRÉSENTE

La crise de 1944-1945 a donné d'immenses acquis à la classe ouvrière ; outre les inappréciables avantages matériels, elle souda le prolétariat à ses acquis, à ses organisations, à ses traditions de lutte révolutionnaire, elle souda pour ainsi dire le prolétariat à lui-même. Les premières fêlures entre la classe ouvrière et les staliens se faisaient jour.

Aujourd'hui, le Mur de Berlin tombé, l'appareil stalinien, reconverti à l'économie de marché, n'a plus la même place qu'en 1944-1945, même s'il continue à agir contre le mouvement ouvrier. Dans la classe ouvrière, des forces considérables se disposent et commencent à se mettre en mouvement pour résister à une offensive sans précédent de l'impérialisme. Ce n'est pas un hasard si les acquis de 1944-1945 sont menacés (Sécurité sociale, statut de fonctionnaire, nationalisations, existence de syndicats, etc.) ; la célébration de la Libération par une nouvelle union nationale prend ce relief particulier où toutes les forces politiques officielles expliquent que tous les acquis de cette poussée doivent disparaître ; l'étude de la crise révolutionnaire de l'époque n'est pas un objet historique (même si l'étude historique a toujours un intérêt), mais une nécessaire réflexion pour les combats actuels.

Jean-Marc Schiappa

(1) F. Forgue : "Le cinquantenaire qu'ils veulent enterrer : la vague révolutionnaire en 1943-1945", *La Vérité* (nouvelle série), n° 11.

(2) Ainsi, tout à la fois les pablistes, le PCF et les réactionnaires, nous le verrons.

(3) Lénine, *Œuvres complètes*, Moscou, tome 21, pp. 216-217.

(4) *Quelques enseignements de notre histoire*, 1970, pp. 45-47.

(5) G. Madjarian, *Conflits, pouvoirs et sociétés à la Libération*, 10/18, Paris, 1980, p. 173.

(6) J.-P. Rioux, *La France de la Quatrième République*, Points/Histoire, 1980, p. 74.

- (7) G. Madjarian, *op. cit.*, p. 176.
- (8) G. Madjarian, *op. cit.*, p. 174.
- (9) De Gaulle, *Mémoires de guerre*, III, p. 19.
- (10) G. Madjarian, *op. cit.*, p. 169.
- (11) Sur Guinguoin, voir M. Taubmann, *L'Affaire Guinguoin*, L. Souny, 1994.
- (12) G. Madjarian, *op. cit.*, p. 170.
- (13) G. Madjarian, *op. cit.*, p. 172.
- (14) G. Madjarian, *op. cit.*, p. 179.
- (15) Parmi ces Mémoires, les plus passionnantes sont les *Mémoires de guerre* du général de Gaulle ou celles d'anciens responsables du PCF (encore pas tous ; de peu d'intérêt est l'ouvrage de Charles Tillon sur les FTP). Les travaux des responsables staliniens sont ceux que l'on peut attendre de tels auteurs... Indigestes et mensongers.
- (16) J. Lacouture, *De Gaulle, 2. Le politique, 1944-1959*, Points/Histoire, 1985, p. 20.
- (17) Par exemple, quand il évoque cette période dans le journal *Le Monde*, en août 1994.
- (18) *Histoire du Parti communiste français*, manuel, Paris, 1964, p. 435.
- (19) G. Madjarian, *op. cit.*, p. 95.
- (20) Stéphane Courtois écrit, dans *Le PCF dans la guerre* (Ramsay, 1980) : "La seconde (conférence des CDL) se tient les 8 et 9 octobre à Avignon et regroupe les représentants de quarante CDL de l'ex-zone sud. Le PCF y tempère la grogne et la colère" (p. 465). Et, lors du rassemblement national du 15 au 18 décembre, "déjà le Parti se retire de ce jeu" (p. 466).
- (21) G. Madjarian, *op. cit.*, p. 136.
- (22) G. Madjarian, *op. cit.*, p. 198.
- (23) G. Madjarian, *op. cit.*, p. 210.
- (24) Cité dans *La Vérité* (nouvelle série), n° 11, p. 51.
- (25) J. Lacouture, *op. cit.*, p. 129.
- (26) De Gaulle, *op. cit.*, p. 101.
- (27) P. Péan, *Une jeunesse française*, Fayard, 1994.
- (28) J.-P. Rioux, *op. cit.*, pp. 6-7.
- (29) Cité par Craipeau, dans *La Libération confisquée*, Syros, 1978.
- (30) J.-P. Rioux, *op. cit.*, pp. 116-117.
- (31) G. Madjarian, *op. cit.*, p. 129.
- (32) J.-P. Rioux, *op. cit.*, p. 53.
- (33) J.-P. Rioux, *op. cit.*, p. 59.
- (34) J.-P. Rioux, *op. cit.*, p. 58.
- (35) Y. Craipeau, *op. cit.*, p. 41.
- (36) Faute de place, nous renvoyons à deux articles essentiels : l'un de D. Foliass, dans *La Vérité*, n° 574 et n° 576 : "Des conquêtes sociales révolutionnaires", et l'autre, un dossier paru dans *Informations ouvrières*, n° 164 (25 janvier 1995).
- (37) J.-P. Rioux, *op. cit.*, pp. 102 à 112.
- (38) J.-P. Rioux, *op. cit.*, p. 115.
- (39) P. Kropotkine, *La Grande Révolution, 1789-1793*, Stock, 1976, p. 739.
- (40) De Gaulle, *op. cit.*, p. 63.
- (41) *Histoire du Parti communiste français*, manuel, Paris, 1964, p. 446.
- (42) Mosco, *Mémoires d'ex*, Ramsay, Paris, 1991, p. 69.
- (43) Mosco, *op. cit.*, p. 112.
- (44) *Histoire du Parti communiste français*, manuel, Paris, 1964, p. 469.
- (45) Mosco, *op. cit.*, p. 70.
- (46) R. Vaillant, *Beau Masque*, Gallimard, Folio, 1972.
- (47) *Cahiers du communisme*, janvier 1946, pp. 75 et 80.
- (48) *Quelques enseignements de notre histoire*, notamment pp. 53 à 55.
- (49) Y. Craipeau, *op. cit.*, p. 55.
- (50) Mosco, *op. cit.*, p. 72.
- (51) *Quelques enseignements de notre histoire*, p. 49.
- (52) J.-M. Freyssset, M. Dupré, F. Ollivier, *Ce qu'est l'OCI* (nom de la section française de 1965 à 1981), 1977, p. 14.
- (53) Y. Craipeau, *op. cit.*, p. 103.
- (54) *Quelques enseignements de notre histoire*, p. 59.
- (55) J.-M. Freyssset, M. Dupré, F. Ollivier, *op. cit.*, p. 14.
- (56) G. Madjarian, *op. cit.*, p. 347.
- (57) Y. Craipeau, *op. cit.*, p. 100.
- (58) E. Fajon, "L'hitléro-trotskyisme", dans les *Cahiers du communisme*, mai 1946, par exemple.

Les Cahiers Lénine-Trotsky

Chacun peut le constater, une vaste opération de révision de l'histoire, et en particulier de l'histoire du mouvement ouvrier, est en cours ; les médias réservent le terme de "révisionnisme" aux groupuscules pseudo-historiques qui nient l'existence de la solution finale hitlérienne et des chambres à gaz, mais en réalité ce phénomène, marginal, quoique bruyant, est la forme extrême et caricaturale d'une entreprise plus vaste et de plus grande envergure, la dénaturation et la dénonciation du mouvement profond qui, partant du siècle des Lumières, puis de la Révolution française, débouche sur la constitution du mouvement ouvrier et les conquêtes de la démocratie qui sont inséparables de son organisation, de son action, de l'affirmation des intérêts spécifiques de la classe ouvrière et de ses objectifs généraux.

Cette révision prend des formes insidieuses et brutales à la fois ; la vague de réaction intellectuelle est si impudente qu'elle occulte même le tricentenaire de la naissance de Voltaire, coupable sans doute d'anticléricalisme, de dénonciation du fanatisme clérical, des guerres de rapine, de l'esclavage colonial et de quelques affirmations timides du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; on transforme la guerre de Vendée en "génocide" des Vendéens par la République, de quoi faire se retourner dans sa tombe aussi bien le monarchiste Balzac que le républicain Victor Hugo ; on transforme Robespierre en pur et simple "tyran sanguinaire" ancêtre de Staline ; Soljenitsyne, fort de son autorité de dénonciateur du Goulag, après avoir réhabilité l'armée pronazie de Vlassov (dont les soldats, rappelons-le, portaient l'uniforme de la Wehrmacht), vient en Vendée railler et dénoncer le triste slogan de la Révolution française :

"Liberté, égalité, fraternité", en affirmant que le troisième est pur bavardage et que les deux premiers sont absolument antinomiques ; le mouvement profond de la décolonisation et de l'indépendance nationale qui a soulevé la planète après la Deuxième Guerre mondiale est soumis à un traitement identique ; l'histoire du mouvement ouvrier est soumise à une tentative de révision gigantesque qui prend à la fois la forme du silence et de la déformation : le communisme, le mouvement social qui a commencé en France avec Babeuf à la fin de la Révolution française, est assimilé purement et simplement au stalinisme ; c'est devenu un lieu commun d'affirmer que révolution russe et Goulag sont une seule et même chose, que l'abolition de la propriété privée des moyens de production et donc toute révolution débouchent sur les camps.

Au-delà de tel courant, c'est l'ensemble du mouvement ouvrier qui est ainsi dénoncé et stigmatisé dans la mesure même où il affirme défendre — et cela sans distinction de pays, à l'échelle internationale — les intérêts spécifiques de la classe ouvrière, de ceux qui vendent leur force de travail pour vivre et produisent les biens matériels qui sont la base même de la civilisation.

Bakounine et Marx, Lénine, Plékhanov et Martov, Guesde et Jaurès, Rosa Luxemburg et Trotsky sont ainsi soit gommés, effacés, rayés de l'histoire, soit, plus perfidement, rangés sous l'auvent du "totalitarisme" pour avoir — comme l'affirme le livre de Heller et Nekritch devenu une sorte de Bible — rêvé à une utopie irréalisable (le socialisme, l'émancipation des travailleurs) et par là même encouragé, promu ou exercé la "violence" pour imposer cette utopie à une réalité qui

la rejetterait. La grève, la grève générale, la révolution, la lutte historique même du mouvement ouvrier pour affirmer ses buts propres et son indépendance de classe sont ainsi vouées aux gémonies comme autant de prodromes du "communisme" ou du "socialisme" déformés et confondus avec leur négation même, au mépris des exigences élémentaires de la démarche historique. Caricature, silence et mensonges définissent ainsi le fondement d'une histoire officieuse, mais très officiellement financée et subventionnée.

A cette gigantesque entreprise de truquage et de falsification participent activement les "nomenklaturistes" d'hier reconvertis en banquiers, maffiosi et propagandistes déclarés du capitalisme. Hier, ils transformaient Lénine en momie, trafiquaient et charcutaient ses textes, en dissimulaient une partie (il reste plus de 3 000 documents de Lénine cachés dans les archives), ils salissaient et excluaient de l'histoire l'écrasante majorité des acteurs mêmes de la révolution qu'ils présentent aujourd'hui comme des tueurs avides de sang ; hier, ils gommaient, raturaient, censuraient, retouchaient, calomniaient, truquaient textes et documents pour présenter la bureaucratie et ses maîtres comme l'incarnation du mouvement ouvrier et du socialisme ; aujourd'hui, sous le masque d'une ouverture des archives soigneusement filtrée et contrôlée, ils continuent à truquer et trafiquer, présentent le bolchevisme comme le culte de la violence sanglante, le "communisme" comme l'encasernement et la pénurie organisée et systématisée et le capitalisme comme le sauveur de l'humanité.

Ainsi le général Dmitri Volkogonov, ancien chef de la direction politique de l'armée d'Andropov — fonctions au cours desquelles il obtint son doctorat de philosophie ! —, ancien rédacteur d'ouvrages de propagande à la gloire des officiers et généraux des armées du Kremlin, vient en sept ans de publier trois biographies : Staline, Trotsky et Lénine ; il utilise son monopole d'accès à de nombreuses archives qu'il s'est attribué et une innombrable équipe de "nègres" appointés pour falsifier, truquer, charcuter les documents sous le tapage publicitaire de révélations inédites qu'il s'acharne à rendre invérifiables et incontrô-

lables, pour mieux réécrire l'histoire en passant du service d'Andropov à celui des maîtres du moment. Hier, dans la *Pravda*, au début même de la "glasnost", sous le titre "Le démon de la révolution", il dénonçait en Trotsky un serviteur de "l'impérialisme", aujourd'hui il maudit en lui tout aussi tranquillement un fanatique sanglant de la révolution mondiale à la pointe des baïonnettes.

Face à cette entreprise de falsification éhontée, un devoir de vérité s'impose. Comme George Orwell l'avait souligné dans son fameux *1984*, la falsification du passé est un élément de la maîtrise du présent par les forces de l'oppression qui ont besoin du mensonge.

Nous avons décidé de répondre à ce devoir de vérité en lançant la revue trimestrielle *Les Cahiers Lénine-Trotsky*.

Pourquoi "Lénine-Trotsky" ? Parce que l'histoire de la révolution russe et du bolchevisme concentrent sur elles l'entreprise de falsification qui vise toute l'histoire du mouvement ouvrier et, par-delà, l'histoire même de l'émergence de la démocratie. A l'allégeance canonisatrice et falsificatrice d'hier a succédé une autre forme de sous-histoire qui, sous le masque d'une feinte objectivité, reprend contre la révolution russe, le bolchevisme et l'Internationale communiste des premières années les mensonges les plus éculés de la propagande réactionnaire des années 1920 et projette sur la révolution l'image de la contre-révolution qui lui a succédé.

Cette revue publiera des études et surtout des documents, pour l'essentiel inédits, en particulier des documents d'archives sur l'histoire de divers courants du mouvement ouvrier (anarchistes, socialistes-révolutionnaire, mencheviks, bolcheviks, bolcheviks-léninistes ou "trotskystes", courants de la social-démocratie, comme la Gauche révolutionnaire, le SAP, l'ILP, etc.), des rééditions de documents devenus inaccessibles, pages oubliées d'un passé que nous voulons aider, étudiants, enseignants, militants et historiens, à retrouver avec la plus grande exactitude possible

Le comité de rédaction

Au sommaire des Cahiers

NUMÉRO 1

I. — Etude de J.-J. Marie : Trotsky et l'assassinat de Kirov.

II. — Documents d'archives et inédits :

— G. Grigorov : Souvenirs sur Léon Trotsky (lettre du 25 avril 1988 adressée par un militant du Parti bolchevique qui a travaillé avec Trotsky en 1919 sur le front Sud-Ouest, membre de l'Opposition de gauche puis unifiée, exclu, emprisonné et déporté quatre fois).

— Blagoï Popov : Souvenirs du Goulag : le procès des ingénieurs (Blagoï Popov, membre du bureau politique du PC bulgare, et l'un des trois accusés du procès de Leipzig, 1933).

— La chasse aux trotskystes sous Staline : le cas de Miagkovaia (un temps secrétaire de Rakovsky).

— Les trotskystes à Vorkouta (rapport de Tsesarski à Iejov), février 1937 (première partie).

— Idem, extraits des souvenirs de l'officier du NKVD Kozlov.

— G. Tcherniavski : La liquidation de Rakovski.

— Nicolas Iejov : Rapport introductif au plénum du comité central du Parti communiste de Russie, du 25 février au 4 mars 1937.

III. — Pages oubliées :

— Irina Kakhovskaia : Souvenirs d'une révolutionnaire (Kakhovskaia, membre du comité central du Parti des socialistes révolutionnaires de gauche) : l'Ukraine en 1918-1919 et la Terreur blanche.

— Lénine vu par *La Pensée socialiste* (janvier 1947).

IV. — Echos.V. — Lectures : Modine, Blum, Knight.

VI. — Les centres de documentation et les fonds d'archives : aujourd'hui, le CERMTRI.

NUMÉRO 2

I. — Etudes :

— Nicole Bossut : Chaumette et la première commune de Paris.

— Jean-Marc Schiappa : Jacques Duclos dans les écrits de Trotsky.

II. — Documents :

— Correspondance échangée entre Trotsky et les dirigeants de l'Opposition de gauche bulgare (lettres de Dimitar Gatchev, Manov, Trotsky, Rakovsky) 1929-1933.

— Extraits du plénum du comité central du Parti communiste de Russie de février-mars 1937 (discussion à la suite du rapport de Nicolas Iejov).

— Lénine : Discours à la XIX^e Conférence du Parti bolchevique (22 septembre 1920), inédit.

— Les trotskystes à Vorkouta (suite du rapport de Tsesarski).

III. — Pages oubliées :

Marceau Pivert : Pour un Juin 36 européen (octobre 1947).

IV. — Actualité :

Trotsky en Russie : Deux articles sur Trotsky parus dans *Nezavissimaia Gazeta*.

V. — Lettre d'Arkadi Vaksberg :

Jacques Duclos agent du Guépéou.
Réponse à trois historiens français.

VI. — Lectures.

VII. — Les archives du Komintern à Moscou.

NUMÉRO 3**I. — Etudes :**

— Natacha Mouchitz : Lénine, les bolcheviks et l'Assemblée constituante.

— Sacha Kolpakedis : Trotsky et Makhno.

II. — Documents :

— Lettre de Staline du 2 février 1929 sur la littérature (inédit).

— Le Komintern et le PC allemand à la veille de l'accession d'Hitler au pouvoir (documents inédits).

— Marceau Pivert : Lettres de 1957-1958 sur la SFIO, Suez, Budapest et l'Algérie.

— Les trotskystes à Vorkouta (suite).

III. — Pages oubliées.**IV. — Actualité :**

Vadim Rogovine : Le livre de Volkogonov sur Trotsky (début).

V. — Echos.**VI. — Lectures.**

VII. — Bibliothèque : Le Medem (Bund).

NUMÉRO 4**I. — Etude :**

J.-J. Marie : Les socialistes-révolutionnaires de gauche (avec documents inédits) : de 1917 au Goulag.

II. — Documents :

— La Tcheka : documents d'archives inédits (lettre d'Ouritski, correspondance de Dzerjinski, etc.).

— Les trotskystes à Vorkouta (suite et fin).

— La Hongrie en 1956, à la veille de la révolution, dans les archives du comité central (textes d'Andropov, Mikoïan, Malenkov, Souslov).

— L'assassinat de Mikhoels : lettre de Beria.

III. — Pages oubliées.**IV. — Actualité :**

Vadim Rogovine : Le livre de Volkogonov sur Trotsky (fin).

V. — Lectures.

VI. — Centre d'archives : le Garf de Moscou.

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS

Informations Ouvrières Cahier n° 2
Hebdomadaire du Parti des travailleurs
CRÉATION LIBRE DE LA LOUPE DES CASSÉS

**CONFÉRENCE OUVRIÈRE INTERNATIONALE
DE BANSKA BYSTRICA (SLOVAQUIE)
11-12 MARS 1995**

Les décisions



- Les résolutions adoptées
- Les décisions prises
- Les comptes rendus des commissions

SUPPLÉMENT À INFORMATIONS OUVRIÈRES NOUVELLE SÈRIE - N° 171 (1994) - SEMAINE DU 16 AU 21 MARS 1995 - 16 FRANCS 20 FRANCS LES DEUX

**Prix : 20 F
les deux cahiers**

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS

Informations Ouvrières Cahier n° 2 bis
Hebdomadaire du Parti des travailleurs
CRÉATION LIBRE DE LA LOUPE DES CASSÉS

**CONFÉRENCE OUVRIÈRE INTERNATIONALE
DE BANSKA BYSTRICA (SLOVAQUIE)
11-12 MARS 1995**

La discussion



Les interventions des délégués

• Afrique du Sud • Burundi • Burkina-Faso • Niger • Togo • Sénégal • Haïti • Maurice • Côte d'Ivoire • Algérie
• Égypte • Bangladesh • Inde • Pérou • Brésil • Mexique • Haiti • Guadeloupe • États-Unis • Portugal
• Espagne • France • Italie • Allemagne • Grande-Bretagne • Danemark • Belgique • Suède • Suisse
• Grèce • Russie • Liban • Roumanie • Hongrie • Slovaquie • Pologne • Serbie • Croatie • Bosnie
• Des représentants de soutien ont été reçus du Yémen, de l'Espagne, de Taiwan et de Madagascar.

SUPPLÉMENT À INFORMATIONS OUVRIÈRES NOUVELLE SÈRIE - N° 171 (1994) - SEMAINE DU 16 AU 21 MARS 1995 - 16 FRANCS 20 FRANCS LES DEUX - 600 000 000

Conférence ouvrière internationale de Banska Bystrika (Slovaquie) des 11 et 12 mars 1995

Les brochures de compte rendu des travaux de la conférence ouvrière internationale de Banska Bystrica sont encore disponibles : les deux cahiers spéciaux d'*Informations ouvrières* sont en vente au prix de 20 F les deux.

**Demandez-les aux militants du Parti des travailleurs
ou passez commande au Parti des travailleurs,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.**

Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.

LA VERITE

Bulletin d'abonnement
Un an, 4 numéros : 120 francs

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

.....

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.



Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Raul Gomez, Philippe Larsimont, Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Werner Uhde, Jorge Villaran.

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X